

L'Administration Consultative Centrale

(Avec tableau des Assemblées Consultatives
fonctionnant auprès des divers ministères)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le 2 Juin 1932, à 14 Heures

par

GILBERT DAUPHIN

MEMBRES DU JURY :

Président : J. LAFERRIERE.

Suffragants { M. A. MESTRE.
M. JOSEPH-BARTHELEMY.

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

Marcel RIVIÈRE

31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoît

—
1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551819_0031

**L'ADMINISTRATION
CONSULTATIVE CENTRALE**



L'Administration Consultative Centrale

(Avec tableau des Assemblées Consultatives
fonctionnant auprès des divers ministères)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le 2 Juin 1932, à 14 Heures

par

GILBERT DAUPHIN

MEMBRES DU JURY :

Président : J. LAFERRIERE.

Suffragants { M. A. MESTRE.
M. JOSEPH-BARTHELEMY.

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

Marcel RIVIÈRE

31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoît

1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Les autorités qui ont la charge du gouvernement et de l'administration d'un pays, ont toujours senti la nécessité de s'entourer, avant d'agir, des conseils de personnes qualifiées. Nous avons connu auprès de tous nos gouvernements, comme à tous les échelons de notre hiérarchie administrative des organismes institués dans ce but.

Les plus importants d'entre eux, et surtout ceux qui siègent auprès du gouvernement central ont toujours eu une tendance marquée à usurper les pouvoirs de décision de ceux qui les utilisaient. Très nette en matière contentieuse, avec le passage de la justice retenue à la justice déléguée, et avec la transformation des Conseils en juridiction, observée depuis les débuts de la Curia Régis détachant de son sein le Parlement, les Cours Financières, le Grand Conseil, le Conseil des Parties, jusqu'au Conseil d'Etat moderne, cette tendance est moins marquée mais cependant visible en matière administrative.

Cependant, même ceux qui, observant cette évolution, la déploraient et s'efforçaient d'y porter remède n'ont jamais pu se passer des conseils consultatifs. Le XIX^e siècle libéral et parlementaire n'a pu supprimer le Conseil d'Etat hérité du Consulat et de l'Empire. Et même, phénomène plus curieux, les commissions secon-

daires, abolies par la Constituante, ont fini par renaître au cours de la III^e République.

Dès la première Restauration, le Conseil d'Etat s'est senti dans une situation très fausse, aussi bien juridiquement que politiquement, et de hauts personnages de l'Etat ne se sont pas privés de le lui faire entendre.

Juridiquement dans l'équilibre des pouvoirs, spécial au régime parlementaire, on n'avait que faire de ses talents de « conseiller », puisque le pouvoir exécutif devait se trouver suffisamment « éclairé » par les lumières qui existaient dans la Chambre des Pairs ou que lui députaient, dans la Chambre basse, les électeurs des départements.

Ce raisonnement se trouvait puissamment corroboré par l'argument sans réplique pour des imitateurs serviles des institutions britanniques, qu'aucun organisme de ce genre n'existait outre-Manche, où de plus, le besoin ne s'en était jamais fait sentir.

Politiquement, le corps constitué était lourd de souvenirs importuns. Pour les libéraux et les républicains, c'était l'instrument du despotisme toujours inspiré de l'esprit des vieux légistes, la pépinière inépuisable des intendants royaux et des préfets impériaux. Pour les ultras comme pour les doctrinaires, c'était au contraire l'ultime refuge de l'esprit et des hommes de la Révolution, le dernier vestige de la construction napoléonienne.

On pouvait donc s'attendre à la voir disparaître mais le gouvernement de Louis XVIII jugea plus habile de le maintenir provisoirement. Il permettait de récompenser par un titre sonore et des traitements appréciables les fidélités de l'exil dont le nombre servait par ailleurs à noyer les conseillers d'avant 1814. Le maintien

de ceux-ci dans des fonctions désormais à peu près honorifiques paraissait à juste titre moins dangereux, qu'une suppression d'emploi qui les rejeterait dans l'opposition.

Enfin, le rappel des traditions de l'Ancien Régime justifiait dans l'esprit du Roi et de ses ministres, le maintien du Conseil d'Etat, dans la mesure même où elle provoquait chez leurs adversaires le désir de son abolition.

Mais le Conseil d'Etat de la monarchie parlementaire, qui devra attendre son statut légal pendant trente ans, est réduit en attributions et en prestige. Il perd toute influence politique et législative, et il est restreint dans le domaine administratif à des fonctions purement consultatives. Les ministres désertent ses séances, le chancelier et même le garde des sceaux, quand ces fonctions sont distinctes, ne daignent plus présider ses Assemblées générales, et se font remplacer par un des conseillers, qui deviendra par la suite le Vice-Président.

Cependant malgré ces avanies, il a su profiter de la parcelle d'autorité qu'on lui a laissée, et jouant avec discrétion de son rôle administratif, développant parallèlement son rôle contentieux, toujours à peu près semblable à lui-même dans sa composition, toujours immuable dans la ligne de ses doctrines, il a survécu à tous les régimes politiques qu'à successivement essayés le XIX^e siècle.

La loi du 24 mai 1872 est venue consacrer la place qu'il s'est taillé dans notre régime. La démonstration était faite de l'utilité et de la nécessité d'un grand corps consultatif.

Mais la pratique gouvernementale et les coutumes

administratives qui se sont développées depuis un demi siècle l'ont cependant dépouillé du monopole de ce rôle de conseiller de l'autorité centrale, dont il reste cependant le conseiller officiel et général. Poussés au hasard des circonstances, sans plan préconçu, mais pour des raisons générales qu'il nous sera très facile de reconstituer, un grand nombre de conseils secondaires sont venus se greffer auprès, non plus comme lui du Chef de l'Etat ou du Gouvernement, mais de chaque département ministériel.

Ce phénomène n'est pas singulier, car, si nous nous reportons à l'organisation administrative des toutes dernières années de l'Ancien Régime, nous retrouvons les traces de nombreuses commissions tellement semblables, quant à leur composition, qu'il semblerait que les unes furent calquées sur les autres.

On y retrouve jusqu'au caractère qui a assuré leur continuité et leur vitalité : la présence à titre individuel d'un plus ou moins grand nombre de membres du Conseil d'Etat, qui, quelle que soit leur prorogation au milieu de leurs collègues, en constituent toujours la cheville ouvrière.

Ces organismes, qui portent les noms les plus divers, sans aucune espèce de règle fixe de terminologie constituant avec le Conseil d'Etat, envisagé sous son angle administratif, ce que nous avons appelé « l'Administration Consultative Centrale » laquelle joue dans notre vie publique un rôle beaucoup plus considérable que l'on ne l'imagine généralement.

Nous retrouvons, en effet, dans celle-ci, comme dans beaucoup d'autres institutions, une scène et des coulisses, et il n'est pas rare de constater que dans le

fonctionnement général c'est ce qui est caché aux yeux du public qui est la partie principale du mécanisme.

Officiellement, constitutionnellement pourrions-nous dire, l'administration française centrale est composée des ministres et de leurs bureaux, dont on sait que l'activité est contrôlée a posteriori par le Conseil d'Etat au contentieux.

Or, le rôle du Conseil d'Etat, pour important qu'il soit au contentieux, est toujours resté en premier lieu celui de donneur d'avis, et il y consacre toujours la majeure partie de son activité. Mais comme il n'existe aucun recueil de ces avis, en raison de leur caractère secret, on a tendance à se figurer qu'il n'en donne plus qu'à titre exceptionnel, et qu'il est confiné à son rôle juridictionnel, ce qui est inexact.

Et à côté du Conseil d'Etat resté le Conseiller très écouté de la haute administration, il existe un grand nombre de ces organismes secondaires — nous en avons noté plus deux cents, sans pouvoir nous flatter qu'il ne nous en ait pas échappé — qui tiennent de la subtilité de leur composition une parcelle de sa grande autorité juridique accompagnée de nombreuses lumières techniques, ce qui leur fait jouer également un rôle non négligeable.

Ce rôle, la modestie de leurs origines ne semblait pas devoir leur promettre. Mais nous verrons en étudiant l'évolution de leur composition et de leurs attributions les raisons qui leur ont permis d'y atteindre.

Nous verrons qu'il a été possible de les traiter autrement que par cas particuliers (1), parce qu'elles sem-

(1) Nous donnons en annexe, la liste des principaux conseils, commissions, ou comités, qui correspondent à l'étude entreprise ici,

blent tendre vers un modèle uniformisé au point que l'on puisse dégager de leur comparaison des règles générales de construction.

L'application à leur recrutement du principal électif, en soulevant le grand problème de la participation des particuliers à la direction des services publics, la création d'une procédure sanctionnée par un contentieux, sont arrivés à leur donner une importance considérable et un caractère quasi officiel, allant jusqu'à rendre dans certains cas, leur consultation obligatoire, comme celle du Conseil d'Etat lui-même.

Mais cette évolution ne date guère que d'un demi-siècle, c'est dire, puisque nous parlons d'une institution de droit public, qu'elle commence à peine. Quelles que soient les transformations que nous noterons depuis ses débuts, elle n'est encore qu'à un stade inorganique. Que nous réserve-t-elle pour l'avenir ?

Ces créations administratives, qui n'ont même pas toujours une loi pour origine semblent très susceptibles, si l'on n'y prend garde, d'infléchir vers une passe dangereuse l'ensemble de nos institutions de droit public. Il nous faudra signaler les écueils que l'on peut redouter, en regard des résultats déjà obtenus, qui constituent l'actif de notre Administration Consultative.

Au total, il semble bien que nous avons plus à gagner qu'à perdre à son développement. Et même peut-être ne sera-t-il pas interdit de se demander si elle n'est pas capable d'apporter des solutions excellentes à certains grands problèmes de l'heure présente ?

et dont il a été possible de déterminer de façon précise l'origine officielle, le but et la composition.

Leur forme est capable d'assurer la représentation qu'on serait bien incapable d'assurer autrement, d'intérêts et de forces latentes, auxquels il est pourtant très désirable de faire une place marquante dans l'ensemble de notre organisation politique. Il peut sembler qu'il y ait là un moyen de faire entendre ces voix, sans leur permettre d'outré passer certaines limites, et que cette formule transactionnelle serait susceptible de rallier bien des suffrages. Mais peut-être est-ce envisager l'avenir des conseils consultatifs d'une façon trop optimiste ?

*
**

Dans les problèmes que pose l'Administration consultative centrale, nous nous attacherons particulièrement à ceux qui nous ont semblé les plus caractéristiques et les plus mal connus : son évolution et son avenir, et pour cela nous nous sommes attachés spécialement à ceux des organismes qui la composent dont l'existence est le plus généralement ignorée. Nous avons systématiquement laissé de côté les parties trop connues, qu'il nous faut cependant classer dans cet ensemble.

Et tout d'abord, un traité, s'efforçant d'être complet, de l'Administration consultative centrale devrait obligatoirement et logiquement comprendre deux parties d'égale importance :

- 1° Le Conseil d'Etat ;
- 2° Le reste.

C'est ce reste seul que nous essayerons d'étudier ici. En effet la raison qui fait laisser dans l'ombre le

rôle consultatif du Conseil d'Etat par rapport à son rôle contentieux, s'impose à tous ceux qui traitent cette question de l'extérieur. Le secret et l'absence d'un recueil des délibérations administratives ne permettraient de faire œuvre utile et profitable en la matière qu'à quelqu'un de la maison. Seul un membre de la haute assemblée pourrait, en se tenant au recul de l'historien et du juriste, et sans dévoiler le moins du monde les secrets professionnels, tracer un tableau complet et vivant de cette partie de son activité.

D'autre part, aborder cette question en vingt pages serait compiler les manuels de droit administratifs sans apporter aucun fait qui ne soit archi connu. Nous nous bornerons donc à cette simple allusion sur cette partie primordiale de l'activité consultative.

Nous ne ferons pas non plus dans cette étude une place proportionnée à leur importance à ceux de ces organismes dont la création et le fonctionnement ont mérité des monographies spéciales. (Ce sont naturellement les plus connus et ceux dont le rôle est le plus étendu). Il en sera ainsi du Conseil Supérieur des Chemins de Fer, du Conseil Supérieur des Colonies, du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, du Conseil National Economique (1).

Enfin nous avons écarté également, pour ne comparer que des choses comparables, tous les groupements qui n'ont pas pour but d'étudier d'une façon perma-

(1) Voir : Sur « *Le Conseil National Economique* », Louis Tessedchi, thèse, Paris, 1927. (Tome 3 de la Bibliothèque de la Faculté de Droit de Paris) ; Louis Blankaert, thèse, 1928. (Province, Tome 47 id.) ; Sur « *Le Conseil Supérieur des Colonies* », Henri Joucla, thèse, 1927. (Province, Tome 56 id.).

nente des questions d'ordre général et d'émettre sur ces questions un avis ou facultatif, ou obligatoire.

La structure et le nom de ces groupements sont parfois semblables, mais leur but tout différent ne nous permet pas de nous étendre sur eux, ils sont placés en dehors de l'évolution générale que nous nous efforçons de retracer. Ce sont les organes de gestion, des Conseils d'Administration, ou bien alors, ce sont des organes créés pour une étude déterminée et destinés à disparaître après l'avoir effectuée.

Ces commissions à objet restreint sont loin d'être sans intérêt, et elles rentrent par leur but même dans le cadre de l'Administration Consultative, à l'opposé des précédentes.

Nous n'en pouvons faire état car par le fait même de leur fluidité, elles échappent à toute étude autre que monographique. D'ailleurs elles ont présenté et elles présentent les mêmes caractères que les commissions permanentes qui ont été créées à la même date qu'elles. Il suffit de les replacer par leur situation chronologique à l'un ou l'autre stade de l'évolution que nous observerons.

Citons pour mémoire celles, — on en crée une environ tous les dix ou quinze ans, — qui ont pour objet la révision du Code Civil.

Tout dernièrement, une autre eut pour mission la refonte du Code de la Route et son avis fut transmis aux Commissions Permanentes compétentes du Ministère des Travaux Publics. Il en existe actuellement plusieurs dans le domaine des Beaux-Arts, dont l'une doit élaborer un projet de Conseil Supérieur de la Musique.

Enfin certains organismes consultatifs permanents,

ont par ailleurs des attributions d'un autre ordre et particulièrement des attributions juridictionnelles, comme c'est le cas pour le Conseil Supérieur de l'Instruction Publique. Nous laisserons également ces attributions de côté, et nous ne verrons dans ces commissions que la partie consultative de leurs fonctions.

CHAPITRE PREMIER

CARACTERES GENERAUX

Il semble impossible à l'heure actuelle de donner même une simple liste des assemblées consultatives qui existent auprès du gouvernement central. L'« Almanach National » a cessé de paraître depuis un certain nombre d'années, et les annuaires des ministères, quand ils existent, se trouvent rarement mis à jour.

Les textes qui ont donné naissance à ces organismes sont les plus divers : rarement une loi, parfois un règlement d'administration publique, le plus souvent un décret. Ce peuvent être aussi un arrêté, voir même une simple circulaire ministérielle. Dans ces derniers cas, il est souvent matériellement impossible de les retrouver dans le « Journal Officiel ». Il est même quelque fois certain qu'ils n'y ont jamais figuré.

Une des caractéristiques principales de ces Assemblées est d'être très souvent modifiées dans leur composition, et de n'être jamais supprimées, même quand elles n'ont pas été réunies depuis près d'un demi-siècle.

Les titres que portent ces organismes sont aussi variables que les buts qui leur sont théoriquement assignés et que l'importance du rôle, qu'en pratique, on leur fait jouer. Qu'ils soient appelés Conseils, Commis-

sions, ou Comités, avec ou sans les qualificatifs de supérieur, national ou technique, ils sont indifféremment des organismes de gestion ou des organismes consultatifs, des commissions de classement des fonctionnaires ou de réception du matériel, des commissions de contentieux. Le plus souvent dans les mêmes organes plusieurs de ces caractères se retrouvent.

Nous en tenant, selon notre plan, aux seuls organes consultatifs, ou pour ceux de caractère mixte, à leur seul rôle consultatif, nous pouvons relever sans qu'il soit possible de faire une démarcation absolue et sans que la terminologie soit rigoureusement exacte, plusieurs types qui se retrouvent auprès des divers ministères.

Le modèle le plus considérable, celui que nous appellerons le type « Conseil Supérieur », correspond soit à toute l'activité d'un ministère, soit à celle d'une grande direction. Sa composition toujours variable fait une place aux représentants des intérêts généraux de la Nation (très généralement élus par leurs pairs dans le sein des grandes compagnies qu'ils doivent représenter), aux représentants des divers autres ministères (très souvent nommés par le Ministre auprès duquel siège le conseil, mais après avis du Ministre qui est leur supérieur hiérarchique), enfin aux représentants techniques de cette branche de l'activité nationale, (soit nommés par le Ministre, soit désignés par des groupements qualifiés).

A un échelon inférieur de la hiérarchie, on trouve les « commissions » dont le but est plus restreint, et qui en général se composent de membres de droit (anciens ministres, directeurs et chefs de service), et de membres

nommés par le Ministre parmi telle ou telle catégorie désignée.

Le type « Comité » se compose de techniciens, désignés par le Ministre pour un objet restreint. Aussi, on trouve dans presque tous les ministères des comités de contentieux, dont la composition est pour ainsi dire identique ; des comités chargés d'élaborer des transactions pour le règlement des marchés dans les Ministères qui ont coutume d'en passer (1) et des comités d'hygiène, dans tous les ministères où est passé un homme d'Etat très préoccupé sans doute de la santé du personnel, et qui comportent des représentants des diverses classes de celui-ci (2).

Cette classification tripartite n'est pas d'une rigueur absolue, il existe des cas limites qu'on ne saurait ranger dans l'une ou l'autre, et souvent les titres officiels ne correspondent pas à l'importance réelle de l'institution. Aussi emploierons-nous, indifférent dans cette étude les expressions de Conseil, Commission ou Comité, ces organismes ayant suivi la même évolution générale, qui seule présente un intérêt.

Il est curieux de noter que par une voie toute différente, l'Ancien Régime avait connu un grand nombre d'institution du même ordre. Mais nos commissions modernes sont nées individuellement d'une façon autonome, et n'ont fini à se ressembler et à former une sorte d'ensemble que par l'adjonction progressive des mêmes

(1) Voir : Marcel FERRUS « *Les Comités Consultatifs de règlement amiable des entreprises de Travaux Publics et des marchés de fournitures* », thèse, Paris, 1914. (Tome 14 à la Bibliothèque de la Faculté de Droit de Paris).

(2) Voir : Annexe pages 137 (Finances), 153 (Guerre), 235 (P.T.T.).

hommes à chacune d'entre elles, tandis que celles de l'Ancien Régime provenaient du morcellement toujours plus poussé du Conseil du Roi. Néanmoins, si nous les prenons dans leur forme la plus évoluée, aux toutes dernières années de la Monarchie (1), nous ne pouvons qu'être frappés de l'analogie de leur structure.

Ainsi, le Conseil de la Guerre, qui siégeait auprès du Secrétaire d'Etat et était présidé par lui, comprenait quatre lieutenants généraux, quatre maréchaux de **camp**, un brigadier d'infanterie ou de cavalerie comme rapporteur, un commissaire des guerres, comme secrétaire. N'est-ce pas, au nombre des membres près, l'actuel Conseil Supérieur de la Guerre ?

Le Conseil de la Marine présente les mêmes caractères, à cela près que sa compétence s'étendait aussi à la Marine Marchande. Le Comité des Pêches comprend dans son sein deux Maîtres des Requêtes. Au département des Finances, il existe un comité pour les affaires contentieuses, qui est présidé par un Conseiller d'Etat ordinaire. Les relations du commerce extérieur sont du domaine de Commissaires Généraux, qui semblent bien les ancêtres de nos Conseillers du Commerce Extérieur. Il n'est pas jusqu'au Bureau du Commerce, lui-même, dans la composition duquel il entre quatorze députés des principales villes ou provinces commerçantes du royaume, qui ne soit établi sur le modèle de nos conseils où les représentants des intérêts professionnels siègent auprès des représentants de l'administration (1).

(1) Cf. Almanach Royal — 1788 et 1789. Les Conseils du Roi.

(1) Il est à noter cependant que ces conseils de l'Ancien Régime étaient intégrés à titre de section dans le Conseil du Roi. Au contraire, les nôtres sont entièrement autonomes par rapport au Conseil

Cette analogie si frappante entre ces organismes tous supprimés par la Constituante, et ceux qui naquirent au hasard et sous la pression des circonstances environ un siècle plus tard, ne tendrait-elle pas à prouver qu'ils correspondent à une réalité bien vivante et qu'ils sont indispensables au fonctionnement régulier d'une administration bien comprise ?

L'apparition des commissions consultatives dans notre organisation administrative moderne ne semble cependant pas avoir été la conséquence de vues profondes et réformatrices en la matière.

Les premières qui apparurent après l'an VIII, sont celles dont il fut toujours impossible à un gouvernement raisonnable de se passer, étant donné la technicité ou l'ampleur du service public auquel elles ressortissent.

Le Conseil Supérieur de l'Instruction Publique remonte sous des aspects et des noms divers aux dernières années de l'Empire. La Restauration nous dota de ceux dont l'activité intéresse plus particulièrement les Travaux Publics ou l'Agriculture (Mines, Eaux et Forêts, Haras, Ponts et Chaussées).

Les autres commissions consultatives apparurent tout d'abord comme des réunions de directeurs ou de chefs de service. Rien d'officiel au début, c'est le simple rapport quotidien, où les grands commis se trouvent réunis autour du chef commun pour l'expédition des affaires courantes. Puis, on prend l'habitude de se réunir à tel ou tel moment pour traiter un ordre de ques-

d'Etat. Quoique le procédé moderne paraisse supérieur, certaines propositions ont été faite dont l'adoption nous rapprocherait beaucoup des formules de l'Ancien Régime. (Voir plus loin, Chapitre VI. Le Conseil d'Etat et l'Administration Consultative, pages 69 et suiv.

tions particulièrement délicates. Enfin, la véritable commission naît au moment où l'on invite quelques techniciens étrangers à l'Administration centrale à prendre part à ces délibérations.

Très vite, il est apparu, à l'époque où le régime parlementaire a pris définitivement la forme que nous lui voyons actuellement, que ces genres de réunions, quoique officieuses, pouvaient servir d'excellentes couvertures morales pour le ministre qui les avait consultées. Car devant le Parlement, le ministre est responsable de ses projets législatifs et de ses décisions administratives. Quand il se voit reprocher un échec que ses adversaires attribuent à son initiative hors de propos, jointe à son incompétence personnelle, sa dignité ne lui permet pas d'arguer que ce sont ses bureaux, eux compétents et permanents, qui ont tout fait et que son action personnelle se réduit à peu près à rien. Aussi certains ont-ils trouvé habile, pour mettre leur responsabilité à couvert et parer à l'avance à de tels reproches, de se retrancher derrière l'avis de ces commissions évidemment irresponsables, mais au moins présumées compétentes. Comment le taxer d'inopportunité, et d'incompétence, puisque chacun sait que le projet a été mûrement discuté et étudié sous toutes ses faces par une assemblée de techniciens ?

Puis, l'on s'est aperçu, qu'il était facile de se servir de ce moyen, non seulement pour parer à des attaques possibles, mais pour éviter qu'elles se produisent, en faisant entrer dans la commission préparatoire tous ceux qui seraient susceptibles de combattre au Parlement ou dans la presse, le projet mis sur pied. Associés à l'œuvre entreprise, les commissaires ne seront plus

qualifiés pour la combattre, au contraire, ils seront les premiers à la défendre.

A l'usage, un autre avantage apparaît : c'est un moyen habile pour les Ministres et pour le Parlement de s'affranchir de la tutelle du Conseil d'Etat. L'autorité de la haute assemblée administrative est rarement discutée. Sa consultation étant trop souvent facultative, son avis n'en a que plus de poids quand il est sollicité. Pour le Ministre soumettre un projet au Conseil d'Etat, c'est s'exposer, s'il est modifié, et il l'est parfois profondément, à être dans l'alternative de présenter au Parlement le texte nouveau qui lui déplaît, ou le texte ancien rejeté au Palais Royal.

Pour le Parlement l'approbation d'un projet par le Conseil d'Etat lui confère une autorité qui rend difficile sa discussion, si l'on ne veut également encourir les reproches de légèreté et d'incompétence. C'est pourquoi Ministres et Parlement préfèrent se passer le plus souvent possible de l'avis du Conseil d'Etat.

Au contraire, l'avis d'une commission spéciale, suffisant pour donner au projet l'apparence d'une œuvre sérieusement méditée, n'est pas cependant d'un poids tel que chacun ne puisse, en conscience, faire autre chose que l'entériner.

D'ailleurs, pour éviter d'éveiller les susceptibilités du Conseil d'Etat, on fait entrer dans la commission, un certain nombre de ses membres.

Cette présence, dont nous verrons plus loin toute l'importance tutélaire, a eu l'intérêt de renforcer l'autorité des commissions consultatives, au moment même où l'administration sentait de plus en plus s'affaiblir la sienne.

C'est une constatation bien banale à l'heure actuelle, parce que les faits et ses causes ont été aussi souvent traités du haut de la tribune que du haut de la chaire, que notre administration ne justifie plus le brocard célèbre qu'elle a inspiré, et que depuis les dernières années du XIX^e siècle, elle se montre de moins en moins capable et sure d'elle-même.

Aussi bien des Ministres, à l'époque où le gouvernement a commencé à sentir le Parlement beaucoup moins dans sa main qu'au temps de la monarchie tempérée, furent-ils satisfaits de pouvoir étayer la faiblesse des projets émanants de leurs bureaux, non plus seulement de l'avis d'une commission, mais d'une remise en état complète, tant du fonds que de la forme, et grâce surtout au concours des commissaires membres du Conseil d'Etat.

Une dernière cause de naissance de ces organismes fut le désir très marqué de certains ministres de présider un conseil à organisation fixe, dans le sein duquel ils s'assurent statutairement une place, pour l'époque où il leur en faudra quitter la présidence avec le ministère.

Par souci de symétrie on a organisé un de ces conseils supérieurs dans presque tous les ministères, et chose curieuse, les seuls qui n'en possèdent pas sont les plus anciens, sans doute parce qu'il n'est point besoin de démontrer l'importance du rôle imparti à leur titulaire.

Enfin, dominant tout notre édifice consultatif certains de ces organismes ont une compétence qui sans être universelle, c'est, nous l'avons vu, le monopole du Conseil d'Etat, s'étend à un grand nombre de ministères. Il a été impossible de les rattacher, même pour or-

dre, à l'un d'eux, et l'un des effets les plus curieux du développement des corps consultatifs a été de donner naissance à une « Présidence du Conseil » véritablement autonome. En effet le Conseil Supérieur de la Défense Nationale et le Conseil National Economique sont rattachés officiellement à cet organisme, tant réclamé et qui ne se révèle en fait que par l'existence d'un second cabinet auprès du détenteur du titre. Or, comme nous le verrons, la plupart des corps consultatifs ont un secrétariat, composé de membres de l'Administration Centrale du ministère, et qui remplissent cette mission en plus de leurs fonctions ordinaires. Il ne pouvait en être de même pour la Présidence du Conseil, d'autant plus que l'importance et le volume des questions traitées dans ces conseils exigeaient un personnel nombreux, compétent et spécialisé. Le secrétariat de la Défense Nationale, recruté parmi les officiers brevetés d'Etat Major des armées de terre, de mer et de l'air, divisé en plusieurs bureaux, assisté du personnel subalterne nécessaire, a été le premier élément administratif supérieur à toutes les formations ministérielles. Il en est de même du Conseil National Economique dont on a confié le poste de Secrétaire Général à un Conseiller d'Etat.

Il y a donc là le germe d'une organisation spéciale à la Présidence du Conseil, qui ne pourra évidemment prendre corps que lorsqu'elle sera pourvue d'un local particulier, car jusqu'ici le Conseil Supérieur de la Défense Nationale fonctionne dans les dépendances du Ministère de la Guerre, ce qui s'explique facilement, et le Conseil National Economique dans les locaux du Ministère des Finances, rue de Rivoli, pour la raison purement historique que le Président du Conseil était minis-

tre des Finances au moment de sa mise au point définitive.

L'affectation d'un local spécial aux services de la Présidence du Conseil soulèverait d'ailleurs une difficulté d'ordre inverse, car le titulaire de cette fonction gère ordinairement dans notre pratique parlementaire un département ministériel. Il faut donc se résigner, pour qu'il garde sous sa main les éléments nécessaires à l'exercice de ses doubles fonctions, à voir l'embryon administratif d'une Présidence du Conseil voyager inlassablement à tous les changements de ministère.

Il faut souligner enfin que l'orientation actuelle, d'ailleurs peut être toute provisoire, n'est pas dans le sens du développement d'une Présidence du Conseil, puisque l'on a confié au Ministre de la Justice, le contrôle des administrations publiques, tant en raison de son antique prestige que du peu de travail de ses bureaux.

Les organes consultatifs qui accompagnent obligatoirement le chef responsable de la politique du pays sont donc destinés à rester dispersés, ce qui ne semble pas avoir énormément d'inconvénients pratiques.

Ils nous suffisent seulement à souligner la tendance actuelle à briser la traditionnelle égalité de principe des départements ministériels.

CHAPITRE II

COMPOSITION

Les premières commissions consultatives qui ont été formées échappaient à toute espèce d'étude, par le fait même qu'aucune règle de composition n'était posée dans l'acte qui les instituait.

Les plus vieilles de ces assemblées ont conservé ce caractère. C'est ainsi qu'au Ministère des Affaires Etrangères, qui n'en compte que quelques-unes, les décrets de création portent qu'une commission formée de MM. Untel et Untel, sera chargée du classement et de la publication des archives diplomatiques, ou étudiera les propositions de droit international que les délégués français seront appelés à soumettre à la Conférence de la Haye (1).

Ces membres sont nommés sans aucune limitation dans le temps. Les titulaires le restent très généralement jusqu'à la mort, et à ce moment, un acte en même forme, pourvoit à leur remplacement. C'est le premier stade, un stade inorganique, de l'administration consultative.

(1) Voir annexe, Ministère des Affaires Etrangères, pages 83, 84.

Puis le ministre créateur limita par avance la liberté de choix de ses successeurs, et celà de deux façons.

D'une part, la commission comporte un certain nombre de membres de droit. Ce n'est plus, en ce cas, une personne qui est désignée, mais le titulaire d'un certain poste. Il n'y a donc aucun remplacement à prévoir, la transmission des pouvoirs à la commission se fait automatiquement et d'une façon subsidiaire à la désignation au poste visé. Cette institution des membres de droit correspond à la volonté de faire collaborer aux travaux le haut personnel des bureaux compétents et de donner un droit de regard aux autres administrations en y associant un de leurs membres. Nous voyons poindre là, une des vues les plus intéressantes de la matière de l'Administration consultative : la participation officielle des hauts fonctionnaires et la possibilité d'assurer par eux une large coordination des efforts de diverses administrations publiques.

Mais il n'y a pas, dans ces commissions plus évoluées, que des membres de droit. On y trouve des représentants des intérêts généraux de la nation, des juristes et des techniciens. Dans l'acte institutif, ils sont désignés par leurs fonctions et par leurs titres, et la proportion établie entre eux doit être observée. Il est prévu, par exemple, qu'il y aura un membre de l'Institut, un Sénateur, deux Députés, deux Conseillers d'Etat, un Inspecteur des Finances, trois membres choisis dans telle ou telle société, dans tel ou tel syndicat. Cette limitation des catégories à l'avantage de donner définitivement (ou jusqu'au prochain remaniement) le caractère général de la commission, suivant ceux que l'on y fera prédominer. Si c'est un grand conseil supérieur, les

membres de l'Institut, des corps savants, du Parlement y entreront largement, pour y apporter les vues les plus diverses, les opinions les plus divergentes. Si c'est une commission à caractère juridique, la prépondérance ira aux Conseillers d'Etat et à la Cour de Cassation, en ayant soin de doser soigneusement la proportion entre les deux ordres de juridiction. Si nous avons une commission à but nettement financier nous verrons dominer les Inspecteurs des Finances et les Conseillers à la Cour des Comptes.

Pour les membres qui seront les représentants non plus des intérêts généraux de la nation, mais des intérêts techniques ou professionnels, le dosage est plus subtil encore. Il témoigne de l'importance officiellement reconnue à tel ou tel groupement privé ou parfois seulement de l'intérêt que lui porte le ministre créateur. Entre les diverses professions, il est fonction de la répercussion des questions soulevées sur la vie corporative de chacune d'elles.

Organisée sur ces bases, la commission restera donc toujours, aux personnes près, semblable à elle-même. Le pouvoir des Ministres successeurs sera limité au choix dans l'intérieur de catégories définies. Si l'équilibre recherché ne lui plaît pas, il ne lui reste que la ressource de modifier dans les mêmes formes le texte de l'institution. Ce procédé a été très utilisé, comme en témoigne la longue liste des références officielles placée au regard de chaque commission. Il est à remarquer d'ailleurs, que chaque modification augmente les catégories représentées ou le nombre des membres de chaque catégorie, sans que jamais on n'ait à enregistrer de réductions.

A un troisième stade, nous observons l'établisse-

ment de limitations dans le temps. Il est, par exemple, prévu que les commissaires nommés seront renouvelés par moitié ou par tiers, tous les deux ou trois ans, les membres remplacés individuellement l'étant pour la fin du mandat en cours. Il est rare que le mandat ne soit pas renouvelable, et sauf circonstances exceptionnelles, ils sont, en pratique, toujours renouvelés. Parfois même, ce renouvellement s'opère tacitement. Cependant, au Ministère de la Guerre, qui compte de nombreuses commissions intégralement renouvelables tous les ans, la publication en est toujours soigneusement faite au mois de janvier, même s'il n'y a aucun changement.

Un pas de plus fut encore franchi, et il était d'importance, quand on fit usage dans les organismes consultatifs du principe électif.

Les premières tentatives que l'on voit dans ce sens semblent de portée assez mince. Ce sont en effet les Sociétés Savantes, les deux Chambres, les grands Corps Administratifs et Judiciaires qui sont appelés à désigner eux-mêmes leurs représentants au sein de la commission.

Dans le Parlement, les compétitions ne sont guère vives autour de ces élections, sans doute parce qu'aucun grand appétit n'est mis en jeu. Les candidatures sont rares et en général indiscutées, les membres sortants sont réélus d'acclamation en début de séance, et ordinairement au milieu de l'inattention générale.

Dans les corps savants et les grandes assemblées administratives ou judiciaires, ces désignations faites en général avec le plus grand soin, se déroulent au milieu du calme ordinaire de ces compagnies que le petit

nombre de leurs membres ainsi qu'une traditionnelle courtoisie éloignent des luttes passionnées.

On ne peut noter aucune différence de tendance entre les désignations faites par le Ministre parmi les membres de ces corps, ou celles faites par le corps lui-même. En général, les personnalités s'imposent d'elles-mêmes et sans aucune pression, aussi bien au choix de leurs pairs qu'à celui du pouvoir exécutif.

S'il n'y a aucune différence pratique, il n'en reste pas moins l'indépendance théorique beaucoup plus grande de celui qui est élu par rapport à celui qui est nommé.

Cette différence a été rendue beaucoup plus tangible par l'extension du principe électif en des régions moins sereines. Mais du même coup, les avis des commissions ainsi ouvertes prenaient, en notre régime de suffrage universel, une importance beaucoup plus considérable. L'avenir de notre organisation consultative se présentait, de ce fait, sous un jour aussi nouveau que plein de promesses.

Si l'on veut bien prendre la peine de considérer ce phénomène dans tous ses développements possibles on verra qu'il y a le germe, et comme un essai en vase clos, d'une part de cette fameuse représentation des intérêts, et d'autre part un premier stade de la non moins fameuse participation des fonctionnaires à la direction des services publics.

A la première idée se rattachent les élections de membres au Conseil Supérieur de l'Agriculture, au Comité Consultatif des tabacs (pour les représentants des planteurs) et, dans une certaine mesure, au Conseil Supérieur des Colonies.

Bien plus nombreux sont les exemples où l'on voit le personnel de certains services publics associé par le moyen de ses délégués à la gestion du service qu'il est chargé d'assurer.

C'est le cas des délégués élus au Conseil Supérieur des Chemins de Fer et au Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, des représentants du personnel au Conseil Consultatif des Tabacs, au Conseil Supérieur des Transports Aériens, au Conseil Supérieur des P.T.T. etc.

Nous essayerons d'apprécier plus loin les résultats obtenus par ces procédés, et les perspectives bonnes ou mauvaises qu'ils nous permettent d'envisager. Il semble, en tenant la naissance des commissions consultatives pour symptomatiques des tendances d'une période déterminée, qu'il y ait actuellement un mouvement de recul dans cette évolution vers l'indépendance et l'autonomie toujours croissante de ces organismes. Les commissions les plus largement ouvertes, celles où la représentation s'opère sur le mode le plus libéral, nous pourrions dire le plus démocratique, sont nées, ou ont été refondues, au lendemain de la guerre. Les plus récentes au contraire marquent un retour vers l'autorité ministérielle, qui retrouve son pouvoir de nomination, généralement sur présentation des corps constitués.

Nous ne trouvons que rarement avant la guerre des exemples de corps à recrutement électif : on peut signaler cependant, le Conseil Supérieur de l'Instruction Publique dont la composition fixée en 1880 a été remaniée en 1898 et en 1904, le Conseil Supérieur des Sociétés de Secours Mutuel qui date de 1898, et le Conseil Supérieur des Sapeurs Pompiers, qui dans sa forme actuelle remonte à 1907.

Au contraire dans les années qui suivent immédiatement la guerre, il semble que le principe électif va se généraliser. On l'applique aux Conseils Supérieurs de la Coopération, de l'Assistance Publique, de l'Enseignement technique, des Colonies, du Travail, des Chemins de Fer, de l'Agriculture, des Postes et Télégraphes et à la Commission Supérieure des maladies professionnelles.

Après cette floraison, le principe électif semble perdre du terrain, car on ne le voit plus apparaître qu'au Conseil Supérieur des Tabacs en 1926, et à ceux des Transports Aériens et des Assurances Sociales en 1929. Pourtant depuis 1925, jamais on ne vit une telle création de conseils consultatifs. Si nous écartons ceux pour lesquels l'élection n'est pas dans la nature des choses, il n'en reste pas moins que pour les autres on a préféré revenir à la nomination par le ministre ou adopter ces moyens termes entre la nomination et l'élection, que sont la présentation par les corps constitués de candidats entre lesquels le Ministre choisit, comme c'est le cas pour la Commission des livres généalogiques, ou la combinaison inverse qui subordonne la désignation par des ligues, sociétés, etc..., à l'agrément du Ministre, ce qui se fait pour la Commission d'Aviation de Tourisme ou le Conseil Supérieur de l'Enseignement des Beaux-Arts.

Nous retrouvons créés sur ces différents modèles : en 1924 le Comité Consultatif Supérieur du Commerce et de l'Industrie, en 1925, la Commission Supérieure des Travaux Publics, le Comité Consultatif des Sports, la Commission Consultative de Viticulture, et la Commission Supérieure de Crédit Maritime Mutuel, en 1926, le

Conseil Supérieur des Habitations à bon marché, le Conseil Supérieur du Tourisme, le Conseil National Economique, et la Commission Interministérielle de la Téléphonie sans fil, en 1927, la Commission des Concessions Coloniales, en 1928, le Conseil Supérieur des Recherches Scientifiques et Agronomiques, le Comité Consultatif des Accords Commerciaux, le Comité d'aménagement et d'organisation de la région parisienne, la Commission mixte Consultative du Travail dans la Marine, et le Conseil Supérieur d'Hygiène et d'Epidémiologie des P. T. T., enfin en 1929, la Commission Centrale des Marchés de l'Aéronautique, le Conseil Supérieur d'Hygiène du Ministère des Finances, le Conseil Supérieur de la Marine Marchande et le Conseil Supérieur des Pêches Maritimes.

Le nombre de ces conseils semble bien indiquer que ce retour à l'autorité ministérielle n'est pas un simple effet du hasard. Il semble que l'on ait craint de donner à des corps consultatifs un point d'appui trop solide, dont ils seraient tentés de se servir pour déborder le cadre de leurs attributions. Il est certain que ce péril n'est pas imaginaire, si l'on songe au rôle qu'ont joué les délégués élus du petit personnel dans les conseils de discipline où ils ont à apprécier la conduite de leurs pairs, et à celui qu'ils prétendent jouer dans les grands Conseils Supérieurs : Chemins de Fer, Tabacs, P. T. T., Transports Aériens.

Dans le premier cas, c'est l'approbation donnée aux faits les plus contraires à l'esprit de la fonction, voire même à la simple morale publique, et cela dans un esprit de classe dont l'hostilité à l'égard de toute mesure disciplinaire n'est même pas déguisée. Dans le second exemple, c'est l'essai de mise en œuvre des systèmes

utopiques de gestion syndicaliste, qui sont absolument contraires à l'esprit de nos institutions, nous serions presque tentés de dire, à celui de notre civilisation. Il y a donc là un danger, qu'il ne faut pas négliger, car dans les deux cas, on retrouve la même influence des doctrines marxistes.

Il est cependant bon de noter qu'en aucun cas, un conseil n'est exclusivement composé de membres élus. Les membres de droit, les membres nommés en représentent toujours au moins la moitié, et parmi les membres élus, les tendances qui dominent les électeurs sont souvent en sens contraire et tendent à s'annuler. C'est le cas de tous les conseils, comme celui du Travail, où siègent en nombre égal des patrons et des ouvriers élus.

Le danger est unilatéral, il ne vient que des élus des ouvriers ou du petit personnel, car les théories de la lutte des classes ne sont en faveur, et pour cause, que dans ce milieu, et que par suite la déformation intellectuelle des élus bourgeois ne peut s'exercer qu'au maximum dans un sens professionnel. Il en résulte donc qu'il suffit de voir deux professions distinctes représentées dans un conseil, pour qu'on n'ait pas l'impression de ce faisceau d'hostilité qui se dégage obligatoirement du bloc compact des élus ouvriers.

Tout au plus pourrait-on craindre de la part de ces élus patronaux, des manœuvres purement politiques, visant non pas le bouleversement de la société, mais l'occupation des places en vue au détriment de leurs titulaires. L'élection à un grand conseil pourrait ainsi servir de marchepied à certaines ambitions, et l'on aurait pu craindre de voir les plus importants des comités consultatifs s'efforcer de devenir de petits parlements

à objet restreint. C'est ainsi qu'au Conseil National Economique qui est sans doute appelé à jouer un grand rôle dans notre vie administrative et législative, et à prendre rang immédiatement après le Conseil d'Etat, les délégués ne sont pas élus par les groupements professionnels, intellectuels ou sociaux, mais bien nommés par le pouvoir exécutif.

Il est à noter également que l'attitude d'opposition systématique adoptée par ceux qui se considèrent comme des « élus de classe », peut ne pas avoir que de mauvais effets. Que cherche-t-on, en effet, par la réunion de ces organismes ? A s'entourer de tous les avis qualifiés, en un mot à entendre tous les sons de cloche, même les plus discordants, et à rechercher en les affrontant quelle pourrait être la meilleure solution de tel problème, ou quelle serait l'attitude d'une partie déterminée de la population en face de telle réforme. Tant que l'organisme n'a pas de décision à prendre, et que les avis donnés sont non pas comptés, mais pesés par une autorité supérieure et indépendante, il n'y a aucun mal à voir s'exprimer même avec violence des opinions subversives, pour, en acquérant une connaissance plus précise, les mieux réfuter d'une part, et surtout s'efforcer de remédier aux causes profondes qui leur ont permis de s'implanter dans des esprits simples et mal informés.

Si les représentants du personnel étaient choisis par le ministre, on peut espérer que ce choix porterait sur les meilleurs de ses subordonnés, sur ceux dont l'intelligence et les qualités morales ont attiré l'attention de leurs supérieurs et qui par la même ne sont plus quali-

fiés pour parler au nom de la masse des médiocres dont ils sont arrivés à se distinguer.

Cet argument nous paraît aussi fort appliqué à un corps consultatif, et encore pour le choix d'une petite partie seulement de ses membres, qu'absurde si l'on s'efforçait de l'étendre à un corps doué d'un pouvoir de décision propre.

En lui-même, l'application du principe électif, présente un intérêt, en ce qu'il a donné naissance à une réglementation minutieuse, sanctionnée par un contentieux ce qui est toujours un élément de progrès juridique en fait comme en doctrine.

Aussi avons-nous cru nécessaire d'entrer dans les détails de cette procédure et de ces recours, qu'on pourrait appliquer par analogie aux élections des conseils pour lesquels les textes s'en tiennent aux généralités.

Les électeurs doivent au jour de l'élection être en activité de service, figurer sur les registres matricules ou avoir régulièrement contracté l'engagement qui les lie au service public (1),

Généralement cette obligation est contrôlée par l'existence d'une liste électorale. Le vote par correspondance est admis. Le dépouillement se fait à deux degrés, d'abord dans une circonscription aussi rapprochée que possible du corps électoral, puis, recensement général à Paris. Les commissions de dépouillement sont constituées à l'avance par l'autorité administrative supérieure selon des règles très strictes.

(1) Voir annexe : Conseil Supérieur des P. T. T., page 240; Conseil Supérieur des Tabacs, page 141 ; Conseil Supérieur des Transports Aériens, page 110.

Pour être élu, il suffit d'avoir recueilli le plus grand nombre de suffrages. Pour le Conseil Supérieur des P. T. T., il faut cependant que le nombre des voix ainsi obtenues, soit égal au dixième de celui des électeurs. Seul le Conseil Supérieur des Sapeurs-Pompiers exige la majorité absolue au premier tout de scrutin et prévoit ainsi la possibilité d'un second tour.

Dans tous les autres cas, il n'y en a qu'un. En cas d'égalité de suffrage, la nomination est soit acquise au plus âgé (1), soit décidée par tirage au sort (2), soit déterminée par l'ancienneté dans le grade ou la classe le plus élevé, l'âge n'intervenant qu'en cas d'égalité persistante (3).

Il est à noter que la seule organisation à deux tours de scrutin, remonte aux premières années du XX^e siècle (4). Les autres sont d'après guerre.

Les contestations au sujet de ces élections sont, en règle générale, portées devant le Ministre dans un délai qui va de 8 jours (5) à 2 mois (6), de la date à laquelle les résultats ont été connus des intéressés.

Le Ministre doit statuer sur les réclamations dans le délai d'un mois, faute de quoi la demande est considérée comme rejetée. A l'expiration du mois, ou à dater de la notification de la réponse, les intéressés ont un

(1) Voir annexe : Conseil Supérieur de l'Agriculture, page 87.

(2) Voir annexe : Conseil Supérieur des Transports Aériens, page 110 ; Conseil Supérieur des P. T. T., page 240.

(3) Voir annexe : Conseil Supérieur des Tabacs, page 141.

(4) Voir annexe : Conseil Supérieur des Sapeurs Pompiers, page 193.

(5) Voir annexe : Conseil Supérieur de l'Agriculture, page 87.

(6) Voir annexe : Conseil Supérieur des Transports Aériens, page 110.

délai de dix jours pour porter leur recours au Conseil d'Etat.

Pour le Conseil Supérieur des Sapeurs-Pompiers, les réclamations sont portées devant le Préfet et en appel seulement devant le Ministre.

Les élections ainsi organisées ont le caractère à la fois administratif et professionnel. C'est dans le cadre d'un service public à personnel nombreux qu'elles se déroulent, sous la direction des chefs hiérarchiques, avec recours possible au plus important d'entre eux, le Ministre.

Le Conseil Supérieur des Colonies se voit au contraire appliquer pour les élections de ses délégués, qui ont un caractère nettement politique, les règles générales en vigueur pour les élections législatives, quand elles sont uninominales.

Les élections des conseillers ou commissaires par les compagnies savantes, les grands corps administratifs ou judiciaires, ou les grands groupements professionnels ne sont soumises à aucune règle de forme. La notification du nom du délégué faite par les chefs officiels de ces organismes suffit à authentifier les opérations faites. Quoique le cas ne se soit jamais présenté, on peut cependant admettre qu'il y aurait lieu de recourir au Ministre en cas d'élection frauduleuse.

Les membres des Conseils ou des Commissions qu'ils soient de droit, nommés ou élus sont sujets à perdre le titre en vertu duquel ils étaient entrés dans ces assemblées.

Ce peut-être la limite d'âge, la retraite, la démission, la promotion à un grade supérieur dans la même hiérarchie, ou dans une hiérarchie latérale, l'appel à

d'autres emplois, la fin d'un mandat électif ou toutes autres causes (1).

La règle, prévue dans la plupart des commissions et il semble qu'il faille l'appliquer même dans le silence des textes, est que, dans ce cas, le membre n'en fait plus partie de facto et doit être remplacé dans un délai assez bref. Si son mandat était à temps, un successeur le remplacera pour le temps qui reste à courir.

Il y a cependant une exception dans le cas où il s'agit d'une promotion à l'intérieur d'un corps constitué. Ainsi le texte peut prévoir que la commission comprendra tant de Maîtres des Requêtes au Conseil d'Etat, tant d'Ingénieurs en chef des Ponts et Chaussées, tant d'Inspecteurs des Finances. Si un des titulaires devient Conseiller d'Etat, Inspecteur des Ponts et Chaussées ou Inspecteur Général des Finances, il restera néanmoins membre de la commission, puisque conservant l'expérience qu'il a des travaux de celle-ci, il accomplira en dehors d'elle, les mêmes fonctions qu'avant sa promotion, avec une autorité accrue par celle-ci.

Une cause de démission d'office des membres des assemblées consultatives pourrait-être le défaut d'assiduité aux séances. Il faut bien reconnaître qu'il en est très peu question. Seuls quelques conseils de création assez récente, prévoient que l'absence non justifiée à deux sessions consécutives doit être considérée comme une démission. Cette mesure est difficile à généraliser, en raison du nombre vraiment trop considérable des

(1) Le cas s'est présenté une fois pour un Auditeur au Conseil d'Etat, élu député. Il a été maintenu sur sa demande, la commission ayant considéré avec lui que sa nomination avait été faite à titre personnel.

commissions où une même personne peut-être appelée à siéger.

Il existe des règles d'incomptabilité, également dans des cas très rares. Les représentants des intérêts généraux du pays ne peuvent dans certains conseils, cumuler ces fonctions avec d'autres rétribuées par les Compagnies Subventionnées qui sont représentées au même conseil. C'est une mesure fort sage qu'il semble assez difficile de mettre en pratique d'une façon vraiment rigoureuse.

D'une manière générale, les fonctions de membre de ces conseils ou commissions sont gratuites. On doit cependant signaler quelquefois le remboursement des frais de déplacement, des indemnités aux rapporteurs, et d'autres allouées à certains représentants élus du petit personnel. Il existe même des jetons de présence, au Conseil Supérieur des Chemins de Fer et à la Commission de Cinématographe (1).

Les mandats de commissaires ou de conseillers, même ceux qui ne présentent pas ces avantages matériels sont néanmoins aussi recherchés des agriculteurs, industriels, ou commerçants que des fonctionnaires.

C'est ce qui explique l'augmentation continue des commissions et de leurs membres. Elle est due en partie à la pression constante des intéressés sur leurs élus et leurs ministres.

Les non fonctionnaires y trouvent une satisfaction personnelle ou collective, soit de pure vanité, titre à inscrire sur une carte de visite, brimade d'un groupe-

(1) Voir annexe, page 165, le mode de création des ressources pour y faire face.

ment concurrent du voisin, soit tout à fait intéressée par les relations qu'ils s'y font, par les commandes qu'ils obtiennent, par les dispositions générales qu'ils s'efforcent d'inspirer.

Enfin, fonctionnaires ou non fonctionnaires espèrent y trouver la rémunération classique et générale des services gratuits rendus à la collectivité, les décorations.

*
**

Dans l'ensemble, en ce qui concerne l'origine juridique des membres de ces commissions, la nomination reste le droit commun, soit qu'elle se fasse par arrêté du Ministre, ce qui est le plus fréquent, soit par décret sur proposition du Ministre, ce qui revient pratiquement au même avec un peu plus de solennité. Les membres de droit qui sont qualifiés par les fonctions qu'ils exercent, tiennent après ces premiers, la place la plus importante. Ce n'est qu'après qu'on peut ranger l'élection comme mode de constitution, et jamais unique, de quelques-unes, les plus importantes il est vrai, de ces assemblées.

Il était utile de souligner les divers modes de recrutement des membres des commissions car, si le dosage de leur composition était en fonction du rôle qu'on prétendait leur faire jouer, c'est bien plus l'origine des pouvoirs de leurs membres qui explique les inégalités si marquantes de leurs diverses activités, et les espérances que l'on fonde sur leur développement ultérieur.

CHAPITRE III

FONCTIONNEMENT

Nous avons vu que l'origine des commissions consultatives est fort modeste.

Nous devons d'ailleurs excepter de cette affirmation, les grandes commissions techniques qui ressortissent principalement au ministère de la Défense Nationale, à celui des Travaux Publics, et à celui de l'Agriculture (Eaux et Forêts, Haras). Ces commissions se rangent chronologiquement parmi les plus anciennes. Il n'y rentre généralement qu'un très petit nombre de hauts fonctionnaires spécialistes, tous désignés par les fonctions qu'ils exercent à l'administration centrale. Comme, en raison de leur compétence presque exclusive, leurs avis ne peuvent être discutés, une grande autorité s'y attache et ils ont presque le caractère d'une décision. Quoique par la force des choses nous nous trouvions plutôt en présence d'organes de gestion collective que d'organes vraiment consultatifs, nous les avons maintenus dans les listes annexées, car c'est toujours le Ministre qui est théoriquement responsable des décisions qu'ils lui font entériner. Nous laisserons complètement de côté ce type de commissions, car, fort importantes, elles sont toujours

restées semblables à elles-mêmes. Cantonnées dans des fonctions très définies, il leur est impossible de sortir du cadre qui leur fut tracé, et, si l'on ne saurait s'en passer, elles ne sont cependant susceptibles d'aucun développement.

Il n'en est pas de même de celles qui, dans d'autres Ministères, durent tirer également leur origine d'une réunion de chefs de service appelés par le Ministre à donner leur avis sur les mesures les plus judicieuses ou les plus recommandables en telle ou telle matière. Mais, ces questions étant moins complexes, le Ministre pouvait avoir une opinion, et l'on pouvait trouver hors du ministère des personnes dont l'avis avait également quelque valeur. Les commissions consultatives véritables sont nées le jour où le Ministre a appelé ces personnes à se joindre aux directeurs de son ministère. Il est certain que le Ministre éclairé par les avis émis, ne s'est jamais senti lié moralement par un avis même unanime de cette conférence, s'il jugeait qu'il était de son devoir, ou de son intérêt, d'agir autrement.

Nous avons vu comment la composition de ces commissions s'est modifiée au cours du XIX^e siècle, nous pourrions même dire au cours de la III^e République. A vrai dire, ce ne sont pas les commissions qui se sont modifiées, ce sont les nouvelles créées qui ont été d'un type un peu différent des précédentes. Une évolution symétrique s'est produite dans le rôle qui leur était attribué, et qui est de plus en plus large et de plus en plus importante à mesure que la date de création ou du dernier remaniement d'ensemble se rapproche de l'époque actuelle.

En même temps que les règles de composition se

faisaient plus précises, restreignant ainsi le champ d'action et les pouvoirs du Ministre, jusqu'à aller par exemple organiser dans ses moindres détails la procédure électorale, les règles du fonctionnement de ces organismes suivaient une voie parallèle.

*
**

Au début, les réunions étaient à la libre disposition du Ministre, il n'y était même pas fait allusion dans le texte institutif. Aussi certaines de ces commissions qui semblent avoir un objet considérable et une importance primordiale, ne sont jamais réunies, soit que les premières séances aient prouvé une indifférence totale des commissaires, allant parfois jusqu'à l'absence, pour ceux que leurs fonctions normales ne contraignent pas à une assiduité au moins extérieure, soit qu'au contraire leur trop grande activité conforme aux vœux du Ministre créateur, se soit trouvée, par là même, en opposition directe avec la politique de ses successeurs. Il se peut faire aussi que ce soit là simplement le résultat d'un oubli prolongé, et non le fait d'une volonté déterminée.

Il reste ainsi un grand nombre de commissions dont l'existence n'est que théorique, mais dont nous avons dû faire mention, puisqu'elles peuvent à tout instant être réunies à nouveau, et qu'en tout cas, cette existence virtuelle empêche un Ministre trop zélé et ignorant des ressources de son département d'attacher son nom à la création d'une institution absolument semblable (1).

(1) Au contraire, nous avons considéré comme abolies par le non usage (nous savons qu'il n'existe jamais d'abrogation formelle en la matière) celles dont on a systématiquement négligé de remplacer les membres décédés depuis une douzaine d'années.

Pour remédier, par avance à cette disparition occulte de leurs créations, certains ministres ont fait prévoir des réunions obligatoires.

Ces réunions furent d'abord fixées numériquement. Il devait y en avoir une (1), deux (2) ou trois (3) (quatre (4) au maximum) dans l'année. Pour éviter que deux convocations coup sur coup viennent ruiner cette harmonie, avec la complicité des commissaires d'origine lointaine qui préféreraient n'être dérangés qu'une fois au lieu de deux, l'on organisa ensuite des sessions à date fixe, directement tel ou tel mois (5).

La précision devient de plus en plus rigoureuse et pour éviter que malgré ces prescriptions impératives, le ministre oublie de lancer les convocations, on organisa des réunions de plein droit, à tel jour de tel mois à l'imitation de la règle constitutionnelle du deuxième mardi de janvier pour le début de la session ordinaire du Parlement (6).

Cette précision aura généralement pour effet de provoquer une réunion où il manquera la moitié des membres de la commission, et généralement les plus importants, qui se trouveront pris par les besognes plus urgentes. Il y a là un point qui vient encore aggraver le défaut, sur lequel nous reviendrons, de la multiplication à l'infini de ce genre de commissions.

(1) Voir annexe, page 86 (Agriculture), 290 (Tourisme).

(2) Voir annexe, page 92 (Haras), 193 (Sapeurs-Pompiers), 209 (Artillerie).

(3) Voir annexe, page 279 (Electricité).

(4) Voir annexe, page 133 (Primes) à la filature de la soie), 179 (Manufactures Nationales), 179 (Lettres).

(5) Voir annexe, page 123 (Conseil Supérieur des Colonies).

(6) Voir annexe, page 196 (Prisons), 246 (Assistance Publique).

*
**

L'organisation matérielle du travail a été également en se développant, et cela dans le sens le plus heureux. Les plus anciennes de ces commissions ont toujours été pourvues d'un secrétaire qui préparait le travail des réunions et conservait les archives des délibérations et décisions. Ces fonctions étaient généralement confiées à un chef de bureau ou un autre fonctionnaire de l'administration centrale du ministère, qui les remplissait en plus des siennes propres. Il était généralement assisté d'un secrétaire adjoint, qui, comme lui, assistait à toutes les séances, et, destiné à le remplacer, assurait avec lui la continuité nécessaire à ce genre d'organisme. Le secrétaire en titre a toujours voix consultative dans les délibérations, parfois même voix délibérative.

Quand le rôle des commissions devint si important que l'activité du secrétaire fut tout entière absorbée par le service de celles-ci, on en vint à détacher complètement ce fonctionnaire, puis pour certaines à organiser tout un service du secrétariat (1). Ainsi le Conseil Supérieur de la Défense Nationale possède un secrétariat divisé en plusieurs bureaux et dirigé par un Officier Général, dont le rôle est considérable. Il dépasse même celui d'un secrétariat ordinaire, car, s'il a pour mission de centraliser toutes les affaires à soumettre au Conseil Supérieur, de rédiger les procès-verbaux, de conserver les archives, de notifier aux divers départements ministériels les décisions prises par le gouvernement à la sui-

(1) Il faut alors prévoir une rémunération spéciale pour ceux-ci, et les employés subalternes (dactylos, garçon de bureau, etc...).

L'Administration consultative entre dans une phase budgétaire.

te des vœux émis, ce qui est normal, il doit également préparer, coordonner et poursuivre les études préparatoires, établir les rapports de présentation et suivre l'exécution des décisions, ce qui lui confie en somme l'initiative des travaux, le constitue rapporteur en nom collectif, et enfin organisme d'exécution.

Il était difficile d'organiser autrement un mécanisme s'occupant de questions aussi délicates et aussi secrètes que la Défense Nationale, mais en raison de l'autorité personnelle des membres du Secrétariat, il est certain que c'est lui qui est le rouage principal, et qu'il doit absorber toute l'activité du Conseil, auquel il ne reste plus que le pouvoir d'entériner.

On saisit là le défaut qu'il y aurait à pousser trop loin ce système dans d'autres domaines, car on n'aurait fait que déplacer la décision en la transmettant des bureaux de l'Administration Centrale aux bureaux forcément concurrents du Secrétariat et annihilé ainsi l'intérêt pratique de posséder un organe délibérant.

*
**

D'ailleurs, la plupart des commissions ont évolué non pas dans ce sens, mais dans celui plus conforme à leur but, **de la spécialisation** des rapporteurs et de l'organisation de sous commissions ou de sections permanentes.

La spécialisation des rapporteurs est, selon nous, l'idée la plus heureuse qui ait été mise en pratique depuis la création de ces commissions et celle qui doit être la plus féconde en résultats : la plus heureuse, parce qu'elle a adapté à ses besoins, une procédure de divi-

sion du travail et de collaboration des diverses générations, qui fut l'une des causes de la supériorité traditionnelle de l'œuvre du Conseil d'Etat, — la plus féconde, par l'utilisation même de ce personnel et par les perspectives qu'elle ouvre en ce qui concerne l'évolution possible de l'administration consultative.

Au début, les commissions ne comprenant aucun personnel spécialisé, chacun de leurs membres pouvait se trouver chargé de présenter un rapport sur une des questions à étudier. Mais il y a là un travail qui réclame des qualités de fonds et de forme, ainsi qu'une grande pratique de ce genre d'exercice, que possédaient rarement à un même degré tous les membres de la commission. Les uns cependant qualifiés, reculaient devant ce surcroît de besogne, d'autres n'avaient pas en raison de leur spécialisation technique l'impartialité nécessaire pour présenter la question sous tous ses aspects, d'autres, enfin, et ce sont ceux dont les avis se trouvaient généralement les plus précieux, très aptes à discuter des mérites ou des défauts d'un projet, se reconnaissaient eux-mêmes incapables de bâtir un travail de cette envergure, ou de lui donner la forme désirable. Si bien que c'étaient généralement des membres du Conseil d'Etat, de la Cour de Cassation, de la Cour des Comptes, ou de l'Inspection des Finances, qui, par la force des choses, étaient obligés de s'en charger. Pour accélérer la marche des affaires, on eut l'idée de leur adjoindre des collaborateurs pris parmi les plus jeunes membres de celles de ces compagnies qui sont organisées sous forme corporative. Puis bientôt, ces derniers furent spécialisés dans ce genre d'emploi. Il n'y a d'ailleurs pas que des auditeurs au Conseil d'Etat ou à la Cour des Comptes

qui remplissent les fonctions des rapporteurs dans certains Conseils Supérieurs très importants, mais enfin ce sont eux qui forment les cadres et sur lesquels se modelent les autres rapporteurs.

Les rapporteurs sont, en général, nommés par le Président de la commission qui répartit entre eux les affaires. Ils ont voix délibérative dans l'affaire qu'ils rapportent, et voix consultative dans les autres. Leur rôle est très important, parce que même si leurs projets sont modifiés, il n'en restera pas moins une forme générale et un cadre qui est respecté. D'autre part, travaillant sous la direction et avec les conseils des membres de la commission qui sont du même corps qu'eux, leurs travaux sont soutenus par ceux-ci dans les délibérations avec l'autorité plus considérable qu'ils tiennent de leur âge et de leurs fonctions. Enfin, l'unité d'origine, sauf exception, des rapporteurs donne une unité, inexplicable et irréalisable autrement, aux travaux de ces commissions si diverses et si nombreuses. Le même souffle juridique vient animer tous ces corps, et par la plume de leurs rapporteurs les guider dans l'immuable et impeccable ligne du Conseil d'Etat.

Les résultats obtenus dans cet ordre d'idées nous permettent d'espérer beaucoup de l'avenir des assemblées consultatives

*
**

Au contraire, à l'heure actuelle, un de leurs plus graves défauts, un des écueils sur lesquels elles risquent d'échouer définitivement, si l'on n'y porte remède, est leur tendance générale à s'enfler démesurément. Les

commissions de plus de cent membres sont courantes, et chaque fois que l'une d'elles est remaniée, on en profite toujours, même si ce n'est pas l'unique but de l'opération, pour augmenter le nombre des commissaires. On a donc été obligé de prévoir de nombreuses sous commissions pour préparer le travail. Parmi celles-ci, la plus importante, qu'il a fallu créer pour éviter d'abandonner tout le travail utile au Secrétariat, inconvénient que nous avons déjà signalé, se trouve être sous quelque nom qu'elle soit désignée, la Section Permanente.

Au début, les textes qui en prévoyaient une, se contentaient de fixer le nombre de ses membres, ou même de laisser une certaine latitude entre un maximum et un minimum. Puis on vint à lui donner une composition aussi rigide que celle de la commission elle-même et à la composer, à l'image de celle-ci de membres de droit, de membres nommés (par le Président) et de membres élus par l'assemblée plénière, ceux-ci obligatoirement choisis dans telle ou telle catégorie de membres.

Il y a, dans cette organisation de la section permanente, une recherche de la continuité des travaux, assurée par un organe émanant de l'assemblée elle-même et participant de son caractère délibérant, qui est plus heureusement conçue que le système du Secrétariat absorbant et tyrannique. Mais l'inconvénient grave est celui de la multiplication des membres de la Section Permanente. Subdivisée en sous sections les rapporteurs travaillent avec ces dernières, modifient leurs rapports suivant leurs directives, rapportent à nouveau devant la section permanente et remodifient leur travail encore une fois avant même d'avoir abordé l'assemblée

plénière. Pour justifier leur importance, les sous sections multiplient projets et rapports, et l'Assemblée Générale débordée, accorde le pouvoir de statuer définitivement en son nom à la Section Permanente, ou si elle ne veut s'y résigner, voit son ordre du jour si encombré que de trop nombreux projets restent indéfiniment en souffrance.

Loin de faciliter le travail, cette division des commissions vient donc le compliquer. Il s'y ajoute encore le défaut, qu'on peut reprocher à de nombreux Conseils Supérieurs, de s'adjoindre des commissions ou conseils consultatifs dont on aurait bien du mal à justifier l'existence. Que de complications la multiplication des organismes, ayant le même but, n'a-t-elle pas entraînées ?

Le Conseil Supérieur des Chemins de Fer (soixante et onze membres) qui peut constituer dans son sein des commissions pour l'examen d'affaires déterminées, est assisté d'un « Comité Consultatif de l'exploitation technique et commerciale des Chemins de Fer », qui comprend une section technique de plus de cinquante membres, une section commerciale de plus de cent membres, avec plus de cent-vingt membres faisant partie des deux sections. Au sein de chacune de celles-ci le ministre doit constituer une délégation permanente dont l'effectif ne pourra, heureusement, être supérieur à trente membres, quoique l'examen préalable des affaires soit spécialement dévolu à vingt-deux commissions, qui, si elles ne comprennent que quinze membres au maximum, peuvent cependant convoquer pour certaines affaires d'autres membres n'en faisant pas partie. Et l'on n'a pu trouver d'autre justification à la survivance de ce Comité Consultatif après l'organisation du Conseil

Supérieur des Chemins de Fer, que celle d'assurer à ses membres le parcours gratuit sur tous les réseaux !

Le Conseil Supérieur de l'Instruction Publique qui possède une Section Permanente fortement constituée, est flanqué de trois comités consultatifs de l'enseignement public, un pour chaque degré de l'enseignement, celui de l'enseignement supérieur étant subdivisé en quatre commissions.

En ce qui concerne ce dernier, dont les attributions sont limitées à l'émission d'un avis sur les questions que le ministre a décidé de lui soumettre, il est spécifié que cet avis ne saurait en aucun cas tenir lieu des propositions, consultations, ou présentations de la Section Permanente du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, ou des Conseils des établissements d'enseignement supérieur, prévus explicitement par les lois et décrets en vigueur !

Ces deux exemples choisis dans les deux conseils supérieurs les plus connus, et dont le rôle est le plus important, montre combien ces organismes gagneraient à être épurés et simplifiés par l'abolition de rouages inutiles et coûteux.

*
**

L'organisation des délibérations a également été prévue par des textes. Il existe dans la plupart des cas, un ordre du jour, qui limite exactement les questions traitées. Souvent on prévoit un quorum de membres présents, le quart, la moitié ou les deux tiers pour pouvoir ouvrir les séances. Si le quorum n'est pas at-

teint, on fixe la date de la séance suivante, la forme de la convocation, et s'il y a lieu le nouveau quorum.

Le plus souvent, ce n'est pas pour la tenue de la séance, mais seulement pour la validité de l'avis exprimé qu'on réclame un certain nombre de présents. Le quorum est alors de la moitié, des deux tiers ou des trois quart.

Il est très rarement question d'une majorité qualifiée pour l'adoption d'un avis.

*
**

Dans la plupart des textes, il est prévu qu'en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Il semble bien que dans le silence, c'est la règle qu'il faille appliquer aux autres commissions.

Ce n'est pas seulement en effet en cas de délibération partagée que la voix du président est prépondérante. Dans la réalité, les commissions consultatives sont ce que leurs Présidents les font. De là l'importance qu'il y a à ce que celui-ci soit désigné dans les textes. Généralement, le Ministre est Président, et dans ce cas son rôle se borne souvent à ouvrir la session et à céder le fauteuil au Vice-Président, qui est aussi, le plus souvent, désigné d'avance.

Le Président, ou le Vice-Président, remplaçant du Ministre, étend son autorité bien au delà de la direction des débats. Il a une influence sur la convocation, sur le rythme des réunions, sur la préparation du travail, sur le procès-verbal. Il répartit les dossiers entre les rapporteurs, contrôle le Secrétariat, suit la décision des affaires. En séance, il empêche la discussion de s'égarer, recherche les solutions rapides et évite le gros

écueil, sur lequel nous reviendrons, des renvois aux sous commissions ou aux comités consultatifs, qui constituent pour les projets l'enterrement de première classe.

Un simple changement de président a souvent suffi pour donner une toute autre allure aux travaux d'une commission assoupie. La transformation est visible d'une séance à l'autre, en bien ou en mal, par le simple fait de l'absence ou de la maladie du titulaire.

Il semble qu'on puisse poser comme règle générale, qui comporte naturellement nombre d'exceptions, qu'en dehors du Ministre, la présidence doit être occupée par le premier représentant du Conseil d'Etat dans la commission, si c'est un Président de Section ou un Conseiller.

CHAPITRE IV

ROLE

Les règles de fonds ont subi la même évolution que les règles de forme. Les premières commissions créées avaient un objet très vague, et la formule adoptée était : « chargée de donner son avis sur toute question que le ministre jugera à propos de lui soumettre ».

Au bout de peu de temps, ce ne fut plus qu'une clause de style venant à la suite de l'énumération d'attributions plus précises. La multiplication des commissions à l'intérieur d'un même ministère, à elle seule nécessitait un partage entre elles, puis ce devint une véritable délimitation de compétence sanctionnée par la possibilité du refus de délibérer sur un sujet hors des attributions, ou la réclamation d'un projet attribué à tort à une commission voisine.

On en vint ensuite à exiger la consultation de la commission en telle ou telle matière. C'est à ce point que celles-ci commencèrent à prendre cette importance que l'on peut leur reconnaître actuellement. A ce moment seulement, il devint de tout intérêt de fixer des règles de composition, de réunions, de quorum, de façon à se trouver toujours devant une assemblée aussi semblable à elle-même que possible ; et surtout dont la compo-

tion ne fut pas à la merci de l'arbitraire d'un ministre désireux de s'y créer une majorité.

A l'inverse, des précautions furent prises contre le mauvais vouloir ou la lenteur calculée de certaines assemblées, et c'est ainsi que dans certains conseils, il est prévu que faute pour eux de délibérer sur les affaires, dont ils auraient été saisis, le ministre statue en pleine indépendance un mois après une mise en demeure restée sans effet (1).

Cette obligation portée dans des textes de consulter un corps sur un sujet déterminé pose la double question, que la jurisprudence administrative n'a pas eu encore l'occasion de résoudre, tout au moins en ce qui concerne les corps consultatifs autre que le Conseil d'Etat, celle de la forme qui s'attache à cette obligation, et celle de la définition même de la consultation.

Les commissions consultatives sont nées des textes les plus variés. Pour celles dont on a prévu la consultation obligatoire dans certains cas, le consultant ne semble être lié que par la force même du texte créateur. Quelle valeur réglementaire possède un texte qui a été élaboré sans la consultation exigée par un texte précédent n'ayant qu'une valeur inférieure ou égale à la sienne ? Un arrêté ministériel décide la création d'une commission quelconque et il ajoute que celle-ci devra être obligatoirement consultée sur telle matière. Un décret traite cette matière sans que la commission ait été saisie, le décret est-il entaché d'un vice de forme, et peut-on en poursuivre l'annulation par les voies de droit ? Il semble bien, en l'absence de toute solution ju-

(1) Voir annexe : Ministère de l'Air, page 109.

risprudentielle qu'il faille répondre par la négative, une autorité inférieure ne pouvant lier une autorité supérieure. Il s'ensuit donc, selon nous, que cette exigence d'une consultation ne peut avoir d'effets juridiques que tant qu'elle émane d'une loi ou d'un décret, et encore dans ce dernier cas, un décret ayant la même force juridique pourrait y contrevenir sans inconvénient. Il faut aussi que l'exigence de la consultation soit formelle et ne se présente pas comme une clause de style, qui donne plutôt une compétence élargie qu'elle ne pose l'obligation de consulter. Nous voulons viser par là, l'énumération qui suit la formule : « Le Conseil Supérieur donne son avis, ou est consulté sur 1° , 2° , 3° , etc..., etc..., et sur toute question de son ressort ». Dans ce cas, nous nous trouvons en présence d'une formule générale, qui se trouve plus complète et plus précise dans les textes où il est dit : « et sur toutes questions que le Ministre voudra lui poser ».

Quand nous nous trouvons vraiment en face de l'obligation de consulter, et ceci se présente à peine une vingtaine de fois, sur près de deux cents commissions étudiées, nous n'avons relevé qu'une seule fois cette exigence dans un arrêté ministériel. C'est dans celui qui a créé la Commission des Marchés de la Marine Marchande. Nous ne voyons pas comment on pourrait faire annuler pour absence de formalité substantielle un marché passé par le Ministre sans consulter la Commission, puisqu'il détient personnellement le pouvoir de la modifier ou même de la supprimer.

Au contraire, ce sont des lois qui ont prévu la consultation obligatoire de la Commission de surveillance des Banques coloniales d'émission, du Conseil Supérieur

des P.T.T., du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique, des Comités consultatifs des sociétés d'Assurances sur la Vie, des Assurances contre les accidents du travail, des entreprises de capitalisation et d'épargne, du Conseil Supérieur des Retraites ouvrières et paysannes, du Conseil Supérieur des Chemins de Fer. Cette obligation existe mais avec une force juridique moins grande, puisqu'elle n'a été prévue que par un Décret, dans le cas de la Commission Centrale des Marchés de l'Aéronautique, le Conseil Supérieur des Transports Aériens et ses Comités Consultatifs, la Commission des concessions coloniales et du domaine, le Conseil Supérieur de la Guerre, le Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, le Conseil Supérieur de la Marine, le Comité technique des P. T. T., la Commission interministérielle de la T. S. F.

L'obligation de consulter ces corps dans les cas prévus par les textes a été consacrée par plusieurs arrêts du Conseil d'Etat. Un des derniers en date, celui du 4 février 1927, *Association corporative des étudiants en médecine*, a déclaré entaché d'excès de pouvoir le décret du 20 mars 1922, rendu sans consultation du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique.

Mais une fois cette obligation de la consultation reconnue, il faut encore s'entendre sur le sens du terme consultation. Quand un corps peut-il être considéré comme ayant été consulté sur un projet ? La jurisprudence a eu à s'occuper de cette question, à propos de règlements d'administration publique et de la consultation du Conseil d'Etat. Nous estimons qu'il est possible d'appliquer par analogie les règles dégagées, à la consultation des comités consultatifs.

Dans l'arrêt qui a fixé la doctrine du Conseil d'Etat

en la matière, l'arrêt *Lacoste et autres* du 22 janvier 1926, nous trouvons la définition suivante de la consultation obligatoire :

« Considérant qu'aux termes de l'article 8 de la loi
« du 24 mai 1872, le Conseil d'Etat « est appelé néces-
« sairement à donner son avis sur les règlements d'ad-
« ministration publique et les décrets en forme de règle-
« ments d'administration publique » ; que si le gouver-
« nement reste maître de suivre ou de ne pas suivre
« l'avis qui lui est donné, il ne saurait du moins édicter
« des mesures qui n'ont pas été préalablement soumi-
« ses aux délibérations du Conseil d'Etat ; qu'il suit de
« là que dans le cas où il voudrait introduire dans le
« règlement d'administration publique des dispositions
« qui ne seraient ni celles contenues dans les projets
« soumis par lui au Conseil d'Etat, ni celles adoptées
« par cette assemblée, il s'agirait en réalité d'un projet
« nouveau, lequel pour que les prescriptions de l'article
« 8 précité de la loi du 24 mai 1872 soient observées,
« devrait être soumis à nouveau aux délibérations du
« Conseil d'Etat ».

Il semble naturel d'étendre cette définition de la consultation d'un corps, à tous ceux dont l'avis est formellement requis. Le cas ne s'est d'ailleurs jusqu'ici jamais présenté.

Le texte même de l'arrêt précité tranche le point qui fut parfois discuté, de savoir si le consultant peut abandonner son projet, une fois réformé par l'autorité consultative. En effet, les trois alternatives sont prévues : ou bien le texte contiendra les dispositions présentées dans le projet ou bien il contiendra celles adoptées par l'assemblée ou enfin, puisque le consultant reste libre

de suivre ou de ne pas suivre l'avis, il garde évidemment la liberté de retirer son projet.

S'il ne le pouvait pas, le corps consulté prendrait part à la gestion du service, et nous nous trouverions au delà des frontières de l'administration consultative. Bien plus, c'est au contraire par ce procédé que, dans les cas où l'avis conforme est requis, nous nous trouvons encore dans les limites du consultatif : le consultant à la liberté de retirer purement et simplement son projet, s'il ne veut pas suivre les dispositions qui lui sont imposées. S'il n'en était pas ainsi, le consultant se trouverait dépossédé dès le moment où il aurait déposé son projet, et la décision appartiendrait au corps consulté. Celui-ci disposerait de la gestion du service, à ce détail près qu'il n'aurait pas l'initiative de la présentation. Seule donc, la possibilité du retrait d'un projet amendé conserve au consultant la liberté qui est le corollaire de sa responsabilité.

De la consultation obligatoire, l'évolution exigeait le passage à l'obligation de suivre l'avis. Il y avait là un pas énorme, et l'on comprend l'hésitation que l'on met actuellement à le franchir, surtout si l'on songe que cet avis conforme n'est que très rarement exigé dans les cas où l'on doit faire obligatoirement appel à la traditionnelle sagesse du Conseil d'Etat. Confier un tel instrument de pouvoir à des organismes jeunes, de tendances mal définies, sans expérience administrative, c'était le saut dans l'inconnu. On l'a tenté cependant, mais en entourant cette opération de multiples précautions.

En premier lieu, cet avis liant la volonté de l'exécutif n'est jamais définitif en cas de désaccord entre le Ministre et le Conseil ; autrement nous ne nous trouve-

rions plus en présence de l'administration consultative, mais bien de l'administration active, et la pire de toutes, celle où la collégialité fait perdre le sens de la responsabilité.

Le ministre garde pour lui la responsabilité politique et administrative de la décision prise, mais il est évident que s'il va à l'encontre de l'avis donné, cette responsabilité pèse bien plus lourdement sur ses épaules.

La solution des conflits possible entre le Conseil Supérieur et le Ministre n'est d'ailleurs pas uniforme. Dans certains cas, le ministre doit demander une seconde délibération du conseil et c'est seulement après celle-ci, quelqu'en soit le résultat, qu'il statue en pleine indépendance. C'est la règle appliquée au Conseil Supérieur des Chemins de Fer, au Conseil Supérieur des Transports Aériens et aux Comités Consultatifs de l'exploitation technique et de l'exploitation commerciale des transports aériens.

Une solution plus curieuse a été de faire arbitrer le conflit par la section compétente du Conseil d'Etat (1). Il y a là un déplacement de la décision définitive qui ne peut s'expliquer que par le caractère spécial de la commission en cause et les limites restreintes dans lesquelles peut jouer cette procédure.

Il s'agit en effet de la Commission qui donne son avis sur les demandes des communes atteintes par les événements de guerre et sur le montant des subventions ou des avances à accorder. Dans le cas précis, où le Ministre de l'Intérieur estime que le chiffre proposé par la commission est insuffisant ou que le montant de la

(1) Voir annexe : Ministère de l'Intérieur, page 184.

somme à allouer doit, contrairement à cet avis, faire l'objet d'une subvention au lieu d'une avance, il statue sur l'avis conforme de la Section de l'Intérieur du Conseil d'Etat. C'est donc un cas d'espèce, d'une portée très limitée, et que l'on ne saurait généraliser, car l'on ne peut admettre que le dernier mot n'appartienne pas au Ministre responsable, une fois qu'on peut l'estimer suffisamment éclairé.

On voit par là que l'évolution des commissions et conseils consultatifs a toujours tendu vers l'accroissement de leurs pouvoirs, jusqu'à les ériger en Mentor, parfois même en partie antagoniste du ministre politiquement responsable et constitutionnellement seul maître de l'activité de son département.

Dans cet ordre d'idées nous atteignons la ligne de démarcation très nette qui existe entre l'administration consultative et l'administration délibérante. Il s'agit dès lors d'exiger l'intervention des deux autorités, placées sur le même plan, et qui doivent se mettre d'accord pour qu'une certaine chose puisse être faite. Ce sont des rapports comme ceux qui existent entre le Sénat et la Chambre des Députés, pour qu'un texte devienne une loi, ou encore entre le Préfet et le Conseil Général pour certains actes de la vie départementale.

Le domaine du consultatif est plus restreint, il permet d'émettre des avis, de discuter des thèses, de confronter des opinions, en dehors de toute sanction parlementaire, mais de manière à donner à l'autorité compétente les éléments les plus complets pour former et mûrir sa décision.

Les corps consultatifs n'ont rien à gagner à voir leur autorité étayée par un pouvoir de décision, ils ont à leur

disposition des moyens d'action beaucoup plus forts, tout en étant moins dangereux pour l'intérêt général qu'une mise en tutelle du pouvoir exécutif. Nous voulons parler de leur action sur l'opinion publique par la publicité de leurs travaux et de la facultée possédée par certains de disposer de leur ordre du jour.

L'extension possible de leur compétence par le jeu de l'initiative des questions à traiter, et le règlement des discussions des sessions ultérieures a élargi considérablement le rôle de nos commissions tout au moins de celles qui peu à peu et plus ou moins complètement ont conquis ces droits. Si nous mettons à part, celles dont c'est le but propre et l'unique raison d'être comme par exemple le Comité des économies et de la réorganisation administrative du ministère de la Guerre, nous relevons ce pouvoir dans les Conseils Supérieurs d'Hygiène et d'épidémiologie du ministère des Finances et de celui des P.T.T., dans les Commissions des Marchés de l'Air et de la Marine Marchande, qui peuvent réclamer des consultations d'experts et faire des propositions sur les interprétations ou modifications des marchés, au Comité d'aménagement et d'organisation de la Région Parisienne, aux Conseils Supérieurs des Sapeurs-Pompiers, des Chemins de Fer, des Travaux Publics, etc... La Commission de surveillance des Banques Coloniales d'émission peut provoquer toutes mesures de vérification et de contrôle qui lui paraissent convenables, le Comité du Contentieux et de la Justice Militaire peut faire des propositions pour l'amélioration de ce service, la Commission Supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes peut demander communication des projets qu'elle désire, mais seulement par décision motivée, enfin le Con-

seil National Economique peut mettre des discussions à son ordre du jour sur la demande des trois quart de ses membres.

Par cette procédure d'initiative, le ministre se voit forcé de discuter en commission des questions qu'il aurait préféré voir passer sous silence, et nul ne sait jusqu'ou se répercutera l'écho de ces débats dans les milieux parlementaires, dans la presse, et, par là, dans l'opinion publique elle-même, car c'est elle qui maintenant, autant que le Ministre ou que le Parlement se trouve mise au courant des questions posées, des solutions possibles ou probables, et des répercussions qui en seront les conséquences prévisibles.

Il n'y a pas longtemps qu'elle en a les moyens et seulement d'une façon restreinte, car les commissions consultatives, faisant partie intégrante de l'Administration, se trouvent tenues au secret qui en est la règle absolue. Ce principe, qui est resté à la base de l'activité de la plupart d'entre elles, souffre à l'heure actuelle de nombreuses exceptions.

Cette transformation est très importante, car alors les commissions passent du rang de conseiller des ministres, à celui de conseiller de l'opinion publique, du moment que celle-ci est tenue au courant de leurs travaux. Le ministre ne peut plus agir en toute liberté, car il suppose les réactions que produira dans le pays la publication des conseils qui lui sont prodigués, il peut même les suivre au jour le jour dans la presse.

Si donc le public est tenu au courant des travaux et des discussions des corps consultatifs, si ceux-ci sont maîtres de leur ordre du jour, on voit le rôle qu'elles peuvent jouer et l'importance de leurs moyens d'action

pour faire réussir leurs desiderata. On peut en attendre beaucoup pour améliorer les conditions du service public et pour en combler les lacunes puisqu'elles comportent des représentants des usagers et des représentants du personnel, dont la réunion autour d'une même table permet la confrontation de l'extérieur et de l'intérieur du mécanisme, et la comparaison entre les efforts déployés et les résultats obtenus.

Mais en revanche, si la composition des Conseils n'est pas soigneusement étudiée, que d'ennuis peuvent causer ceux qui ne cherchent que les occasions de troubler la gestion normale des services et d'entraver l'action du gouvernement, que de temps perdu à écouter ceux qui profitent de la publicité des séances pour faire admirer leur éloquence sur des sujets oiseux, ou soutenir des projets inviables à des fins purement électorales !

Il est donc difficile d'opter d'une manière absolue entre les deux façons de procéder. Si nous nous en tenons à la rigueur des systèmes, dans le régime représentatif l'opinion publique ne devrait être éclairée officiellement que par les débats parlementaires, tout le reste de l'activité gouvernementale et administrative devant rester éloignée des tumultes de la place publique.

Ainsi donc, il y a une espèce d'usurpation d'un monopole du Parlement, dans la publication de documents d'ordre administratif.

Mais puisque le fait est admis, il faut avouer que la publication des rapports et procès-verbaux des commissions consultatives éclaire l'opinion publique d'une façon plus profonde et plus précise.

Cette tendance à l'établissement de procès-verbaux

et aux communiqués faits à la presse est tout à fait caractéristique. Certains journaux ne s'efforcent-ils même pas de pénétrer le secret des délibérations administratives du Conseil d'Etat ?

Nous n'avons pas pour nous renseigner sur l'activité de notre administration consultative que des communiqués officiels ou semi officiels. Leur divulgation en est faite, dans nombre de cas, d'une façon officielle et complète mais, hélas, peu rapide.

La plupart des grandes commissions doivent faire établir l'état annuel de leurs travaux, et les condenser dans un rapport qui sera présenté au Président de la République. Sa publication dans les annexes du Journal Officiel est une source très précieuse de documentation.

Le dépouillement de ces rapports permet de faire un départ entre les commissions stagnantes et celles qui travaillent, entre celles qui s'agitent vainement, et celles qui produisent des résultats positifs.

D'une manière générale, on connaît le rôle important des trois ou quatre plus célèbres de ces organismes, ceux dont le nom vient immédiatement à l'esprit quand on y fait allusion. Le Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, le Conseil Supérieur des Chemins de Fer, le Conseil Supérieur des Colonies, le Conseil Supérieur de la Guerre et quelques autres, ont fait l'objet de nombreuses études, ils sont connus et estimés, leur défense n'est plus à présenter et leur utilité est incontestée.

En dehors de ceux-ci, les Conseils les plus connus du public jouissent d'une mauvaise réputation. Nés d'une fantaisie ministérielle, au hasard d'une discussion parlementaire, ou d'un autre événement fortuit, ils sont

entourés à leur création d'une publicité tapageuse, et l'on est tout surpris au bout de quelques années de voir ces géants qui devaient mettre tout en ordre dans l'Etat par la simple magie de leur apparition, se perdre en discussions oiseuses, puis n'étant plus convoqués, ne subsister que pour orner d'un vain titre les cartes de visites de leurs membres, puis finalement sombrer dans l'oubli. Dans la liste que nous donnons on en retrouvera au passage un bon nombre, qui ont ainsi déçu les espérances fondées jadis sur eux, et qui, chose plus grave, ont contribué par leur échec à jeter le discrédit sur leurs confrères modestes et laborieux.

Ceux-ci sont beaucoup plus nombreux qu'on ne l'imagine. Il y a ainsi tous les comités techniques, dont les travaux restent forcément ignorés, soit que leur compétence très spéciale échappe totalement au public même éclairé, soit que leurs rapports soient par nature secrets, comme tous ceux qui intéressent la Défense Nationale. Un gros travail est également fourni par ceux à qui sont dévolus toutes les questions sociales, et qui ont préparé et étudié la plupart des réformes de ces dernières années, ainsi que celles qui attendent dans les cartons du Parlement. Leurs rapports annuels sont régulièrement publiés dans les annexes du Journal Officiel, mais généralement peu consultés, sans doute parce que leur gravité ne se prête guère au développement de polémiques passionnées.

Beaucoup de commissions présentent des alternatives d'activité et de somnolence selon les tendances de ceux qu'ils ont pour mission de renseigner. On est parfois étonné de voir réunir des Conseils qui n'avaient pas siégé depuis de longues années et plus surpris encore

de les trouver aptes à rendre d'importants services.

Le Haut Conseil Colonial qui n'avait eu aucune séance depuis 4 ans, semble tout à coup, sans doute sous l'impression d'évènements récents, et également devant la révélation, faite à l'opinion publique de la manière la plus propre à la frapper, de l'existence de nos possessions d'outre mer, décidé à prendre la tête du mouvement très net en faveur de leur mise en valeur.

La reconstitution des régions libérées a été grandement facilitée par l'œuvre des commissions du ministère de l'Intérieur qui ont préparé le travail et assuré la coordination des efforts. L'aménagement de la région parisienne, qui soulève des questions techniques, administratives, financières, sociales, hygiéniques et esthétiques, a fait l'objet de nombreux rapports, et les résultats de ces travaux se trouvent en ce moment en discussion devant les Chambres.

Enfin, les plus beaux monuments que nous ait encore donnés l'administration consultative, sont les rapports faits au Conseil National Economique, et qui ont en grande partie inspiré les plans de développement de l'outillage national.

L'attention de plus en plus grande que l'on prend dans les milieux non spécialisés aux questions d'économie rurale, et aux difficultés de l'agriculture française vient en grande partie de la diffusion dans le public des tableaux faits à ce conseil, de la situation présente, des dangers qu'elle laissait prévoir, et des remèdes à envisager.

Ce sont en effet surtout des remèdes que l'on espère voir sortir des travaux de ces réunions. Elles en ont pro-

posé de nombreux et qui sont praticables. La question se pose de savoir si l'on doit développer le système lui-même, si l'on peut atténuer les inconvénients qu'il présente, et le diriger dans des voies profitables.

CHAPITRE V

LES ECUEILS DE L'ADMINISTRATION CONSULTATIVE

Deux tendances de l'évolution des commissions consultatives nous paraissent constituer un danger certain pour l'avenir de ces organismes : leur multiplication et leurs empiétements sur le pouvoir de décision.

A l'intérieur de chaque commission, nous avons déjà signalé que l'accroissement de leur personnel, les rendant pratiquement inutilisables, avait favorisé l'éclosion des formations secondes qui, excellentes en principe comme organes de préparation, tendaient à s'arroger le rôle principal au détriment de l'Assemblée plénière.

Mais cette augmentation du nombre de membres était rendue plus néfaste encore par l'augmentation du nombre des commissions elles-mêmes. Chaque année, l'on en voit naître de nouvelles.

Que se passe-t-il alors ? C'est qu'un même fonctionnaire ou un même parlementaire se trouve membre d'une vingtaine de commissions. Si les membres du Conseil d'Etat, ou de la Cour des Comptes se répartissent assez équitablement ces fonctions, peu nombreux sont les parlementaires qui postulent un mandat à celles de ces commissions qui ne présentent pas pour eux d'avantages tangibles. D'autre part, pour le plus grand nombre de ces comités, c'est au Ministre qu'il appartient d'en

désigner les membres parlementaires et alors ce sont toujours les mêmes noms qui s'imposent à son esprit. Dans l'un ou l'autre cas, si le Sénateur ou le Député, déjà membre de deux grandes commissions parlementaires, maintenant membre de quelques autres extra-parlementaires, se trouve en même temps conseiller général ou maire (peut-être les deux), quel temps pourra-t-il, en conscience, consacrer à tous ces mandats qui réclament chacun un travail de plus en plus absorbant ? Il est infiniment probable qu'il aura tendance à négliger ceux qui lui tiennent le moins au cœur, et ce sera sa participation effective aux commissions extra-parlementaires qui sera sacrifiée.

Que dire maintenant du grand chef de service d'un quelconque de nos ministères, appelé à jouer un rôle prépondérant dans une douzaine de commissions qui ressortissent directement à son activité, tout en siégeant dans une quinzaine d'autres ? Il aura naturellement tendance à se faire remplacer par l'un des subordonnés, et comme chacun de ceux-ci se cantonnera dans une partie déterminée, le résultat cherché, l'interprétation des divers services, ne sera pas atteint.

Au total, il ne siègera plus dans ces commissions que les techniciens ou professionnels qui auront bien voulu se déranger (et ce ne seront ni les plus importants, ni les plus intéressants) et des sous ordres des Ministères dont l'opinion pèsera peu dans la balance.

Le second écueil est la tendance très nette à empiéter sur le pouvoir de décision qui doit rester entier dans la main du Ministre, responsable devant les représentants de la nation. Il peut confier à des organismes collectifs la gestion d'intérêts secondaires, archives et bi-

bliothèques, la préparation de tableau d'avancement et d'autres opérations du service intérieur de son administration, il ne peut abdiquer ou se trouver les mains liées devant une décision primordiale ou dans la présentation d'un projet de loi. La carence de l'autorité dans les hautes sphères politiques et administratives est ce que nous devons redouter le plus dans notre régime actuel. Evidemment, ce sont sur ces points importants, qu'il y a lieu d'étendre le plus largement les consultations, de prendre le plus grand nombre d'avis qualifiés, de confronter avec le plus de soin les opinions des hauts fonctionnaires, des **représentants** des intérêts généraux du pays, et des délégués des intéressés. Mais ce serait une faute inexpiable de laisser à un organisme conçu de la sorte le pouvoir de décider en dernier ressort. L'administration consultative n'aura d'intérêt et ne se développera sainement qu'en restant strictement dans le domaine consultatif. Sinon nous livrons notre état libéral aux plus dangereuses et plus utopiques organisations : gestion tripartite, chère aux partis marxistes, tyrannie occulte des syndicats de fonctionnaires, absorption de la souveraineté par les représentants d'une classe ou d'une profession, dont on n'aura pu doser exactement la participation au pouvoir de décision.

On a déjà concédé dans certaines de ces commissions une place importante à des représentants d'organisations illégales, légalement dissoutes à plusieurs reprises, mais toujours renaissant de leurs cendres. Il est temps de s'arrêter dans cette voie, d'autant plus qu'il semble possible d'assouplir ce mécanisme, et de lui faire rendre dans le cadre de nos institutions les plus grands et les plus utiles services.

CHAPITRE VI

LE CONSEIL D'ETAT ET L'ADMINISTRATION CONSULTATIVE LEUR COLLABORATION A L'ŒUVRE LEGISLATIVE

La forme trop souvent négligée des textes législatifs de ces dernières années a suscité maints projets de réforme des méthodes de travail parlementaires. Tous les jours on en soumet de nouveaux à l'opinion publique ou aux Chambres elles-mêmes, mais ceux qui semblent présenter le plus d'intérêt pratique et de possibilité d'adoption se rattachent tous à la tradition consulaire et impériale, qui associait étroitement le Conseil d'Etat à l'élaboration de l'œuvre législative.

Dans ce but, et également avec l'idée d'associer ces modifications avec d'autres projets de réforme purement administratifs, on a vu surgir, mais surtout dans les années qui ont immédiatement suivi la guerre, des projets de réorganisation du Conseil d'Etat.

Il semble que ces deux problèmes, selon nous intimement liés, peuvent recevoir une solution aussi satisfaisante que simple, écartant tous les bouleversements, dont on ne sait pas ce qu'ils donneront à l'usage, par une meilleure utilisation des assemblées consultatives extra parlementaires.

Ce qui a fait naître le désir de voir remanier la composition du Conseil d'Etat, c'est sa tendance générale, de plus en plus marquée depuis le début du XX^e siècle à se restreindre aux compétences purement juridiques. Sans doute une large part est faite au recrutement à l'extérieur pour les charges de Maître des Requêtes et de Conseiller, mais ce personnel se recrute de plus en plus dans le même milieu administratif, très peu différent de celui sorti du concours de l'auditorat. Il est d'ailleurs difficile qu'il en soit autrement, si l'on veut éviter des choix extérieurs médiocres, car la tendance générale des compétences qui ne sont pas spécifiquement juridiques est plutôt de sortir des fonctions publiques que d'y rentrer, fussent-elles les plus honorifiques. On se représente peu un grand financier, un brasseur d'affaires, un capitaine d'industrie, alliant à leur compétence technique une culture générale assez large pour pouvoir figurer honorablement au Palais Royal, quittant leurs lucratives fonctions pour un siège de Conseiller d'Etat.

Dans le sein même du Conseil, on note également une tendance à la spécialisation qui si elle n'était énergiquement combattue mènerait à une scission complète entre la section du contentieux et les sections administratives, ce qui serait absolument contraire aux traditions du corps, et à l'intérêt bien compris de la juridiction administrative.

Or, en face de ce mouvement de repli du Conseil d'Etat sur des fonctions exclusivement juridiques, mouvement très enrayé, d'ailleurs, depuis la fin de la guerre, il est impossible de ne pas noter la tendance exactement contraire de l'Etat moderne. Son rôle, et c'est une

erreur, mais le fait s'impose à tous les esprits, son rôle s'étend à des domaines qu'il s'était jusque-là rigoureusement interdit. Loin de se cantonner dans son rôle primordial, l'Etat de plus en plus envahissant, après avoir complètement absorbé le domaine social, a très fortement entamé le domaine économique. La liberté de l'individu devient de plus en plus théorique, il n'est plus aucun ordre d'activité où il ne sente l'emprise de l'Etat ou de ses démembrements administratifs.

Et d'autre part, pour des raisons très étrangères au phénomène précédent, chaque branche de l'activité humaine s'étend en profondeur dans les techniques très différentes, et ces phénomènes de spécialisation et de rationalisation, ont fait disparaître ces esprits encyclopédiques, chers au XVIII^e siècle, et auxquels rien d'humain n'était étranger.

Le Premier Consul pouvait composer son Conseil d'Etat d'hommes éminents par leur culture et leurs travaux, possédant des vues précises sur toutes les manifestations de l'activité nationale ; les Parlements de nos monarchies constitutionnelles comprenaient encore de nombreux esprits qui à l'imitation de M. Thiers avaient une compétence universelle ; il serait vain de rechercher quelque chose de semblable de nos jours.

Le Conseil d'Etat n'a sauvé sa compétence générale qu'en se restreignant aux plus hautes sphères de la vie juridique. Faire siéger dans son sein des techniciens, ce serait noyer complètement son esprit traditionnel, diluer son unité de formation intellectuelle et juridique dans une masse amorphe, incapable de concevoir d'une façon identique, impuissante à réaliser une œuvre d'ensemble.

La solution pratique est extérieure : extérieure au Conseil d'Etat, comme extérieure au Parlement. La compétence technique existe déjà dans ces multiples commissions qui siègent dans chaque ministère, et auxquels les membres détachés du Conseil d'Etat viennent apporter les lumières juridiques, la vigueur administrative qui leur font défaut.

Il est inutile de chercher une solution dans l'augmentation indéfinie des membres du Conseil d'Etat. Leur diffusion extérieure a abouti à un résultat bien meilleur, et leur autorité au milieu des techniciens est sauvegardée sans que les intérêts professionnels aient rien à y perdre.

Ne serait-il pas possible de faire jouer à ces commissions devenues les annexes extérieures du Conseil d'Etat par l'action des membres détachés de celui-ci, les conseillers non seulement du ministre, mais du Parlement lui-même ? Le problème de la compétence technique en matière législative se trouverait en partie résolu, en même temps qu'on unifierait avec intérêt l'allure générale et juridique des textes tant législatifs que réglementaires, puisqu'ils seraient tous coulés dans le même moule.

Le Parlement semble bien avoir l'intuition qu'il se noie dans ses papiers, que son travail se fait à l'aveuglette, qu'il a perdu à la fois le sens des réalités techniques dans les matières qu'il traite, le sens de la forme juridique dans la façon dont il les traite.

Aussi avons-nous vu, avec quelque surprise, se créer auprès de chaque commission parlementaire des secrétariats particuliers chargés de réunir toute la documentation nécessaire. De même ont été appelés à siéger par-

mi elles d'une manière quasi permanente, des membres détachés de ce même Conseil d'Etat dont on peut dire ainsi qu'il a des antennes partout, et qu'il remplit dans notre vie politique un rôle beaucoup plus important par sa collaboration extérieure, que par ses réunions officielles et intérieures.

Puisqu'on a abandonné en partie le principe qui jusqu'alors avait semblé intangible de ne faire participer au travail législatif que les seuls représentants élus du pays, puisque le Conseil d'Etat, en tant que corps constitué, ne pourrait se charger, sans déborder de besogne, de remplir le rôle ingrat de comité de rédaction des textes législatifs, puisque de très nombreux parlementaires siègent déjà ainsi que des Conseillers d'Etat ou des Maîtres des Requêtes dans toutes les commissions consultatives extra parlementaires, n'aurait-on pas intérêt à confier à celles-ci l'intégralité des fonctions de préparation et de rédaction des textes ?

On y trouverait, sans grande transformation profonde, sans qu'extérieurement rien de notre édifice politique ne paraisse touché, une amélioration sensible à tous les défauts qu'on reproche au travail parlementaire.

Si l'on fait l'hypothèse d'une réforme, peut-être urgente, nécessitant une loi appuyée d'un règlement d'administration publique, il faut, à l'heure actuelle, pour la réaliser, la discuter d'abord dans un ou deux Conseils Supérieurs et trois ou quatre commissions extra parlementaires, avant qu'elle soit étudiée par les commissions compétentes de la Chambre et du Sénat. Elle sera ensuite discutée et votée par ces deux assemblées en séances publiques, étudiée et rediscutée en section et en as-

semblée générale au Conseil d'Etat et cela pour arriver à des textes hybrides, contradictoires, confus et mal raccordés. Il est permis de penser qu'on ne pourrait que gagner à voir s'unifier les efforts et systématiser cette organisation disloquée.

En réduisant le nombre des Commissions et Conseils Supérieurs à une vingtaine (le nombre actuel des commissions parlementaires) en unifiant leur organisation, on pourrait leur confier le rôle préparatoire jusqu'ici dévolu aux commissions parlementaires et celui, dont l'absence se fait cruellement sentir, de comité de rédaction. L'étude du projet serait faite en une seule fois, mais avec beaucoup plus d'ampleur, grâce à la présence des techniciens et des représentants des intérêts généraux du pays. Ces membres du Conseil d'Etat apporteraient leur concours irremplaçable pour l'établissement d'un texte clair, logique et coordonné, que les commissaires, sénateurs et députés iraient rapporter et défendre devant leurs Chambres respectives. On supprimerait des travaux et des efforts faits bien inutilement en double et en triple, et l'on conserverait le bénéfice de la discussion et du vote dans deux assemblées différentes.

Les conflits entre la Chambre et le Sénat se résoudraient plus facilement et plus rapidement puisque les commissaires des deux Chambres se trouveraient réunis pour exposer les points de vue différents de leurs Assemblées, et que de nombreux tiers pourraient verser dans le débat des avis qualifiés.

D'autre part, on ne se trouverait pas en présence d'avis divergents mais d'un avis unique valant à la fois pour le Parlement en ce qui concerne la partie législative, pour le Gouvernement en ce qui concerne la partie

règlementaire, pour le Ministre en ce qui concerne la pratique administrative et les directives à appliquer, chacune de ces autorités souveraines reste bien entendu libre de faire de cet avis ce que leur conscience et le sentiment de leur responsabilité leur commanderaient.

CONCLUSION

L'Administration consultative n'est pas encore arrivée au point où elle pourrait jouer un rôle dans notre équilibre constitutionnel, mais, dans l'ensemble de notre vie publique, elle a cependant un rôle beaucoup plus important que celui qu'on lui prête généralement.

La plupart de ces commissions travaillent et font un travail utile. Mais surtout elles renferment, telles qu'elles sont, des possibilités infinies, et elles sont un excellent terrain de préparation pour les réformes qu'il serait téméraire de tenter de prime abord autrement qu'en vase clos.

C'est pour cela que l'administration consultative dont les vertus sont secrètes et les vices éclatants, constitue surtout, à l'heure actuelle, une grande force en réserve sur laquelle on sera très heureux le moment venu de pouvoir s'appuyer pour accomplir les réformes nécessaires.

Elle a, contre elle, la nécessité où elle se trouve de travailler dans l'ombre pour travailler utilement, obligation qui va exactement à l'encontre du désir de ceux de ses membres qui voudraient s'en faire un tremplin ou une auréole.

Elle a, contre elle, cette tendance à la multiplication, qui fait éclore de nouvelles commissions chaque jour et qui rend pléthoriques les anciennes, alors que le personnel cadre, loin d'être aussi extensible, finirait, si

l'on ne s'arrête pas dans cette voie, par ne plus suffire à la tâche. Elle a également contre elle, cette tendance trop naturelle aux gouvernements de les utiliser comme jadis, au dire de Chateaubriand, l'on se servait de la Chambre des Pairs pour y faire briller les nullités en faveur et y enterrer les intelligences que l'on redoute.

Enfin, corrolaire de ces trois défauts, elle se présente, par l'abus des bavardages, des motions, des contre projets et des renvois aux sous commissions, comme le moyen le plus propre à faire disparaître les projets que l'on désire ne jamais voir arriver au jour.

Mais l'administration consultative a pour elle de bonnes chances qui balancent bien les mauvaises.

Son existence n'est pas due à une de ces grandes réformes qui confinent trop souvent à l'utopie. Elle est le produit spontané de l'expérience administrative. Avec des débuts modestes, elle a donné des résultats qui dépassaient de beaucoup les vues de ceux qui ont créé les particules qui la composent. Les organismes qui se sont taillés d'eux-mêmes dans le mécanisme administratif une place que l'on n'avait jamais songé à leur assigner, ont souvent la vie plus tenace que ceux, qui, sortis tout formés du cerveau de leur créateur, se révèlent à l'usage inaptes ou désastreux.

Le cas de la France n'est d'ailleurs pas isolé et les conseils consultatifs ont leur place dans tous les états modernes. L'Etat est trop entré dans le domaine économique et le domaine social, pour pouvoir se passer des avis de ceux qui y ont consacré leur libre activité. Agir sans se tenir soutenu, non pas par une opinion publique invertébrée, mais par la volonté réfléchie des cadres professionnels, serait courir au devant des pires désas-

ères matériels et moraux. Ne pas s'efforcer d'obtenir la coordination des efforts tentés par les initiatives individuelles aussi bien que par les organismes d'état, particulièrement dans le domaine de la charité, par des échanges de vues entre les uns et les autres, serait désirer en secret l'échec des buts officiellement poursuivis. Dans tous ces domaines, comme dans d'autres de plus en plus nombreux, la participation des particuliers aux services publics, est à l'ordre du jour.

Aussi, voyons-nous, de nombreuses applications de ces méthodes chez tous nos voisins et plus particulièrement chez les états qui ont réorganisé leur régime constitutionnel après la guerre.

Dans le domaine international, nous observerons le même phénomène. De nombreux organismes se sont créés, qui, ne pouvant participer du caractère d'un gouvernement supérieur, car aucun des états participants ne peut ni ne doit abdiquer même une parcelle de sa souveraineté, constituent une administration consultative internationale.

Nous pouvons y ranger la Cour Permanente de Justice Internationale, qui d'après l'article 14 du pacte de la Société des Nations, est qualifiée pour donner des avis consultatifs sur tout différend ou tout point en litige dont la saisit le Conseil ou l'Assemblée de la Société des Nations. La Conférence Générale du Travail, qui a pour but la préparation de projets à convertir soit, par chaque état, en loi nationale, soit en projet de convention internationale, présente jusque dans ses détails tous les caractères d'organisation et de fonctionnement que nous avons notés dans nos commissions consultatives natio-

nales, le Bureau International du Travail lui constituant à la fois son secrétariat et sa section permanente.

Et ne peut-on rapprocher des commissions réunies pour l'élaboration d'un projet déterminé, toutes celles qui ont pour but la réorganisation économique du monde, entre autres les Comités des experts, composés de personnalités privées compétentes, qui ont élaboré des projets dont les états intéressés ont eu ensuite à décider dans la plénitude de leur souveraineté le rejet ou la mise en application.

On peut être tenté de présumer une utilisation plus large de nos conseils consultatifs nationaux, lorsqu'on voit les résultats obtenus par l'application de ce mécanisme sur un aussi vaste théâtre.

Mais les applications dans le temps valent celles qui sont faites dans l'espace. L'Administration consultative peut invoquer le parrainage d'organismes exactement semblables, qui s'étaient développés aussi brillamment dans un milieu politique et juridique tout différent. Supprimés par la tourmente révolutionnaire, les voilà, après un siècle qui reparaissent sans que cela soit l'effet d'une volonté préconçue, ni d'une servile imitation. Ils sont donc bien les produits de notre histoire, la floraison naturelle de notre atmosphère, de notre « climat » administratif.

Comme leurs ancêtres de l'Ancien Régime, nos commissions consultatives ont pour elle cette force irremplaçable de recevoir le souffle de vie émané du Conseil d'Etat. C'est cet équilibre, que l'on ne peut s'empêcher de trouver remarquable, puisqu'il paraît dominé par l'évolution des choses, plus que par la volonté des hom-

mes, qui permet, selon nous, de placer en elles les plus grandes espérances.

Par cette dispersion habile des membres du Conseil d'Etat dans un nombre considérable de formations secondes, on arrive à donner aux œuvres de celles-ci les caractères d'unité de vues, de solidité administrative, de clarté juridique, que l'on ne pourrait guère obtenir autrement. Par le contact étroit des membres du Conseil d'Etat avec leurs collègues délégués professionnels, représentants des intérêts économiques et des intérêts généraux, on assure la transmission dans les délibérations de notre haute assemblée administrative, des idées, des tendances et des désirs des milieux les plus différents, sans lui faire perdre, par l'adjonction d'innombrables compétences techniques à capacité générale restreinte, les bénéfices de son recrutement sélectionné.

Les organismes qui permettent cette multiplication du Conseil d'Etat à l'extérieur, le dégagent ainsi de tout un travail qui l'engorgerait inutilement dans ses formations officielles, et provoquent des échanges si profitables de vues et d'idées, ne sont pas des quantités négligeables dans l'activité si complexe d'un état moderne.

Ce sont ces beaux états de service et cette constitution à la fois si robuste et si souple, qui nous ont permis d'espérer voir les mieux conçues de ces commissions consultatives prendre dans notre vie publique une place plus considérable encore, place, qu'elles semblent pouvoir occuper au mieux des intérêts bien compris de la collectivité.

VU :

Le Président de la Thèse

LAFERRIERE

VU :

Le Doyen

BERTHÉLÉMY

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY

ANNEXE

TABLEAU DES ASSEMBLEES CONSULTATIVES FONCTIONNANT AU 1^{er} JANVIER 1931

(TEXTES (1), COMPOSITION, BUT)

(1) Le chiffre porté entre parenthèses après la date du texte visé, est celui de la page du Journal Officiel où il a été publié.

L'année du Journal Officiel n'est indiquée que si elle est différente de celle de la promulgation.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

COMMISSION DES ARCHIVES DIPLOMATIQUES

DECRET DU 21 FEVRIER 1874 (Page 1433)

DECRET DU 7 FEVRIER 1880 (Page 1425)

Composé de Personnalités.
Aucune règle générale.

COMITE CONSULTATIF DU CONTENTIEUX PRES LE DEPARTEMENT DES AFFAIRES ETRANGERES

DECRETS DU 1^{er} FEVRIER 1877, 26 AVRIL 1886, 17 JUILLET
1887, 17 JUIN 1890.

MODIFIES PAR LE DECRET DU 16 MARS 1909 (Page 2843).

Composé de 18 Membres :

Trois Sénateurs ;

Trois Députés ;

Deux Conseillers d'Etat ;

Deux Conseillers à la Cour de Cassation ;

Deux Professeurs à la Faculté de Droit de Paris ;

Deux Jurisconsultes pris parmi d'anciens avocats ;

Le Directeur des Affaires Civiles et du Sceau au Ministère de la Justice ;

Le Directeur des Affaires Politiques et Commerciales ;

Le Directeur des Affaires Administratives et Techniques ;

Le Sous-Directeur des Affaires de Chancellerie et du Contentieux Administratif.

Donne son avis sur toute question de droit et de jurisprudence qui lui est soumise par le Ministre des Affaires Etrangères.

COMMISSION PERMANENTE DES CHANCELLERIES ET DU CONTENTIEUX

DECRET DU 16 MARS 1909 (Page 2843)

Composé de Fonctionnaires du Ministère et des Jurisconsultes qui y sont attachés.

Donne son avis sur les questions administratives, juridiques ou contentieuses, qui lui seront soumises par le ministre, et dont l'importance ne justifierait pas l'examen par le Comité Consultatif du contentieux.

COMMISSION DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE

DECRETS DU 13 MARS 1908 (Page 1883) ET DU 2 OCTOBRE 1909 (10.618).

Composé de Juristes étrangers au département, des chefs du Service des Chancelleries et du Contentieux et des Conseillers techniques du département (nominativement désignés par le Ministre).

Etudie les propositions que les délégués français sont appelés à soumettre à la Conférence internationale de la Haye en vue de la conclusion des conventions de droit international privé.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AGRICULTURE

DECRET DU 10 MAI 1928 (5.319), ABROGE LES DECRETS DU
11 JANVIER ET 25 JUILLET 1882, 4 MARS 1893, 15 JUIL-
LET 1913, 28 OCTOBRE 1913 ET 11 NOVEMBRE 1922.

Comprend :

90 Membres élus par les Chambres d'Agriculture et 90
nommés par le Ministre (45 parmi les notabilités de
la pratique agricole et 45 parmi les notabilités des
Sciences économiques, sociales ou appliquées à l'agri-
culture) ;

Membres correspondants : 20 au plus dans chaque caté-
gorie ;

Section Permanente : 15 Membres désignés par le Ministre
et 15 élus.

Président : Le Ministre. — Les 2 Vice-Présidents sont
élus pour 3 ans. — Secrétaire : Le Chef de l'office des
renseignements agricoles.

Le Conseil Supérieur doit se réunir obligatoirement
une fois par an.

Il donne son avis à la demande du Ministre sur
toutes questions rentrant dans les attributions du Ministre
de l'Agriculture.

ELECTIONS DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'AGRICULTURE
(ARRETE DU 11 JANVIER 1928, Page 522)

Dans chaque chambre d'agriculture, on élit à la majorité relative 40 candidats. Chaque chambre vote par correspondance et a une voix.

Commission de recensement de votes :

Le Directeur de l'Agriculture ;

2 Membres du Conseil Supérieur, désignés par le Ministre ;

2 Membres des Chambres d'Agriculture, désignés par le Ministre.

L'élection a lieu à la majorité relative des suffrages exprimés (à égalité de voix, le plus âgé est élu).

Les contestations sont portées devant le Ministre dans le délai de 8 jours à partir de la publication à l'Officiel.

Le Ministre doit statuer dans le délai d'un mois, sinon la demande est considérée comme rejetée.

Recours contre la décision du Ministre dans les 10 jours en Conseil d'Etat.

COMMISSION CONSULTATIVE
DES AMELIORATIONS FORESTIERES, PASTORALES
ET TOURISTIQUES

DECRETS DU 19 JUILLET 1913, 11 NOVEMBRE 1913, 4 FE-
VRIER 1921 ET 10 NOVEMBRE 1923 (10.818).

Présidée par le Directeur Général des Eaux et Forêts

21 Membres : Deux Inspecteurs Généraux des Eaux et Forêts ;

Le Directeur de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts ;

Le Directeur des écoles forestières des Barres ;

Quatre conservateurs des Eaux et Forêts ;
Le Directeur des Beaux-Arts, ou son délégué ;
Le Directeur de l'Office National du Tourisme, ou son délégué ;
Deux artistes peintres paysagistes ;
Trois représentants du Touring Club ;
Un représentant du Club Alpin ;
Un de la Société pour la protection des paysages ;
Un de l'Union des Fédérations de Syndicats d'Initiative ;
Un du Commerce et de l'exploitation des bois ;
Un de l'Industrie des pâtes de bois ;
Un Inspecteur ou Inspecteur adjoint des Eaux et Forêts, secrétaire.

Ceux qui ne sont pas membres de droit sont nommés par le Ministre de l'Agriculture.

Donne les avis qui lui sont demandés par le Ministre sur les moyens à employer pour assurer dans les conditions les plus rapides, avec le concours de l'initiative privée, le reboisement des terres incultes et l'amélioration des pâturages en montagne, sur l'embellissement des forêts domaniales, la conservation et la mise en valeur de leurs beautés naturelles et en général sur toutes les questions intéressant l'exercice du tourisme en forêt.

OFFICE DES CEREALES PANIFIABLES

DECRET DU 21 OCTOBRE 1924 (9.458),
MODIFIE LE 18 AVRIL 1926 (4.764)

Composition :

Le Ministre de l'Agriculture, Président ;
Six Sénateurs ;
Huit députés ;
Dix représentants des groupements commerciaux ;

Quatre représentants des groupements agricoles ;
Deux représentants des groupements de consommateurs ;
Quatre représentants du Ministère de l'Agriculture ;
Quatre représentants des Ministres des Colonies, du Commerce, des Finances, de la Guerre (Intendance).

Etudie les questions dont l'examen lui sera renvoyé par le Ministre de l'Agriculture, concernant le ravitaillement du pays en céréales indigènes ou exotiques.

COMMISSION PERMANENTE DU CINEMATOGRAPHE AGRICOLE

LOI DU 5 AVRIL 1923, DECRET DU 20 MAI 1923 ET DECRET
DU 5 NOVEMBRE 1924 (Page 10.128, Erratum 10.155).

23 Membres nommés par le Ministre pour un an :

Le Ministre de l'Agriculture ou son délégué ;
Le Directeur de l'Agriculture ;
Quatre Sénateurs ;
Huit Députés ;
Deux Inspecteurs Généraux de l'Agriculture ;
Le Chef du 1^{er} Bureau de la Direction de l'Agriculture ;
Trois Fonctionnaires de l'Enseignement Agricole ;
Un Secrétaire Administratif désigné spécialement par arrêté du Ministre ;
Huit Personnalités choisies notamment parmi les anciens Ministres, les anciens Parlementaires spécialisés dans ces questions, les Membres de l'Institut, du Conseil d'Etat, de l'Enseignement public, de l'Office National des Recherches Scientifiques, des bureaux des grands groupements agricoles, les fonctionnaires du Ministère, les agriculteurs, etc... ;
Quatre Publicistes agricoles.

Le Secrétariat est rattaché au 1^{er} Bureau de l'Agriculture.

Donne son avis sur les subventions à accorder pour la création et l'acquisition des films, pour l'installation et le fonctionnement, dans les communes rurales ou dans les établissements d'enseignement agricole, d'appareils cinématographiques, soit fixes, soit ambulants, destinés à la vulgarisation des connaissances utiles à l'agriculture ou à la propagande agricole.

Elle donne également son avis sur toutes les questions relatives aux applications éducatives et professionnelles de la projection animée.

COMITE DU CONTENTIEUX
ET D'ETUDES JURIDIQUES
DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE

ARRETE MINISTERIEL DU 13 JUILLET 1920 (Page 10.107)

Composition :

Les Directeurs et Chefs de Service de l'Administration centrale du Ministère, membres de droit.

25 Membres nommés pour 5 ans par arrêté ministériel :

Un Conseiller d'Etat ;

Deux Maîtres des Requêtes au Conseil d'Etat ;

Un Juge au Tribunal Civil de la Seine ;

Deux Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation ;

Un Avocat Consultant du Ministère de l'Agriculture ;

Un avoué près la Cour de Paris ;

Un avoué près le Tribunal Civil de Paris ;

Un Notaire ;

Quinze Avocats à la Cour d'Appel de Paris.

(Se réunit sur convocation du Ministre).

Donne son avis par rapport écrit sur les questions suivantes :

1° Actions et pourvois formés par l'Administration ou dirigés contre elle.

2° Questions relatives à des conventions passées entre l'Etat et des concessionnaires ou entrepreneurs.

3° Toutes questions juridiques ou contentieuses soumises à son examen.

Le Président et le Vice-Président sont nommés chaque année par le Ministre.

Un Secrétaire Administratif enregistre les affaires.

Le Président désigne un rapporteur dans le comité pour chaque affaire.

La délibération n'est valable, et à la majorité des voix, que si le tiers des membres est présent.

La voix du président est prépondérante en cas de partage.

COMMISSION CENTRALE PERMANENTE DE L'ENSEIGNEMENT POST-SCOLAIRE AGRICOLE

ARTICLE 24 DE LA LOI DU 2 AOUT 1918 (6.746), ARTICLES
7 ET 10 DU DECRET DU 13 JUILLET 1920 (10.107).

Composition :

A. Représentants du Ministère de l'Agriculture :

Le Directeur de l'Agriculture ou son délégué ;

Deux Inspecteurs Généraux désignés par le Ministre de l'Agriculture.

B. Représentants du Ministère de l'Instruction publique :

Le Directeur de l'Enseignement Primaire ou son délégué ;

Deux Inspecteurs Généraux de l'Enseignement Public, désignés par le Ministre de l'Instruction Publique.

C. Trois notabilités agricoles (désignées par le Ministre de l'Agriculture).

Les membres, qui ne sont pas de droit, sont nommés pour 3 ans. Pour l'enseignement agricole ménager post-scolaire des jeunes filles, la commission sera complétée par trois notabilités féminines désignées dans les mêmes conditions.

Est consultée sur les règlements relatifs à l'enseignement post-scolaire, sur l'organisation générale et les programmes de cet enseignement adaptés aux besoins de chaque région, sur l'enseignement agricole donné à l'école normale primaire.

Donne également son avis sur toutes les questions d'enseignement post-scolaire agricole qui lui sont soumises par les deux ministres intéressés, soit directement, soit sur la demande des commissions départementales.

CONSEIL SUPERIEUR DES HARAS

LOI DU 29 MAI 1874 (3.665)

Nommé par décret pour 9 années.

Comprend 24 membres renouvelables par tiers tous les 3 ans, comprenant les divers groupes d'élevage.

Tient au moins deux sessions par an.

Donne son avis sur le budget des haras, les règlements généraux des concours et des courses, sur la nature et l'importance des encouragements qui se rapportent à la production et à l'élevage, sur toutes les questions qui lui seront soumises par le Ministre et, en son absence, par le Directeur des Haras.

Il recevra communication des vœux et délibérations des Conseils Généraux en ce qui concerne la question chevaline.

COMMISSION SPECIALE DE REPARTITION DU PRODUIT DES JEUX

DECRET DU 21 JUIN 1921 (8.915)

Composition :

- Le Ministre de l'Agriculture, Président ;
 - Le Directeur Général des Eaux et Forêts ;
 - Quatre membres choisis parmi les Sénateurs ou les Députés ;
 - Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
 - Le Directeur de l'Administration Départementale et Communale, ou son délégué ;
 - Le Chef du Service Central de l'Inspection Générale des Services Administratifs du Ministère de l'Intérieur, ou son délégué ;
 - Deux Inspecteurs Généraux des Eaux et Forêts ;
 - Six membres choisis parmi les propriétaires forestiers, agronomes, pisciculteurs ou chasseurs ;
 - Les trois conservateurs chargés des 1^{er}, 2^e et 3^e Bureaux à la Direction Générale des Eaux et Forêts ;
 - Le Conservateur, Chef de la Pêche et de la Pisciculture ;
 - L'Inspecteur, Chef de la Section des améliorations pastorales, forestières et touristiques, Secrétaire ;
 - Un Inspecteur ou Inspecteur adjoint, secrétaire adjoint avec voix consultative.
- Nommés par arrêté du Ministre, qui désigne parmi eux le Vice-Président.

Administre et répartit les sommes provenant du produit net des jeux, et statue sur chaque demande présentée en appliquant les bases arrêtées par le Ministre de l'Agriculture sur la proposition de cette commission.

COMMISSION SUPERIEURE
DES LIVRES GENEALOGIQUES
DES RACES FRANÇAISES D'ANIMAUX

DECRET DU 13 JUILLET 1923 (7.294)

Composition :

41 Membres nommés pour 5 ans par arrêté du Ministre de l'Agriculture.

1° Deux Sénateurs, quatre Députés.

2° Les Directeurs de l'Agriculture, des Haras, des Services Sanitaires, ou leurs délégués.

3° Deux Inspecteurs Généraux de l'Agriculture (un des Haras, un des Ecoles Nationales Vétérinaires) désignés par le Ministre.

4° Trois Représentants des Offices Régionaux Agricoles ;
Un Représentant de l'Académie d'Agriculture ;

Un Représentant de la Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture ;

Un Représentant de la Société des Agriculteurs de France ;

Un Représentant de l'Office Français d'élevage ;

Un Représentant de la Société d'encouragement à l'industrie laitière ;

(Choisis sur une liste présentée par ces divers organismes).

5° Trois représentants des livres généalogiques de l'Espèce Chevaline ;

Trois Représentants des livres généalogiques de l'Espèce Bovine ;

Deux Représentants des livres généalogiques de l'Espèce Ovine ;

Un Représentant des livres généalogiques de l'Espèce Porcine ;

Un Représentant des livres généalogiques d'espèces diverses ;

Dix Représentants de la science zootechnique et de l'élevage ;

(Choisis sur une liste établie par la commission du congrès des livres généalogiques et contenant un nombre double de noms).

Etudie et suit toutes les questions qui ont trait à l'organisation et au perfectionnement des livres généalogiques en vue d'améliorer les races françaises d'animaux et d'accroître leur expansion.

Se réunit au moins une fois par semestre sur convocation du Ministre de l'Agriculture.

Bureau : Le Ministre, Président de droit ;

Deux Vice-Présidents (désignés par le Ministre) ;

Deux Secrétaires et un Sous-Secrétaire Adjoint, pouvant être pris en dehors du Comité, également désignés par le Ministre.

COMMISSION SPECIALE DU PARI MUTUEL

DECRET DU 7 JUILLET 1891 (3.730)

Composition :

Le Ministre de l'Agriculture — Le Ministre de l'Intérieur (Présidents) ;

Trois Sénateurs — Trois Députés (désignés par ces Ministres) ;

Le Vice-Président du Conseil Supérieur de l'Assistance Publique (Vice-Président) ;

Le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène ;

Le Directeur de l'Administration Départementale et Communale ;

Le Directeur Général de la Comptabilité Publique ;

Le Chef du Service de l'Inspection Générale des Finances ;

Un Inspecteur des Finances désigné par son Ministre ;
Le Directeur des Haras ;
Deux fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture désignés
par ce Ministre ;
Deux Secrétaires désignés l'un par le Ministre de l'Agricul-
ture, l'autre par le Ministre de l'Intérieur.

Administre les sommes provenant du prélèvement de
2 % et les répartit entre les œuvres locales de bienfaisance.

COMMISSION SPECIALE DU PARI MUTUEL POUR LES ADDUCTIONS D'EAU POTABLE

DECRETS DU 6 NOVEMBRE 1903 (6.899), DU 13 JANVIER
1920 (1.202), DU 10 AOUT 1920 (6.367).

ARRETE 5 AVRIL 1922 (5.603) QUI CREE UNE SECTION
PERMANENTE.

Le Ministre de l'Agriculture, Président ;
Le Directeur de l'hydraulique et des améliorations agri-
coles, Secrétaire Général ;
Dix Sénateurs ou Députés ;
Le Président du Comité d'Hygiène Publique ;
Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consi-
gnations ;
Le Directeur Général des Eaux et Forêts ;
Le Directeur Général de la Comptabilité Publique
Le Directeur de l'Administration Départementale ;
Le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène ;
Le Chef du Service Central de l'Inspection Générale des
Services Administratifs au Ministère de l'Intérieur ;
Le Directeur du Secrétariat et de la Comptabilité au Mi-
nistère de l'Agriculture ;

Trois membres pris dans la Cour des Comptes ou l'Administration des Finances ;

Trois membres de la Commission de l'Hydraulique agricole ;

Deux Inspecteurs Généraux de l'Hydraulique agricole ;

Deux Inspecteurs des améliorations agricoles ;

Trois membres choisis parmi les bactériologistes, géologues, chimistes ;

Le Chef du 1^{er} Bureau et le Chef du Service technique de la Direction de l'hydraulique agricole, secrétaires, avec voix consultative ;

Le Sous-Chef du 1^{er} Bureau, Secrétaire-Adjoint.

La Commission du Pari Mutuel (Décret du 7 juillet 1891) doit être représentée par dix membres.

La Commission administre les sommes provenant du prélèvement supplémentaire sur les fonds du pari mutuel (article 162, Loi 31 mars 1903) pour subventionner les travaux communaux d'adduction d'eau potable.

Elle statue sur chaque demande présentée en appliquant les bases arrêtées par le Ministre de l'Agriculture sur l'avis *conforme* de la Commission du Pari Mutuel.

Complétée par quatre membres du Ministère des Régions Libérées, elle administre les sommes provenant du nouveau prélèvement de 1 % sur les fonds du pari mutuel. (Article 36 de la Loi de Finances du 12 août 1919).

COMMISSION CONSULTATIVE DE REPARTITION DES SUBVENTIONS PROVENANT DES FONDS DU PARI MUTUEL ENTRE LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

DECRET DU 25 SEPTEMBRE 1920 (Page 14.257)

Composition :

Le Ministre de l'Agriculture ou son délégué, Président ;
Deux Sénateurs ;

Deux Députés ;
Le Directeur de l'Agriculture ou son délégué ;
Deux Inspecteurs Généraux de l'Agriculture ;
Un Inspecteur Général de l'Instruction Publique ;
Un Inspecteur ou Ingénieur du Génie Rural ;
Un Inspecteur des Finances ;
Trois notabilités agricoles.

(Nommés pour trois ans, fonctions gratuites, mandat renouvelable).

Donne son avis sur le montant des subventions à accorder aux établissements d'enseignement agricole et à l'école supérieure du Génie Rural dans les conditions fixées par la loi du 5 août 1920, sur le programme par ordre d'urgence des travaux à effectuer, ainsi que sur toutes les questions renvoyées à son examen par le Ministre de l'Agriculture.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA PETITE PROPRIETE RURALE

ARTICLES 17, 18, 19 DU REGLEMENT D'ADMINISTRATION
PUBLIQUE DU 26 MARS 1910 (Page 2.587).

L'ARTICLE 17 EST REMPLACE PAR LE DECRET DU 22
MARS 1923 (P. 3.014).

Composition :

1° Membres nommés pour 3 ans par Décret :
Huit Sénateurs ;
Douze Députés ;
Deux Conseillers d'Etat ;
Deux Membres de l'Académie des Sciences Morales et Politiques ;
Quatre Membres de la Société Nationale d'Encouragement

à l'Agriculture, de la Société Nationale d'Agriculture
et de la Société des Agriculteurs de France ;

Six Membres du Conseil Supérieur d'Agriculture ;

Deux Membres du Conseil Supérieur des Habitations à Bon
Marché ;

Deux Membres des Chambres des Notaires ;

Neuf Membres versés dans les questions d'économie et de
législation rurales.

2° Membres de droit :

Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consi-
gnations ;

Le Directeur Général des Contributions Directes ;

Le Directeur de l'Enregistrement, du Domaine et du
Timbre ;

Le Directeur des Eaux et Forêts ;

Le Directeur des Affaires Civiles et du Sceau ;

Le Directeur de l'Agriculture ;

Le Chef de Division de l'Habitation et de l'Epargne ;

Les anciens Ministres de l'Agriculture.

Les membres qui perdent la qualité pour laquelle ils
avaient été nommés sont remplacés immédiatement.

Présidence du Ministre, qui nomme deux Vice-Pré-
sidents.

Le Secrétaire est nommé par arrêté ministériel.

Le Conseil Supérieur délibère sur toutes les affaires
qui lui sont soumises par le Ministre de l'Agriculture.

Il émet des vœux sur les questions intéressant la pe-
tite propriété rurale, procède à des enquêtes, etc...

Un Comité technique de douze membres, choisi dans
son sein par le Ministre de l'Agriculture, se réunit sur
convocation du Ministre et sous la Présidence d'un Vice-
Président chaque fois que les mesures à prendre l'exigent.

Il instruit les questions à soumettre au Conseil Su-
périeur.

CONSEIL SUPERIEUR DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET AGRONOMIQUES

DECRET DU 4 MARS 1926,
MODIFIE PAR DECRET DU 28 JUILLET 1928 (8.562)

Composition — 31 membres :

Six désignés par l'Académie des Sciences ;
Six désignés par l'Académie d'Agriculture ;
Dix-neuf désignés par le Ministre de l'Agriculture ;
Trois parmi les membres du Parlement ;
Trois parmi les notabilités agricoles ou scientifiques ;
Trois parmi les membres des Associations Agricoles ;
Trois parmi les Inspecteurs Généraux de l'Agriculture ;
Deux sur la proposition du Ministre des Finances ;
Le Directeur et les Inspecteurs Généraux des Stations et
Laboratoires et le Directeur du Ministère de l'Agric-
ulture, qui a l'Institut des Recherches Agronomiques
dans ses attributions, font de droit partie du Conseil.

Le Bureau du Conseil Supérieur est constitué par le
Bureau du Conseil d'Administration de l'Institut des Re-
cherches Agronomiques (qui est nommé chaque année par
le Ministre de l'Agriculture).

Le Conseil Supérieur est placé auprès du Conseil
d'Administration de l'Institut des Recherches Agronomi-
ques à titre consultatif.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA SERICICULTURE

DECRETS DU 20 OCTOBRE 1923 (10.386)
ET DU 28 NOVEMBRE 1923 (11.405)

Composition :

Président : Le Ministre de l'Agriculture.

1° Deux Sénateurs et quatre Députés (désignés par le Mi-
nistre, dans les Départements séricicoles).

- 2° Quatre Représentants de l'Administration de l'Agriculture. (Le Directeur de l'Institut des Recherches Agronomiques, le Directeur de l'Agriculture et deux Inspecteurs Généraux).
- 3° Deux Représentants du Ministère des Colonies.
- 4° Cinq Représentants de l'Agriculture et de la Sériciculture. (Les Présidents des Offices Agricoles du Var et de l'Ardèche, le Président de la Société d'Agriculture du Gard, et le Secrétaire de l'Union des Syndicats Agricoles de la Drôme).
- 5° Deux Représentants de la Sériciculture de l'Afrique du Nord.
- 6° Sept Représentants de l'Industrie et du Commerce des soies. (Le Président de l'Union des filateurs et moutiers français, le Président du Syndicat Général de filature, le Président de l'Union des Marchands de Soie de Lyon, le Président du syndicat des fabricants de soieries de Lyon, le Président de la Chambre syndicale de tissage mécanique à façon de la région lyonnaise, le Président de la Chambre syndicale séricicole des teinturiers et apprêteurs de Lyon et banlieue, le Président de la Chambre syndicale de l'industrie et du commerce parisien des soies et rubans).

Le Décret du 28 novembre 1923 y a ajouté :

Trois Représentants de l'Agriculture et de la Sériciculture
trois Représentants de l'industrie et des commerces
des soies, deux Représentants des industries de grainage des vers à soie.

Etudie toutes les questions relatives à la sériciculture et notamment : La production de la feuille de murier, l'élevage et le grainage des vers à soie, les conditions économiques de vente et les rapports de l'industrie séricicole avec le moulinage, la filature et le tissage de la soie.

COMMISSION CONSULTATIVE DE VITICULTURE

DECRET DU 24 MARS 1921,
DECRET DU 31 DECEMBRE 1925 (J. O., 1926. P. 306)

Composition :

Les membres sont nommés par arrêté du Ministre de l'Agriculture (ceux du Commerce conformément à la désignation de ce Ministre).

Vingt-trois Parlementaires (dix Sénateurs, treize Députés) ;
Douze Représentants de la Viticulture (dont un de la Viticulture Algérienne) ;

Neuf Représentants du Commerce ;

Trois Représentants du Ministre de l'Agriculture (le Directeur de l'Agriculture ou son délégué, le Directeur des services sanitaires et de la répression des fraudes ou son délégué, le chef de l'Office des Renseignements Agricoles ou son délégué) ;

Deux Représentants du Ministre du Commerce (le Directeur des accords commerciaux, le Directeur des Affaires Industrielles et Commerciales ou leurs délégués) ;

Deux Représentants du Ministre des Finances (le Directeur Général des Douanes, le Directeur Général des Contributions Indirectes ou leurs délégués) ;

Un Représentant du Ministre des Travaux Publics (le Directeur des Chemins de Fer ou son délégué) ;

Un Représentant du Ministre de la Justice (le Directeur des Affaires Criminelles ou son délégué) ;

Un Représentant du Ministre de l'Intérieur ;

Un Représentant du Ministre des Affaires Etrangères (le Sous-Directeur des Relations Commerciales ou son délégué).

Donne son avis sur les questions viticoles.

MINISTERE DE L'AIR

COMMISSIONS SUPERIEURE CONSULTATIVE DES CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES, MILITAIRES ET MARITIMES

ARRETE DU MINISTRE DE LA GUERRE (18 MAI 1923) (5.266),
ARRETE DU 14 MARS 1930

Composition :

- Un Inspecteur Général de l'Aéronautique, Président ;
 - Un des Sous-Chefs d'Etat-Major de l'armée ;
- Le Directeur de l'Aéronautique Militaire.
 - Membres avec voix consultative :
 - Un Représentant de la Direction de l'Artillerie ;
 - Un Commandant de Régiment d'Aviation de Chasse ;
 - Un Commandant de Régiment d'Aviation de Bombarde-
ment de nuit ;
 - Un Commandant de Régiment d'Aviation de Bombarde-
ment de jour ;
 - Un Commandant de Régiment d'Aérostation.

Elle peut convoquer tous les spécialistes qu'elle jugera utiles.

Pourront suivre les séances en vue d'assurer la liaison :

- Un Officier désigné par le Service Central de l'Aéronau-
tique maritime ;
- Un Représentant du Ministère des Colonies ;
- Un Représentant du Service de la Navigation Aérienne.

La Commission Supérieure étudie le programme de construction du matériel aéronautique.

COMMISSION CENTRALE DES MARCHES DE L'AERONAUTIQUE

DECRET DU 8 FEVRIER 1927, MODIFIE PAR LE DECRET
DU 4 MAI 1927, REORGANISE PAR LE DECRET DU 15
MAI 1929 (3.152).

Président : Un Président de section du Conseil d'Etat
(éventuellement un Conseiller).

Membres : Un Inspecteur Général de l'Aéronautique ;

Un Maître des Requêtes au Conseil d'Etat ;

Trois Représentants de l'Etat-Major Général de l'Aéro-
nautique ;

Deux Représentants de la Direction Générale Technique
(de l'Air) ;

Un Représentant de la Direction du Contrôle (de l'Air) ;

Un Représentant des Finances (Le Contrôleur des Dépenses engagées du Ministère de l'Air) ;

Le Directeur du service intéressé ou qui a suivi l'affaire.

Ils sont désignés par le Ministre dont ils relèvent respectivement.

ROLE

1° Etudie et établit tous les marchés.

2° Examine et soumet à l'approbation les cahiers des clauses et conditions générales.

3° Donne son avis sur les difficultés nées de l'application des clauses des marchés.

4° Peut faire des propositions sur l'interprétation ou la modification de la réglementation générale des marchés.

Secrétaire : Un fonctionnaire du Ministère de l'Air.

CONSEIL SUPERIEUR
DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES
INTERESSANT L'AERONAUTIQUE

ARRETES DU 9 FEVRIER 1929 (1.882)
ET 12 DECEMBRE 1929 (13.415)

Composition :

Président : Le Ministre.

Vice-Président : Le Directeur Général Technique.

Section Permanente : Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Sciences (Mathématiques) ;

Deux Membres (Mécanique et Physique) de l'Académie des Sciences ;

Trois Directeurs : celui du Service des Recherches ; celui du Service Technique ; celui de l'Ecole Nationale Aéronautique.

Membres : Les Membres de la Section Permanente.

Le Directeur du Service des fabrications ;

Le Directeur des Bases ;

Le Directeur de l'Institut de mécanique des fluides ;

Le Directeur du Laboratoire de Mécanique expérimentale de l'Université de Paris ;

Le Directeur des études de l'Ecole Polytechnique ;

Le Directeur de l'Ecole du Génie Maritime ;

Le Directeur de l'Ecole des Mines ;

Le Directeur de l'Ecole des Ponts ;

Le Directeur de l'Ecole Centrale, qui peuvent être remplacés par un professeur de leur école agréé par le Ministre ;

L'Inspecteur Général technique du Ministère de l'Air ;

Le Directeur Général des Forces Aériennes ;

Le Directeur de l'Aviation Marchande ;

Le Directeur de l'Office National Météorologique ;

- Le Directeur de l'Office National des Inventions et Recherches Scientifiques ;
- Le Directeur de l'Office National des combustibles liquides ;
- Les Directeurs des Instituts de mécanique des fluides des Universités de Province ;
- Cinq Membres désignés par le Ministre ;
- Un Représentant de l'Aéro Club de France ;
- Un Représentant du Comité de propagande de l'Aéronautique ;
- Un Représentant de la Ligue Aérienne ;
- Un Représentant de la Société de Navigation Aérienne ;
- Cinq Représentants élus par les Chambres syndicales réunies des industries aéronautiques.

Le Secrétaire Général des services techniques de l'Aéronautique remplit les fonctions de Secrétaire du Conseil de la Section Permanente.

Le Conseil Supérieur donne son avis sur toutes les questions concernant le développement des recherches scientifiques intéressant l'Aéronautique ou le perfectionnement des enseignements qui peuvent préparer à ces recherches.

Il est saisi par le Directeur Technique, après avis de la Section Permanente.

COMMISSION SUPERIEURE DE LA SECURITE AERIENNE

ARRETE DU 13 AVRIL 1929 (4.540)

Composition :

- Le Secrétaire Général du Ministère de l'Air ;
- Le Chef des Services Militaires du Cabinet ;
- Le Chef Adjoint Technique du Cabinet ;
- Les Inspecteurs Généraux désignés par le Ministre ;

Le Directeur Général des Services Techniques et Industriels ;
Le Général Chef d'Etat-Major de l'Aéronautique Nationale ;
Le Directeur de l'Aéronautique Marchande ;
Le Directeur de l'Office National Météorologique ;
Le Sous-Chef d'Etat-Major chargé de l'Aéronautique Maritime ;
Le Chef de Service Central de la Sécurité Aérienne.

La Commission définit et coordonne l'action immédiate ou les programmes à longue échéance que réclame la sécurité aérienne.

Réunion obligatoire une fois par mois.

COMMISSION D'AVIATION DE TOURISME

ARRETE DU 27 MARS 1930 (3.767)

Composition :

Cinq Représentants du Ministère de l'Air ;
Quatre Représentants de la Fédération Nationale Aéronautique, désignés par celle-ci et agréés par le Ministre ;
Trois Touristes aériens désignés par le Ministre de l'Air.

Ces derniers sont nommés pour un an, le mandat pouvant être prolongé.

Donne son avis sur les questions concernant le développement du tourisme aérien et notamment : la répartition et le contrôle des primes d'achat et d'entretien, les mesures à prendre au point de vue de la circulation des touristes aériens, le matériel de tourisme et enfin toutes les questions dont elle est saisie par le Ministre de l'Air.

CONSEIL SUPERIEUR
DES TRANSPORTS AERIENS
ET COMITES CONSULTATIFS

DECRET DU 10 MAI 1929 (Page 5.482) ET ARRETE DU 16
NOVEMBRE 1929 REGLEMENTANT LES QUESTIONS
D'ELECTION (12.587).

Composition :

Président nommé par Décret.

A) 30 Représentants des Intérêts Généraux de la Nation et notamment :

Le Président de la Section des Travaux Publics au Conseil d'Etat ;

Un Représentant des Finances ;

Un Représentant des Affaires Etrangères ;

Un Représentant du Commerce ;

Un Représentant des Travaux Publics ;

Un Représentant des Colonies ;

Un Représentant de l'Intérieur ;

Un Représentant des P. T. T. ;

Un Représentant de la Marine Marchande ;

Un Représentant de l'Aviation Nationale ;

Un Représentant de la Chambre de Commerce de Paris ;

Deux Représentants des autres Chambres de Commerce,
dont un au moins représentant l'exportation et les
produits coloniaux ;

Deux Représentants des Industries Aéronautiques ;

Un Représentant des Compagnies de Chemin de Fer ;

Un Représentant des Compagnies de Navigation Maritime ;

Trois Représentants des Associations Aéronautiques régulièrement constituées ;

Un Représentant du Conseil National Economique.

B) Trois administrateurs français désignés par le Conseil
d'Administration de chaque Compagnie Aérienne.

- C) Un Représentant du Comité central des Compagnies de Navigation Aérienne.
- D) Le Directeur Général de chacune des mêmes Compagnies.
- E) De cinq Représentants du personnel navigant des Compagnies subventionnées.

Les membres sont nommés pour 3 ans. Il y a incompatibilité entre la représentation des intérêts généraux et des fonctions rétribuées des Compagnies.

Le Conseil Supérieur assure la coordination des différentes exploitations au mieux des intérêts supérieurs de la Nation. Il est obligatoirement saisi :

1° Des projets de loi ou de règlements généraux concernant la navigation aérienne.

2° Des questions touchant l'organisation générale et le régime financier des divers réseaux aériens ;

Et peut être consulté sur toutes questions.

Il existe un Secrétariat Général, des Rapporteurs spéciaux et un Commissaire du Gouvernement : Le Directeur de l'Aéronautique Marchande (suppléé en cas d'absence par un fonctionnaire de la Direction des Transports Aériens).

Fonctionnement : l'Ordre du jour est fixé par le Président et le Commissaire du Gouvernement.

La présence des 2/3 des représentants des intérêts généraux (ou représentés) est nécessaire et la décision est prise à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Le Ministre ne peut prendre une décision contraire à l'avis du Conseil Supérieur sur les questions où sa consultation est obligatoire qu'après une seconde délibération du Conseil. Faute par le Conseil de délibérer sur les affaires dont il aurait été saisi, le Ministre statue un mois après une mise en demeure restée sans effet.

Les rapporteurs pour chaque affaire sont désignés par le Président.

Les rapports sont écrits et doivent être distribués au

moins deux jours à l'avance (en cas d'urgence, et après accord, il peut être statué sur rapport oral).

L'état de prévision des dépenses est préparé par le Conseil, approuvé par le Ministre de l'Air.

Les dépenses sont supportées par les réseaux au prorata des recettes de leur compte d'exploitation.

Election des représentants du personnel navigant des Compagnies subventionnées.

Vote par correspondance sous triple enveloppe.

Scrutin uninominal. — Ceux qui obtiennent le plus de voix sont nommés le premier titulaire, le second suppléant.

En cas d'égalité de suffrage, tirage au sort.

Contentieux ; Réclamation possible par tout électeur de la Compagnie. Délai de 2 mois.

Dans le délai d'un mois, le Ministre statue. Recours possible devant le Conseil d'Etat.

COMITE CONSULTATIF
DE L'EXPLOITATION COMMERCIALE
DES TRANSPORTS AERIENS

DECRET DU 10 MAI 1929 (5.484)

Composition :

Président : Le Directeur de l'Aéronautique Marchande.

Membres : Le Directeur Général et le chef de Service de chaque Compagnie ;

Les cinq Représentants élus du Personnel Navigant des Compagnies siégeant au Conseil Supérieur ;

Les trois représentants des Chambres de Commerce, membres du Conseil Supérieur ;

Un Représentant de l'Office National Météorologique ;

Les Représentants des Associations Aéronautiques régulièrement constituées siégeant au Conseil Supérieur ;

Les Représentants des Compagnies de Chemin de fer et de navigation siégeant au Conseil Supérieur ;

Des Représentants des Ministres des Finances, du Commerce, des Colonies, des P. T. T., membres du Conseil Supérieur.

Ils sont nommés par arrêté pour une durée de 3 ans.

Mêmes règles de fonctionnement que pour le Conseil Supérieur (Quorum des 3/4, majorité, voix prépondérante du Président, 2^e délibération).

Le Comité Consultatif délibère sur toutes les questions commerciales dont il est saisi par le Ministre ou par le Conseil Supérieur.

Il est obligatoirement consulté sur les horaires et tarifs proposés par les entreprises à l'homologation, sur les relations des services aériens entre eux et avec les autres entreprises de transports et sur les questions touchant l'utilisation postale des services aériens.

Il donne son avis sur toutes questions utiles et notamment sur les accords commerciaux entre exploitants français et étrangers, et l'organisation des services commerciaux.

CONSEIL CONSULTATIF DE L'EXPLOITATION TECHNIQUE DES TRANSPORTS AERIENS

DECRET DU 10 MAI 1928 (5.483)

Composition :

Président : Le Directeur Général des Services Techniques du Ministère de l'Air.

Membres : le Directeur de l'Aéronautique Marchande ;
Le Directeur Général et le Chef de Service de chaque Compagnie exploitant des lignes régulières et subventionnées ;

Les cinq Représentants élus du personnel navigant des Compagnies siégeant au Conseil Supérieur ;

Un Représentant du Bureau Véritas ;

Trois Ingénieurs de l'Aéronautique ;

Trois Représentants de l'industrie aéronautique dont deux au moins choisis dans les groupements régulièrement constitués ;

Un Représentant de l'Office National Météorologique.

Ils sont nommés par arrêté pour une durée de 3 ans.

Mêmes règles de fonctionnement que le Conseil Supérieur (Quorum des 3/4, majorité, voix prépondérante du Président, 2^e délibération).

Le Comité Consultatif délibère sur les questions techniques dont il est saisi par le Ministre ou par le Conseil Supérieur. Il est obligatoirement consulté sur les mesures d'ordre général concernant la circulation aérienne, le statut, le travail, la rémunération, les questions de prévoyance, les retraites du personnel navigant, les programmes de matériel volant et l'agrément de ce matériel.

MINISTERE DES COLONIES

COMMISSION DE SURVEILLANCE DES BANQUES COLONIALES D'EMISSION

LOI DU 24 MARS 1919 (ARTICLE 22), (2.994)

DECRETS DU 17 DECEMBRE 1919 (14.766) ET 26 FEVRIER
1924 (2.223).

Composition :

Un Conseiller d'Etat (élu par l'Assemblée Générale), président ;

Cinq Membres, dont deux au moins propriétaires de 10 actions de Banques Coloniales, désignés par le Ministre des Colonies ;

Deux Membres désignés par le Ministre des Finances ;

Deux Membres élus par le Conseil Général de la Banque de France.

La Commission élit un Vice-Président.

Il est adjoint à la Commission deux rapporteurs, désignés par le Ministre de la Justice, parmi les Maîtres des Requêtes ou Auditeurs au Conseil d'Etat.

Ils ont voix délibérative dans toutes les affaires dont ils font le rapport.

La commission reçoit communication de tous les documents sur la question des banques coloniales, tant aux colonies qu'à l'étranger.

Elle est consultée sur les actes du Gouvernement qui concernent les banques coloniales ; elle provoque telles

mesures de vérification et de contrôle qui lui paraissent convenables. Elle peut entendre les commissaires du Gouvernement près les Banques Coloniales et près l'agence centrale.

Ses avis et ses vœux sont transmis au Ministre des Colonies par son Président.

Elle rend compte au Ministre des Colonies de ses observations sur les documents qui lui sont communiqués. Elle rend compte au Président de la République des résultats de sa surveillance et de la situation des banques coloniales. Ce rapport est publié à l'Officiel, et aux frais de chaque banque, dans le journal ou Bulletin Officiel de la colonie intéressée.

Délibération valable : présence d'au moins la moitié des membres. Délibération à la majorité des voix, celle du président prépondérante en cas de partage.

La participation des banques coloniales aux dépenses du secrétariat est fixée par un arrêté du Ministre des Colonies.

COMMISSION DES CONCESSIONS COLONIALES ET DU DOMAINE

DECRET DU 21 OCTOBRE 1927 (10.896, Errata 10.979 et 11.547)

Composition :

Quatre Conseillers ou Maîtres de Requêtes au Conseil d'Etat ;

Trois Conseillers, Maîtres ou Référéndaires à la Cour des Comptes ;

Le Directeur du budget et du Contrôle financier ;

Un Inspecteur Général et un Inspecteur des Finances ;

Un Sous-Gouverneur de la Banque de France ;

Deux Membres du Comité des Travaux Publics des Colonies ;

Un Représentant de l'Administration Centrale de l'Enregistrement ;
Un Représentant du Ministère du Travail ;
Un Notaire honoraire ou une autre personne versée dans l'organisation des sociétés commerciales ;
Un Professeur de la Faculté de Droit de Paris ;
Le Président de la Chambre de Commerce de Paris ou son délégué ;
Deux auditeurs au Conseil d'Etat ;
Deux auditeurs à la Cour des Comptes ;
Neuf personnes qualifiées pour représenter les intérêts généraux de la Colonisation, résidant à Paris ;
Le Directeur des affaires politiques, le directeur des affaires économiques et du contrôle, et l'Inspecteur Général du Service de Santé, du Ministère des Colonies ;
Deux secrétaires avec voix consultative et deux secrétaires adjoints.

Divisée en deux sections :

- 1° Colonies d'Afrique, de l'Océan Indien et Amérique.
- 2° Indochine et colonies du Pacifique.

Chacune devra obligatoirement comprendre un représentant sur deux (ou deux sur quatre) des catégories en double.

La Commission donne son avis :

1° Sur toutes les demandes de concessions coloniales dont l'examen est réservé au pouvoir central.

2° Sur des conventions ou traités à passer en cette matière par le Ministre des Colonies avec les particuliers ou les sociétés, ainsi que sur les décrets ou arrêtés y afférant.

3° Sur tous les projets de règlement concernant l'organisation domaniale ou foncière et l'octroi des concessions dans les colonies.

Les délibérations des sections sont définitives sous réserve de délibérations plénières, qui ont lieu sur convocation du Président, après décision du Ministre, sur l'ini-

tiative du Président ou sur demande d'un Président de Section.

La délibération en assemblée plénière est obligatoire : Sur toutes réglementations domaniales ou foncières, ou fixant le mode d'octroi des concessions, après que la Section dans le ressort de laquelle se trouve la colonie intéressée aura rendu son avis.

Les avis ne pourront être adoptés qu'à la majorité absolue des membres présents : en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Les rapporteurs ne sont pris que parmi certains membres.

Les Directeurs et Chefs de Service du Ministère pour les questions les intéressant ainsi que les Gouverneurs Généraux et les Gouverneurs présents à Paris ont voix délibérative.

COMITE CONSULTATIF DU CONTENTIEUX DES COLONIES

DECRETS DU 17 JUILLET 1894 (3.997), 9 MARS 1896, 30
JANVIER ET 1^{er} MAI 1897, 22 MARS 1902, 4 JUILLET
1913 (7.016).

Composition :

Président : Un Président de section ou Conseiller d'Etat.

Membres :

Un Inspecteur Général des Colonies ;

Cinq Membres du Conseil d'Etat ;

Deux Membres de la Cour des Comptes ;

Un Inspecteur de 1^{re} classe des Colonies ;

Deux Professeurs à la Faculté de Droit de Paris ;

Un Conseiller à la Cour d'Appel de Paris ;

Un Avocat du Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation ;

Un Avocat à la Cour d'Appel de Paris ;

Les membres du Comité, le Secrétaire, le Secrétaire Adjoint sont nommés par le Ministre des Colonies.

Le Comité est appelé à donner son avis sur les questions de droit ainsi que sur les affaires contentieuses qui sont renvoyées à son examen par le Ministre des Colonies.

COMITE CONSULTATIF DE DEFENSE DES COLONIES

DECRET 29 JUILLET 1902 (5.349, Erratum 6.500)

Composition :

Trois Généraux de division des troupes coloniales (dont un artilleur) ;

Quatre Généraux de brigade des troupes coloniales (dont deux artilleurs) ;

Un Général, Sous-Chef d'Etat-Major Général de l'Armée ;

Un Officier Général ou supérieur de la marine désigné par son Ministre ;

Le Directeur des troupes coloniales au Ministère de la Guerre ;

Le Chef du Bureau Militaire au Ministère des Colonies.

Le Comité étudie toutes les questions intéressant l'organisation militaire et défensive des colonies.

Il est obligatoirement assisté suivant les cas et avec voix délibérative par : les Directeurs du Ministère des Colonies, les Inspecteurs Généraux permanents des travaux de l'Artillerie et du Génie pour la défense des côtes, l'Officier Général de la Marine s'occupant des points d'appui de la flotte, un médecin inspecteur du corps de Santé des troupes coloniales, un Commissaire Général des troupes coloniales.

Peuvent également prendre part momentanément aux travaux avec voix délibérative :

Les Officiers Généraux ou supérieurs, anciens Commandants Supérieurs de troupes aux colonies (avec leur grade actuel) ou anciens Commandants de forces navales dans les mers lointaines (avec leur grade), et les Gouverneurs des Colonies en fonctions, présents dans la Métropole.

Les Officiers Généraux sont nommés, parmi ceux en service à Paris, par le Ministre des Colonies après entente avec les Ministres de la Guerre et de la Marine.

Le Président est désigné au début de chaque année par le Ministre des Colonies parmi les Généraux de Division des troupes coloniales. Un Officier supérieur des troupes coloniales est secrétaire avec voix consultative.

Pour aider les travaux et préparer les éléments de délibération, une section d'étude est attachée au comité (un Officier supérieur et trois subalternes des troupes coloniales).

Le comité pourra faire appeler devant lui ou auprès de la section technique toute personne qu'il jugera propre à l'éclairer.

COMITE SUPERIEUR CONSULTATIF DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DES COLONIES

DECRETS DU 18 JANVIER 1895, 15 JUIN 1897, 19 NOVEMBRE 1906, 7 AVRIL 1907, 19 MARS 1912, ABROGES ET REMPLACES PAR LE DECRET DU 8 MAI 1919 (5.135).

Composition :

Président : Le Ministre des Colonies.

Membres : Deux Sénateurs ;

Quatre Députés ;

Le Chef de Cabinet du Ministre des Colonies ;

Le Chef du Service de l'Instruction Publique au Ministère des Colonies, faisant fonction de Secrétaire ;

Les Directeurs de l'Enseignement Supérieur, Secondaire, Primaire, Technique ;
Deux anciens Gouverneurs des Colonies ou Directeurs à l'Administration Centrale ;
Un Inspecteur Général de l'Enseignement Secondaire ;
Un Inspecteur Général de l'Enseignement Primaire ;
Le Directeur de l'Ecole Centrale ;
L'Administrateur de l'Ecole des Langues Orientales ;
Le Directeur de l'Ecole Coloniale ;
Le Directeur du Jardin Colonial et de l'Ecole Supérieure d'Agriculture Coloniale ;
Quatre professeurs de l'Université ;
Un professeur à l'Ecole Coloniale ;
Deux professeurs agrégés de l'Enseignement secondaire ;
Une Inspectrice des écoles maternelles ;
Un Directeur d'école primaire supérieure ;
Un Instituteur primaire ;
Une Institutrice primaire ;
Quatre industriels ou commerçants ou Directeurs de Compagnies ayant des établissements ou intérêts aux Colonies ;
Deux Publicistes.

Le Vice-Président est désigné par arrêté du Ministre, toutes les personnes dont la consultation paraîtra utile ont voix consultative.

Les membres (sauf ceux de droit) sont nommés par arrêté du Ministre, pour 3 ans.

Le Comité Supérieur donne son avis sur toutes les questions intéressant l'Instruction Publique aux Colonies, et d'une façon générale sur le développement intellectuel des populations coloniales, sur l'enseignement colonial en France, sur les travaux et publications de caractères scientifique, littéraire, artistique, se rapportant aux colonies qui sont soumises à son examen par le Ministre.

Les affaires sont d'abord soumises à des commissions de sept à quinze membres, nommées chaque année par le Ministre.

1° Section du Personnel : Avancement et intérêts généraux du personnel enseignant.

2° Affaires Administratives : Organisation et fonctionnement des services de l'Instruction Publique, créations d'institutions nouvelles ou modifications d'existantes.

3° Section technique : Pédagogie générale, enseignement des lettres et des sciences, missions, travaux et publications à ce sujet.

Ces sections sont permanentes ; elles sont convoquées par le Ministre ou par leur Président, et elles donnent directement leur avis en cas d'urgence.

Le Chef du Service de l'Instruction Publique est membre des trois. Tout membre du comité peut être appelé avec voix consultative dans une section autre que la sienne.

Le Ministre peut réunir une commission extraordinaire groupant des membres des diverses sections spécialement au courant de la question, quand il s'agit de l'ensemble de l'instruction publique dans une colonie, pour examiner et coordonner les propositions des diverses sections.

COMITE DES TRAVAUX PUBLICS DES COLONIES

DECRETS DU 21 NOVEMBRE 1895 (6.622), 20 MAI 1896 (2.953),
31 JUILLET 1897 (4.478), 13 DECEMBRE 1899 (8.106).

Composition :

Président : l'Inspecteur Général, Directeur des Travaux Publics des Colonies.

25 Membres nommés pour 2 ans par arrêté du Ministre :

Un Inspecteur Général des Ponts et Chaussées ;

Deux ingénieurs en chef des Ponts et Chaussées dont un de 1^{re} classe ;

Cinq Ingénieurs en chef (ou ordinaires) des Ponts et Chaussées, dont un spécialisé dans les distributions d'énergie électrique ou dans l'utilisation des forces hydrauliques ;

Un Ingénieur ordinaire des Ponts et Chaussées ;

Un Inspecteur Général (ou Ingénieur en Chef) des Mines ;

Deux Ingénieurs en Chef des Mines, dont un de 1^{re} classe ;

Un Ingénieur des Mines ;

Un Capitaine de Vaisseau ;

Un Officier Supérieur du Génie Maritime ;

Deux Maîtres des Requêtes au Conseil d'Etat ;

Un Officier du Génie ou d'Artillerie attaché à la Direction de la Défense au Ministère des Colonies ;

Un Ingénieur hydrographe de la Marine ;

Un Architecte des bâtiments civils ;

Quatre Ingénieurs civils ;

L'Ingénieur en Chef, adjoint au Directeur des Travaux Publics, secrétaire du Comité.

Les Directeurs et Chefs de Service du Ministère des Colonies ont voix délibérative pour ce qui les intéresse.

Le Président et le Vice-Président sont choisis parmi les membres du Comité et nommés par arrêté du Ministre lors du renouvellement bisannuel des membres de cette assemblée.

L'Inspecteur Général des Travaux Publics fait partie de droit du comité.

Les membres qui n'exercent plus les fonctions qui les ont fait nommer cessent de faire partie du comité, cependant ceux qui remplissent des fonctions administratives y peuvent être maintenus par arrêté du Ministre des Colonies, quand ils sont nommés à des fonctions supérieures dans le corps ou dans l'administration dont ils font partie.

Le Comité donne son avis sur les affaires concernant les travaux publics des colonies et notamment sur les projets de constructions et de concessions intéressant les chemins de fer, les travaux à la mer et en rivière, la naviga-

tion et les constructions navales, les mines et les bâtiments civils.

Il peut y avoir des sous-comités pour affaires de moindre importance. Le Président convoque le comité chaque fois qu'il le juge utile, fixe l'ordre du jour des séances, désigne les rapporteurs et règle toutes les autres conditions de fonctionnement du comité.

COMITE CONSULTATIF DES REGLEMENTS
AMIABLES DES ENTREPRISES
DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MARCHES
DE FOURNITURES Y AFFERENTS

DECRETS DU 26 AOUT 1910 (7.354), 2 MARS 1928 (2.525).

Composition :

Sept membres nommés pour 2 ans par arrêté du Ministre :

Un Conseiller d'Etat, Président ;

Deux Inspecteurs Généraux des Ponts et Chaussées ;

Deux Ingénieurs en Chef des Ponts et Chaussées ;

Un Maître des Requêtes du Conseil d'Etat ;

Un Entrepreneur de Travaux Publics, qui peut être suppléé par un autre en cas d'absence (le suppléant sera convoqué à toutes les séances, et prend part aux délibérations avec voix consultative).

Les membres sortants (titulaires ou suppléants) peuvent être nommés à nouveau.

Un secrétaire est attaché au comité (durée des fonctions identique).

Le comité émet des avis sur les affaires dont il est saisi par le Ministre sur la proposition des gouverneurs des colonies. Il a pour mission de rechercher dans chaque

litige soumis à son examen les bases susceptibles d'être équitablement adoptées pour la liquidation amiable des comptes.

CONSEIL SUPERIEUR DES COLONIES

DECRET DU 28 SEPTEMBRE 1920 (14.445) ABROGE ET REMPLACÉ : LE TITRE I^{er} PAR LE DECRET DU 3 DECEMBRE 1927 (12.370), LE TITRE II PAR LE DECRET DU 23 JANVIER 1929 (1.253).

Le Conseil Supérieur donne son avis sur les questions et les projets intéressant le domaine colonial français que le Ministre soumet à son examen.

Il comprend : Le Haut Conseil Colonial ;

Le Conseil Economique des Colonies ;

Le Conseil de Législation Coloniale ;

Chacun de ces conseils se réunit et délibère séparément. Le Conseil Supérieur peut se réunir en Assemblée plénière et délibérer sur les questions qui lui ont été soumises par le Ministre, après avoir été examinées d'abord par le Conseil Economique ou le Conseil de Législation.

Le Haut Conseil Colonial, quand il a été appelé à se prononcer, rend des avis ayant un caractère définitif, qui ne sont pas soumis au Conseil Supérieur en Assemblée plénière.

Les Membres du Haut Conseil Colonial ont accès aux deux autres conseils quand ils désirent y prendre part. Ils ont alors voix délibérative.

Le Ministre des Colonies préside le Conseil Supérieur en Assemblée plénière, il peut toutefois déléguer la présidence à l'un des deux présidents (Conseil Economique ou Conseil de Législation) ou à un des membres du Haut Conseil Colonial.

Le nombre total des membres ne peut dépasser 100, en dehors des membres de droit.

Leur répartition est fixée par arrêté du Ministre des Colonies. Le nombre des personnalités indigènes est fixé à 10 en plus des 100 membres précédents.

LE HAUT CONSEIL COLONIAL

Composition :

Les anciens Ministres des Colonies et les anciens Gouverneurs Généraux.

Le Ministre peut également en nommer membres des anciens directeurs de l'Administration Centrale ayant effectivement exercé leurs fonctions aux colonies.

Un représentant des Affaires Etrangères, ou de la Guerre ou de la Marine est appelé à prendre part à ses travaux lorsque des questions intéressant son département y sont examinées.

Le Ministre préside lui-même, il peut toutefois désigner dans le Haut Conseil un Vice-Président pour le suppléer.

Le Haut Conseil donne son avis sur les problèmes concernant l'administration générale, l'organisation politique et militaire, le statut indigène et le développement d'ensemble des colonies et pays de protectorat

LE CONSEIL ECONOMIQUE DES COLONIES

Composition :

A. Membres de droit :

Sénateurs et Députés des Colonies ;

Délégués élus des Colonies au Conseil Supérieur ;

Présidents des groupements économiques régionaux de Chambres de Commerce.

B. Des Membres désignés à raison de leur expérience spéciale des questions économiques, financières, industrielles, commerciales, agricoles, maritimes et des transports qui touchent aux intérêts solidaires de la métropole et des Colonies.

Le Conseil Economique est appelé à donner ses avis sur les questions et les projets intéressant la mise en valeur des colonies et des pays de protectorat ainsi que l'expansion commerciale, industrielle, agricole de la France dans ses possessions.

Il comprend cinq sections :

1° Agriculture, Forêts, Elevage ;

2° Commerce, Industrie, Douanes, Conventions Commerciales ;

3° Travaux Publics, Moyens de Communications, Marine Marchande, Pêche ;

4° Produits miniers, Combustibles Minéraux, Force motrice ;

5° Tourisme, Chasse, Propagande, Beaux-Arts.

Chaque section délibère séparément. Quand une question intéresse plusieurs sections, elle est envoyée à la principale ; les autres donnent leur avis qui est considéré comme favorable s'il n'est pas formulé dans un délai de 6 semaines. La question est ensuite soumise au Conseil, toutes sections réunies.

Le Président peut également réunir en séance les délégués des sections avant de soumettre une question à l'Assemblée plénière.

Les Directeurs d'agence des Gouvernements Coloniaux, des représentants de certains ministères peuvent prendre part aux délibérations qui les intéressent.

LE CONSEIL DE LEGISLATION COLONIALE

Il se compose de membres choisis parmi les personnalités métropolitaines ou coloniales qualifiées par leur expérience et leurs connaissances administratives et juridiques et de délégués des Ministères de la Justice et des Finances, du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes.

Les Sénateurs et Députés des Colonies, les délégués élus au Conseil Supérieur y siègent pour les affaires intéressant les Colonies qu'ils représentent.

Le Conseil est consulté sur les réformes à introduire dans le régime administratif et financier et dans la législation des colonies et pays de protectorat.

Une *Section Permanente* de 20 membres désignés par le Ministre et présidée par le Président du Conseil Economique émet des avis sur toutes les questions qui lui sont soumises dans l'intervalle des réunions du Conseil Economique. Les Sénateurs et Députés des Colonies ont entrée à toutes ses séances.

Les Hauts Fonctionnaires de l'Administration Centrale peuvent prendre part, sur convocation, aux délibérations du Conseil de Législation et de la Section Permanente. Le Ministre peut désigner des fonctionnaires pour présenter les projets à soumettre.

Les Gouverneurs Généraux présents à Paris sont convoqués à toutes les séances avec voix délibérative, les Gouverneurs, Lieutenants Gouverneurs, Résidents Supérieurs, Commissaires de la République sont convoqués à celles qui intéressent leurs territoires, avec voix délibérative, les Présidents des Chambres de Commerce et d'Agriculture Coloniales également, mais avec voix consultative.

Les Présidents peuvent provoquer l'audition de toute personne qualifiée.

Le Ministre des Colonies nomme par arrêté les Présidents et Vice-Présidents et tous les membres non élus ou désignés par un Ministre.

Durée du mandat : 4 ans.

Après avis des Gouverneurs Généraux ou Gouverneurs intéressés, il pourra nommer dans les mêmes conditions des représentants qualifiés des populations autochtones. L'arrêté de nomination déterminera les conditions dans lesquelles ils prendront part aux délibérations. Le Conseil Economique et le Conseil de Législation sont obligatoirement convoqués le quatrième trimestre de chaque année ; les réunions peuvent se poursuivre pendant les cinq premiers mois de l'année suivante. Lorsqu'il doit y avoir une Assemblée plénière, la session ne doit pas durer plus de 8 jours et se tient au plus tard la première semaine de Juin.

Un Secrétariat Général permanent est organisé. Lorsque dans une session, un membre du Conseil de Législation ou du Conseil Economique n'assiste pas sans motif légitime à la moitié au moins des réunions de la Section et du Conseil auquel il appartient, il est déclaré démissionnaire et il est procédé à son remplacement.

ELECTION DES DELEGUES AU CONSEIL SUPERIEUR DES COLONIES

La Guinée Française, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Soudan Français et la Haute Volta, l'Afrique Equatoriale Française, Madagascar (Est), Madagascar (Ouest), Madagascar (Comores), la Nouvelle Calédonie, les Etablissements Français de l'Océanie, Saint Pierre et Miquelon, le Cambodge, l'Annam, le Tonkin élisent pour 4 ans, le premier dimanche d'Octobre, chacun un délégué dont le mandat prend date le 1^{er} Janvier qui suit l'élection.

Sont électeurs les Français citoyens, âgés de 21 ans, jouissant de leurs Droits Civils et Politiques, résidant depuis 6 mois ou inscrits à la Patente, Licence ou Contribution Foncière.

Sont éligibles les Français, citoyens de 25 ans. Les fonctionnaires sont inéligibles.

Déclaration de candidature comme en France. Pour être élu au premier tour, il faut réunir la majorité absolue et le quart des électeurs inscrits. Les listes électorales sont permanentes, leur révision est annuelle (1^{re} au 20 Janvier) ; la liste définitive est close le 25 Février à 6 heures du soir. (On peut voter par correspondance en raison des difficultés de communications et des distances).

Les délégués qui n'auraient assisté à aucune séance au cours de deux sessions consécutives seront considérés comme démissionnaires.

MINISTERE DU COMMERCE

COMITE CONSULTATIF DES ACCORDS COMMERCIAUX

DECRET DU 17 JUILLET 1928 (8.053)

Composition :

1° Membres de Droit.

- Le Directeur du Ministère du Commerce;
- Le Directeur de l'Office National du Commerce Extérieur;
- Le Sous-Directeur des relations commerciales aux Affaires Etrangères;
- Le Sous-Directeur des Questions Administratives aux Affaires Etrangères;
- Le Directeur Général des Douanes;
- Le Directeur du Mouvement Général des Fonds;
- Le Directeur de l'Agriculture;
- Le Directeur du Service des Fraudes;
- Le Directeur des Chemins de Fer et de la Navigation, aux Travaux Publics;
- Le Directeur des Services Economiques au Ministère des Colonies;
- Le Directeur de l'Algérie au Ministère de l'Intérieur;
- Le Secrétaire Général du Conseil National Economique;
- Ou leurs délégués.

2° Vingt membres représentant les intérêts Généraux de l'Industrie, du Commerce, de l'Agriculture, nommés pour six mois, renouvelables par arrêté du Ministre du Commerce.

Le Comité donne son avis sur les questions concernant la préparation ou la négociation des accords commerciaux qui lui seront soumises par le Ministre du Commerce. Des sous-commissions chargées de l'étude de questions déterminées pourront être créées par arrêté du Ministre du Commerce.

Elles pourront comprendre des membres du Comité, des experts et des représentants des différentes activités.

COMITE CONSULTATIF SUPERIEUR DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

DECRET DU 4 JUILLET 1924 (6.102, Errata 6.247), MODIFIE
PAR LE DECRET DU 26 JUILLET 1924 (6.839) ET DU
23 FEVRIER 1925 (2.223).

Composition :

- Les Présidents des Commissions du Commerce et des Douanes et les rapporteurs du Budget du Commerce à la Commission des Finances du Sénat et de la Chambre;
- Vingt Présidents de Chambres de Commerce désignés par leur assemblée et le Président de la Chambre de commerce d'Alger;
- Le Président de la Banque Nationale du Commerce Extérieur ;
- Le Président du Tribunal de Commerce de la Seine;
- Un représentant de chaque groupe : Conseillers du Commerce Extérieur, Confédération Générale de la Production Française, Confédération Générale du Travail, Comité Français des Expositions, Association Nationale d'Expansion Economique, Association de l'Industrie et de l'Agriculture Françaises, Comité Républicain du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, Chambre syndicale des Négociants, Commissionnaires et du Commerce Extérieur;

Deux représentants des Banques Populaires;
Cent vingt commerçants, industriels, économistes et représentants des consommateurs.

(Nommés pour deux ans).

Membres de droit :

Les Directeurs de l'Administration Centrale;

Le Directeur ou chef du Cabinet du Ministre;

Le Directeur de l'Office National du Commerce Extérieur.

Les membres sont répartis en 3 sections : Industrie, Commerce Intérieur, Commerce Extérieur.

Le Comité, sous la Présidence du Ministre du Commerce, est chargé de l'examen de toutes les questions intéressant le commerce et l'industrie, qui lui sont envoyées par le Ministre.

Il préside, avec l'autorisation du Ministre, à toutes les enquêtes concernant le Commerce et l'Industrie.

Le Ministre convoque, suivant les nécessités de ses consultations, l'assemblée plénière, chacune des sections ou la commission permanente.

Commission Permanente :

Les Présidents de sections, deux membres par section (désignés par le Ministre);

Les membres de droit.

CONSEIL SUPERIEUR DES CONSOMMATEURS

DECRET DU 16 OCTOBRE 1920, ARTICLES 3 ET 4 (P. 15.898)

CIRCULAIRE RELATIVE

A L'APPLICATION DU DECRET DU 15 OCTOBRE 1920 (16.232)

Composition :

Président : le Sous-Secrétaire d'Etat au Ravitaillement ;

Deux Sénateurs ;

Deux Députés ;

Un Conseiller Municipal de Paris;
Un Conseiller Général de la Seine;
Le Préfet de la Seine, le Préfet de Police ou leurs délégués;
Le Directeur du Ravitaillement;
Trois Représentants du Commerce et de l'Industrie du
Ravitaillement, désignés par la Chambre de Commerce
de Paris;
Deux Représentants des Coopératives de Consommation;
Dix Représentants des consommateurs.
Nommés par le Sous-Secrétaire d'Etat du Commerce
et de l'Industrie.

Le Conseil est consulté sur toutes les questions intéressant l'alimentation nationale, notamment sur les vœux et conclusions des Conseils Départementaux.

COMMISSION DE CONTROLE DES PRIMES A LA FILATURE DE LA SOIE

LOI DU 2 AVRIL 1898 (ART. 4),
DECRET 23 SEPTEMBRE 1909 (ART. 17)

Composition :

1° Membres de droit :

Le Directeur Général des Douanes ou son délégué;
Le Directeur Général des Contributions Indirectes ou son délégué;
Le Directeur des Affaires Commerciales et Industrielles au Ministère du Commerce et de l'Industrie ou son délégué;
Le Directeur dans les attributions duquel rentre le service de la comptabilité du Ministère du Commerce et de l'Industrie ou son délégué.

2° Membres nommés :

Deux membres du Conseil d'Etat, dont un Conseiller d'Etat,
président de la Commission;

Un Inspecteur des Finances;

Un Inspecteur du Travail;

Cinq filateurs de soie ou anciens filateurs et cinq suppléants.

Deux auditeurs au Conseil d'Etat sont adjoints à la Commission comme rapporteurs.

Un secrétaire et un secrétaire-adjoint sont choisis parmi les chefs et sous-chefs de bureau du Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Les membres ne faisant pas partie de droit de la Commission sont nommés pour trois ans et peuvent être renommés.

La Commission donne son avis sur la liquidation des primes réclamées par les filateurs, ainsi que sur les cas litigieux qui lui sont signalés par l'Administration.

Elle se réunit tous les trois mois sur la convocation du Ministre du Commerce.

COMITE DE LEGISLATION COMMERCIALE

DECRET DU 16 NOVEMBRE 1908.

DECRET DU 3 MAI 1911 (3.617)

Composition :

Sept Membres nommés par décret sur proposition du Ministre du Commerce.

Membres de droit :

Le Directeur des Affaires Commerciales et Industrielles;

Le Directeur du Personnel, de la Marine Marchande et des Transports;

Le Directeur de l'Enseignement Technique et le Chef de Cabinet du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Le Ministre désigne le membre qui présidera, il nomme le secrétaire.

Le Comité est chargé d'examiner les questions de législation, intéressant le Commerce et l'Industrie, sur lesquelles le Ministre juge utile de le consulter.

Il procède aux enquêtes ou informations nécessitées par l'examen des questions ci-dessus mentionnées.

COMITE SCIENTIFIQUE DU PETROLE ET DES COMBUSTIBLES LIQUIDES

LOI DU 10 JANVIER 1925, DECRET DU 19 MAI 1923, DECRET
DU 23 FEVRIER 1925 (2.041).

Adjoint à l'Office National des Combustibles Liquides,
il fonctionne sous sa direction.

Composition :

Dix-huit Membres de l'Académie des Sciences ;
Un Représentant du Secrétariat Général du Conseil Supérieur de la Défense Nationale;
Deux Représentants de la Guerre;
Un Représentant de la Marine;
Le Directeur des Mines au Ministère des Travaux Publics;
Le Directeur de l'Institut des Recherches Agronomiques;
Un Représentant du Ministre des Colonies;
Le Directeur des laboratoires du Ministère des Finances;
Le Directeur de l'Office des Recherches Scientifiques et des Inventions;
Un Jurisconsulte spécialiste des questions de propriété industrielle;
Le Directeur de l'Office National des Combustibles Liquides;
L'Ingénieur, Chef des Services Techniques de l'Office National des Combustibles Liquides.

Le Comité pourra constituer des sections spécialisées dans un domaine technique déterminé et comprenant les collaborateurs qualifiés qu'il jugera utile de s'adjoindre.

Il est chargé d'examiner tous travaux et procédés relatifs à l'augmentation des ressources nationales en hydrocarbures liquides de toutes natures ou leurs succédanés ;

De donner son avis motivé sur la valeur scientifique des procédés proposés, leurs possibilités d'applications industrielles et l'intérêt qu'ils présentent pour la production nationale ;

De coordonner et d'orienter éventuellement les recherches et initiatives privées, en vue d'éviter la dispersion des efforts ;

De formuler des propositions motivées touchant l'encouragement éventuel, par le moyen de subventions et de primes, des recherches intéressant la défense nationale ou relatives à la découverte des hydrocarbures naturels ou tous produits de remplacement.

MINISTERE DES FINANCES

COMMISSION DE VERIFICATION DES COMPTES DES MINISTRES

ART. 192 à 195 DU DECRET DU 31 MAI 1862
(BULLETIN DES LOIS, 11^e Série, B. 1045. N^o 10.527)

Chaque année, sur la proposition du Ministre des Finances, il est nommé par le Chef d'Etat, une commission de 9 membres, pris dans le Sénat, la Chambre des Députés, le Conseil d'Etat et la Cour des Comptes.

Elle est chargée d'arrêter le Journal et le Grand Livre de la Comptabilité Générale des Finances au 31 Décembre et de constater la concordance des comptes des ministres avec le résultat des écritures centrales des Finances.

COMITE CONSULTATIF DU CONTENTIEUX

DECRET DU 29 NOVEMBRE 1910 (9.739)

Composition :

Onze membres nommés par décret (deux membres de l'Institut, un Président de Chambre à la Cour des Comptes, un Conseiller d'Etat, un Conseiller à la Cour de Cassa-

tion, un Inspecteur Général des Finances ont été nommés à titre personnel par le décret du 29 Novembre 1910) ;

Le Doyen de la Faculté de Droit de Paris, le bâtonnier de Paris et son prédécesseur immédiat, le Président des Avocats à la Cour de Cassation, le Chef du Service du Contentieux au Ministère des Finances (secrétaire) sont désignés par leurs fonctions.

Le Comité donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Ministre.

Les Chefs de Services du Ministère et d'autres fonctionnaires peuvent être admis avec voix consultative.

Le Comité se réunit le premier lundi de chaque mois et plus souvent, s'il le faut, sur convocation du Président.

CONSEIL SUPERIEUR D'HYGIENE DU MINISTERE DES FINANCES

DECRET DU 18 FEVRIER 1929 (2.157)

Composition :

Président : Ministre des Finances ;

Les Présidents des Commissions des Finances, les Présidents des Commissions de l'Hygiène, les Rapporteurs du Budget des deux Chambres ;

Le Chef du Cabinet du Ministre des Finances ;

Trente-six membres nommés pour 3 ans par le Ministre et renouvelables par tiers choisis parmi :

A. - Les personnes spécialisées dans ces problèmes ;

B. - Les représentants du personnel et des associations de mutualité du ministère.

Le Conseil étudie et propose au Ministre toutes mesures de nature à sauvegarder l'hygiène et la santé du per-

sonnel, la salubrité des bureaux, organise la lutte contre la tuberculose et les maladies contagieuses, aide le personnel à recueillir le bénéfice de la loi sur les H.B.M., assure la protection des familles nombreuses.

COMITE DES REMISES ET TRANSACTIONS

ARRETE DU 8 OCTOBRE 1928 (11.014)

Composition :

- Un Inspecteur Général des Finances (qui préside en l'absence du Ministre) ;
- Le Directeur Général des Contributions Directes, du Cadastre, de l'Enregistrement, du Domaine et du Timbre (1) ;
- Le Directeur Général des Contributions Indirectes ;
- Le Directeur Général des Douanes ;
- Le Directeur Général des Manufactures de l'Etat ;
- Le Directeur de la Comptabilité Publique ;
- Le Chef du Service de l'Inspecteur des Finances (qui préside en l'absence de l'Inspecteur Général) ;
- Le Chef du Service du Contentieux et de l'Agence Judiciaire du Trésor ;
- L'Inspecteur des Finances chargé de la Direction du Contrôle des Administrations Financières et de l'Ordonnement.

Le Directeur Général des Contributions Directes, etc, peut se faire accompagner (1) soit par un Administrateur des Contributions Directes et du Cadastre, soit par un Ad-

(1) Les deux directions générales réunies en 1926, ayant été de nouveau séparées, cette disposition devient caduque et les deux Directeurs Généraux sont membres de droit.

ministreur de l'Enregistrement, du Domaine et du Timbre qui ont alors voix délibérative.

Les avis du Comité sont rendus sur le rapport de la Direction du Contrôle des Administrations Financières.

CONSEIL CONSULTATIF DES TABACS

LOI DU 7 AOUT 1926, ART. 3 (8.986), DECRET PORTANT R. A. P. DU 13 AOUT 1926, ART. 11, 12 13 (9.254), ARRETE DU 18 AOUT 1926 (9.412), MODIFIES PAR LA LOI DE FINANCES DU 19 DECEMBRE 1926, ART. 92 (13.172) ET PAR L'ARRETE DU 28 JANVIER 1927 (1.339).

Composition : 31 membres :

Deux Sénateurs;
Deux Députés;
Un Conseiller d'Etat ;
Un Conseiller à la Cour des Comptes;
Deux Représentants du Ministère des Finances;
Quatre personnalités de l'Agriculture, du Commerce, de l'Industrie, de la Finance;
Un Représentant des Organisations Ouvrières ;
Un Représentant des Organisations Coopératives;
Un Membre élu de l'Office National des Mutilés;
Le Directeur Général de l'Exploitation Industrielle des Tabacs;
Un Représentant des Grossistes ou des Entrepreneurs;
Un Représentant des Débitants des Tabacs, élu par la Fédération Nationale;
Deux Représentants élus des planteurs de tabac indigène;
Un Représentant élu des planteurs de tabac des départements recouvrés;
Un Représentant élu des planteurs de tabac de l'Algérie ;

Un Représentant des planteurs de tabac des colonies, désigné par le Ministre des Colonies;

Huit Représentants du personnel élus par chaque catégorie:

Deux pour le personnel ouvrier;

Un pour les Chefs d'atelier;

Un pour les Agents techniques;

Un pour les employés du cadre administratif;

Un pour les agents de culture de la 1^{re} série actuelle;

Un pour les agents de culture de la 2^e série actuelle;

Un pour le personnel technique supérieur.

Le Ministre des Finances nomme les membres non élus et désigne le Président. Les membres sont élus ou nommés pour 4 ans; ils sont renouvelables par moitié tous les 2 ans. Tout membre qui n'exerce plus les fonctions qui l'ont fait nommer cesse de plein droit d'être membre. Il est remplacé pour le temps qui lui reste à courir.

Le Conseil donne son avis sur les questions qui lui sont soumises par le Comité Technique. Il peut prendre l'initiative de lui adresser des propositions ou des vœux d'ordre général.

Il est obligatoirement consulté sur toute modification envisagée aux lois et décrets relatifs à la culture et à l'achat des tabacs indigènes, ainsi qu'à la vente des tabacs fabriqués.

Il se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire sur convocation du président. Il doit être convoqué sur la demande de la moitié des membres, les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage la voix du président est prépondérante.

En cas d'absence du Président, le Conseil désigne celui qui présidera la séance.

Un secrétaire et secrétaire-adjoint, nommés par le Ministre des Finances, sont attachés au Conseil Consultatif.

ELECTIONS DU CONSEIL CONSULTATIF DES TABACS

PERSONNEL

Sont électeurs et éligibles : les Fonctionnaires et Agents en activité de service au jour de l'élection, les ouvriers et ouvrières figurant sur les registres matricules le jour de l'élection.

L'élection a lieu à la majorité relative : en cas d'égalité du nombre des suffrages, la priorité est déterminée :

- 1° Par le grade de la classe;
- 2° Par l'ancienneté des services *dans la classe* ;
- 3° Par l'âge, si l'ancienneté est la même.

Des Commissions sont chargées de recevoir les bulletins et de dépouiller.

Le vote par correspondance est admis pour les agents des cultures ne résidant pas dans la localité, ainsi que pour les agents absents par congé ou maladie. Les résultats des élections dans chaque magasin sont adressés à la Direction.

Contestations : Elles sont transmises par voie hiérarchique au Président du Conseil d'Administration de la Caisse Autonome qui statue sauf recours au Ministre des Finances. (L'arrêté du 28 Janvier 1927 règle les élections complémentaires).

COMMISSION DE VERIFICATION DES FRAIS
DE SERVICE, DE NEGOCIATION ET D'EMISSION
DU TRESOR PUBLIC

DECRET DU 31 DECEMBRE 1881 (J. O., 1882, Page 18)

Composition :

Le Président de la section des Finances du Conseil d'Etat,
président;

Deux Conseillers d'Etat, trois Conseillers Maîtres à la
Cour des Comptes, élus par leurs corps;

Un Inspecteur Général des Finances, désigné par le Mi-
nistre des Finances.

Des Maîtres des Requêtes au Conseil d'Etat et des
Conseillers Référendaires à la Cour des Comptes désignés
par le Ministre des Finances peuvent être adjoints avec
voix consultative.

Des Auditeurs au Conseil d'Etat et à la Cour des Com-
ptes, des Inspecteurs des Finances peuvent être appelés à
concourir aux travaux.

Les membres sont nommés dans les trois premiers
mois de l'année qui suit celle de l'exercice dont elle doit
vérifier les opérations, ses travaux doivent être terminés
avant le 15 juillet.

Elle vérifie les dépenses faites sur les crédits affectés
aux intérêts de la Dette Flottante, aux frais de service, de
négociation et d'émission du Trésor Public et les décomptes
d'émolument des trésoriers payeurs généraux et receveurs
particuliers des Finances.

Elle est aussi chargée de vérifier les recettes en atté-
nuation des mêmes dépenses et les recettes accessoires
classées à un article spécial des produits divers du budget
sous le titre « Produits accessoires du service de tréso-
rie ».

C'est le Directeur du mouvement général des fonds

qui établit, pour être remis au Président de la Commission, le compte d'exercice de ces dépenses et de ces recettes.

La commission se fait présenter tous les documents propres à l'éclairer. Le Président distribue les parties de comptes à vérifier. Le Rapport de ces vérifications est fait à la commission. Celle-ci examine si les dépenses et les recettes sont appuyées de leur vérification, et si leur imputation est régulière.

Un rapporteur est chargé par le Président de recueillir les observations retenues pour être transmises au Ministre des Finances et de préparer le procès-verbal des opérations de la commission destiné à la Cour des Comptes.

Le procès-verbal établit le chiffre auquel la commission est d'avis de fixer le montant des dépenses et des recettes de l'exercice ; il présente, par comptable, et avec les divisions adoptées dans les comptes publics du Ministre des Finances, le relevé des opérations qui se rattachent à chacun des comptes individuels. Il est arrêté en séance générale et signé par les membres de la commission ainsi que par les Maîtres des Requêtes et les Conseillers Référendaires qui peuvent lui être adjoints. Il est remis par le Président au Ministre des Finances.

Sur le vu du procès-verbal, le Ministre des Finances arrête définitivement le compte des dépenses et des recettes vérifié par la commission, émet les ordonnances de régularisation des dépenses et fixe par des décisions spéciales le montant des recettes accessoires portées aux produits divers du budget. Ces ordonnances et décisions opèrent la libération des comptables vis-à-vis de la Cour des Comptes.

Le procès-verbal est transmis par le Ministre des Finances à la Cour des Comptes en même temps que les autres documents qu'elle doit recevoir, aux termes de l'Ordonnance du 9 juillet 1826, pour servir de base à la déclaration générale sur les comptes des ministres et sur la situation définitive de l'exercice expiré.

La Cour constate, par sa déclaration générale, que le

montant des dépenses et des recettes porté tant aux comptes individuels des comptables en vertu d'ordonnances et décisions spéciales délivrées conformément à l'article 10 du présent décret, qu'aux comptes d'exercice publiés par le Ministre des Finances, en exécution des articles 159 et 160 du décret du 31 mai 1862, est d'accord avec les fixations de dépense et de recette budgétaires établies par le procès-verbal de la commission.

MINISTERE DE LA GUERRE

COMMISSION MILITAIRE SUPERIEURE DES CHEMINS DE FER

DECRET 5 FEVRIER 1889 (603),
DECRET 7 SEPTEMBRE 1911 (7.430)

Composition :

Président : Le Chef d'Etat-Major Général ;

Vice-Présidents : Le Général, Chef de l'Etat-Major de l'Armée, l'Officier Général désigné pour remplir aux armées les fonctions de Directeur de l'arrière.

Membres Militaires :

Le 1^{er} Sous-Chef d'Etat-Major de l'armée (chemins de fer et étapes) ;

L'Officier supérieur chef du Bureau des Chemins de Fer et étapes ;

Un Officier Supérieur d'Artillerie ;

Un Officier Supérieur des troupes de Chemins de Fer ;

Un Officier Supérieur de l'Armée de Mer ;

Les Commissaires Militaires des six Commissions de Réseaux.

Membres civils :

Le Directeur des Chemins de Fer au Ministère des T. P. ;

Deux Inspecteurs Généraux ou Ingénieurs en Chef des Mines ou des Ponts ;

Les Commissaires Techniques des six commissions de réseau ;

Secrétaire : L'Officier Supérieur Sous-Chef du Bureau des Chemins de Fer et des Etapes.

Les membres sont nommés par Décret, sur proposition du Ministre de la Guerre.

La commission est saisie par le Ministre, et se prononce à la majorité des voix (celle du Président étant prépondérante en cas de partage).

Les Directeurs du Ministère de la Guerre peuvent être admis à titre consultatif pour les questions de leur ressort.

La Commission est chargée d'émettre un avis sur toutes les questions relatives à l'emploi des chemins de fer pour les besoins de l'armée et notamment :

1° La préparation des transports stratégiques.

2° L'examen de tous les projets de lignes nouvelles, de raccordements ou de modifications aux lignes existantes, ainsi que tous les projets concernant les aménagements principaux.

3° La détermination des conditions à remplir par le matériel roulant en vue des transports militaires, et les modifications à apporter à ce matériel.

4° L'instruction spéciale à donner aux troupes de toutes armes en vue des transports.

5° Les traités à passer entre les compagnies et le département de la guerre pour les transports militaires, les fournitures de matériel et la constitution d'approvisionnements.

6° L'organisation, l'instruction et le mode d'emploi des troupes spéciales des chemins de fer.

7° Les mesures à prendre pour assurer la surveillance et la protection des voies ferrées et de leurs abords.

8° Les moyens de destruction et de réparation rapides des lignes.

COMMISSION CHARGÉE DE REVISER
LA COMPTABILITÉ DE DIVERS SERVICES
DE LA GUERRE

DECRETS DU 18 OCTOBRE 1913 (9.526), 13 JANVIER 1914
(502), 14 FEVRIER 1914 (1.798).

Composition :

Président : M. Milliès-Lacroix, sénateur.

Vice-Président : Un Contrôleur Général de l'Armée.

Membres :

Un Conseiller Référendaire à la Cour des Comptes ;

Un Représentant de la Direction Générale de la Comptabilité Publique ;

Deux Fonctionnaires du Contrôle de l'Administration de l'Armée ;

Un Officier Supérieur d'Artillerie ;

Un Sous-Intendant Militaire (*qui porte maintenant le titre d'Intendant Militaire*) ;

Un Officier d'Administration du Service de l'Artillerie ;

Un Sous-Chef de Bureau de la Direction de l'Intendance au Ministère de la Guerre ;

Un Ingénieur des Poudres et Salpêtres ;

Un Représentant du Service de l'Aéronautique Militaire ;

Un Inspecteur des Finances.

Désignés par le Ministre de la Guerre après entente avec le Ministre des Finances pour les représentants de ce département.

But : Reviser la comptabilité des établissements de l'artillerie et des services de l'habillement, du harnachement, du couchage, de l'ameublement, des poudres et salpêtres, de l'aviation.

COMITE DU CONTENTIEUX
ET DE LA JUSTICE MILITAIRE

DECRETS DU 31 JANVIER 1899 (774), 8 MAI 1907 (4.262) ET
24 MARS 1908 (3.131).

Composition :

Un Membre de droit : Le Directeur du Contentieux et de la Justice Militaire.

Et 14 nommés par Décret :

Deux Sénateurs ;

Deux Députés ;

Deux Conseillers d'Etat ;

Deux Conseillers à la Cour de Cassation ;

Deux Officiers Généraux ou Supérieurs ;

Un Membre du Corps de Contrôle et de l'Administration de l'Armée ;

Un Membre du Corps de l'Intendance Militaire ;

Deux Avocats du Ministère de la Guerre.

Le Président et le Secrétaire sont choisis parmi ces membres.

Le comité se réunit le 1^{er} mercredi de chaque mois, et plus souvent, s'il le faut, sur convocation du Président.

Il donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Ministre et dont l'objet rentre dans les attributions de la Direction du Contentieux et de la Justice Militaire.

Il peut aussi, sur l'initiative de ses membres et pour la même nature d'affaire, signaler au Ministre les mesures qu'il juge utiles de prendre pour l'amélioration du service.

Les Directeurs du Ministère et autres fonctionnaires dont l'avis pourrait éclairer la délibération peuvent être admis à assister à la séance du comité avec voix consultative.

Quatre membres adjoints, nommés par le Ministre de

la Guerre parmi les auditeurs au Conseil d'Etat, ont voix délibératives dans les affaires qu'ils rapportent.

CONSEIL SUPERIEUR DE SURVEILLANCE
DES EAUX DESTINEES A L'ALIMENTATION
DE L'ARMEE

CIRCULAIRE DU 24 DECEMBRE 1907 (8.654),
MODIFIEE PAR LA CIRCULAIRE DU 2 AVRIL 1908 (2.564)

Composition :

Vingt Membres choisis par le Ministre parmi les ingénieurs, géologues et autres savants, s'étant spécialement occupés des questions d'eaux.

Le Président de la Commission Supérieure d'Hygiène et d'Epidémiologie militaire, le Directeur du Génie, le Directeur de l'Intendance et le Directeur du Service de Santé, sont membres de droit.

Les autres sont nommés pour 3 ans, avec mandat renouvelable.

Le Conseil élit pour cette même période son président et son secrétaire.

Le Conseil Supérieur a pour fonctions :

1° De rédiger sous forme d'instruction un programme de recherches destiné à servir de guide aux bureaux d'hygiène militaire, pour l'étude et la surveillance des eaux d'alimentation.

2° D'étudier tous les projets de captage ou d'adduction d'eau qui seront établis en vue de l'alimentation des casernes et tous autres établissements militaires, et d'émettre un avis sur les propositions qu'ils renferment.

3° De prévoir, quand il y aura lieu, la nécessité d'installer des appareils d'épuration et de déterminer pour chaque cas d'espèce le procédé à employer.

4° D'émettre son avis sur les projets de convention à passer avec les municipalités.

5° D'examiner les rapports qui seront adressés chaque année par les bureaux d'hygiène militaire sur le service des eaux de la garnison à laquelle ils appartiennent, et d'en déduire, le cas échéant, les améliorations à apporter.

6° De se prononcer sur toutes les propositions concernant les eaux d'alimentation qui pourront émaner des bureaux d'hygiène ou lui être soumises par le Ministre.

COMITE DES ECONOMIES ET DE REORGANISATION ADMINISTRATIVE

DECRET DU 22 MARS 1926 (3.605),
MODIFIE PAR LE DECRET DU 11 AOUT 1926 (9.358)

Composition :

Le Ministre (ou le Secrétaire Général), Président ;
Le Secrétaire Général du Ministère ;
Le Chef d'Etat-Major Général (ou le 1^{er} Sous-Chef d'Etat-Major de l'Armée) ;
Le Chef du Cabinet Militaire ;
Le Directeur du Contrôle.

Le Comité recherche et propose toutes les mesures susceptibles de réduire les dépenses incombant au département de la guerre et notamment les modifications et suppressions de service et d'emplois compatibles avec le bon fonctionnement des services.

COMMISSION CONSULTATIVE DES FABRICATIONS DE GUERRE A LA MOBILISATION

DECRET DU 10 JANVIER 1922 (595)

Composition :

Le Général Inspecteur des fabrications de guerre à la Mobilisation, Président ;

Des Membres civils choisis parmi les personnalités des diverses industries, par le Ministre de l'Air pour celles de l'Aéronautique, et par le Ministre de la Guerre pour les autres ;

Le Directeur du service des fabrications de l'Aéronautique.

Des Membres Militaires :

Un Ingénieur des Poudres ;

Un Fonctionnaire de l'Intendance ;

Deux Officiers de l'inspection des fabrications de guerre, dont un secrétaire.

La commission se divise en sous-commissions correspondant aux principales branches d'industrie.

Elle donne son avis sur les questions de fabrication de guerre à la mobilisation et en particulier sur :

1° La répartition des commandes de fabrication entre les usines existantes.

2° L'étude de la transformation et de la création d'usines en vue des fabrications de guerre.

3° L'évaluation des importations à effectuer et la recherche des moyens de les réaliser.

Elle pourra en outre être consultée sur les questions d'ordre législatif qui pourront être soulevées au cours de l'étude des dispositions à prendre pour préparer la mobilisation industrielle.

COMITE TECHNIQUE DU GENIE

DECRETS DU 31 JUILLET 1888 (3.312), 22 OCTOBRE 1910
(3.747), 30 SEPTEMBRE 1927 (10.387).

Composition :

Onze Membres :

Sept Généraux du Génie ;

Deux Généraux de l'Infanterie (dont un de la Commission
d'organisation des Régions Fortifiées) ;

Le Général d'Artillerie, membre de la commission d'orga-
nisation des Régions Fortifiées ;

Un Général provenant de l'Artillerie Coloniale.

Le Comité est chargé de se prononcer sur toutes les
questions qui lui seront déférées par le Ministre ou qu'il
a été autorisé à étudier, et en particulier :

Organisation de l'Arme ou du service, règles ou mé-
thodes qui président à son fonctionnement, amélioration
à introduire dans le matériel, travaux à exécuter, en un
mot tout ce qui concerne l'adaptation de l'arme ou du
service aux besoins généraux de l'armée.

COMITE D'ORGANISATION DES REGIONS FORTIFIEES

DECRET DU 30 SEPTEMBRE 1927 (10.389)

Composition :

Le Général, Inspecteur Général du Génie, Président ;

Deux Généraux de Brigade, fantassin et artilleur, non
pourvus de commandement ni d'emploi ;

Un des Sous-Chefs d'Etat-Major de l'armée.

Le Secrétariat comprend trois Officiers Supérieurs Breve-

tés, et un Officier d'Administration du Service d'Etat-Major.

La Commission correspond avec le Ministre sous le timbre de l'Etat-Major de l'Armée.

Elle est chargée en conformité des décisions prises ou à prendre par le Ministre de la Guerre, de proposer à sa signature toutes décisions utiles visant à arrêter dans le détail et localement tout au long des régions fortifiées les formes, la résistance et l'armement des organisations défensives à créer sur la frontière du Nord-Est.

COMMISSION SUPERIEURE CONSULTATIVE D'HYGIENE ET D'EPIDEMIOLOGIE MILITAIRE

DECRETS DU 31 MAI 1904 (3.270), 29 AVRIL 1921 (5.528),
15 JUIN 1926 (13.846).

Composition : 22 Membres :

Trois Membres de droit :

Le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène Publique ;

Le Directeur du Service de Santé ;

Le Directeur de l'Intendance.

Dix-neuf Membres nommés pour un an par le Ministre de la Guerre :

Un Sénateur ;

Un Député ;

Neuf Médecins Civils (de l'Académie de Médecine) ;

Sept Médecins Militaires (Inspecteurs Généraux ou Inspecteurs d'Active ou du cadre de Réserve) ;

Un Officier Général provenant de l'arme du Génie.

Le Ministre de la Guerre désigne un Président et lui adjoint un Secrétaire (membre de la Section Technique du Service de Santé).

La Commission se réunit au Ministère, sur convoca-

tion du Ministre, auquel le résultat des délibérations est transmis par le Président.

Elle donne son avis sur les questions d'hygiène et d'épidémiologie que le Ministre jugera à propos de soumettre à son examen.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA LIQUIDATION DES IMMEUBLES MILITAIRES

LOI DE FINANCES DU 19 DECEMBRE 1926 (ARTICLE 72)
(Page 13.170) ET DECRET DU 27 SEPTEMBRE 1926
(10.777).

Composition :

Président : Le Ministre de la Guerre ou son délégué ;
Un Représentant du Ministre des Finances ;
Le Chef de Cabinet du Ministre de la Guerre ;
Un Sous-Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée ;
Les Directeurs des Services intéressés du Ministère de la Guerre ;
Le Directeur du Contrôle au Ministère de la Guerre ;
Le Directeur Général des Domaines ou son délégué ;
Le Directeur Général du Budget et du Contrôle Financier ou son délégué.

Le Conseil Supérieur a pour mission :

- 1° De dresser la liste générale des immeubles militaires à remettre aux domaines.
 - 2° De donner son avis sur les modalités et conditions de leur aliénation.
 - 3° De tenir le compte exact des immeubles aliénés et du résultat de leur aliénation.
-

COMITE CONSULTATIF DES SPORTS

ARRETE DU 23 JUILLET 1925 (7.177)

Composition :

Le Commissaire Général à la Guerre, Président (1) ;

Vice-Présidents : M. Henry Paté, M. Henri Roy et un 3^e élu par le Comité Consultatif à la majorité en séance plénière.

Chacune des Associations ci-après élit un délégué, pour un an, rééligible :

Comité National des Sports ;

Union des Fédérations Françaises de Sports Athlétiques, Fédération de Rugby, Fédération de Foot-Ball association, Fédération d'Athlétisme, Fédération de Tennis, Union Vélocipédique de France, Fédération de Natation et de Sauvetage, Union Nationale d'Escrime, Fédération de Pelote basque, Fédération d'Aviron, Fédération de lutte amateurs, Fédération des Poids et Haltères, Fédération Française de Boxe, Fédération des Sports d'Hiver.

Le Comité étudie toutes propositions ou mesures de nature à favoriser l'extension et la vulgarisation des sports en France, ainsi que toutes questions à lui renvoyées pour avis par le Commissaire Général à la Guerre chargé de l'éducation physique des sports, et de la Préparation Militaire (1).

Celui-ci pourra adjoindre au Comité des fonctionnaires de gestion ou de contrôle de l'Etat.

(1) Le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Education Physique.

COMITE CONSULTATIF DES REGLEMENTS
AMIABLES DES ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS
DE CONSTRUCTION MILITAIRE

DECRET DU 30 MAI 1910 (4.883), ARRETE DU 10 AOUT 1910
(7.131), DECRET DU 30 JUILLET 1911, DECRET DU 8
AVRIL 1913 (3.536).

Composition :

- Un Président choisi parmi le Conseil d'Etat, la Cour
Cassation ou les jurisconsultes des Facultés de Droit
ou d'un barreau ;
- Un Officier Général membre du Comité technique du Génie ;
- Un Officier Supérieur du Génie ;
- Un Officier Supérieur de l'arme de l'Artillerie ;
- Un Membre de l'Union des Syndicats des Entrepreneurs
de travaux publics ;
- Deux Rapporteurs adjoints (avec voix consultative) :
- Un Capitaine du Génie ;
- Un Capitaine d'Artillerie.

Les membres, les rapporteurs et le secrétaire sont
nommés pour 3 ans par le Ministre de la Guerre.

Le Comité émet des avis sur les affaires qui lui sont
soumises par le Ministre.

Il recherche dans chaque litige les bases susceptibles
d'être équitablement adoptées pour la liquidation amiable
des comptes.

Il entend l'entrepreneur et les chefs de service. Il
peut provoquer la production de mémoires écrits ou re-
courir à tous autres moyens d'information.

Les dossiers sont envoyés au Président par les soins
de l'Administration Centrale avec un bordereau et, s'il y
a lieu, une note explicative.

Ils sont enregistrés par le Secrétaire sur un registre
spécial au fur et à mesure de leur arrivée.

Le Président désigne un rapporteur chargé de l'examen préalable de chaque affaire. Sur ses propositions, le comité détermine les mesures d'information, les pièces à produire, les vérifications à effectuer, etc... Il fixe les dates de convocation.

Le comité entend un nouvel exposé de l'affaire et arrête ses conclusions. Elles sont formulées dans un avis motivé que le Président transmet au Ministre de la Guerre. (Ce document, d'ordre intérieur, ne doit pas figurer au dossier, et ne peut être produit ou utilisé en justice).

Quorum : quatre membres présents à la séance.

Délibération à la majorité (voix du Président prépondérante en cas de partage).

COMITE CONSULTATIF VETERINAIRE

DECRETS DU 11 DÉCEMBRE 1894 (6.191), 21 JUILLET 1913 (6.757), 8 MAI 1923 (4.594).

Composition :

Président (avec voix prépondérante) : l'Inspecteur Général permanent des remotes.

Membres Civils :

L'Inspecteur Général des Ecoles Nationales Vétérinaires ;

L'Inspecteur Général des Services Sanitaires et Vétérinaires au Ministère de l'Agriculture ;

Un Chef de Service de l'Institut Pasteur ;

Lé Professeur de Police Sanitaire et de pathologique des maladies contagieuses à Alfort ;

Le Professeur d'hygiène et de zootechnie à Alfort ;

Le Directeur du Laboratoire National des services vétérinaires.

Membres Militaires :

Le Vétérinaire Inspecteur ;

Un Colonel de Cavalerie (de préférence à Paris) ;

Un Colonel d'Artillerie (de préférence à Paris) ;

Le Directeur du Service Vétérinaire du G. M. P. ;

Le Chef de la section technique vétérinaire ;

Un Vétérinaire membre de la Section Technique.

Les Membres sont nommés par arrêté du Ministre de la Guerre.

Le Comité émet son avis sur les questions qui lui sont déférées par le Ministre de la Guerre intéressant l'hygiène et les maladies des chevaux de l'armée, ainsi que les procédés thérapeutiques à employer pour prévenir ou guérir ces maladies.

Il examine et apprécie les rapports les plus saillants des vétérinaires chefs de service.

Il donne son avis sur la valeur des mémoires dans lesquels les vétérinaires traitent les questions d'hygiène et de médecine vétérinaire mises au concours chaque année.

Il peut, lorsque le Ministre le juge utile, être chargé de préparer et de rédiger, d'après ses indications, certaines instructions destinées au service vétérinaire de l'armée et en particulier celles qui ont trait à l'hygiène des chevaux et à la thérapeutique vétérinaire.

Le Directeur de la cavalerie est l'intermédiaire entre la Commission et le Ministre.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA GUERRE

DECRET DU 23 JANVIER 1920 (1.300), MODIFIE LE 5 JANVIER 1921, 21 SEPTEMBRE 1925, 12 MAI 1927 (5 064), 3 OCTOBRE 1929 (11.256).

Composition :

Président : Le Ministre de la Guerre.

Membres avec voix délibérative :

Les Maréchaux de France ;

Les Généraux de Division maintenus sans limite d'âge dans la 1^{re} section avant le 1^{er} janvier 1929, ayant entre soixante-cinq et soixante-dix ans ;

Douze Généraux de Division (maximum) dont le Chef d'Etat-Major Général et le Général de Division, Inspecteur Général des Troupes Coloniales lorsqu'il sera en même temps Président du Conseil Consultatif de Défense des Colonies.

Les membres du Conseil sont nommés par décret au début de chaque année. Ils sont choisis par les Généraux de Division ayant commandé pendant au moins un an un corps d'armée et susceptibles de recevoir le commandement d'un groupe d'armées ou d'une armée à la mobilisation.

Les Officiers Généraux ayant exercé avec distinction la fonction d'Inspecteur Général d'une arme pendant au moins un an peuvent également être appelés à faire partie du Conseil Supérieur de la Guerre en raison de leur compétence spéciale.

Les membres du Gouvernement appelés à siéger au sein du Conseil y ont voix délibérative sans toutefois qu'ils puissent prendre part au vote.

Sont adjoints en outre avec voix délibérative sans droit de vote :

Le Chef d'Etat-Major Général de la Marine et un autre membre du Conseil Supérieur de la Marine désigné par son Ministre. Toutefois, lorsque le Conseil est appelé à donner son avis sur des questions intéressant la Marine, ces deux amiraux ont le droit de vote (Il en est alors fait mention sur leurs lettres de convocation).

Les Sous-Chefs d'Etat-Major Général de l'Armée sont membres avec voix consultative, ils y remplissent les fonctions de rapporteurs, chacun pour les affaires rentrant dans ses attributions.

Un Officier Supérieur remplit les fonctions de Secrétaire du Conseil.

Présidé par le Ministre de la Guerre, le Conseil Supérieur est spécialement chargé de fournir des avis motivés sur les questions se rattachant à la préparation à la guerre.

Il est obligatoirement consulté sur les sujets intéressant : l'organisation générale de l'armée, les méthodes générales d'instruction et d'entraînement des troupes et services de la guerre, les dispositions essentielles à la mobilisation, les plans de concentration, l'établissement de nouvelles voies ferrées, routières, aériennes de nature à influencer les opérations militaires, l'adoption de nouveaux engins de guerre et le perfectionnement des engins de guerre existants, la création ou la suppression des places fortes ou régions fortifiées, l'organisation générale des frontières terrestres ou côtières, et, d'une manière plus générale, sur toutes les mesures pouvant affecter la constitution de l'armée et la préparation à la guerre.

Il peut en outre être consulté sur toutes les questions que le Ministre de la Guerre juge à propos de lui soumettre.

Le Président de la République peut provoquer la réunion du Conseil. Il en prend la présidence toutes les fois qu'il le juge utile. — Dans ce cas, le Président du Conseil des Ministres assiste à la séance. Le Ministre de la Marine peut y être convoqué.

Le Conseil Supérieur de la Guerre peut également siéger en comité restreint ou en commission dans le but d'assurer l'étude préalable des affaires à soumettre ultérieurement à la réunion plénière du Conseil.

La composition de ce Comité restreint et des commissions est fixé par le Ministre de la Guerre. Leur présidence est exercée, soit par le Ministre de la Guerre, soit par le Vice-Président du Conseil Supérieur.

Le Conseil peut entendre, à titre consultatif, les inspecteurs généraux, officiers ou personnalités compétentes qu'il juge capables de l'éclairer.

Le Maréchal de France ou Général de Division appelé à commander les armées françaises en temps de guerre prend, en temps de paix, le titre de Vice-Président du Conseil Supérieur de la Guerre.

MINISTERE
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS

CONSEIL SUPERIEUR
DE L'ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS
DECRET DU 14 MARS 1913 (2.523) ET 14 MAI 1920 (7.481)

Composition :

- Le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts ;
- Le Directeur des Beaux-Arts ;
- Le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts ;
- Le Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts ;
- Le Recteur de l'Académie de Paris ;
- Le Chef de Bureau de l'Enseignement et des Manufactures Nationales à la Direction des Beaux-Arts ;
- Le Sous-Directeur de l'Ecole Nationale des Beaux-Arts ;
- Trois Peintres ;
- Trois Sculpteurs ;
- Deux Architectes ;
- Un Graveur et deux autres personnes, choisis en dehors du personnel enseignant et nommés par le Ministre ;
- Dix Professeurs de l'Ecole des Beaux-Arts, dont neuf présentés par l'Assemblée des Professeurs, nommés par le Ministre ;
- Trois Chefs d'atelier de peinture, sculpture, architecture (jeunes gens) ;

- Un Chef d'atelier de la section des jeunes filles ;
- Un Professeur de sciences ;
- Un Professeur d'histoire ;
- Un Professeur de dessin et un de modelage de l'école du soir ;
- Un Professeur de l'enseignement simultané des trois arts et le Professeur de théorie de l'architecture ;
- Trois Professeurs, chefs d'ateliers libres de peinture, sculpture, architecture ;
- Trois Délégués des écoles régionales d'architecture, nommés par le Ministre sur la présentation des directeurs et des professeurs des dites écoles et choisis par eux. (Nommés pour un an).

Président : Le Ministre, le Directeur des Beaux-Arts, le Directeur de l'Ecole ou, à leur défaut, le doyen d'âge des membres étrangers à l'école.

Le Conseil donne son avis sur les questions émanant des assemblées de professeurs qui lui sont soumises et sur toutes celles dont il est saisi par l'Administration de l'Ecole Nationale des Beaux-Arts, par le Directeur des Ecoles Nationales d'Architecture et par le Ministre.

Il examine les programmes d'enseignement qui sont ensuite présentés à l'approbation du Ministre. Tout professeur peut être appelé devant le Conseil Supérieur pour la discussion d'un point intéressant son enseignement, il a alors voix consultative.

Le Conseil arrête la liste des jurys chargés de statuer sur les épreuves et concours de fin d'année. Le Conseil présente deux ou trois candidats pour chaque emploi de professeur vacant.

Il entend un rapport annuel du Directeur de l'Ecole des Beaux-Arts et des Directeurs des Ecoles Régionales d'Architecture. Il délibère sur tout ce qui intéresse les élèves.

Il connaît des questions de discipline pouvant entraîner l'interdiction temporaire d'étudier, avec ou sans affichage, et l'exclusion définitive.

COMMISSION SUPERIEURE
DE CONTROLE DU CINEMA

DECRET DU 18 FEVRIER 1928

Composé de 32 Membres :

Le Directeur des Beaux-Arts, Président ;
Un Sous-Directeur ou chef de bureau de la Direction Générale des Beaux-Arts ;
Trois Représentants du Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts ;
Quatre Représentants du Ministère de l'Intérieur ;
Un Représentant du Ministère de l'Agriculture ;
Un Représentant des Ministères des Affaires Etrangères, Colonies, Justice, Commerce, Guerre, Marine ;
Deux Représentants des producteurs français de films ;
Deux Représentants des auteurs français de films ;
Deux Représentants des Directeurs français de salles de spectacles cinématographiques ;
Huit personnes choisies en raison de leur compétence spéciale.

Ils sont nommés pour 3 ans (sauf ceux qui le sont en raison de leurs fonctions). Mandat renouvelable.

Deux Vice-Présidents sont nommés par le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

La Commission procède à l'examen des films et dresse la liste de ceux reconnus susceptibles d'être visés. A cet effet, elle prend en considération l'ensemble des intérêts nationaux en jeu, et spécialement l'intérêt de la conservation des mœurs et traditions nationales ainsi que, s'il s'agit de films étrangers, les facilités d'accès des films français dans les divers pays d'origine.

Section Permanente : Dix Membres de la Commission (dont trois du Ministère de l'Intérieur) nommés annuellement par le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

Présidée par un des Vice-Présidents choisis par le Ministre.

La commission peut déléguer ses pouvoirs à la Section Permanente. La commission et la section peuvent admettre les éditeurs et auteurs intéressés à présenter les observations écrites et orales.

Rémunération des membres par des jetons de présence. Tous les frais sont à la charge des intéressés.

CONSEIL SUPERIEUR D'ENSEIGNEMENT DU CONSERVATOIRE NATIONAL DE MUSIQUE ET DE DECLAMATION

DECRET DU 30 SEPTEMBRE 1915 (7.194)
MODIFIE PAR DECRET DU 7 OCTOBRE 1919 (11.144)

Composition :

Membres de droit des deux sections :

Le Ministre ;

Le Directeur des Beaux-Arts ;

Le Directeur du Conservatoire ;

Le Chef du Bureau des Théâtres ;

Le Secrétaire Général du Conservatoire, Secrétaire avec voix délibérative.

Section des Etudes Musicales

Dix Membres nommés par le Ministre et choisis en dehors du Conservatoire ;

Quatre Professeurs titulaires élus par leurs collègues ;

Les Directeurs de l'Opéra et de l'Opéra-Comique.

Section des Etudes Dramatiques

Dix auteurs, critiques ou artistes dramatiques, nommés par le Ministre et choisis en dehors du Conservatoire ;

Un Professeur de déclamation nommé par le Ministre ;

Un Professeur de déclamation élu par ses collègues ;
L'Administrateur Général de la Comédie-Française et le
Directeur de l'Odéon.

Les membres sont nommés ou élus pour un an.

Le Conseil est présidé par le Ministre, le Sous-Secrétaire d'Etat ou le Directeur du Conservatoire.

Les deux sections se réunissent en Assemblée Plénière pour les questions communes et d'intérêt général.

Réunion sur convocation du Ministre (au moins une fois tous les trois mois pendant l'année scolaire).

Le Conseil Supérieur donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Ministre ou par le Directeur du Conservatoire.

Quorum : la moitié des membres du Conseil est nécessaire.

Le Conseil délègue trois ou quatre de ces membres dans chaque comité d'examen des classes. L'un est chargé de lui présenter un rapport sur les progrès ou les déficiences de l'enseignement dans les différentes classes. Il vote des conclusions sur ces rapports qui sont portés à la connaissance des professeurs.

Le Conseil statue sur l'attribution d'encouragements d'études aux élèves nécessaires. Chaque année, à la reprise des études, le Conseil entend un rapport présenté par le Directeur sur la situation générale du Conservatoire.

COMITE CONSULTATIF DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PUBLIC

DECRET DU 30 MAI 1924 (5.143 et 9.063)

Composition :

1° *Commission du Droit et des Sciences Politiques et Economiques.*

Membres de droit :

- Le Directeur de l'Enseignement Supérieur, Président ;
- Le Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Sciences Morales et Politiques ;
- Le Recteur de l'Académie de Paris ;
- Le Doyen de la Faculté de Droit de Paris ;
- Les deux Représentants des Facultés de Droit au Conseil Supérieur de l'Instruction Publique.
- Membres désignés par le Ministre :
- Un Membre de la Cour de Cassation, un du Conseil d'Etat ;
- Un Membre du barreau d'une ville siège d'une Faculté de Droit ;
- Un Recteur d'Académie ;
- Cinq Doyens ou Professeurs de Facultés de Droit ;
- Membres désignés par leurs collègues : neuf Doyens ou Professeurs titulaires ;
- Un Agrégé des Facultés de Droit en exercice.

2° *Commission des sciences médicales et de la pharmacie.*

Membres de droit :

- Le Directeur de l'Enseignement Supérieur, Président ;
- Le Secrétaire Général de l'Académie de Médecine ;
- Le Directeur de l'Institut Pasteur ;
- Le Recteur de l'Académie de Paris ;
- Les Doyens des Facultés de Médecine et de Pharmacie de Paris ;
- Les trois Représentants des Facultés de Médecine, des Facultés mixtes de Médecine et de Pharmacie et des Facultés de Pharmacie au Conseil Supérieur de l'Instruction Publique.
- Membres désignés par le Ministre :
- Un Médecin ou Chirurgien des Hôpitaux de Paris ;
- Un Recteur d'Académie ;
- Cinq Doyens ou Professeurs de ces Facultés ;
- Un Directeur ou Professeur d'Ecole de plein exercice ou préparatoire de médecine et de pharmacie ;
- Membres désignés par leurs collègues : neuf Doyens ou

Professeurs titulaires des Facultés de Médecine, ou mixtes ;

Un Doyen ou Professeur d'une Faculté de Pharmacie ;

Deux Agrégés des Facultés de Médecine et un Agrégé des Facultés de Pharmacie en exercice.

3° *Commission des sciences.*

Membres de droit :

Le Directeur de l'Enseignement Supérieur, Président ;

Le Directeur de l'Enseignement Secondaire ;

Les Secrétaires Perpétuels de l'Académie des Sciences ;

Le Recteur de l'Académie de Paris ;

Le Doyen de la Faculté des Sciences de Paris ;

Les deux Représentants des Facultés des Sciences au Conseil Supérieur ;

Le Président ou le Vice-Président de l'Assemblée des Professeurs au Collège de France, selon la chaire dont l'un ou l'autre est titulaire ;

Le Directeur du Muséum d'Histoire Naturelle ;

Le Directeur ou le Sous-Directeur de l'Ecole Normale Supérieure, selon sa compétence personnelle ;

Les Présidents des 2° et 3° Sections de l'école pratique des Hautes Etudes.

4° *Commission des lettres et des sciences philosophiques, philologiques, historiques ou géographiques.*

Membres de droit :

Le Directeur de l'Enseignement Supérieur, Président ;

Le Directeur de l'Enseignement Secondaire ;

Le Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ;

Le Recteur de l'Académie de Paris ;

Les deux Représentants des Facultés des Lettres au Conseil Supérieur ;

Le Président ou le Vice-Président de l'Assemblée des Professeurs au Collège de France, selon sa spécialité ;

Le Directeur ou le Sous-Directeur de l'Ecole Normale Supérieure, selon sa compétence personnelle ;

Les Présidents de la 4^e et 5^e Sections de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes ;

Le Directeur de l'Office des Universités.

Membres désignés par le Ministre :

Un Recteur d'Académie ;

Cinq Doyens ou Professeurs de Facultés des Lettres.

Membres désignés par leurs collègues :

Dix Doyens ou Professeurs titulaires des Facultés des Lettres ;

Deux Maîtres de Conférences ou Chargés de Cours d'une Faculté des lettres, titulaires d'un emploi permanent.

Il est adjoint à chacune des commissions un membre d'une autre commission du Comité Consultatif de l'Enseignement Supérieur, désigné par les membres de chaque commission, afin d'établir un lien entre les commissions (1 et 4, 2 et 3).

Les Membres sont nommés ou élus pour 4 ans.

Le Ministre peut leur adjoindre des compétences pour un objet déterminé à l'exclusion des propositions pour promotion.

Le Comité a pour attributions de donner son avis sur toutes les questions concernant le personnel, l'organisation scolaire ou scientifique, les programmes et les sanctions des études des établissements d'enseignement supérieur public que le Ministre a décidé de soumettre à son examen.

Cet avis ne peut tenir lieu des propositions, consultations ou présentations de la section permanente du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique ou des Conseils des établissements d'Enseignement supérieur prévus explicitement par les lois et décrets en vigueur.

Les commissions du comité peuvent être appelées à délibérer avec la Section Permanente du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, sans qu'il puisse en résulter aucune modification des attributions et des pouvoirs de la Section Permanente.

COMITÉ CONSULTATIF
DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PUBLIC

DECRET DU 21 FEVRIER 1925 (2.006)

Composition :

- Le Directeur de l'Enseignement Secondaire, Président ;
- Les Inspecteurs Généraux de l'Instruction Publique, chargés des lycées et collèges ;
- Les Inspecteurs Généraux honoraires pendant l'année qui suit la cessation de leurs fonctions ;
- Les Recteurs d'Académie ;
- Le Directeur et le Sous-Directeur de l'Ecole Normale Supérieure, la Directrice de l'Ecole Normale de Sèvres ;
- Les Inspecteurs de l'Académie de Paris (pour les promotions du personnel du cadre de Paris) ;
- Le Directeur de l'Office National des Universités, et le représentant de chaque ministère intéressé (pour le personnel détaché) ;
- Un des Chefs de bureau du personnel de la Direction de l'Enseignement Secondaire ;
- Le Directeur de l'Enseignement Supérieur et le Directeur de l'Enseignement Primaire en sont membres de droit. Peuvent avoir voix délibérative :
- Les Inspecteurs d'Académie, ou les Professeurs chargés d'Inspection Générale pendant l'année de leur inspection.

Pour les promotions de classe, primes de détachement et titularisations, le comité s'adjoint un représentant du personnel masculin et un représentant du personnel féminin des lycées et collèges.

Le Comité se réunit, en principe, une fois par an sur convocation du Ministre.

Il propose au Ministre les promotions de classe, les primes de détachement et les titularisations du personnel secondaire.

Il dresse la liste d'aptitude aux fonctions de proviseur et de directrice, et donne son avis sur les candidatures aux fonctions de principal, présentées par les recteurs. Il propose au Ministre les promotions d'indemnité de direction.

Il donne son avis sur toutes les questions qui lui sont renvoyées par le Ministre ou par sa Section Permanente.

Celle-ci se réunit à l'occasion du mouvement du personnel de juin à novembre. Elle propose les mouvements du personnel. Elle dresse la liste d'aptitude du cadre de Paris. Elle délibère sur les questions d'ordre pédagogique et administratif de caractère urgent, dont elle est saisie par le Ministre.

COMITE CONSULTATIF DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE PUBLIC

DECRET DU 21 FEVRIER 1925 (2.006)

Composition :

- Le Directeur de l'Enseignement Primaire, Président ;
- Les Inspecteurs Généraux de l'Instruction Publique, chargés des Ecoles Primaires Supérieures ou Élémentaires ;
- Les Inspectrices Générales des Ecoles Maternelles ;
- Les Inspecteurs Généraux ou Inspectrices Générales honoraires pendant l'année qui suit la cessation de leurs fonctions ;
- Les Recteurs d'Académie ;
- Le Directeur de l'Ecole de Saint-Cloud, la Directrice de l'Ecole de Fontenay ;
- Le Directeur de l'Office National des Universités et le représentant de chacun des Ministères intéressés lorsqu'il s'agit du personnel détaché ;
- Le Chef du bureau du personnel de la Direction de l'enseignement primaire ;

Les Directeurs de l'Enseignement Supérieur et de l'Enseignement Secondaire en font partie de droit.

Les chargés de mission d'inspections générales peuvent être appelés à siéger avec voix délibérative. Il est adjoint un représentant du personnel masculin et féminin de l'enseignement primaire dans les questions de promotions de classe.

Le comité se réunit au moins une fois par an. Il propose au ministre les promotions de classe des fonctionnaires.

Il dresse les listes d'aptitude aux fonctions :

1° D'Inspecteurs et d'Inspectrices de l'enseignement primaire et d'inspectrice des écoles maternelles dans la Seine ;

2° De Directeur et de Directrice des écoles primaires supérieures autres que celles de la Ville de Paris.

Il donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Ministre ou par la Section Permanente.

Celle-ci se réunit au moment du mouvement du personnel. Elle propose à l'agrément du Ministre les mouvements du personnel. Elle délibère sur les questions d'ordre pédagogique de caractère urgent dont elle est saisie par le Ministre.

CONSEIL SUPERIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

LOI DU 27 FEVRIER 1880 (2.305), DECRET DU 21 MARS 1898
(1.606), DECRET DU 2 JUILLET 1904 (4.081).

Composition :

Le Ministre, Président.

Membres élus :

Cinq par l'Institut de France.

Par le personnel enseignant :

Deux du Collège de France ;
Un du Muséum ;
Deux des Facultés de Droit ;
Deux des Facultés de Médecine ;
Un des Facultés de Pharmacie ;
Deux des Facultés des Sciences ;
Deux des Facultés des Lettres ;
Un de l'Ecole des Chartes ;
Un de l'Ecole des Langues Orientales Vivantes ;
Un de l'Ecole Polytechnique ;
Un de l'Ecole des Beaux-Arts ;
Un du Conservatoire des Arts et Métiers ;
Un de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures ;
Un de l'Institut Agronomique ;
Huit des Lycées ;
Deux des Collèges ;
Six de l'Enseignement Primaire ;
Un du Cadre local d'Alsace et de Lorraine.

Membres nommés :

Neuf Membres ou anciens Membres de l'Enseignement Public ;

Quatre Membres de l'Enseignement Libre.

Les Membres du Conseil Supérieur sont nommés ou élus pour 4 ans.

Le Conseil Supérieur donne son avis : Sur les programmes, méthodes d'enseignement, modes d'examen, règlements administratifs et disciplinaires relatifs aux écoles publiques, déjà étudiés par la Section Permanente.

Sur les règlements relatifs aux examens et à la collation des grades.

Sur les règlements relatifs à la surveillance des écoles libres.

Sur les livres d'enseignement, de lecture et de prix qui doivent être interdits dans les écoles libres comme contraires à la morale, à la Constitution et aux lois.

Sur les règlements relatifs aux demandes formées

par les étrangers pour être autorisés à enseigner, à ouvrir ou à diriger une école.

La Section Permanente a pour fonction d'étudier les programmes et règlements avant qu'ils ne soient soumis à l'avis du Conseil Supérieur.

Elle donne son avis sur les créations de facultés, lycées, collèges, écoles normales primaires.

Sur les créations, transformations ou suppressions de chaires, sur les livres de classe, de bibliothèque et de prix qui doivent être interdits dans les écoles publiques.

Enfin sur toutes les questions d'études, d'administration, de discipline ou de scolarité qui lui sont renvoyées par le Ministre.

En cas de vacance d'une chaire dans une faculté, la section permanente présente deux candidats, concurremment avec la faculté dans laquelle la vacance existe.

CONSEIL SUPERIEUR DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

ARTICLES 5 ET 6 DE LA LOI DU 25 JUILLET 1919 (7.744),
DECRET DU 16 JANVIER 1925 (1.219), MODIFIE LE 28
AOUT 1915 (4.297) ET DECRET DU 14 NOVEMBRE 1925
(11.159).

Composition :

Membres de droit :

- Les anciens Sous-Secrétaires d'Etat à l'Enseignement Technique ;
- Les Parlementaires Rapporteurs de ce budget depuis sa création ;
- Le Président de la 5^e Commission du Conseil Général de la Seine ;

- Le Président de la 4^e Commission du Conseil Municipal de Paris ;
- Les Vice-Présidents de la Conférence Interministérielle pour l'étude et la coordination des questions relatives à l'Enseignement technique et à l'apprentissage ;
- Le Directeur de l'Enseignement Technique ;
- Le Directeur des Beaux-Arts (Instruction Publique et Beaux-Arts) ;
- Le Directeur des Affaires Commerciales et Industrielles (Commerce) ;
- Le Directeur de l'Office National du Commerce Extérieur ;
- Le Directeur de l'Enseignement Primaire de la Seine ;
- Les Inspecteurs Généraux et les Inspectrices Générales de l'Enseignement Technique ;
- L'Inspecteur Général de l'Instruction Publique chargé de l'inspection des langues vivantes dans les établissements d'enseignement technique ;
- Le Directeur du Conservatoire National des Arts et Métiers ;
- Le Directeur de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures ;
- Le Directeur de l'Ecole Normale de l'Enseignement Technique ;
- L'Inspecteur Général des Services Administratifs des établissements d'Enseignement Technique ;
- L'Inspecteur Général des Arts appliqués au Ministère de l'Instruction Publique et Beaux-Arts ;
- Le Directeur Administratif de l'Enseignement à la Préfecture de la Seine.

Membres nommés :

- Trois Sénateurs ;
- Six Députés ;
- Un Professeur à la Faculté de Droit ;
- Un Conseiller d'Etat ;
- Vingt Représentants des Comités Départementaux de l'Enseignement Technique pris dans leur sein et sur une liste présentée par eux à raison de deux par comité (un chef d'entreprise, un ouvrier) ;

- Dix Représentants de groupements professionnels patronaux ou ouvriers ;
- Huit Inspecteurs régionaux ou départementaux de l'enseignement technique ;
- Six Représentants des Ecoles d'Enseignement technique reconnues par l'Etat ;
- Cinq Représentants des Associations d'anciens élèves des écoles publiques d'enseignement technique ;
- Deux Représentants des Offices d'orientation professionnelle.

Membres élus :

- Trois Représentants du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique (choisis dans chacun des trois ordres d'enseignement) ;
- Quatre Représentants du Conseil Supérieur du Travail (deux patrons, deux ouvriers) ;
- Un Représentant des Directeurs des Ecoles d'enseignement commercial supérieur reconnues par l'Etat, choisi parmi les titulaires et élu par eux ;
- Un Représentant des Directeurs des Ecoles Nationales d'Arts et Métiers, choisi parmi les titulaires et élu par eux ;
- Un Représentant des Directeurs d'Ecoles d'Horlogerie ;
- Un Représentant des Directeurs des écoles pratiques de commerce de garçons ;
- Un Représentant des Directrices des Ecoles Pratiques de Commerce de filles ;
- Un Représentant des Directeurs des Écoles Professionnelles de la Ville de Paris ;
- Deux Représentants des professeurs des Ecoles Commerciales Supérieures ;
- Un Représentant des Sous-Directeurs des Ecoles Nationales d'Arts et Métiers ;
- Un Représentant des Ingénieurs et Professeurs techniques des Ecoles d'Arts et Métiers ;
- Un Représentant des surveillants généraux et professeurs des Ecoles d'Horlogerie ;

- Un Représentant des professeurs techniques des Ecoles d'Horlogerie ;
- Un Représentant des professeurs des écoles pratiques de commerce de garçons, un Représentant des professeurs des écoles pratiques de commerce de filles ;
- Un Représentant des professeurs techniques, chefs de travaux et d'ateliers de ces écoles de garçons ;
- Un Représentant des professeurs techniques, chefs de travaux et d'ateliers de ces écoles de filles ;
- Un Représentant des professeurs, un Représentant des professeurs techniques, chefs de travaux et d'ateliers des Ecoles de la Ville de Paris ;
- Un Représentant des contremaîtres des écoles pratiques ;
- Un Représentant des contremaîtres des écoles d'Horlogerie et d'Arts et Métiers ;
- Un Représentant des contremaîtres des écoles de la Ville de Paris.

*
**

Commission Permanente :

Les Membres de droit :

Seize Membres élus par le Conseil, au scrutin secret en Assemblée Générale, moitié parmi les nommés, moitié parmi les élus. Trois sections : Administrative, Pédagogique, d'Apprentissage.

L'Assemblée Générale est présidée par le Ministre, assisté du Sous-Secrétaire d'Etat.

Le Conseil choisit parmi ses membres deux Vice-Présidents.

La Commission Permanente est présidée par le Sous-Secrétaire d'Etat ou le Directeur de l'Enseignement Technique.

Les Présidents des sections sont désignés par le Sous-Secrétaire d'Etat.

Les pouvoirs sont renouvelables tous les 4 ans.

Le Conseil Supérieur doit être consulté sur les projets

de lois, de règlements et de décrets généraux relatifs à l'enseignement technique.

Il donne son avis sur les questions qui lui sont soumises par le Ministre. Il peut, sur l'initiative de ses membres, émettre des vœux sur les questions se rattachant à l'enseignement industriel et commercial.

CONSEIL DES LETTRES

DECRET DU 30 MAI 1924 (4.911)

Composition :

Vingt et un Membres : Cinq Membres de l'Académie Française ;

Un de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ;

Un de l'Académie des Sciences Morales et Politiques ;

Un de l'Académie Goncourt ;

Un désigné par le Comité Consultatif de l'Enseignement Public (Section de l'Enseignement Supérieur, lettres) ;

Un désigné par la Société des Gens de Lettres ;

Un désigné par la Société des Auteurs Dramatiques ;

Un désigné par la Confédération Générale des Travailleurs Intellectuels ;

Trois désignés par le Ministre ;

Six choisis par les premiers parmi les poètes, romanciers, journalistes, critiques littéraires et dramatiques.

Fonctions 6 ans, renouvelables par tiers.

Le Conseil assiste le Ministre de l'Instruction Publique dans l'étude des questions littéraires.

Il peut également délibérer sur les vœux, propositions et requêtes de ses membres, et s'occupe des questions suivantes : intérêts généraux de la littérature et des hommes de lettres, honoraires, pensions, secours, retraites.

Proposition pour distinctions honorifiques et récompenses.

Propriété littéraire. Diffusion et protection des œuvres littéraires françaises hors de France.

Missions et représentations à l'étranger.

Accueil des hommes de lettres étrangers en France.

Réunion trimestrielle. Commission permanente de six membres, réunion mensuelle.

Le Conseil élit chaque année son Président et son Vice-Président.

CONSEIL DES MANUFACTURES NATIONALES ET DES ARTS APPLIQUES A L'INDUSTRIE

DECRET DU 31 MAI 1924 (4.911)

Composition :

Vingt et un Membres nommés par Arrêté Ministériel parmi les artistes décorateurs, les industriels, les amateurs d'art, les membres de l'enseignement ou telles autres personnes qualifiées. Ils sont désignés pour six ans, et renouvelables par tiers.

Le Conseil assiste le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts dans l'étude des questions qui intéressent les manufactures nationales en vue de leur assurer une orientation commune. Il a également pour mission d'établir une liaison permanente entre les manufactures nationales et les écoles dépendant de la direction de l'enseignement technique et de la direction des Beaux-Arts.

Le Ministre désigne chaque année un Président et un Vice-Président.

Le Conseil se réunit une fois par trimestre, il choisit dans son sein une Commission Permanente de cinq membres qui se réunit tous les mois.

Membres adjoints avec voix consultative, pas plus de sept.

CONSEIL DES OBSERVATOIRES

DECRET DU 25 OCTOBRE 1926 (11.649)

Composition :

Les Secrétaires Perpétuels de l'Académie des Sciences et les membres de la Section d'Astronomie ;

Le Directeur de l'Enseignement Supérieur ;

Les Membres titulaires du bureau des longitudes ;

Les Directeurs des observatoires astronomiques (Paris, Meudon, Aix, Alger, Besançon, Bordeaux, Lyon, Strasbourg et Toulouse) et de l'Observatoire de l'Université de Paris à Nice (Fondation Bischoffsheim) ;

Quatre Membres désignés par le Ministre pour une période de trois ans, renouvelables ;

Deux Membres désignés pour 3 ans par le personnel scientifique des Observatoires de Paris et de Meudon ;

Deux Membres désignés pour 3 ans par le personnel scientifique des Observatoires des Universités des départements.

Le Ministre nomme pour la même période de 3 ans le Président, le Vice-Président et le Secrétaire du Conseil.

Le Conseil reçoit communication des rapports annuels des directeurs et de ceux des commissions d'inspection, présente une liste de deux candidats aux places vacantes de directeur d'observatoire ou d'astronome titulaire, arrête la liste des candidats aptes à remplir les divers emplois du personnel scientifique et les fonctions d'assistant.

Il donne son avis sur les propositions des directeurs pour l'avancement du personnel et sur toutes les questions qui lui sont renvoyées par le Ministre.

Réunion régulière dans le 1^{er} trimestre de chaque année.

Commission Permanente :

Le Président du Conseil des Observatoires ;
Le Directeur de l'Enseignement Supérieur ;
Un des Secrétaires Perpétuels de l'Académie des Sciences ;
Le Président du Bureau des Longitudes ;
Les Directeurs des Observatoires de Paris et de Meudon ;
Deux Directeurs des Observatoires des départements ;
Un Représentant du personnel de Paris et Meudon ;
Un Représentant du Personnel des Universités, désignés
par le Conseil.

Attributions :

1° Propositions pour la nomination aux emplois pour lesquels il est établi une liste d'aptitude.

2° Etude des questions et projets de règlement que le Ministre a décidé de soumettre au Conseil des Observatoires et des propositions présentées par les membres du Conseil.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

COMITE CONSULTATIF PERMANENT DE L'ADMINISTRATION GENERALE DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE

DECRET DU 25 MARS 1927 (3.363)

Il est composé de personnalités qualifiées par leur compétence technique, leurs connaissances juridiques ou leur expérience générale de la vie administrative, qui sont nominalement désignées dans le décret.

Le Ministre de l'Intérieur désigne, par arrêté et sans limitation de nombre, des rapporteurs qui ont voix délibérative dans les affaires qu'ils rapportent.

*
**

Le Comité procède à l'étude de toutes les questions qui lui sont soumises et, à la demande du Ministre, donne son avis sur les nombreux problèmes de tous ordres que soulève l'administration du pays et des collectivités départementales et communales.

COMMISSION SUPERIEURE D'AMENAGEMENT D'EMBELLISSEMENT ET D'EXTENSION DES VILLES

ARTICLE 5 DE LA LOI DU 15 MARS 1919 (2.726)

Composition :

Deux Sénateurs, quatre Députés, élus par leurs collègues ; deux Conseillers d'Etat, désignés par leurs collègues ; quatre Maires (deux de communes de 20.000 à 50.000 habitants, deux de communes de plus de 50.000), trois d'entre eux étant désignés par le Ministre de l'Intérieur et le quatrième par le Ministre des Régions libérées ; le Directeur de l'Administration Départementale et Communale ; le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène ; quatre Membres du Conseil Supérieur d'Hygiène, désignés par leurs collègues ; quatre Membres du Conseil Supérieur des Beaux-Arts, désignés par leurs collègues ;

Quatre Membres du Conseil Général des Bâtiments Civils désignés par leurs collègues, quatre urbanistes, architectes ou autres personnes particulièrement qualifiées (deux choisis par le Ministre de l'Intérieur, deux par celui des Régions Libérées).

La Commission peut s'adjoindre des rapporteurs qui ont voix délibérative dans les affaires qu'ils rapportent.

Président : Le Ministre de l'Intérieur ou son délégué.

Vice-Président : Le Ministre chargé des Régions Libérées ou son délégué.

La Commission est chargée d'établir les règles générales de nature à guider les municipalités dans l'application de cette loi et de donner son avis sur toutes les questions et tous les projets qui lui sont renvoyés par le Ministre de l'Intérieur ou par le Ministre des Régions Libérées, soit d'office, soit *sur demande de la commission elle-même, par une délibération motivée.*

COMMISSION DE LA LOI DU 4 OCTOBRE 1919

SUBVENTIONS ET AVANCES AUX COMMUNES
DIRECTEMENT ATTEINTES PAR LES EVENEMENTS
DE GUERRE

ARTICLE 2 DE LA LOI DU 4 OCTOBRE 1919 (10.930) ET DE-
CRET DU 7 DECEMBRE 1919 (14.490).

Composition :

Vingt et un Membres nommés par arrêté du Ministre
de l'Intérieur :

Deux Sénateurs ; deux Députés ; deux Membres du Conseil
d'Etat ; deux de la Cour des Comptes ; le Directeur de
l'Administration Départementale et Communale ; le
Directeur du Contrôle et de la Comptabilité Publique ;
le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène ; un Ins-
pecteur Général des Services Administratifs du Minis-
tère de l'Intérieur ; quatre Représentants du Ministère
des Finances ; un Représentant du Ministère du Blo-
cus et des Régions Libérées ; quatre compétences dési-
gnées par le Ministre de l'Intérieur.

La Commission donne son avis sur les demandes des
communes et le montant des subventions ou des avances
à accorder.

Il est statué, après avis de la commission, par le Mi-
nistre de l'Intérieur.

(Au cas où le Ministre estime que le chiffre proposé
par la commission est insuffisant ou que le montant de la
somme à allouer doit, contrairement à l'avis de la com-
mission, faire l'objet d'une subvention au lieu d'une avan-
ce, il statue sur *l'avis conforme* de la section de l'Intérieur
du Conseil d'Etat).

La commission peut être divisée en sections par ar-
rêté du Ministre. Chaque section donne un avis définitif
sous réserve d'évocation devant l'Assemblée Générale par
le Commissaire du Gouvernement ou par la section elle-
même.

Le Président et les deux Vice-Présidents sont nommés par le Ministre. En cas d'empêchement la commission est présidée par un membre qu'elle désigne au début de chaque séance. Le Président a toujours voix prépondérante. Il répartit les affaires entre les sections.

Une des sections est présidée par le Président, les autres par des membres nommés par le Ministre.

Un Commissaire du Gouvernement et des Commissaires Adjoints sont attachés à la Commission, ils donnent des conclusions en section ou en Assemblée Générale quand ils le jugent utile. Ils n'ont pas voix délibérative.

Des rapporteurs nommés par le Ministre sont affectés à chaque section par le Président. Le Président de section leur répartit les affaires. (Ils ont voix délibérative pour leurs affaires, consultatives pour les autres).

Quorum : Onze membres en Assemblée Générale, trois en section (rapporteur chargé de l'affaire compris). Il est créé un secrétaire de la Commission. Rapport trimestriel au Ministre de l'Intérieur.

COMITE CONSULTATIF DU CONTENTIEUX

DECRET DU 18 NOVEMBRE 1911 (9.268)

Composition :

Deux Membres du Conseil d'Etat ; un de la Cour des Comptes ; un de l'Inspection des Finances ; deux Professeurs à la Faculté de Droit ; deux Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation ; trois Avocats à la Cour d'Appel ; un Avoué.

Membres de droit : Le Secrétaire Général ; les Directeurs ; le Chef du Service Central de l'Inspection Générale du Ministère de l'Intérieur.

Le Ministre peut désigner des auditeurs rapporteurs (moins de six). Ils ont voix délibérative dans les affaires qu'ils rapportent.

(Les membres ont été nommés par Décret ainsi que

le Président, ce qui n'est pas spécifié dans le texte institutif).

Le Comité est chargé de donner son avis sur les questions qui lui sont soumises par le Ministre, Utilité justifiée, dit le rapport au Président de la République, par la complexité et l'importance des difficultés que soulève la question des affaires départementales et communales....., (l'application des lois d'assistance et d'hygiène publique), ...l'action administrative, la tutelle et le contrôle que le Ministre de l'Intérieur doit exercer soulèvent fréquemment des problèmes juridiques mettant en cause les droits des collectivités administratives secondaires, tant à l'égard de l'Etat qu'à l'égard des administrés.

COMITE CONSULTATIF DES DISTRIBUTIONS D'ECLAIRAGE PAR LE GAZ

ARRETES DU 30 SEPTEMBRE 1920 (15.626) ET 22 JUILLET
1924.

Composition :

- Un Conseiller d'Etat, Président ;
- Le Directeur de l'Administration Départementale et Communale ; un Conseiller, Maître ou Référendaire à la Cour des Comptes ;
- Un Inspecteur Général ou Ingénieur en chef des Ponts désigné par le Ministre des Travaux Publics ;
- Un Inspecteur des Finances ; un Maire ; le Président du Syndicat Professionnel de l'Industrie du Gaz ;
- Trois Techniciens spécialistes des questions gazières ; le Chef du bureau du contrôle des communes.

Le Comité donne son avis sur toutes les questions relatives aux concessions communales de distribution

d'éclairage par le gaz qui pourront être soumises à son examen par le Directeur de l'Administration Départementale et Communale.

COMMISSION DE REPARTITION DES SUBVENTIONS
DE L'ETAT POUR L'AMENAGEMENT
DES LOTISSEMENTS DEFECTUEUX

LOI DU 15 MARS 1928, ARTICLE 5 (2.942)

Composition :

Deux Délégués du Ministre de l'Intérieur, dont le président qui a voix prépondérante ; deux Délégués du Ministre des Finances ; deux Délégués du Ministre du Travail et de l'Hygiène ; six personnes désignées par le Ministre de l'Intérieur, dont un membre de chacun des Conseils Généraux des départements de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne ; deux Syndics d'associations syndicales de lotis et un représentant des municipalités intéressées.

Les lotissements dont l'aménagement peut être effectué au moyen des avances et subventions prévues par la Loi du 15 mars 1928 sont ceux qui, ayant été créés en vue de l'habitation et étant principalement affectés à la construction de maisons individuelles ou familiales, ne se trouvent pas placés dans les mêmes conditions d'assainissement, d'hygiène et de viabilité que les agglomérations voisines de même importance.

Toutefois sont exclus tous ceux qui, en raison de toute espèce d'indices, présentent le caractère de lotissement de luxe.

La Commission donne son avis sur les dossiers qui lui sont soumis par le Ministre de l'Intérieur et les classe par ordre d'urgence.

Ces dossiers émanent des Associations syndicales ayant demandé à bénéficier d'avances et de subventions et comprennent le plan du lotissement, le programme détaillé des travaux à exécuter et un devis estimatif de la dépense, l'avis du conseil municipal et, s'il y a lieu, le chiffre et les modalités de la participation de la commune à la dépense et la décision de la caisse départementale sur la question de l'urgence.

COMMISSION CHARGÉE
DE REPARTIR LE PRELEVEMENT DE 15 %
OPERE SUR LE PRODUIT BRUT DES JEUX

ARTICLE 4 DE LA LOI DU 15 JUIN 1907 (4.178) ET DECRET
DU 15 JUIN 1907 (4.178) MODIFIE PAR LE DECRET DU
5 JUILLET 1907 (4.797).

Composition :

Président : Le Ministre de l'Intérieur ; un Vice-Président ;
Les quatre Présidents de section du Conseil Supérieur
de l'Assistance Publique ; huit Membres du Parle-
ment ; le Directeur de la Caisse des Dépôts et Consi-
gnations ; le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène
Publiques ; le Directeur du Contrôle et de la Com-
tabilité au Ministère de l'Intérieur ; un Membre du
Conseil Supérieur d'Hygiène ; un Inspecteur Principal
des Services Administratifs de l'Intérieur ; un Représen-
tant du Ministère des Finances ; un Représentant
du Ministère de l'Agriculture ; un du Ministère du
Travail ; un du Ministère de la Marine.

La Commission répartit les sommes provenant du
prélèvement entre des œuvres d'assistance, de prévoyance,
d'hygiène ou d'utilité publique.

Le paiement des fonds sera effectué d'après l'arrêté

de répartition produit à la Caisse des Dépôts et Consignations par le Ministre de l'Intérieur, ou à son défaut par le Vice-Président.

COMITE DE L'AMENAGEMENT
ET DE L'ORGANISATION GENERALE
DE LA REGION PARISIENNE

DECRET DU 24 MARS 1928 (3.537, 3.728) 9 JUIN 1928 (6.543, 6.582), 23 NOVEMBRE 1928 (12.430, 12.824), 2 MARS 1929, 29 OCTOBRE 1929, 18 JANVIER 1930.

Composition :

- Membres de droit : Le Directeur du Cabinet du Ministre de l'Intérieur ;
Le Préfet de la Seine ; le Préfet de Police ; le Préfet de Seine-et-Oise ; le Préfet de Seine-et-Marne ; le Préfet de l'Oise ; le Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur ; le Directeur de l'Enseignement Primaire au Ministère de l'Instruction Publique ;
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine ;
Les Présidents des Conseils Généraux de la Seine, de la Seine-et-Oise, de la Seine-et-Marne, de l'Oise ;
Le Président de la Chambre de Commerce de Paris ;
Le Président du Conseil Municipal de Paris ; le Président de l'Union des Maires de la Seine ;
Le Rapporteur Général du Budget ; le Président de la Commission du Port de Paris ; le Président de la Commission des eaux, hygiène, etc., au Conseil Général de la Seine ;
Le Rapporteur Général du Budget ; le Président de la Commission mixte des T. C. R. P. ; le Président et le Rapporteur de la Commission du métropolitain ; le Président de la Commission de l'extension de Paris, au Conseil Municipal de Paris ;

Le Directeur des Finances et le Directeur des Travaux à la Préfecture de la Seine ; l'Ingénieur en Chef des Travaux du département de la Seine ; l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et de l'Oise ; l'Ingénieur en Chef du Service Vicinal de Seine-et-Oise.

Membres élus : deux Conseillers Généraux de la Seine ; trois Conseillers Généraux de Seine-et-Oise ; deux Conseillers Généraux de Seine-et-Marne.

Membres nommés : deux Maires de la Seine, deux de Seine-et-Oise, un de Seine-et-Marne, désignés par leurs Préfets ;

Un Délégué de l'Office National du Tourisme, un Inspecteur des Etablissements classés ;

Un grand nombre de personnalités compétentes (20, 15, 22, etc...).

Au total plus de cent membres.

Le Comité effectue et coordonne les études générales et techniques se rapportant à son objet, centralise à cet effet les informations, procède aux enquêtes et investigations nécessaires, fait au Ministre de l'Intérieur toutes propositions concernant l'aménagement et l'organisation de la Région Parisienne.

Il est réparti en 5 Sections :

1° Aménagement de la zone des fortifications des forts de 2^e ligne et des lotissements. Zoning. Loi du 14 mars 1919, Loi du 19 juillet 1924.

2° Législation française et comparée, établissements dangereux, incommodes et insalubres. Police générale et administrative.

3° Finances départementales et communales. Mouvement démographique.

4° Services publics (transports, eau, gaz, électricité).

5° Constructions et habitations. Questions annexes.

COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE
DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS
ET DES MARCHES DE FOURNITURES INTERESSANT
LES DEPARTEMENTS ET LES COMMUNES

DECRET DU 20 MAI 1914 (4.702) ET 20 FEVRIER 1919 (2.727)

Composition :

Six Membres nommés pour 2 ans par arrêté du Ministre de l'Intérieur :

Un Conseiller d'Etat, Président ; Un Conseiller Général ;
Un Maire ; Un Membre du Comité Consultatif de la Vicinalité ; Un Entrepreneur des Travaux Publics ;
Un Architecte.

Il peut être désigné dans chaque catégorie un membre suppléant. Un secrétaire et des rapporteurs adjoints peuvent être désignés par arrêté du Ministre.

Le Comité émet des avis sur les affaires dont il est saisi par le Ministre sur la demande des départements et des communes. Il a pour mission de rechercher dans chaque litige soumis à son examen, les bases susceptibles d'être équitablement adoptées pour un règlement amiable.

COMMISSION DE REFECTION, DE REPARATION
ET D'ENTRETIEN DES ROUTES NON NATIONALES
SOUMISES A UNE CIRCULATION
PARTICULIEREMENT INTENSE

ARTICLE 37 DE LA LOI DE FINANCES DU 30 DECEMBRE
1928. DECRET DU 22 JANVIER 1929 (1.088).

Composition :

Le Ministre de l'Intérieur, Président ;
Deux Sénateurs et deux Députés (élus par leurs collègues) ;

Le Directeur de l'Administration Départementale et Communale ;

Le Directeur de la Voirie Routière (Travaux Publics) ;

Deux Représentants du Ministère des Travaux Publics ;

Le Directeur de la Comptabilité Publique ; deux Inspecteurs des Finances ; les Membres du Comité Consultatif de la vicinalité ;

Le Directeur de l'Office National du Tourisme ; le Président de l'Union Nationale des Associations de Tourisme ;

Le Président du Touring Club de France ; le Président de la Fédération Nationale de l'Automobile, du Cycle, de l'Aérostation et des Transports ; le Président de l'Automobile Club de France ; le Président de la Fédération des Syndicats d'Initiative de France.

La Commission établit un programme de réfection de réparation et d'entretien des routes non nationales soumises à une circulation particulièrement intense.

Elle répartit chaque année entre les départements les crédits inscrits.

CONSEIL SUPERIEUR DES SAPEURS-POMPIERS

DECRET DU 14 MARS 1907 (2.185), 3 FEVRIER 1912 (1.290), 14 NOVEMBRE 1919 (12.974), 24 DECEMBRE 1919 (J. O., 1920, page 287), 24 JANVIER 1924 (1.115), 29 OCTOBRE 1927 (11.183).

Composition :

Trente-six Membres : Deux Sénateurs ; deux Députés ; deux Membres du Conseil d'Etat ; trois Représentants du Ministre de l'Intérieur ; un du Ministre des Finances ; un du Ministre de la Guerre ; sept Maires ; dix-huit Représentants du Corps des Sapeurs-Pompiers.

Un secrétaire et un secrétaire-adjoint y sont attachés avec voix consultative.

Le Conseil se réunit sur convocation du Ministre, deux fois ou moins chaque année.

Les membres sont nommés pour 4 ans par décret sur proposition du Ministre de l'Intérieur (sauf les 18 élus par les collèges électoraux). Leurs pouvoirs sont renouvelables, leurs fonctions gratuites. Le Ministre est Président de droit. Les deux Vice-Présidents sont élus.

Le Décret prévoit l'organisation du scrutin (ouvertures des bureaux, liste électorale, recensement des votes du département au chef-lieu, relevé général par une commission de six Officiers de Sapeurs-Pompiers désignés par le Ministre et présidée par un de ses représentants.

Sont électeurs les sapeurs-pompiers de la commune ayant régulièrement contracté l'engagement. Ne sont éligibles que les membres des corps des sapeurs-pompiers communaux et les inspecteurs départementaux et inspecteurs adjoints des services d'incendie et de secours en activité.

Au 1^{er} tour, majorité absolue des suffrages exprimés. 2^e tour dans la quinzaine de l'insertion des résultats à l'Officiel, majorité relative.

Les réclamations sont jugées par le Préfet avec appel au Ministre pour ce qui s'est passé dans la commune ; par le Ministre de l'Intérieur pour le dépouillement par la commission départementale et pour le relevé général des votes. Les réclamations sont enregistrées dans les cinq jours qui suivent les opérations (Mairie, Sous-Préfecture, Préfecture) avec appel enregistré au Ministère, à la Préfecture, à la Sous-Préfecture dans les dix jours de la notification. Les réclamations jugées directement par le Ministre doivent être faites dans les dix jours de la publication des résultats à l'Officiel.

Ceux qui cessent de faire partie du Comité Supérieur sont remplacés dans le délai maximum de deux mois.

Le Conseil Supérieur est chargé de l'étude et de l'exa-

men de toutes les questions concernant l'organisation, le fonctionnement, le développement du service de secours contre l'incendie qui lui seront soumises par le Ministre, ou sur lesquelles il croira devoir émettre des vœux.

COMITE CONSULTATIF DE LA VICINALITE

DECRET DU 9 JUILLET 1879 (6.409)

Composé de personnalités nominale^{ment} désignées, nom-
mées et remplacées par arrêté du Ministre.

(Fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur, Inspecteurs et
Ingénieurs des Ponts et Chaussées, Agents-Voyers).
Présidence du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

Le Comité donne son avis sur les questions concer-
nant le service vicinal qui sont soumises à son examen.

MINISTERE DE LA JUSTICE

COMITE CONSULTATIF DE LEGISLATION

DECRET DU 8 OCTOBRE 1911 (8.138)

Chargé de l'examen et de l'étude des grands problèmes de droit ou de législation, ou des questions pratiques importantes qui se présentent fréquemment au Ministère de la Justice.

Les membres en sont nommés par le Garde des Sceaux. (Le premier Comité comprenait sous la Présidence du premier Président de la Cour de Cassation : Deux Conseillers d'Etat, quatre Conseillers à la Cour de Cassation ; sept Professeurs à la Faculté de Droit ; un Avocat Général à la Cour de Cassation ; un Conseiller à la Cour des Comptes ; le Directeur Général de l'Enregistrement ; le Gouverneur de la Banque de France ; les quatre Directeurs du Ministère de la Justice).

CONSEIL SUPERIEUR DES PRISONS

ARTICLE 9 DE LA LOI DU 5 JUIN 1875 (4.321) DECRET DU 26 JANVIER 1882 (699), 16 AOUT 1883, 14 AOUT 1887, 15 JUIN 1906, 13 AOUT 1907, ARTICLE 89 DE LA LOI DE FINANCES, 13 JUIN 1911 (5.690).

Composition :

Trente-six membres, vingt-quatre désignés par le Ministre de l'Intérieur (Justice) dont dix-neuf pris dans le Parlement et douze membres désignés par leurs fonctions :
Le Procureur Général à la Cour de Cassation ;
Le Vice-Président du Conseil d'Etat ; le Préfet de la Seine ;
le Préfet de Police ; le Directeur des Affaires Criminelles et des Grâces ; le Directeur des Colonies ; le Directeur de la Justice Militaire et de la Gendarmerie (à la Guerre) ; le Directeur de l'Administration Départementale et Communale ; le Directeur de l'Administration Pénitentiaire ; le Président du Comité des Inspecteurs Généraux des Prisons ; le plus ancien des Inspecteurs Généraux du service des aliénés ; l'Inspecteur Général des bâtiments pénitentiaires.

Les membres nommés sont renouvelés par moitié tout les deux ans (mandat renouvelable, les membres remplacés le sont pour la fin de leur mandat).

Le Conseil élit dans son sein un Vice-Président et des Secrétaires.

Président : le Ministre.

Deux Sessions ordinaires par an (1^{er} mardi de février et 3^e mardi de juin).

Le Conseil est consulté sur : Les programmes généraux de construction et d'appropriation des prisons destinées à l'emprisonnement individuel.

Les projets de règlements généraux concernant l'application du régime de l'emprisonnement individuel. La fixation des subventions qui peuvent être allouées aux départements pour la transformation de leurs prisons.

La reconnaissance et le classement des maisons d'arrêt, de justice et de correction comme établissement affectés à l'emprisonnement individuel.

COMMISSION CHARGÉE D'ETUDIER
L'ORGANISATION DU SERVICE DE STATISTIQUE
ET DE CRIMINOLOGIE

ARRETE DU 8 NOVEMBRE 1911 (9.018)

Composé de personnes nominalement désignées.

MINISTERE DE LA MARINE MARCHANDE

COMITE DU CONTENTIEUX

DECRET DU 12 MARS 1920 (4.603)

Composition :

Un Conseiller d'Etat, Président ;
Un Magistrat de la Cour d'Appel de Paris ou du Tribunal
Civil de la Seine ;
Un Avocat du Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation ;
Trois Avocats à la Cour d'Appel de Paris ;
Un Avoué près le Tribunal Civil de la Seine.

Deux Fonctionnaires du Ministère remplissent le rôle
de Secrétaires. Les Chefs de Service ayant soumis une
question ont voix délibérative au cours des séances où elle
sera examinée.

Le Président reçoit toutes les affaires et convoque le
comité.

COMMISSION SUPERIEURE DU CREDIT MARITIME MUTUEL

LOI DU 30 DECEMBRE 1925 (12.604) MODIFIANT L'ARTICLE
13 DE LA LOI DU 4 DECEMBRE 1913.

Composition :

Trois Sénateurs ;
Cinq Députés ;

- Un Membre du Conseil d'Etat ;
Un Membre de la Cour des Comptes ;
Le Gouverneur de la Banque de France ou son délégué ;
Trois Représentants du Ministre des Finances (dont le Directeur Général des Douanes ou son délégué, et un Inspecteur Général des Finances).
Le Directeur de l'Office National de Crédit Agricole ;
Quatre Représentants du Ministère de la Marine Marchande (dont le Directeur du Service des Pêches Maritimes et l'Administration de l'établissement des invalides de la Marine) ;
Six personnes désignées pour 3 ans par le Ministre en raison de leur compétence ;
Quatre Représentants de Caisses Régionales de Crédit Maritime Mutuel, désignés par le Ministre parmi les membres de la Société ;
Quatre Membres du Conseil Supérieur de la Marine Marchande ou de celui des Pêches Maritimes.
Les Inspecteurs Régionaux du Crédit Maritime assistent avec voix consultative.
Tous les membres sont nommés par le Ministre qui désigne le Président et le Vice-Président.
La Commission Supérieure donne son avis sur les avances consenties aux caisses régionales.
-

COMMISSION DE LA LOI DU 1^{er} AOUT 1928 (8.662)
SUR LE CREDIT MARITIME

ARRETE DU 2 AOUT 1928 (8.824)

Composition :

- Le Directeur du mouvement général des fonds ou son délégué ;
Le Chef du Service de la Flotte de Commerce et du matériel naval ou son délégué ;

L'Administrateur Délégué du Bureau Véritas ou son délégué.

Un fonctionnaire du service de la Flotte de Commerce remplira les fonctions de secrétaire.

La Commission pourra convoquer à titre consultatif les personnes qu'elle jugera utile.

Sur les propositions de la commission, le Ministre fait une estimation de la valeur vénale du navire et propose en même temps le montant et la durée du crédit ou du prêt à consentir.

Cette proposition ne pourra être faite en ce qui concerne les Compagnies de navigation ou les armateurs bénéficiant de subventions de l'Etat, ou de l'Office des combustibles liquides, que sur avis conforme du Ministre des Finances.

COMMISSION CONSULTATIVE PERMANENTE
CHARGÉE D'EXAMINER LES QUESTIONS
CONCERNANT LE DOMAINE PUBLIC MARITIME
ET NOTAMMENT
CELLES RELATIVES AUX ETABLISSEMENTS
DE PECHE DEPENDANT DE CE DOMAINE

DECRET DU 28 MARS 1919 (3.614)

Composition :

Un Conseiller d'Etat, Président ;
Deux Maîtres des Requêtes au Conseil d'Etat ;
Deux Fonctionnaires de l'Administration Centrale de la
Marine Marchande ;
Un Inspecteur des Pêches Maritimes ;
Deux Représentants du Ministre des Finances, nommés
sur sa proposition ;

Huit Personnalités scientifiques choisies parmi les naturalistes, chimistes, médecins hygiénistes et bactériologistes ;

Trois Auditeurs au Conseil d'Etat, avec voix délibérative dans les affaires qu'ils rapportent.

Convocation du Président.

Quorum : neuf présents à la 1^{re} séance, à la séance suivante, plus de quorum.

COMMISSION DES MARCHES

ARRETE DU 16 MARS 1918 (2.460), 30 MAI 1930

Les contrats dépassant 20.000 francs devront lui être soumis obligatoirement avant d'être présentés à l'approbation. — L'avis est facultatif pour les contrats et marchés inférieurs à ce chiffre.

Les marchés d'une importance toute spéciale, ou engageant des questions de principe, et le programme pourront en outre, à la demande du service intéressé, de la commission elle-même ou du Ministre, être soumis à des personnes idoines étrangères à l'administration.

COMMISSION D'ETUDES DE LA MARINE MARCHANDE

ARRETE MINISTERIEL DU 17 JUIN 1927 (6.271)

28 JANVIER 1928.

Composée de personnalités nominalelement désignées (parmi lesquelles dix Sénateurs, treize Députés, des hauts Fonctionnaires de divers ministères, des Armateurs,

Constructeurs de navires, Banquiers, Exportateurs, Publicistes, Représentants des diverses catégories du personnel).

La Commission est chargée d'étudier les mesures d'ordre général de nature à venir en aide à l'armement, aux chantiers maritimes et aux pêches maritimes.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA MARINE MARCHANDE

DECRETS DU 23 FEVRIER 1925 (2.833) DU 20 MAI 1925 (5.170)
DU 8 NOVEMBRE 1926 (12.223) DU 23 NOVEMBRE 1928
(12.385) DU 10 JUILLET 1929 (8.412).

Composition :

A. Membres de droit :

- Les anciens Ministres, Sous-Secrétaires d'Etat et Commissaires chargés de la Marine Marchande ;
- Les Présidents des Commissions de la Marine et les Rapporteurs du Budget de la Marine Marchande, au Sénat et à la Chambre des Députés ;
- Le Chef de Cabinet du Sous-Secrétaire d'Etat (*Ministre*) ;
- L'Inspecteur Général des Services de l'Inscription Maritime ;
- Les Représentants des Ministres ou Sous-Secrétaires d'Etat des Affaires Etrangères, Travaux Publics, Intérieur, Marine, Finances, Agriculture, Commerce, Travail, Hygiène (*Santé*), Colonies, Air, P. T. T., Enseignement Technique.

B. Soixante-quatre Membres nommés par arrêté :

- Huit Sénateurs ;
- Seize Députés ;
- Trois Conseillers d'Etat ;

- Huit Représentants des Compagnies de Navigation Maritime et des Armateurs ;
- Deux Représentants des entreprises de Construction navale et de Classification des Navires ;
- Trois Représentants des Importateurs, Exportateurs et Transitaires ;
- Deux Représentants de l'Union des Chambres de Commerce ;
- Un Représentant de l'Association des Ports Maritimes ;
- Un Représentant des Associations de Navigation Fluviale ;
- Un Représentant des Courtiers Maritimes ;
- Un Représentant des Organisations de sauvetage ;
- Un Représentant du Yacht Club de France ;
- Un Représentant de la Ligue Maritime et Coloniale Française ;
- Un Représentant des Grandes Compagnies de Chemins de Fer ;
- Un Représentant de la Fédération des Capitaines au long cours ;
- Un Représentant de la Fédération des Capitaines de Marine Marchande au cabotage ;
- Un Représentant de la Fédération des Officiers Mécaniciens ;
- Un Représentant de la Fédération des Pilotes ;
- Un Représentant des Officiers Radiotélégraphistes ;
- Un Représentant de la Fédération des Commissaires de la Marine Marchande ;
- Un Représentant de la Fédération des Médecins Sanitaires Maritimes ;
- Trois Représentants de la Fédération Nationale des Syndicats Maritimes ;
- Trois Représentants de la Presse Nautique ;
- Un Représentant de la Fédération Nationale des patrons au bornage brevetés ;
- Un Représentant de la Fédération Nationale des Syndicats d'employés (section nationale des employés sédentaires des Compagnies de Navigation).

Présidence du Sous-Secrétariat d'Etat (Ministre) de la Marine Marchande.

Section Permanente :

Les Présidents de Commission et Rapporteurs de la Chambre et du Sénat ;

Deux Sénateurs ;

Trois Députés ;

Le Chef de Cabinet du Ministre ;

Un Conseiller d'Etat ;

Huit Représentants de l'armement ;

Un Représentant des Chambres de Commerce ;

Un Représentant des Transitaires ;

Deux Représentants des Chantiers de Construction Navale et des Sociétés de classement des Navires ;

Les douze Représentants des organisations professionnelles des Etats-Major, pilotes, radiotélégraphistes, médecins sanitaires maritimes, commissaires et personnels subalternes de la Marine Marchande.

Le Conseil Supérieur examine, à la demande de son Président, toutes les questions rentrant dans les attributions de la Marine Marchande et donne son avis sur les affaires qui doivent lui être soumises en vertu des lois et règlements.

La Section Permanente délibère valablement sur les questions qui lui sont soumises et donne les avis obligatoirement réclamés dudit Conseil par les lois et règlements.

CONSEIL SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES

DECRETS DU 23 FEVRIER 1925 (2.833) DU 20 MAI 1925 (5.170)
DU 8 NOVEMBRE 1926 (12.223) DU 23 NOVEMBRE 1928
12.385) DU 10 JUILLET 1929 (8.412).

Composition :

A. Membres de droit :

Les anciens Ministres, Sous-Secrétaires d'Etat et Commissaires chargés de la Marine Marchande ;

Les Présidents des Commissions de la Marine Marchande
et les Rapporteurs du Budget de la Marine Marchande
du Sénat et de la Chambre des Députés ;

Le Chef du Cabinet du Ministre ;

L'Inspecteur Général des services de l'Inscription Maritime ;

Les Représentants des Ministères Affaires Etrangères, Finances, Commerce, Agriculture, Colonies, Travaux Publics, Marine, Travail, Hygiène, Air ;

L'Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, conseiller technique du service des pêches.

B. Cinquante Membres nommés par arrêté :

Cinq Sénateurs ;

Dix Députés ;

Trois Conseillers d'Etat ;

Quatre Représentants de l'Armement à la pêche ;

Quatre Représentants de l'Industrie ostréicole ;

Deux Représentants de l'Industrie mytilicole ;

Deux Représentants de l'Office Scientifique et Technique
des pêches maritimes ;

Deux Représentants des Grandes Compagnies de Chemins
de Fer ;

Un Représentant des Mareyeurs ;

Un Représentant des fabriques de conserves ;

Un Représentant du Commerce de détail ;

Un Représentant des Fabricants de filets ;

Un Représentant des Ingénieurs Frigoristes ;

Trois Représentants des Médecins, Hygiénistes, Bactériologues,
Zoologistes ou Océanographes ;

Un Représentant de la Fédération des Capitaines de la
Marine Marchande et au Cabotage ;

Un Représentant de la Fédération des Officiers Mécaniciens ;

Un Représentant de la Fédération Nationale des Syndicats
maritimes ;

Quatre Représentants des Organisations Professionnelles
de patrons et de marins-pêcheurs ;

Trois Représentants de la Presse Maritime.

Présidence : Le Sous-Secrétaire d'Etat (Ministre).

Section Permanente :

Les Présidents et Rapporteurs des Commissions de la Chambre et du Sénat ;

Deux Sénateurs ;

Deux Députés ;

Le Chef de Cabinet ;

Un Conseiller d'Etat ;

Quatre Représentants de l'Armement à la Pêche ;

Un Représentant de la Fédération des Capitaines de la Marine Marchande et au Cabotage ;

Un Représentant de la Fédération Nationale des syndicats maritimes ;

Trois Représentants des Patrons-Pêcheurs (Manche, Océan, Méditerranée) ;

Le Représentant des Ingénieurs Frigoristes ;

Le Représentant des Mareyeurs ;

Deux Représentants de l'Industrie ostréicole ;

Deux Représentants de l'Industrie mytilicole ;

Les deux Représentants de l'Office Scientifique et Technique des pêches ;

L'Inspecteur Général des Ponts et Chaussées.

Le Conseil Supérieur examine, à la demande de son président, toutes les questions relatives à l'industrie des Pêches maritimes et donne son avis sur les affaires qui doivent lui être soumises en vertu des lois et règlements.

FONCTIONNEMENT

DES DEUX CONSEILS SUPERIEURS

Président : Le Ministre.

Vice-Présidents : Les Présidents des Commissions de la Chambre et du Sénat.

Les membres sont nommés pour 3 ans par arrêté du

Ministre de la Marine Marchande. Remplacement prévu des représentants des administrations, industries ou organisations.

Les membres, qui ne remplissent plus les fonctions causes de leur nomination, sont remplacés dans les trois mois.

Les Directeurs de l'Administration Centrale de la Marine Marchande, l'examineur inspecteur hydrographe assistent aux séances avec voix délibérative pour les affaires qui les concernent.

Convocation du Ministre.

Les Rapporteurs sont désignés par le Ministre ou le Directeur du Service intéressé.

L'avis doit être motivé sur toutes les affaires. Les décisions sont prises à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage.

MINISTERE DE LA MARINE MILITAIRE

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE ET DE REVISION DU REGLEMENT D'ARMEMENT

DECRET ET ARRETE DU 30 SEPTEMBRE 1909 (10.109)

Composition :

- Un Contre-Amiral, Président ;
- Deux Officiers Supérieurs de Marine ;
- Un Officier Supérieur de l'Artillerie Navale (membre du Comité Technique) ;
- Un Officier Supérieur du Génie Maritime (membre du Comité Technique) ;
- Un Mécanicien Principal ou de 1^{re} classe ;
- Un Commissaire Principal ou de 1^{re} classe ;
- Un Officier Supérieur du Corps de Santé ;
- Un Agent principal ou Agent administratif, secrétaire avec voix consultative (durée des fonctions illimitée).

Nommés par le Ministre pour une période de 2 à 3 ans, renouvelables une fois.

La Commission donne son avis sur tout ce qui concerne la délivrance et la réglementation, comme type, dimension et quantité du matériel de toute nature qui doit être employé à bord des bâtiments de toutes catégories, ainsi que la détermination des tableaux d'équipage.

Elle vérifie les dépenses de matériel faites par les bâtiments à l'extérieur, ainsi que les états annuels des con-

sommations de matériel effectuées par les bâtiments et services. En outre, la commission est appelée à donner un avis sur les questions relatives à l'habillement des équipages.

COMMISSION DE COORDINATION
DES ETUDES TECHNIQUES D'ARTILLERIE
DE TERRE ET DE MER

DECRET DU 28 AVRIL 1926 (5.087)

Composition :

1° Département de la Guerre :

Un Officier Général, Président ;

Un Sous-Chef de l'Etat-Major de l'Armée ;

Le Général, Inspecteur Général de l'Artillerie ;

Le Général de l'Artillerie (*sic*) [Directeur ?] ;

Le Général, Inspecteur des Etudes et Expériences techniques de l'Artillerie ;

Le Général, Inspecteur permanent des fabrications d'Artillerie ;

Membre Secrétaire : Un Officier Supérieur désigné par le Général Inspecteur des Etudes de l'Artillerie.

2° Département de la Marine :

Un Officier Général, Vice-Président ;

Un Sous-Chef de l'Etat-Major de la Marine ;

Un Ingénieur Général, Inspecteur de l'Artillerie Navale ;

Le Directeur Général de l'Artillerie Navale ;

Le Chef du Service technique de l'Artillerie Navale ;

L'Inspecteur des Fabrications de l'Artillerie Navale.

La Commission se réunit sur convocation de son Président et au moins une fois par semestre.

Un secrétariat permanent est organisé.

La Commission doit :

1° Assurer la coordination des études, essais et expériences exécutés par les Services d'Artillerie des deux départements de la guerre et de la marine, la liaison et la collaboration de ces services.

2° Vérifier qu'il n'y a pas d'études faites inutilement en double par les deux départements.

3° Faire toutes propositions utiles aux ministres intéressés en vue de la réalisation des desiderata ci-dessus.

COMMISSION SUPERIEURE
DES ARCHIVES ET BIBLIOTHEQUES
DE LA MARINE

TITRE VI DE L'ARRETE DU 20 JUILLET 1919 (7.618)

Composition :

Un Sénateur ;

Un Député ;

Le Contre-Amiral, directeur de l'Ecole Supérieure de Marine ;

Le Directeur des Archives Nationales ;

Le Conservateur du département des imprimés de la Bibliothèque Nationale ;

Le Professeur de stratégie et de tactique de l'Ecole Supérieure de Marine ;

Le Professeur d'Histoire à l'Ecole Supérieure de la Marine ;

Le Chef du Service Historique de la Marine ;

Le Chef de la Section Historique de la Guerre ;

Le Chef de la Section Historique de la Marine ;

Un Chef de service du Service Historique de la Marine ;

Quatre Membres supplémentaires choisis par le Ministre.

Peuvent être convoqués à titre consultatif les repré-

sentants de la direction ou du service que l'ordre du jour intéresse.

Le Président est nommé par le Ministre.

La Commission se réunit le 1^{er} mardi de chaque trimestre, la séance peut être reportée au mardi suivant.

La Commission renseigne le Ministre et le Chef d'Etat-Major Général sur toutes les questions concernant les archives et bibliothèques.

Un membre de la Commission peut être chargé d'inspecter les dépôts d'archives et bibliothèques de la marine, son inspection donne lieu à un rapport.

Frais de mission : Ceux d'un Capitaine de vaisseau (sauf assimilation hiérarchique autre).

COMMISSION PERMANENTE D'ESSAI DES BATIMENTS DE LA FLOTTE

DECRET ET ARRETE DU 30 SEPTEMBRE 1909 (10.109) ARTICLES 20 ET SUIVANTS DE L'ARRETE DU 19 NOVEMBRE 1903 (7.171).

Composition :

- Un Contre-Amiral, Président ;
- Un Officier Supérieur de Marine ;
- Un Officier Supérieur du Génie Maritime ;
- Un Officier Supérieur Mécanicien ou d'Artillerie (suivant la nature des essais, ou tous les deux) ;
- Un Lieutenant de Vaisseau, Secrétaire.

Faisant tous partie du comité technique, ils conservent leur fonction pendant la durée de leur affectation à celui-ci.

La Commission envoie des délégations dans les ports ; elle prépare des rapports qui doivent être discutés en séance plénière du comité technique.

Elle procède aux essais principaux des appareils moteurs et évaporatoires, aux essais de tir de l'artillerie et des torpilles, et à l'armement définitif des bâtiments.

COMITE D'EXAMEN DES COMPTES DE LA MARINE

DECRET DU 18 MARS 1919, TITRE V (2.360)

Composition :

Un Sénateur ;
Un Député ;
Un Conseiller d'Etat ;
Un Conseiller Maître à la Cour des Comptes ;
Un Membre de l'Inspection des Finances ;
Le Vice-Amiral, Président du Comité technique de la Marine ;
Le Contrôleur Général, Directeur du Contrôle ;
L'Inspecteur Général du Génie Maritime ;
L'Inspecteur Général de l'Artillerie Navale ;
L'Inspecteur Général du Commissariat de la Marine ;
L'Inspecteur Général des Travaux Maritimes.

(Ils peuvent se faire remplacer par leur adjoint).

Les membres étrangers à la marine sont nommés par décret.

Des Maîtres des Requêtes et Auditeurs au Conseil d'Etat, des Conseillers Référéndaires et Auditeurs à la Cour des Comptes sont appelés avec le titre de membres adjoints à concourir aux travaux du comité avec voix délibérative dans les affaires qu'ils rapportent, voix consultative dans les autres.

Un contrôleur de l'Administration de la Marine remplit les fonctions de Secrétaire Rapporteur. Des officiers de divers corps de la Marine peuvent être chargés de certaines études ; ils y ont voix délibérative.

Le Chef du bureau de la comptabilité matière assiste aux séances, sans avoir voix délibérative.

Le comité est chargé d'examiner les comptes de travaux des divers services, d'en vérifier l'exactitude et de rechercher les résultats économiques des diverses gestions.

Il présente au Ministre ou au Sous-Secrétaire d'Etat toutes les observations que lui suggèrent les résultats qu'il constate, touchant la gestion des services, sur lesquels il fait porter son examen.

Il formule dans son rapport toutes ses appréciations et propositions aux points de vue économique, administratif et comptable.

Ce rapport, adressé au Ministre avant le 1^{er} mai de l'année qui suit celle de la présentation des comptes, est publié au Journal Officiel.

Le Comité peut se faire délivrer pour ses vérifications tous les documents qu'il juge utile et appeler devant lui les directeurs et chefs de service du ministère pour lui fournir les renseignements et explications nécessaires.

COMITE CONSULTATIF DU CONTENTIEUX DE LA MARINE

ARRETE DU 8 JANVIER 1908 (261)

Composition :

Un Conseiller d'Etat, Président ;
Cinq Membres du Conseil d'Etat ; un Professeur à la Faculté de Droit ; un Conseiller à la Cour de Paris ;
Un Conseiller Référendaire à la Cour des Comptes ;
Deux Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation ;
Un Fonctionnaire du Corps de Contrôle de l'Administration de la Marine, attaché au Service Central de la

Direction du Contrôle. Le Chef du Service du Contentieux (qui est en même temps secrétaire du comité).

Le Comité est chargé de donner son avis au Ministre sur les questions de droit et sur les affaires contentieuses dont l'examen lui est renvoyé.

COMITE CONSULTIF DES DEMANDES EN EXONERATION DES PENALITES

ARRETE DU 14 MARS 1911 (2.122)

Composition :

Les Inspecteurs Généraux du Génie Maritime, de l'Artillerie et du Commissariat, les Directeurs du Contrôle et de la Comptabilité Générale.

Le Comité examine les demandes en exonération des pénalités relatives à l'exécution des marchés de fournitures dont le Ministre croirait devoir le saisir.

COMMISSION SUPERIEURE D'INCENDIE

ARTICLE 43 DU DECRET DU 3 MAI 1911 (3.670)

Présidée par un Officier Général de la Marine, elle comprend des représentants des divers services centraux intéressés auxquels sont adjoints un Officier supérieur et un Officier subalterne du régiment de sapeurs-pompiers de Paris, désigné après entente avec le département de la Guerre.

La composition en est fixée par le Ministre de la Marine.

La Commission est chargée d'assurer la coordination de toutes les études et mesures concernant le service d'incendie dans les ports et établissements de la Marine.

Elle reçoit obligatoirement communication de tous rapports, projets, études, etc..., relatifs au service d'incendie.

L'avis qu'elle peut être appelée à émettre est soumis au Ministre à l'appui des propositions de chaque service intéressé.

COMMISSION PERMANENTE DES MACHINES ET DU GRAND OUTILLAGE

CIRCULAIRE DU 17 SEPTEMBRE 1909 (9.575)

Composition :

- L'Inspecteur Général du Génie Maritime, Président ;
- Le Directeur du Génie Maritime, Adjoint à l'Inspecteur Général ;
- Le Mécanicien Général de 2^e Classe, chargé de l'inspection des charbonnages, membre de la Commission des Marchés ;
- Le Directeur du Génie Maritime, directeur du service de la surveillance des travaux confiés à l'industrie ;
- Le Colonel d'Artillerie, inspecteur des fabrications d'artillerie ;
- Un Capitaine de Vaisseau ;
- Un Ingénieur en Chef du Génie Maritime ;
- Un Officier Supérieur d'Artillerie ;
- L'Officier Supérieur du Commissariat, membre de la Commission des Marchés ;
- Un Ingénieur des Ponts et Chaussées ;
- Le Chef du bureau que l'affaire concerne ;
- Un Agent administratif du personnel des directions de bureau, secrétaire.

Le Contrôleur, chargé du contrôle du service que l'affaire concerne, assiste aux délibérations, avec voix *représentative* (*sic*, ? ?).

Membres consultatifs :

Les Officiers de la section technique des constructions navales pour toute affaire concernant les plans établis ou acceptés par la section technique.

Le Chef du bureau du Contentieux, le Délégué des Directions près le Magasin Central peuvent être appelés à prendre part aux séances.

La commission peut s'adjoindre tout officier ou fonctionnaire qu'elle estime qualifié pour lui fournir des renseignements utiles.

En cas d'absence du Président, présidence du plus élevé en grade ou du plus ancien. Les suppléances sont prévues à l'avance.

Rapporteurs : l'Officier d'artillerie, pour les achats de canons, d'affûts, de munitions ou de matériel d'artillerie.

L'Ingénieur des Ponts pour les travaux ou fournitures du service des bâtiments civils.

L'Ingénieur en chef du Génie Maritime, pour les constructions navales et les affaires communes.

COMMISSION PERMANENTE DES MARCHÉS

CIRCULAIRE DU 17 SEPTEMBRE 1909 (9.576)

Composition :

L'Inspecteur Général du Commissariat, Président ;

Le Mécanicien Général de 2^e classe, chargé des charbonnages ;

Le Capitaine de Vaisseau, membre de la Commission permanente des Machines et du Grand Outillage ;

L'Ingénieur en Chef du Génie Maritime, membre de la Commission Permanente des Machines et du Grand Outillage ;

- Un Officier Supérieur du Commissariat ;
- Un Médecin de la Marine ;
- Un Pharmacien de la Marine ;
- Un Officier Supérieur du Service hydrographique ;
- Le Chef du bureau que l'affaire concerne ;
- Le Sous-Chef de bureau, délégué des Directions près le Magasin Central, Secrétaire.
- Le Contrôleur chargé du service que l'affaire concerne, avec voix représentative (*sic*, ? ?).
- Membres consultatifs :
- Le Chef du bureau du Contentieux, ainsi que tout Officier ou Fonctionnaire que la commission estime qualifié pour lui fournir des renseignements utiles, peuvent être entendus à titre consultatif (ils signent toutefois au procès-verbal).

Le Président absent est remplacé par le plus élevé en grade ou le plus ancien.

La suppléance dans chaque catégorie est organisée à l'avance.

Rapporteurs : Le mécanicien général pour les achats de charbon.

L'Officier du Commissariat pour les vivres, les objets d'habillement, les matières consommables, les approvisionnements.

Le Médecin pour le matériel du service de santé.

Le Pharmacien pour les médicaments.

L'Officier du Service hydrographique pour les affaires de son service.

Le Président désigne le rapporteur pour les autres affaires.

La Commission Permanente des Machines et du Grand Outillage est compétente en ce qui concerne la préparation des cahiers des charges et marchés, l'examen des questions se rattachant aux achats de navires, de machines, d'objets de grand outillage et, d'une manière générale, aux achats de matériel des constructions navales, de l'artillerie navale et des travaux hydrauliques pour les-

quels le contrat prévoit l'intervention du service de la surveillance ou de l'inspection des fabrications.

La commission permanente des marchés est compétente dans les autres cas.

Chaque commission, dans la sphère de ses attributions :

1° Prépare et conclut sur l'ordre du Sous-Secrétaire d'Etat, et sous réserve de son approbation, tous les marchés passés à Paris ; procède aux adjudications, s'il y a lieu.

2° Examine, avant présentation au Sous-Secrétaire d'Etat, tous les cahiers des charges préparés, tous les marchés conclus par les ports et établissements de la marine et soumis à l'approbation du Sous-Secrétaire d'Etat suivant les prescriptions formulées par la circulaire spéciale sur la passation des marchés.

3° Donne son avis sur les cas de litige nés de difficultés dans l'interprétation des clauses des marchés.

4° Elles ont des attributions concernant la réglementation de marchés en proposant toutes modifications avantageuses en la matière.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA MARINE

DECRET DU 27 DECEMBRE 1921 (J. O., 1922, page 142) DECRET DU 22 JUILLET 1924 (6.616) ARRETE MINISTERIEL DU 23 MARS 1920 (4.796).

Composition :

Le Ministre de la Marine, Président.

Membres avec voix délibérative :

Le Vice-Amiral, Chef de l'Etat-Major Général, Vice-Président ;

Les deux Vice-Amiraux désignés pour exercer en temps

de guerre le commandement des forces maritimes du Nord et du Midi ;

Le Vice-Amiral commandant l'escadre de la Méditerranée ;
Deux Vice-Amiraux, en service à Paris, choisis par le Ministre.

Le Ministre peut encore désigner tels officiers généraux qu'il juge convenable.

Membres avec voix consultative :

L'Officier Général, commandant l'école de guerre navale et le centre des Hautes-Etudes, les Sous-Chefs d'Etat-Major Général de la Marine (ceux-ci pouvant remplir les fonctions de rapporteurs) ;

Un Officier Supérieur remplit les fonctions de Secrétaire du Conseil. Les membres sont désignés par décret au début de chaque année.

Sont adjoints en outre avec voix consultative :

Le Chef d'Etat-Major Général de l'armée, et un autre des membres du Conseil Supérieur de la Guerre, désigné par le Ministre de la Guerre.

Le Conseil Supérieur est réuni par le Ministre de la Marine aussi souvent que l'exige l'examen des affaires qui lui sont soumises.

Le Président de la République peut provoquer les réunions du Conseil Supérieur de la Marine. Il en prend la présidence toutes les fois qu'il le juge utile. Dans ce cas, le Président du Conseil assiste à la séance. Le Ministre de la Guerre peut y être convoqué.

Un registre est tenu des délibérations du conseil. Les Vice-Amiraux, membres du Conseil Supérieur, ont à leur disposition pour les seconder dans leurs travaux un nombre d'officiers fixés par le Ministre.

Le Conseil Supérieur est un organe de consultation spécialement chargé de fournir des avis motivés sur les questions se rattachant à la préparation à la guerre sur mer et à la défense du littoral.

Il est obligatoirement consulté sur tous les sujets intéressant :

- 1° L'organisation générale de la Marine.
- 2° Les procédés de recrutement, formation et utilisation des personnels officiers et des équipages.
- 3° L'organisation générale de la défense des côtes.
- 4° Les programmes navals.
- 5° Les caractéristiques générales des diverses unités à mettre en chantier, y compris avions et dirigeables.
- 6° La tactique de combat des forces navales.
- 7° La création, l'extension ou la suppression des arsenaux, des points d'appui de la flotte et des ouvrages de la défense des côtes.

Le Conseil peut être appelé, en exécution de l'article 19 de la Loi du 16 juillet 1917 ou de l'article 1^{er} de la Loi du 3 août 1917, à exprimer un avis sur la mise à la retraite d'office d'un officier général.

Un arrêté du Ministre de la Marine du 23 mars 1920 fixe des détails de fonctionnement du Conseil Supérieur : désignation des rapporteurs, formes d'établissement des rapports, délais, convocations, tenue des séances, discussion, forme et vote des conclusions, procès-verbaux, secrétariat.

COMITE TECHNIQUE DE LA MARINE

DECRET DU 30 SEPTEMBRE 1909 (10.109)
ET ARRETE DU MEME JOUR.

Composition :

Un Vice-Amiral, Président ;
Deux Contre-Amiraux ;
Trois Officiers Supérieurs de Marine ;
Un Officier Supérieur Mécanicien ;
Un Officier Supérieur de l'Artillerie Navale ;
Deux Officiers Supérieurs du Génie Maritime ;
Un Lieutenant de Vaisseau, Secrétaire.

Tous les membres sont nommés par le Ministre de la Marine pour une période de deux ans, renouvelable une seule fois. Ils peuvent faire partie, sauf le secrétaire, des directions ou des services des autres conseils ou commissions.

Le Chef d'Etat-Major peut prendre part à toutes les délibérations ou s'y faire représenter.

Les Directeurs et chefs de service peuvent s'y rendre ou s'y faire remplacer, pour les affaires de leur ressort, avec voix délibérative.

Le Comité Technique est consulté :

1° Sur le choix des avant-projets de bâtiments répondant à un programme déterminé ;

2° Sur l'acceptation des projets définitifs de bâtiments ;

3° Sur les modifications importantes projetées sur les bâtiments en chantier ou en service ;

4° Sur l'acceptation des dispositifs de détail nouveaux et des installations de principe à exécuter à bord des bâtiments ;

5° Sur l'adoption de tout appareil ou matériel nouveau (matériel naval proprement dit, matériel d'artillerie, matériel de torpillerie), que ce matériel soit proposé par un service de la marine, par un fonctionnaire du département ou par un particulier.

Le Comité est saisi au nom du Ministre par le Chef d'Etat-Major Général, les Directeurs et les Chefs de Service auxquels le Secrétariat adresse les rapports, délibérations et avis du comité.

L'arrêté règle également la communication des ordres du jour aux services intéressés, dont la présence des représentants est nécessaire ;

La convocation des personnes qualifiées (*aucune délibération n'a lieu en leur présence*) ;

La désignation des rapporteurs, la forme des rapports, la mise aux voix des conclusions, l'indication des noms des votants ;

La communication des documents nécessaires aux travaux du Comité ;

La communication des décisions prises à la suite de ses délibérations, la tenue des archives.

Les rapports, discussions et conclusions sont secrets. Sur la proposition du Comité, les rapports et procès-verbaux peuvent être communiqués aux forces navales et aux services intéressés des ports.

COMMISSION CONSULTATIVE
DES OFFICIERS DES RESERVES
DE L'ARMEE DE MER

ARRETES DU 20 AOUT 1925 (8.296) ET DU 19 NOVEMBRE 1928 (12.229).

Composition :

Le deuxième Sous-Chef d'Etat-Major de la Marine, Président ;

Le Chef du 1^{er} Bureau de l'Etat-Major Général ;

Le Chef du Bureau de Recrutement et des Réserves ;

Le Chef du Bureau de l'Etat-Major de la Flotte ;

Un Représentant des Directions centrales : Intendance maritime, Santé, Artillerie Navale, Constructions Navales ;

Neuf Officiers de réserve désignés par le Ministre, représentant les principaux corps de la Marine, les diverses sources de recrutement et les associations agréées par le Ministre.

La Commission se réunit au Ministère sur ordre du Ministre et sur convocation du Président.

Des procès-verbaux des séances sont établis.

COMMISSION CENTRALE D'OPTIQUE

DECRET DU 4 MAI 1926 (page 5.180)

Etudie toutes les questions relatives à l'optique, en vue de leur application aux besoins de la marine, soit par la réalisation d'instruments nouveaux, soit par le perfectionnement des instruments déjà en usage.

Composition :

Des Membres de l'Institut et des Techniciens du Ministère de la Marine.

COMMISSION CENTRALE DES INSTRUMENTS DE NAVIGATION

DECRET DU 4 MAI 1926 (5.180)

Etude de toutes les questions concernant les instruments de navigation, soit par la réalisation d'instruments nouveaux, soit par le perfectionnement des instruments déjà en usage.

Composé de Techniciens de la Marine sous la Présidence d'un Sous-Chef d'Etat-Major Général.

COMITE CONSULTATIF DES PRISES DE MER

DECRET DU 18 JUIN 1920 (9.067)

Composition :

Le Ministre de la Marine, Président ;

Un Vice-Président désigné par Arrêté Ministériel et dix Membres désignés par Arrêté Ministériel ;

Deux Sénateurs ;
Trois Députés ;
Deux Membres du Conseil d'Etat ;
Trois Délégués du Ministère de la Marine ;
L'Administrateur de l'établissement des Invalides de la
Marine.

Le Comité est chargé de l'étude des questions soulevées par l'application de la loi du 15 mars 1916 (déterminant le mode d'attribution des prises maritimes) et le Règlement d'Administration Publique du 22 mars 1919.

Il assure le contrôle du service de la liquidation des primes ; il propose au Ministre toutes mesures propres à assurer le bon fonctionnement du dit service.

COMMISSION DE PROPHYLAXIE

1° DE LA TUBERCULOSE DANS LA MARINE

2° DES AFFECTIONS VENERIENNES DANS LA MARINE

ARRETE MINISTERIEL DU 6 AVRIL 1919 (3.731)

Les deux commissions sont composées :

- 1° De quatre Membres civils nommés par le Ministre parmi les membres du Parlement, de l'Académie de Médecine ou les savants qualifiés par leurs travaux spéciaux ;
- 2° De trois Membres du service de santé de la Marine : l'Inspecteur Général du Service de Santé ou le Médecin Général adjoint ; le Médecin Général chef du Service Central de Santé de la Marine, un Médecin en chef, membre du Conseil Supérieur de santé de la Marine.

Le Président de chaque commission est nommé par le Ministre sur proposition du Président, les membres peuvent être envoyés en mission pour étudier sur place les mesures prophylactiques nécessaires.

COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS ET MARCHES DE FOURNITURES

DECRETS DU 13 MARS (2.122) ET 18 JUILLET 1911 (6.159)
DU 17 AVRIL 1917 (3.208) DU 15 OCTOBRE 1923 (9.973)
ET DU 29 AVRIL 1926 (5.021).

Composition :

Sept Membres nommés pour 2 ans par arrêté du Ministre de la Marine ;

Un Conseiller d'Etat, Président ;

Un Inspecteur Général des Ponts et Chaussées ;

Deux Ingénieurs en chef des Ponts et Chaussées ;

Un Maître des Requêtes au Conseil d'Etat ;

(Ces trois derniers peuvent être maintenus dans le Comité après leur passage au grade supérieur).

Le Chef du Service du Contentieux ;

Un Entrepreneur de Travaux Publics ;

Un Secrétaire et un Secrétaire adjoint peuvent être nommés pour 2 ans (voix consultative).

Un Vice-Président sera désigné par le Ministre, pour suppléer le Président en cas d'absence.

Le Comité émet des avis sur les affaires dont il est saisi par le Ministre ; il a pour mission de rechercher dans chaque litige, soumis à son examen, les bases susceptibles d'être équitablement adoptées pour la liquidation amiable des comptes.

Il entend les chefs de service et l'entrepreneur (qui peut se faire suppléer par un avocat ou tout autre mandataire).

Le comié se réunit sur convocation du Président toutes les fois qu'il le faut.

Procédure : Enregistrement des dossiers, désignation du rapporteur, examen sommaire, mesures d'information, exposé définitif, conclusions. Le dossier de l'affaire reste un document d'ordre intérieur, dont il ne peut être fait état en dehors.

Quorum : quatre Membres, majorité des voix, celle du Président est prépondérante en cas de partage.

Ordre du jour adressé au plus tard cinq jours d'avance.

COMMISSION MIXTE CONSULTATIVE DU TRAVAIL

ARRETE MINISTERIEL DU 28 OCTOBRE 1926 (11.776) MODIFIE PAR ARRETE MINISTERIEL DU 11 SEPTEMBRE 1928 (10.196).

Composition :

Pour l'Administration Centrale :

- Un Ingénieur Général du Génie Maritime, Président ;
- Un Représentant du Cabinet Civil du Ministre ;
- Un Officier Supérieur du Génie Maritime ;
- Un Officier Supérieur du Génie Maritime (représentant la Direction Centrale des Constructions Navales ;
- Un Officier Supérieur d'Artillerie Navale (représentant sa direction ;
- Un Officier Supérieur de Santé (représentant sa direction) ;
- Un Officier Supérieur du Commissariat, ou Commissaire de 1^{re} classe (représentant la Direction de l'Intendance Maritime) ;

- Un Contrôleur de l'Administration de la Marine (représentant sa Direction) ;
- Un Officier d'Administration Principal ou de 1^{re} classe, de la branche des Directions de travaux
Pour l'Administration des Ports ;
- Un Officier Supérieur du Génie Maritime ;
- Un Officier Supérieur d'Artillerie Navale ;
- Un Ingénieur des Directions de travaux, Principal ou de 1^{re} classe, chef d'atelier.
Représentants du Ministre du Travail ;
- Un Inspecteur du Travail ;
- Un Fonctionnaire du service de la statistique générale.
Représentants du Personnel Ouvrier ;
- Deux Représentants ouvriers, sans condition de provenance, au choix du Ministre ;
- Un Délégué ouvrier de Cherbourg ;
- Un Délégué ouvrier de Brest ;
- Un Délégué ouvrier de Lorient ;
- Un Délégué ouvrier de Toulon ;
- Un Délégué ouvrier de Bizerte ;
- Un Délégué ouvrier de Indret ;
- Un Délégué ouvrier de Ruelle ;
- Un pour l'ensemble Rochefort, Guérigny, Paris ;
- Une Déléguée pour l'ensemble des ports et établissements.

Tous les membres ont voix délibérative et votent. Les représentants de l'administration qui ne sont pas de droit sont nommés par le Ministre.

En cas d'absence, les représentants des directions ont un suppléant désigné par le Directeur.

Les délégués ouvriers sont choisis par le Ministre parmi les ouvriers et ouvrières élus pour 2 ans membres des commissions locales des salaires dans les ports et établissements.

Des suppléances sont prévues.

L'Officier Supérieur du Génie Maritime (non représentant d'une Direction) est rapporteur de toutes les questions soumises à la Commission et à la Sous-Commission.

L'Officier d'Administration des Directions de Travaux remplit les fonctions de secrétaire.

Rôle de la Commission :

Renseigner le Ministre et lui fournir tous éléments utiles pour la solution des questions ouvrières.

Elle est chargée : d'examiner les demandes du personnel ouvrier des arsenaux et établissements hors des ports dans leurs principes au point de vue social, économique et technique et dans leurs conséquences quant à l'application ; de discuter dans leur ensemble les problèmes du travail dans les ateliers et chantiers de la Marine de l'Etat. Elle donne plus particulièrement son avis sur les questions qui entrent dans les catégories ci-après :

- 1° Organisation, conditions générales du travail ;
- 2° Rendement, augmentation de la production, régularité du travail ;
- 3° Mode de rémunération du personnel ouvrier ;
- 4° Mesures générales d'hygiène et de sécurité ;
- 5° Dispositions spéciales en ce qui concerne les ouvrières et surtout les mères de famille.

La Commission est convoquée obligatoirement deux fois par an, au cours des 2° et 4° trimestres (l'ouvrier de Bizerte n'est convoqué qu'au 2°, l'ouvrière qu'au 4°).

Convocations intermédiaires en cas de nécessité exceptionnelle.

Ordre du jour fixé par le Président, préparé par la Sous-Commission Permanente.

Les membres peuvent demander, dans l'intervalle des deux sessions, la mise d'une question à l'ordre du jour d'une réunion ultérieure (au moins 5 mois 1/2 avant l'ouverture d'une session pour pouvoir y figurer).

Les membres de la commission reçoivent un exemplaire des procès-verbaux et de tous les actes modifiant ou complétant la réglementation générale du travail.

Sous-Commission Permanente :

L'Ingénieur Général du Génie Maritime, Président ;
Le Représentant du Cabinet Civil du Ministre ;

Les deux Fonctionnaires du Travail ;
L'Officier Supérieur du Génie Maritime, Rapporteur ;
Le Représentant de la Direction de l'Artillerie Navale ;
Le Représentant de la Direction de la Santé ;
Le Représentant de la Direction d'Intendance Maritime ;
Le Contrôleur de l'Administration de la Marine ;
L'Officier Secrétaire ;
Les deux Délégués ouvriers, sans condition de provenance.

La Sous-Commission recueille tous les renseignements utiles à l'étude des questions à soumettre à la commission mixte ; elle calcule les conséquences financières des réformes demandées ainsi que leur répercussion possible en ce qui concerne les autres catégories du personnel de la Marine.

Elle émet des avis.

Elle prépare les ordres du jour de la commission et les études préparatoires.

Elle examine les procès-verbaux des commissions locales des salaires et donne son avis sur les propositions qui y sont formulées. Elle prépare les textes, modifiant ou complétant la réglementation générale applicable au personnel ouvrier en s'inspirant des directives données par la commission mixtes consultative du travail et par le Ministre, mais elle ne se substitue pas aux services d'exécution responsables ni aux commissions existantes.

MINISTERE DES PENSIONS

COMMISSION NATIONALE DES SEPULTURES MILITAIRES

ARRETE DU 25 NOVEMBRE 1918 (1919, 5.895)
20 MARS 1920 (4.723).

Composition :

- Un Maréchal de France ou Général de Division ;
- Un Sénateur ;
- Deux Députés ;
- Un Conseiller d'Etat ;
- Un Conseiller à la Cour de Cassation ;
(Désignés par le Ministre).
- Un Membre de chacune des sections de l'Institut et de
l'Académie de Médecine, désignés par leur Compagnie ;
- Trois Représentants des œuvres ou sociétés se proposant
de pourvoir à l'entretien des Sépultures Militaires (dé-
signés par le Ministre de la Guerre) ;
- Trois Représentants des Municipalités (désignés par le
Ministre de la Guerre sur proposition du Ministre de
l'Intérieur) ;
- Quatre Représentants des familles choisis parmi les mem-
bres des œuvres fédérées de recherches de disparus,
les parents des militaires tués à l'ennemi ou les per-
sonnes s'étant particulièrement consacrées à la recherche
et à la sauvegarde des sépultures de nos soldats ;
- Un Représentant du Président du Conseil ;

Un Représentant de la Justice ;
Un Représentant des Affaires Etrangères ;
Un Représentant de l'Intérieur ;
Un Représentant des Finances ;
Six Représentants de la Guerre (y compris les pensions) ;
Un Représentant de la Marine ;
Un Représentant des Travaux Publics ;
Un Représentant des Colonies ;
Un Représentant du Blocus et Régions Libérées ;
Un Représentant du Commissaire Général des affaires de guerre Franco-Américaines ;
Un Représentant du Grand Quartier Général ;
Le Chef de l'Office des Sépultures Militaires.

Le Président ou les Vice-Présidents sont désignés par le Ministre et choisis parmi les membres de la Commission.

La Commission donne son avis :

1° Sur les projets de lois, décrets, instructions générales concernant les sépultures militaires ;

2° Sur les projets de conventions à passer avec les puissances étrangères ;

3° En général sur toutes les questions de principe qui lui seront renvoyées.

Section Permanente :

Présidée par le Conseiller d'Etat, elle comprend le Chef de l'Office et les représentants des Ministères et du Grand Quartier Général ou leurs délégués et les quatre représentants des familles.

Elle examine les questions qui doivent être portées devant la commission nationale et lui soumet un rapport sur chacune d'elles.

COMMISSION CONSULTATIVE DE PROTHESE ET D'ORTHOPEDIE

ARRETE DU 3 MAI 1921 (5.559)

Composition :

Le Directeur du contentieux, des travaux législatifs et des services médicaux au Ministère des Pensions, Président ;

Un Chirurgien des Hôpitaux de Paris ;

Le Professeur d'Orthopédie au Val de Grâce ;

Deux Amputés de Guerre (un du bras, un de la jambe) ;

Le Président de la Chambre Syndicale des instruments et appareils de l'art médical ou chirurgical, ou son représentant ;

Le Président de la Chambre Syndicale des fabricants de prothèse ou d'orthopédie, ou son représentant ;

L'Inspecteur des centres d'appareillage au Ministère des Pensions ;

Le Chef du Service de l'Appareillage au Ministère des Pensions ;

Un Médecin Chef du centre d'appareillage ;

Deux Médecins consultants de centre d'appareillage ;

Trois Ouvriers de centre d'appareillage (bois, fer, cuir).

La Commission nommée chaque année se réunit sur convocation du Président et au moins une fois par mois, elle ne peut délibérer que si la moitié plus un des membres dont elle doit se composer sont présents ou représentés.

Elle étudie, aux points de vue pratique et technique, les problèmes de l'appareillage, tient le Ministre au courant et lui formule des propositions utiles.

Elle examine les demandes des fabricants qui sollicitent d'être agréés comme fournisseurs des centres d'appareillage et soumet au Ministre des propositions motivées ; elle examine des plaintes portées contre les fabricants.

agréés et soumet au Ministre des propositions motivées de retrait temporaire ou définitif de l'agrément antérieur.

Elle établit le projet des cahiers des charges concernant les fournitures d'appareils.

Elle donne son avis sur les questions qui lui sont soumises par le Ministre ou qui sont inscrites à son ordre du jour sur la demande de la majorité des membres.

MINISTERE DES P. T. T.

COMITE DU CONTENTIEUX DES POSTES ET TELEGRAPHES

ARRETE DU 26 JUIN 1920 (9.247)

Composition :

- Le Sous-Secrétaire d'Etat (*le Ministre*), Président ;
 - Un Vice-Président choisi par le Ministre parmi les membres juristes de l'Assemblée ;
 - Le Directeur de l'Administration Centrale ayant le Contentieux dans ses attributions, le Directeur qui est intéressé dans l'affaire en cause ;
 - Le Chef du Bureau du Contentieux, deux Membres ou anciens Membres du Conseil d'Etat, deux Avocats à la Cour de Cassation et au Conseil d'Etat, neuf Avocats à la Cour d'Appel, deux Avoués.
- Secrétaire : le Sous-Chef du Bureau du Contentieux.

Le Comité donne son avis sur les questions de droit et les affaires contentieuses qui lui sont renvoyées.

Convocation, quand il est utile, l'avant-veille des séances, comprenant l'ordre du jour, l'exposé de la question et si possible le mémoire du rapporteur.

Les dossiers sont préparés par le service du Contentieux.

Quorum : huit Membres. Décision : majorité des voix, celle du Président prépondérante en cas de partage.

CONSEIL SUPERIEUR D'HYGIENE ET D'EPIDEMIOLOGIE DES P. T. T.

ARRETE DU 11 OCTOBRE 1928 (11.080)

Composition :

Les Présidents des Commissions chargées des Postes, les Présidents des Commissions d'hygiène, les Rapporteurs du budget des postes dans les Commissions des Finances, du Sénat et de la Chambre des Députés ;

Le Chef de Cabinet du Ministre des P. T. T., le Secrétaire Général des P. T. T. et trente-six Membres nommés par arrêté ministériel :

parmi les personnes spécialisées dans la lutte contre la tuberculose et contre les autres maladies infectieuses ou dans l'examen du problème de l'habitation, et parmi les représentants du personnel et les associations postales de mutualité.

Ils sont nommés pour 3 ans et renouvelables par tiers.

Présidence du Ministre : Le Conseil désigne dans son sein deux Vice-Présidents.

Le Conseil Supérieur étudie et propose au Ministre toutes les mesures qui sont susceptibles de sauvegarder l'hygiène et la santé du personnel, la salubrité des bureaux utilisés par l'Administration des P. T. T., organise la lutte contre la tuberculose et toutes les maladies infectieuses, aide le personnel à recueillir le bénéfice de la loi du 13 juillet 1928 et de toutes les autres lois sur l'habitation à bon marché et à l'accession à la petite propriété, enfin assure la protection des familles nombreuses.

COMITE CONSULTATIF
DES POSTES ET TELEGRAPHES

DECRET DU 13 JUIN 1911 (4.621)

Composition :

Membres de droit :

Les Membres de droit du Conseil d'Administration des
Postes et Téléphones.

Membres nommés par arrêté :

Trois Sénateurs ;

Six Députés ;

Un Conseiller d'Etat ;

Un Conseiller Maître à la Cour des Comptes ;

Un Conseiller Municipal de Paris ;

Un Conseiller Général de la Seine ;

Un Directeur du Ministère de l'Intérieur ;

Un Directeur des Affaires Etrangères ;

Un Directeur des Finances ;

Un Directeur de la Guerre ;

Un Directeur de la Marine ;

Un Directeur des Travaux Publics ;

Un Directeur de l'Agriculture ;

Un Directeur du Commerce ;

Un Directeur des Colonies ;

Huit Représentants des Chambres de Commerce de Paris
et des Départements ;

Six Représentants des Compagnies de Chemins de Fer ;

Quatre Représentants des Compagnies de Navigations Ma-
ritimes ;

Six Représentants des Commerçants ou Industriels Fran-
çais établis à l'Etranger ;

Dix Représentants des groupements corporatifs de l'Indus-
trie, du Commerce, de l'Agriculture, des Finances, de
la Presse et du Public ;

Dix Fonctionnaires, agents, sous-agents, employés et ouvriers des P. T. T. en retraite ou en activité de service.

Président : Le Ministre.

Deux Vice-Présidents sont désignés chaque année par arrêté, mandat de 2 ans renouvelable. Ne font plus partie ceux qui quittent les fonctions, cause de leur nomination.

Le Comité élit dans son sein des commissions qui choisissent leur bureau. Les Présidents désignent les rapporteurs. Le Comité Consultatif délibère sur rapports écrits. Il peut, avec l'assentiment du Ministre, entendre les chefs de services ou les auteurs des propositions qui lui sont soumises.

Il est chargé de rechercher les améliorations que comporte, dans l'intérêt du public, l'organisation des P. T. T. et de donner son avis sur les mesures à prendre pour les réaliser.

COMITE TECHNIQUE DES POSTES ET TELEGRAPHES

DECRET ET ARRETE DU 2 SEPTEMBRE 1916 (8.017)

Composition :

Comprend des Fonctionnaires de l'Administration des P. T. T. et des personnalités extérieures d'une autorité scientifique ou technique reconnue. Il est présidé par le Ministre et, en cas d'absence, par le Vice-Président.

Il comprend six Sections :

- 1° Matériel postal ;
- 2° Appareils et installations télégraphiques ;
- 3° Lignes télégraphiques souterraines, sous-marines et pneumatiques ;
- 4° Télégraphie et téléphonie sans fil ;

5° Appareils et installations téléphoniques ;

6° Lignes aériennes et lignes souterraines téléphoniques.

Un Président de section est désigné dans chaque section pour suppléer le Président ou Vice-Président empêchés.

Un Secrétaire Général ou deux Secrétaires adjoints assistent aux séances avec voix délibérative.

A chaque section est attaché un secrétaire (voix délibérative) et trois secrétaires adjoints (avec voix consultative).

Le Comité est obligatoirement saisi par les services compétents de l'Administration de toutes les innovations ou modifications à introduire dans l'outillage postal, télégraphique ou téléphonique. Il émet des avis motivés sur les questions qui lui sont soumises.

Les essais, expériences, recherches reconnus nécessaires sont effectués par le service d'études et de recherches techniques des Postes et des Télégraphes.

CONSEIL SUPERIEUR DES P. T. T.

ARTICLE 69 DE LA LOI DE FINANCES DU 30 JUIN 1923, DECRET DU 8 SEPTEMBRE 1923 (8.922) CIRCULAIRE DU 10 SEPTEMBRE 1923 (8.925).

Composition :

Vingt-huit Membres :

Le Ministre des P. T. T. ou son délégué, Président ;

Six Membres désignés par le Ministre parmi les fonctionnaires et techniciens des P. T. T. ;

Le Directeur du Budget au Ministère des Finances ;

Le Contrôleur des Dépenses engagées aux P. T. T. ;

Six Membres élus du personnel des P. T. T. (un Fonction-

naire, deux Agents du Service Général, deux Agents du Service de Manipulation, Distribution et Transport de dépêches, un Ouvrier) ;

Treize Représentants des Intérêts Généraux de la Nation, nommés pour 2 ans, renouvelables par moitié (6 ou 7), les sortants peuvent être renommés.

A. Trois Membres du Conseil d'Etat et de l'Inspection des Finances (Nommés par le Ministre des P. T. T., après avis du Vice-Président du Conseil d'Etat ou du Ministre des Finances).

B. Trois Représentants des Chambres de Commerce, dont un représentant de l'exportation (nommés par le Ministre des P. T. T., après avis du Ministre du Commerce sur une liste triple présentée par elles).

C. Trois Représentants des Associations Agricoles régulièrement constituées (nommés par le Ministre des P. T. T. après avis du Ministre de l'Agriculture, sur les listes dressées par les unions, fédérations ou associations en question en nombre triple des places à pourvoir).

D. Un Représentant des intérêts des possessions françaises d'Outre-Mer (avis du Ministre des Colonies).

E. Un Représentant du Conseil Municipal d'une ville (avis du Ministre de l'Intérieur).

F. Un Représentant d'une Commune rurale (avis du Ministre de l'Intérieur).

G. Un Représentant des Associations de Presse régulièrement constituées.

Réunion au moins une fois par mois.

Aucun membre du Conseil ne peut être en même temps membre du Parlement ni Administrateur ou au service d'une Entreprise subventionnée ou contrôlée par le service des P. T. T., ni entrepreneur ou fournisseur du dit service à quelque titre que ce soit.

Le Conseil est obligatoirement consulté sur toutes les mesures concernant l'organisation générale des services, les cadres, le statut et la rémunération du personnel, les

taxes, les projets de travaux ou fournitures constituant des dépenses de premier établissement, sur les projets de budget et tous autres projets financiers présentés au Parlement, ainsi que sur les règlements de toutes natures (Décrets et arrêtés généraux) relatifs au Service des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Il donne, en outre, son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Ministre.

Tout membre qui n'exerce pas ses fonctions cesse de plein droit d'être membre, ainsi que ceux atteints par les incompressibilités de l'article 69 de la Loi des Finances.

Tout membre qui n'aura pas assisté sans excuse valable à trois séances consécutives sera considéré comme démissionnaire.

Le remplacement d'un représentant des intérêts généraux se fait par une nouvelle nomination dans les conditions ci-dessus. Pour le remplacement d'un représentant du personnel (démissionnaire, changeant de groupe, etc.), son siège est attribué au suppléant ayant obtenu le plus de voix.

Quorum : présence de la majorité des membres titulaires en exercice.

Réunion une fois par mois sur convocation du Président. Ordre du jour — Rapports écrits — Avis pris à la majorité des voix des présents.

Il peut être constitué des Commissions.

Ont voix consultative : Les Fonctionnaires des P. T. T. désignés par le Ministre.

Il y a lieu à remboursement des frais de déplacement (50 francs par jour et billet de 1^{re} classe) pour les membres étrangers à l'Administration des P. T. T.

Election des Représentants du Personnel

Quatre groupes, chacun élisant un ou deux des représentants et un nombre double de suppléants.

Electeurs : Les Fonctionnaires, Agents, etc., en activité de service au jour de l'élection. Les opérations élec-

torales comportent : bulletin secret, majorité relative, vote par correspondance.

Une commission, dont la composition est indiquée dans le décret, procède dans chaque région au dépouillement des votes. Le recensement général est effectué à Paris par une Commission également prévue ; le dépouillement et le recensement sont opérés dans un local accessible au personnel.

Pour être élu, il faut un nombre de voix au moins égal au dixième des électeurs.

Les postes des titulaires et de suppléants sont attribués dans l'ordre décroissant ; à égalité des suffrages obtenus, tirage au sort immédiat par les soins de la commission.

Contestations : Dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats ; portées devant le Ministre qui statue dans le délai d'un mois sauf recours au Conseil d'Etat (section du Contentieux).

COMMISSION INTERMINISTERIELLE DE LA T. S. F.

TITRE V DU DECRET DU 28 DECEMBRE 1926

Composition :

Président : Le Ministre des Postes, Télégraphes, Téléphones ;

Un Conseiller d'Etat et un Maître des Requêtes (1^{er} et 2^e Vice-Présidents) ;

Quatre Représentants de l'Administration des P. T. T. ;

Deux Représentants du Ministère de la Marine ;

Deux Représentants du Ministère de la Guerre ;

Un Représentant de l'*Aéronautique* (Air) ;

Un du Service Météorologique ;

Un du Laboratoire National de T. S. F. ;

- Un Représentant de chacun des Ministères : Affaires Etrangères, Finances, Intérieur, Instruction Publique, Commerce, Agriculture, Colonies ;
- Un Représentant du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique et un de l'Institution Radiophonique d'extension universitaire ;
- Trois Représentants de l'Industrie et du Commerce Radio-électrique ;
- Un Représentant des Associations constituées auprès des postes de l'Etat et un Représentant des postes de radiodiffusion privée ;
- Trois Représentants des associations d'auditeurs de T.S.F. de Paris et de Province ;
- Deux Représentants de la Presse ;
- Un Représentant de l'Union des Grandes Associations Françaises de production et d'expansion économique ;
- Un Représentant de la Confédération Générale du Travail ;
- Un Représentant du Personnel des P. T. T. ;
- Un Représentant de la Confédération Nationale des Associations Agricoles ;
- Un Représentant de la Confédération des Travailleurs Intellectuels (C. T. I.) ;
- Six Représentants des Associations des Gens de Lettres, auteurs et compositeurs dramatiques, lyriques, orateurs et conférenciers, artistes dramatiques, lyriques et musiciens.

Il pourra être adjoind de nouveaux membres par arrêté du Ministre des P. T. T. sur avis conforme de la commission interministérielle.

Les nominations sont faites par arrêté du Ministre des P. T. T. après avis, soit des Ministres intéressés, soit des organisations syndicales ou coopératives intéressées.

Trois Ingénieurs des P. T. T. et un fonctionnaire de l'Administration Centrale remplissent les fonctions de rapporteurs. Un chef de bureau de l'Administration des P. T. T. est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire.

La Commission donne au Ministre des avis obligatoi-

rement prévus par le Décret du 28 décembre 1926, et en émet sur toutes les questions dont les Ministres intéressés la saisiraient.

MINISTERE DE LA SANTE

CONSEIL SUPERIEUR DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

DECRET DU 28 FEVRIER 1919 (2.857) 10 JUILLET 1919
(7.752) 9 JUILLET, 10 NOVEMBRE, 24 DECEMBRE 1921,
7 AVRIL 1923 (3.989) 20 JANVIER 1925 (967) 25 JANVIER
1925 (1.660) 30 JANVIER 1926.

Composition :

Membres de droit : Le Vice-Président du Conseil d'Etat ;
Le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène ;
Le Directeur de la Mutualité et de la Prévoyance Sociale ;
Le Directeur de l'Administration Départementale et Com-
munale ;
Le Directeur de l'Administration Pénitencière ;
Le Chef de Division des Habitations à Bon Marché et de
l'Epargne ;
Le Chef du Service du Contentieux et Comptabilité au Mi-
nistère de l'Hygiène ;
Le Préfet de la Seine ;
Le Président du Conseil Municipal de Paris ;
Le Président du Conseil Général de la Seine ;
Le Directeur de l'Administration Générale de l'Assistance
Publique à Paris ;
Le Président du Conseil d'Administration des Hospices ci-
vils de Lyon ;
Le Vice-Président du Conseil de Surveillance de l'Assis-
tance Publique de Paris ;

Les Maires des six plus grandes villes de France ;
Le Président du Comité National des Congrès d'Assistance ;
Le Président de la Section Permanente de l'Office National des pupilles de la Nation ;
Le Président de la Commission Centrale d'assistance aux vieillards, infirmes, incurables ;
Le Président du Conseil d'Administration de l'Office National des Mutilés et Réformés ;
Le Directeur de l'Assistance Publique d'Alsace-Lorraine ;
Le Président de la Croix-Rouge de France ;
Le Président ou un délégué de l'union des syndicats médicaux de France ;
Le Président ou un délégué de l'Association Générale des pharmaciens de France ;
Le Président de l'Office Central des œuvres de bienfaisance de Paris ;
Le Président du Conseil de Perfectionnement des écoles d'infirmiers ;
Les Secrétaires Généraux des Conseils Supérieurs de la Natalité et de la Protection de l'enfance.
Délégués nommés par arrêté du Ministre :
Dix Sénateurs ;
Douze Députés ;
Vingt-cinq personnes de l'un et l'autre sexe qualifiées par leurs travaux ou leur compétence spéciale en matière d'assistance ;
Deux Membres du corps médical des hôpitaux ;
Deux Médecins des Asiles Publics d'Aliénés.

Sont délégués par leurs Ministres :

Un Représentant de la Justice ;
Un Représentant des Finances ;
Un Représentant de l'Instruction Publique ;
Un Représentant de la santé militaire ;
Un Représentant de la santé maritime ;
Un Représentant de la santé des Colonies ;
Un Représentant des Pensions ;
Deux Représentants du Travail.

Sont élus par les Corps ou Conseils dont ils font partie :

Deux Membres du Conseil d'Etat ;

Quatre Inspecteurs Généraux des Services Administratifs (dont deux chargés du contrôle des services d'assistance et d'hygiène) ;

Un Membre du Conseil Supérieur de la Mutualité ;

Un Membre du Conseil Supérieur des Habitations à Bon Marché ;

Un Membre du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique ;

Deux Membres du Conseil Supérieur du Travail (un patron, un ouvrier) ;

Un Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques ;

Un Membre de l'Académie de Médecine ;

Un Représentant Français de la Société Internationale pour l'étude des questions d'assistance ;

Seize Représentants des Etablissements Publics d'Assistance ;

Seize Représentants des Œuvres de Bienfaisance privée.

Durée des pouvoirs : 4 ans (renouvelables).

*

**

Deux sessions ordinaires par an : Dernier mercredi de janvier, dernier mercredi de juin.

Sessions ordinaires sur convocation du Ministre.

Le Conseil désigne au début de la 1^{re} session annuelle : Un Président, deux Vice-Présidents et un Secrétaire Général.

*

**

Représentation des établissements d'Assistance Publique :

Onze Représentants des Hôpitaux et Hospices ;

Cinq Représentants des Bureaux de Bienfaisance, choisis parmi les membres des commissions administratives.

L'élection est faite par les délégués désignés par les commissions administratives de ceux de ces établissements dont les recettes ordinaires, dans les trois dernières années excèdent 30.000 Frs pour les hôpitaux et hospices, et 10.000 Frs pour les bureaux de bienfaisance, à raison de un délégué par commission.

Représentation des œuvres privées :

Quatre Délégués élus au scrutin de liste par les présidents des œuvres de bienfaisance reconnues d'utilité publique, dans la Seine ;

Douze Délégués élus par les présidents des œuvres de bienfaisance reconnues d'utilité publique des autres départements et des œuvres enregistrées, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Division en quatre sections par décision de la Section Permanente.

1° Enfance (services et institutions d'assistance) ;

2° Indigents, nécessiteux valides ou malades, hôpitaux ;

3° Indigents âgés ou incurables, hospices ;

4° Aliénés, Monts de Piété, dépôts de mendicité et autres.

Section Permanente : Renouvelée annuellement au début de la première session. Elle comprend :

Le Président, les Vice-Présidents, le Secrétaire Général du Conseil Supérieur, le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène, le Directeur de la Mutualité et de Prévoyance Sociale ;

Le Directeur du Contrôle et de la Comptabilité ;

Le Directeur de l'Administration Générale de l'Assistance Publique à Paris ;

Quatre Membres choisis par le Ministre, dont deux parmi les Inspecteurs Généraux des Services Administratifs ;

Douze Membres élus par le Conseil Supérieur (dont quatre parmi les délégués des œuvres de bienfaisance privées, et parmi les représentants des Etablissements Publics).

Il existe un Commissaire du Gouvernement.

Le Ministre peut nommer des Secrétaires rapporteurs, pris parmi les fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur, les auditeurs au Conseil d'Etat, et les personnes ayant compétence spéciale en matière d'assistance. Ils ont voix délibérative dans leurs rapports.

Le Conseil Supérieur est chargé de l'examen de toutes les questions qui lui sont renvoyées par le Ministre, soit en application de la loi, soit de sa propre initiative, et qui intéressent l'organisation, le fonctionnement et le développement de l'assistance.

Il étudie toutes les questions du même ordre qui lui sont soumises par son bureau sur la proposition de ses membres.

Il peut émettre des vœux.

COMMISSION CHARGÉE DE L'ELABORATION DES TARIFS DE REMBOURSEMENTS DES FRAIS MEDICAUX ET PHARMACEUTIQUES EN MATIERES D'ACCIDENTS DU TRAVAIL.

La Commission prévue par l'article 4 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 31 mars 1905, a été instituée par arrêté du 20 mai 1905 qui a été abrogé et remplacé par celui du 15 juillet 1922. Par suite des modifications apportées à ce dernier texte par un arrêté en date du 21 juillet 1923, cette commission est maintenant divisée en deux sections et comprend 47 membres, savoir :

Membres faisant partie des deux sections :

Un Sénateur ;

Deux Députés ;

Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Le Directeur du Contrôle des Assurances privées ;

Le Directeur de l'Agriculture ;
Le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène Publiques ;
Un Membre de l'Académie de Médecine ;
Un Conseiller à la Cour de Cassation ;
Un Maître des Requêtes au Conseil d'Etat ;
Un Conseiller Référéndaire à la Cour des Comptes.

Membres de la première section :

Cinq Représentants de syndicats de médecins ;
Deux Représentants de syndicats de pharmaciens ;
Deux Représentants de syndicats professionnels ouvriers ;
Quatre Représentants de syndicats professionnels patronaux ;
Cinq Représentants de sociétés d'Assurances et de garantie contre les accidents du travail.

Membres de la deuxième section :

Cinq Représentants de syndicats de médecins de campagne ;
Deux Représentants de syndicats de pharmaciens de campagne ;
Deux Représentants de syndicats professionnels d'ouvriers agricoles ;
Quatre Représentants de syndicats professionnels patronaux agricoles ;
Cinq Représentants de sociétés d'assurances contre les accidents du travail dans l'agriculture.

La Commission est spécialement chargée de donner son avis sur l'établissement du tarif prévu par le 2^e alinéa de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, modifié par les lois du 31 mars 1905 et 6 janvier 1921 et les modifications qui pourraient être apportées à ce tarif.

CONSEIL SUPERIEUR D'HYGIENE PUBLIQUE

LOIS DU 25 NOVEMBRE 1908 (8.001)

19 DECEMBRE 1921 (13.999).

Composition :

A. Membres de droit :

- Le Président de la Commission d'Hygiène du Sénat ;
- Le Président de la Commission d'Hygiène de la Chambre des Députés ;
- Le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène Publique ;
- Le Directeur du Contrôle et de la comptabilité au Ministère de l'Intérieur ;
- Les Conseillers sanitaires techniques du Travail et de l'Hygiène (*de la Santé Publique*) ;
- Deux Inspecteurs Généraux des services administratifs ;
- Un Représentant du Ministère des Affaires Etrangères ;
- Un Représentant du Ministère du Commerce et de l'Industrie ;
- Un Représentant du Ministère des Finances ;
- Un Représentant du Ministère de l'Instruction Publique ;
- Le Directeur du travail au Ministère du Travail (et de l'Hygiène) ;
- Le Directeur des routes et de la navigation au Ministère des Travaux Publics ;
- Le Directeur Général des Eaux et Forêts au Ministère de l'Agriculture ;
- Le Chef du Service de la répression des fraudes au Ministère de l'Agriculture ;
- Le Président du Comité Consultatif de santé de l'armée ;
- Le Directeur du Service de Santé de l'armée ;
- Le Président du Conseil Supérieur de santé de la marine ;
- Le Président du Conseil Supérieur de santé au Ministère des Colonies ;
- Le Directeur de la carte géologique de France ;
- Le Doyen de la Faculté de Médecine de Paris ;

- Le Doyen de la Faculté de Pharmacie de Paris ;
- L'Inspecteur Général des Ecoles Vétérinaires ;
- Les Professeurs d'hygiène des Facultés de Médecine ;
- Les Professeurs d'Hygiène des Ecoles de Médecine et de plein exercice de Nantes et de Rennes ;
- Les Professeurs d'Hygiène et d'épidémiologie de l'Ecole d'Application du service de santé militaire ;
- Le Président de la Chambre de Commerce de Paris ;
- Le Directeur Général de l'Administration Générale de l'Assistance Publique de Paris ;
- Le Vice-Président du Conseil de surveillance de l'Assistance Publique de Paris ;
- Les Vice-Présidents du Conseil d'Hygiène et de salubrité du département de la Seine ;
- L'Inspecteur Général des services techniques d'hygiène de la Ville de Paris ;
- L'Inspecteur Général du Service technique des eaux et de l'assainissement de la Ville de Paris ;
- L'Inspecteur Général des Services d'hygiène de la Préfecture de Police ;
- L'Inspecteur des Services d'Hygiène et d'Epidémiologie de l'Armée ;
- Les Présidents honoraires du Conseil Supérieur d'hygiène publique de France ;
- Les Conseillers sanitaires techniques honoraires ;
- M. le Professeur Léon Bernard.

B. Neuf Membres nommés sur une liste de présentation de chacun des corps ci-après :

- Un pour l'Académie des Sciences ; un pour l'Académie de Médecine ; un pour le Conseil d'Etat ; un pour la Cour de Cassation ; un pour le Conseil Supérieur de l'Assistance Publique ; deux pour le Conseil Supérieur du Travail (un patron, un ouvrier) ; un pour l'Union des syndicats médicaux de France ; un pour l'Association Générale des médecins de France.

- C.* Vingt-cinq Membres nommés par le Ministre parmi les médecins, hygiénistes, ingénieurs, chimistes, légistes,

etc. Une nomination sur deux reviendra de droit à un auditeur (au Conseil d'Hygiène), présenté sur une liste double établie par le Conseil Supérieur d'Hygiène de France.

Le Conseil Supérieur délibère sur toutes les questions intéressant l'hygiène publique, l'exercice de la médecine et de la pharmacie, les conditions d'exploitation ou de vente des eaux minérales, sur lesquelles il est consulté par le Gouvernement.

Il est nécessairement consulté sur les travaux publics d'assainissement ou d'amenée d'eau d'alimentation des villes de plus de 5.000 habitants et sur le classement des établissements insalubres, dangereux ou incommodes.

Il est spécialement chargé du contrôle de la surveillance des eaux captées en dehors des limites de leur département respectif pour l'alimentation des villes.

COMMISSION D'HYGIENE INDUSTRIELLE

La Commission d'Hygiène industrielle a été instituée par un arrêté ministériel du 11 décembre 1900 en vue de la préparation des règlements particuliers relatifs à l'Hygiène dans certaines industries ou dans certains modes de travail à prendre en exécution de la loi du 12 juin 1893. Ces règlements sont aujourd'hui prévus par l'article 67, 2° du livre II du Code de Travail.

Pour l'élaboration de chacun de ses règlements particuliers, il peut être adjoint à la commission, par décision ministérielle, quatre membres choisis en raison de leur compétence spéciale dans les questions intéressant l'industrie ou le genre de travail en cause.

La Commission peut être consultée par le Ministre sur toutes les questions concernant l'hygiène industrielle.

COMMISSION SUPERIEURE DES MALADIES PROFESSIONNELLES

La Commission a été instituée par l'article 10 de la loi du 25 octobre 1919 étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ; elle est composée de trente-sept membres, savoir :

- Deux Sénateurs et trois Députés élus par leurs collègues ;
- Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le Directeur du Travail ;
- Le Directeur de l'Administration Générale, de la mutualité, de la prévoyance et des assurances sociales ;
- Le Directeur des Affaires Commerciales et Industrielles au Ministère du Commerce ;
- Le Directeur du contrôle des assurances privées ;
- Deux Membres de l'Académie des Sciences désignés par leurs collègues ;
- Deux Membres de l'Académie de Médecine désignés par leurs collègues ;
- Deux Professeurs à la Faculté de Médecine désignés par la Faculté ;
- Deux Médecins membres de la Commission d'Hygiène Industrielle désignés par celle-ci ;
- Deux Membres du Comité Consultatif des assurances contre les accidents du travail désignés par le Comité ;
- Deux Membres élus par les Chambres de Commerce ;
- Un Conseiller Prud'homme patron et un Conseiller Prud'homme ouvrier, deux patrons et deux ouvriers désignés par le Conseil Supérieur du Travail ;
- Cinq personnes spécialement compétentes en matière de maladies professionnelles ;
- Deux Directeurs ou Administrateurs de Sociétés Mutuelles d'assurances ou de syndicats de garantie contre les maladies professionnelles ;
- Deux Directeurs ou Administrateurs de Sociétés Anonymes

ou en commandite d'assurances contre les maladies professionnelles.

Sont spécialement adjoints à la Commission pour chaque affaire deux patrons et deux ouvriers représentant les industries, objet de la délibération.

Les membres de la Commission, autres que les membres de droit, sont respectivement élus ou nommés par décret pour quatre ans dans les termes du décret du 19 novembre 1919.

Le Ministre désigne le Président parmi ces membres.

La Commission est spécialement chargée de donner son avis sur les modifications à apporter aux tableaux prévus à l'article 2 de la Loi et sur toutes les questions d'ordre médical et technique qui lui sont renvoyées par le Ministre du Travail (de la Santé).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA NATALITE

DECRET DU 12 MAI 1921 (5.897)

DECRET DU 16 MAI 1922 (5.469)

Composition :

Cinquante Membres désignés par arrêté du Ministre et dont le mandat sera renouvelable en même temps que celui des membres du Conseil Supérieur de l'Assistance Publique.

Il peut être divisé en sections.

Il se réunit obligatoirement deux fois l'an, l'avant-veille de l'ouverture de chacune des sessions ordinaires du Conseil Supérieur de l'Assistance Publique.

Le Conseil est chargé de rechercher toutes les mesures susceptibles de combattre la dépopulation, d'accroître la natalité, de protéger et honorer les familles nombreuses et de procéder à l'examen des dispositions intéressant la na-

talité pouvant être introduites dans tous les projets ou propositions de lois.

Section Permanente :

Les Présidents, les deux Vice-Présidents ;

Le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène Publique ;

Le Directeur de l'Assistance Publique de Paris ;

Le Chef du Service Central de l'Inspection au Ministère de l'Hygiène et d'un Inspecteur Général désigné par le Ministre ;

Huit Membres désignés par le Ministre ;

Huit Membres élus.

Le Secrétariat Administratif est commun aux trois Conseils Supérieurs de l'Assistance Publique, de la Natalité, de la Protection de l'Enfance.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

DECRET DU 16 MAI 1922 (8.469) LOI DU 23 DECEMBRE 1874
(J. O., 1875, page 146).

Il comprend deux sections autonomes :

1° Comité Supérieur de protection des enfants du 1^{er} âge (Loi du 23 décembre 1874).

2° Commission Supérieure de la protection de l'enfance et de l'adolescence.

Celle-ci comprend cent Membres désignés par le Ministre, y compris un Président et deux Vice-Présidents, dont le mandat sera renouvelable en même temps que celui des membres du Conseil Supérieur de la Natalité.

Le Conseil se réunit obligatoirement une fois par an, la veille d'une des sessions du Conseil Supérieur de l'Assistance Publique.

Comité Supérieur de protection des enfants du 1^{er} âge. Article 3 de la Loi du 23 décembre 1874.

Un Membre de l'Académie de Médecine, désigné par elle ;
Les Présidents de la Société Protectrice de l'Enfance de Paris, de la Société de Charité Maternelle et de la Société des Crèches, membres de droit.

Les autres membres, au nombre de sept, sont nommés par décret.

Le Comité réunit et coordonne les documents transmis par les Comités Départementaux, adresse chaque année au Ministre un rapport sur les travaux de ces comités, sur la mortalité des enfants et sur les mesures les plus propres à assurer et à étendre les bienfaits de la Loi.

Il est chargé de proposer et, s'il y a lieu, d'accorder des récompenses honorifiques aux personnes qui se sont distinguées par leur dévouement et leurs services.

Le Conseil Supérieur, sous la Présidence du Ministre, est chargé de toutes les questions intéressant la protection de la maternité, de la première enfance à l'adolescence, y compris les enfants anormaux, vicieux ou moralement abandonnés, dans la mesure des attributions de ce département ministériel.

MINISTERE DU TRAVAIL

CONSEIL SUPERIEUR DES ASSURANCES SOCIALES

ARTICLE 72, LOI DU 5 AVRIL 1928 (4.097)

Composition :

- Président : Le Ministre du Travail ;
- Deux Sénateurs, trois Députés, élus par leurs collègues ;
- Trois Maires et deux Conseillers Généraux, désignés par le Ministre de l'Intérieur ;
- Deux Conseillers d'Etat, élus par eux ;
- Un Délégué du Conseil Supérieur de l'Assistance Publique, désigné par lui ;
- Deux Délégués du Conseil Supérieur du Travail (un élu par les Conseillers Patrons, un par les Conseillers Ouvriers) ;
- Deux Délégués du Conseil Supérieur des Sociétés de Secours Mutuel, élus par le Conseil ;
- Deux Membres choisis par le Conseil Supérieur du Commerce et de l'Industrie (un parmi les patrons, un parmi les salariés) ;
- Deux Membres du Conseil Supérieur de la Coopération (choisis un dans la Section de Consommation et un dans la Section de Production) ;
- Deux Membres du Conseil Supérieur de l'Agriculture (un patron, un ouvrier ou employé) ;
- Un Délégué de la Commission Supérieure de la Caisse Na-

tionale des Retraites pour la vieillesse, désigné par elle ;

Deux Représentants élus par les membres du Conseil d'Administration des caisses des réassurances Mutuelles Agricoles (Loi du 4 juillet 1900) ;

Trois Directeurs ou Administrateurs de Caisses Départementales nommés par les membres des Conseils d'Administration de ces caisses ;

Trois Directeurs ou Administrateurs de Caisses Primaires nommés par les membres des Conseils d'Administration de ces caisses ;

Quatre Assurés élus par les membres des Conseils d'Administration des caisses départementales ;

Quatre Assurés élus par les Conseils d'Administration des caisses primaires ;

Trois Personnes connues pour leurs travaux sur les questions d'Assurance ou de Prévoyance Sociales, nommées par le Ministre du Travail ;

Quatre Délégués des Groupements professionnels (trois de Médecins, un de Pharmaciens ;

Deux Représentants élus par la Commission Paritaire des Offices de Placement (un ouvrier, un employeur) ;

Quatre Directeurs ou Administrateurs des Offices élus par les membres des Conseils d'Administration.

Ces membres sont nommés pour quatre ans.

Membres de droit :

Le Chef du Service de l'Inspection Générale des Finances ;

Le Directeur de la Comptabilité Publique ;

Le Directeur du Budget et du Contrôle Financier ;

Le Directeur du mouvement général des fonds ;

Le Directeur Général et les Directeurs de l'Office des Assurances Sociales ;

Le Chef du Service du Contentieux Général du Travail ;

Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Le Directeur de la Mutualité ;

Le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène ;

Le Directeur du Travail ;

Le Directeur des Affaires Départementales et Communales ;

Le Directeur Général de la Caisse Générale de garantie ;

Le Directeur Général de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Le Conseil Supérieur élit deux Vice-Présidents et se réunit au moins une fois par semaine.

Section Permanente :

1° Dix Membres élus du Conseil parmi les salariés, les assurés, les représentants des Caisses et des Offices, et nommés par ceux-ci.

2° Un Sénateur, un Député, un Conseiller d'Etat, un Employeur, un Exploitant agricole, un Représentant des Sociétés de Secours Mutuels, un Représentant des Mutuelles Agricoles ;

Un Représentant des Caisses Spéciales visées à l'article 24 ;

Un Technicien des questions d'assurances, trois Représentants des syndicats professionnels (dont deux médecins).

3° Membres de droit :

Le Directeur du Budget et du Contrôle Financier ;

Le Directeur Général, et les Directeurs de l'Office des Assurances Sociales ;

Le Chef du Service du Contentieux Général au Travail ;

Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Le Directeur de la Mutualité ;

Le Directeur Général de la Caisse Générale de garantie ;

Le Directeur Général de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Cette section constitue le Conseil d'Administration de l'Office National des Assurances Sociales. Elle donne en outre son avis sur les questions qui lui sont renvoyées par le Conseil Supérieur ou par le Ministre. Elle se subdivise en quatre sous-sections :

Technique et Financière, Administrative et garantie contre le chômage, juridique, médico-pharmaceutique (2 médecins).

Le Conseil Supérieur est chargé de l'examen de toutes les questions se rattachant au fonctionnement de la Loi, et donne notamment son avis sur tous les projets et propositions de lois et règlements relatifs aux Assurances Sociales.

COMITE CONSULTATIF DES SOCIETES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Institué par la loi du 17 mars 1905 (art. 10) relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et de toutes les entreprises dans les opérations desquelles intervient la durée de la vie humaine ; complétée par l'article 2 et 3 de la loi du 26 mai 1921 relative à la surveillance et au contrôle des entreprises d'assurance-nuptialité et d'assurance-natalité, ce comité doit être consulté notamment au sujet des demandes d'enregistrement de toutes les sociétés et entreprises ci-dessus visées, françaises ou étrangères, et peut être saisi par le Ministre de toutes autres questions relatives à l'application de la dite loi.

Le Comité consultatif est composé de vingt-trois membres, savoir :

Deux Sénateurs et trois Députés élus par leurs collègues ;
le Directeur du Contrôle des assurances privées au Ministère du Travail ; le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations ; un Représentant du Ministre des Finances ; trois Membres agrégés de l'Institut des actuaires français ; le Président de la Chambre de Commerce ou un Membre de la Chambre délégué par lui ; un Professeur de la Faculté de Droit

de Paris ; deux Directeurs ou Administrateurs de sociétés d'assurances à forme mutuelle ou à forme tontinière ; deux Directeurs ou Administrateurs de sociétés anonymes ou en commandite d'assurances ; quatre personnes spécialement compétentes en matière d'assurances sur la vie ; un Conseiller à la Cour de Cassation ; un Directeur ou Administrateur de société d'assurance-nuptialité et d'assurance-natalité.

Un Décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres ainsi que la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

COMITE CONSULTATIF DES ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Le Comité a été institué par l'article 16 du décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898. Par suite des modifications apportées à ce dernier texte par la loi du 7 avril 1926, ce Comité est aujourd'hui divisé en deux sections et comprend cinquante-trois membres.

Membres faisant partie des deux sections :

Quatre Sénateurs élus par leurs collègues ;

Six Députés élus par leurs collègues ;

Le Directeur du contrôle des assurances privées ;

Le Directeur du Travail ;

Le Directeur de l'Agriculture ;

Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Trois Membres agrégés de l'Institut des actuaires français ;

Un Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Membres de la première section :

Le Président du Tribunal de Commerce de la Seine, ou un Président de section délégué par lui ;

Le Président de la Chambre de Commerce de Paris, ou un membre délégué par lui ;

Deux Ouvriers membres du Conseil Supérieur du Travail ;

Deux Patrons membres du Conseil Supérieur du Travail ;

Deux Directeurs ou Administrateurs de Sociétés Mutuelles d'Assurances contre les accidents du travail ou de syndicats de garantie ;

Deux Directeurs ou Administrateurs de Sociétés anonymes ou en commandite d'assurances contre les accidents du travail ;

Deux Mutilés du travail ;

Quatre personnes spécialement compétentes en matière d'assurances contre les accidents du travail.

Membres de la deuxième section :

Un Inspecteur des Associations Agricoles ;

Un Délégué du Conseil Supérieur de l'Agriculture ;

Un Délégué des Chambres d'Agriculture ou des Offices Régionaux Agricoles ;

Deux Exploitants désignés par le Conseil Supérieur de l'Agriculture ;

Deux Ouvriers agricoles désignés par le Conseil Supérieur de l'Agriculture ;

Quatre Directeurs ou Administrateurs de sociétés ou caisses mutuelles d'assurances agricoles constituées dans les termes de la loi du 4 juillet 1900.

Deux Directeurs ou Administrateurs de sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles contre les accidents du travail ou de syndicats de garantie pratiquant l'assurance contre les accidents agricoles ;

Deux Mutilés du travail agricole ;

Quatre personnes compétentes en matière d'assurances contre les accidents du travail dans l'agriculture.

Le Ministre désigne le Président et les Vice-Présidents du Comité parmi ses membres.

Le Comité doit être consulté dans tous les cas spécifiés

par les décrets du 28 février 1899 rendus en exécution des articles 26, 27 et 28 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par les lois du 22 mars 1902 et 31 mars 1905.

Il peut être saisi par le Ministre de toutes autres questions relatives à l'application de la loi.

Le Comité peut également procéder à des enquêtes et entendre les personnes qu'il jugerait en état de l'éclairer sur les questions qui lui sont soumises.

COMITE CONSULTATIF DES REASSURANCES ET ASSURANCES DIRECTES

Ce Comité a été institué auprès du Ministère du Travail en conformité des dispositions de l'article 3 de la loi du 15 février 1917.

Il se compose de seize membres, savoir :

- Un Sénateur, désigné par le Ministre du Travail ;
- Un Député, désigné par le Ministre du Travail ;
- Un Membre du Conseil d'Etat ;
- Un Professeur des Facultés de Droit ;
- Le Président de la Chambre de Commerce de Paris ou un membre délégué par lui ;
- Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le Directeur des Affaires Criminelles et des Grâces au Ministère de la Justice ;
- Le Directeur du Contrôle des assurances privées ;
- Six Directeurs ou Administrateurs d'entreprises françaises et un Directeur d'entreprise étrangère d'assurances désignés pour quatre ans par leurs collègues.

Le Président et le Vice-Président du Comité sont désignés par le Ministre du Travail.

Ce Comité est appelé à se prononcer sur l'admission en France des Sociétés Etrangères et sur les garanties que doit exiger d'elles l'Etat Français.

COMMISSION DES BUREAUX DE PLACEMENTS

Cette Commission est nommée chaque année, conformément aux articles 22 du décret du 28 mars 1922 modifié, relatif aux subventions aux bureaux municipaux de placement gratuit.

COMMISSION DES CAISSES DE CHOMAGE

Cette Commission est nommée chaque année, conformément aux articles 20 et 21 du Décret du 9 septembre 1905 modifié, relatif aux subventions aux caisses de chômage. Elle donne son avis sur les demandes de subventions formées par les caisses de chômage.

COMITE PERMANENT D'ETUDES RELATIVES A LA PREVISION DES CHOMAGES INDUSTRIELS

Le Comité, institué par les arrêtés du 22 juin 1911 et du 12 octobre 1917, est chargé d'observer les symptômes de l'activité économique, de façon à avertir le Ministre du Travail de l'approche des crises économiques auxquelles succèdent des périodes de chômage.

COMMISSION CENTRALE D'ETUDES RELATIVES AU COUT DE LA VIE

La Commission, instituée par les décrets du 19 février et du 1^{er} juin 1920, est chargée de suivre les variations des cours, de constater périodiquement leur répercussion sur

les éléments essentiels du coût de la vie, de rechercher les causes des variations qu'elle aura relevées et de proposer des mesures que cette constatation lui paraîtra appeler.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA COOPERATION

Le Conseil Supérieur de la Coopération, créé par décret du 22 février 1918, est chargé d'étudier toutes les questions relatives au développement du mouvement coopératif. Il est présidé par le Ministre du Travail. Il comprend quarante-trois membres, dont douze élus par les Sociétés coopératives de consommation et douze élus par les Sociétés coopératives ouvrières de production.

Le Conseil est divisé en deux sections autonomes représentant, l'une les coopératives ouvrières de production, l'autre les coopératives de consommation.

Chaque section se réunit au moins une fois par an. Le Conseil Supérieur se réunit en session plénière aux dates fixées par arrêté ministériel.

COMITE CONSULTATIF DES ENTREPRISES DE CAPITALISATION ET D'EPARGNE

Institué par l'article 10 de la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation et par l'article 10 de la loi du 3 juillet 1913 relative aux sociétés d'épargne, modifiés par la loi du 31 juillet 1917.

Ce Comité doit être consulté au sujet des demandes d'enregistrement de toutes les sociétés et entreprises ci-dessus visées, et peut être saisi par le Ministre de toutes

autres questions relatives à l'application des dites lois.

Le Comité consultatif comprend :

Deux Sénateurs et trois Députés élus par leurs collègues ;
le Directeur Général de Caisse des Dépôts et Consignations ; un Représentant du Ministre des Finances ;
un Membre agrégé de l'Institut des actuaires français ; le Président de la Chambre de Commerce de Paris ou un Membre de la Chambre délégué par lui ;
un Professeur des Facultés de Droit ; le Directeur du contrôle des assurances privées ; le Chef du contrôle des sociétés d'assurances sur la vie, des sociétés de capitalisation et des sociétés d'épargne ; deux Directeurs ou Administrateurs de sociétés anonymes de capitalisation ; deux Directeurs ou Administrateurs de sociétés de capitalisation à forme mutuelle ; deux Directeurs ou Administrateurs de sociétés d'épargne.

Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres du Comité, ainsi que la désignation du président et du vice-président.

CONSEIL SUPERIEUR DES HABITATIONS A BON MARCHE

DECRET DU 10 JANVIER 1907 (246) 7 NOVEMBRE 1926 (12.052)

Composition :

Membres nommés par le Ministre :

Cinq Sénateurs ;

Huit Députés ;

Deux Membres du Conseil d'Etat ;

Cinq Personnes spécialement versées dans les questions de prévoyance, d'hygiène, de construction et d'économie sociale ;

Sept Membres de sociétés de construction ou de crédit

d'habitations à bon marché, ou de sociétés mutuelles de prévoyance et d'épargne et des syndicats professionnels institués conformément à la loi ;

Cinq Membres des comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale ;

Un Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques ;

Un Membre de l'Académie des Beaux-Arts (Architecture) ;

Un Membre de l'Académie de Médecine ;

Un Membre de la Société Française des habitations à bon marché ;

Un Membre de la Ligue nationale de prévoyance et de mutualité ;

Un Membre de la Société de Médecine publique et d'hygiène professionnelle

Un Membre de l'Institut des actuaires français.

Membres de droit :

Les Directeurs de l'Administration Générale, de la Mutualité et de Prévoyance sociale, de l'Assistance et de l'Hygiène Publique ; de la Caisse des Dépôts et Consignations ; des Contributions Directes ; de l'Enregistrement, du Domaine et du Timbre ; du Budget et du Contrôle financier ; du Mouvement Général des Fonds ; des Affaires Civiles et du Sceau ; le Chef de la division des habitations à bon marché et de l'Epargne.

Le Ministre, Président, désigne les deux Vice-Présidents.

La durée du mandat est de 4 ans ; les membres sortants sont renouvelables par moitié tous les deux ans, et immédiatement remplacés en cas de perte de leur qualité.

Le Conseil Supérieur s'occupe de toutes les questions concernant les logements économiques. Il peut, avec autorisation du Ministre, procéder à des enquêtes et entendre les personnes qu'il jugerait en état de l'éclairer sur les questions qui lui sont soumises.

Il prend connaissance des rapports présentés par les comités de patronage en exécution de l'article 14 de la loi

du 12 avril 1906, il émet son avis sur les questions qu'ils soulèvent et il en donne annuellement le résumé, avec ses observations, dans un rapport d'ensemble adressé au Président de la République.

Comité Permanent :

- 1° Douze Membres choisis par le Ministre, dont six au moins pris parmi les membres élus et comprenant au moins un Représentant d'Offices publics d'habitations à bon marché, un Représentant des sociétés et fondations d'habitations à bon marché. Un Représentant des sociétés de Crédit Immobilier. Un Représentant des Commissions de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale.
- 2° Du Directeur de l'Administration générale, de la Mutualité et de la prévoyance sociale ;
Du Directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Du Directeur du Budget et du Contrôle Financier et du Chef de Division des habitations à bon marché et de l'épargne. Les autres membres de droit sont convoqués et ont voix consultative.

**CONSEIL SUPERIEUR
DES RETRAITES OUVRIERES ET PAYSANNES**

Le Conseil Supérieur des retraites ouvrières, institué par l'article 26 de la loi du 5 avril 1910, comprend trente-deux membres, savoir :

- Deux Sénateurs et trois Députés élus par leurs collègues ;
- Deux Conseillers d'Etat élus par le Conseil d'Etat ;
- Quatre Délégués du Conseil Supérieur des Sociétés de Secours Mutuels ;
- Deux Délégués de la Commission supérieure des caisses d'épargne ;
- Quatre Délégués du Conseil Supérieur du Travail, dont

- deux élus par les conseillers patrons et deux par les conseillers ouvriers, dont un ouvrier et un employé ;
- Deux Membres choisis par le Conseil Supérieur du Commerce et de l'Industrie, un parmi les patrons et un parmi les salariés ;
- Deux Membres choisis par le Conseil Supérieur de l'Agriculture, un parmi les patrons, un parmi les ouvriers ou employés d'exploitations agricoles ;
- Un Administrateur de caisses départementales ou régionales nommé par le Ministre du Travail ;
- Deux Personnes connues pour leurs travaux sur les institutions de prévoyance, désignées, l'une par le Ministre du Travail, l'autre par le Ministre des Finances ;
- Deux Membres agrégés de l'Institut des actuaires français désignés de concert par le Ministre du Travail et le Ministre des Finances.

En font partie de droit :

- Le Directeur de la Comptabilité Publique ;
- Le Directeur de l'Administration générale, de la mutualité, de la prévoyance et des assurances sociales ;
- Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le Directeur du mouvement général des fonds et le Chef du service de l'Inspection Générale (des Finances) ;
- Le Directeur de l'Administration Départementale et Communale.

Les membres élus et les membres désignés par le Ministre sont nommés pour trois ans.

Le Conseil Supérieur est présidé par le Ministre du Travail qui choisit parmi ses membres deux vice-présidents.

Il est chargé de l'examen de toutes les questions se rattachant au fonctionnement de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes.

En vertu de l'article 15 de la loi du 5 avril 1910, son avis favorable est nécessaire toutes les fois que des caisses demandent à être autorisées à employer une partie de

leurs fonds, soit à l'acquisition de terrains incultes à reboiser ou de forêts existantes, soit à des prêts à des sociétés d'habitations à bon marché ou d'institution de prévoyance et d'hygiène sociale reconnues d'utilité publique.

En vertu du paragraphe 1^{er} de l'article 12, le Conseil Supérieur est obligatoirement consulté sur les modifications des dispositions réglementaires fixant les conditions dans lesquelles sont calculés les tarifs des diverses caisses d'assurances visées à l'article 14 de la loi des retraites.

Il se réunit au moins une fois par semestre.

Le Conseil Supérieur des retraites nomme une section permanente composée des membres de droit et de onze membres pris dans son sein, dont un Sénateur, un Député, un Conseiller d'Etat, un Délégué du Conseil Supérieur des sociétés de secours mutuels, deux Employeurs, un Ouvrier et un Employé de l'industrie et du commerce, un Exploitant, un Ouvrier agricole et un Actuaire.

La section permanente donne son avis sur les questions qui lui sont renvoyées, soit par le Conseil Supérieur, soit par le Ministre du Travail.

En vertu des articles 57, 81, 84 et 93 du décret du 25 mars 1911, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, la section permanente du Conseil Supérieur des Retraites donne son avis sur l'institution des caisses départementales ou régionales des retraites, sur les décrets changeant le siège ou modifiant les limites de la circonscription de ces caisses, sur les décrets d'autorisation des caisses de syndicats de garantie solidaires. Enfin, par application de l'article 15 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, la section permanente du Conseil Supérieur des retraites peut, dans certains cas, autoriser la Caisse des Dépôts et Consignations à ne pas exécuter les ordres de vente qui lui sont adressés par des caisses d'assurance.

COMMISSION CONSULTATIVE
CHARGÉE D'EXAMINER LES DEMANDES
PRÉSENTÉES PAR LES ASSURÉS FACULTATIFS
EN VUE DE BÉNÉFICIER
DE LA BONIFICATION SPÉCIALE D'ASSISTANCE
PRÉVUE AU PARAGRAPHE 12 DE L'ARTICLE 36
DE LA LOI DES RETRAITES OUVRIÈRES
ET PAYSANNES

Cette Commission, instituée par arrêté du 21 octobre 1913, donne son avis sur les demandes présentées par les assurés facultatifs retraités âgés de 65 ans et remplissant les conditions d'indigence prévues par la loi du 14 Juillet 1905 sur l'assistance, en vue de bénéficier de la bonification spéciale du paragraphe 12 de l'article 36.

COMMISSION CONSULTATIVE D'INVALIDITÉ

La Commission consultative d'invalidité est organisée par l'article 148 du décret du 25 mars 1911.

Aux termes de cet article, la commission donne son avis sur toutes demandes de liquidation anticipée de pension pour cause d'invalidité présentées, en vertu de l'article 9 de la loi, par les assurés obligatoires et facultatifs. La Commission fait procéder dans chaque affaire à toutes les mesures d'instruction complémentaires qu'elle juge nécessaires. Elle peut notamment faire examiner, à nouveau, l'état des requérants et désigner, le cas échéant, le médecin assermenté à commettre à cet effet.

COMMISSION JURIDIQUE
DES RETRAITES OUVRIERES ET PAYSANNES

Cette Commission, instituée par arrêté du 12 février 1912, a été réorganisée par décision du 13 avril 1920.

Elle donne son avis sur les questions contentieuses qui se posent à l'occasion de l'application de la loi des retraites ouvrières et paysannes.

CONSEIL SUPERIEUR
DES SOCIETES DE SECOURS MUTUELS

ARTICLE 34 DE LA LOI DU 1^{er} AVRIL 1898 (2.093)

Composition :

- Deux Sénateurs, deux Députés, deux Conseillers d'Etat, élus par leurs collègues ;
- Un Délégué du Ministre de l'Intérieur ;
- Un Délégué du Ministre de l'Agriculture ;
- Un Délégué du Ministre du Commerce ;
- Un Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques et un Conseiller Supérieur du Travail, désignés par leurs collègues ;
- Deux Membres agrégés de l'Institut des Actuaire Français, désignés par le Ministre de l'Intérieur ;
- Le Directeur Général de la Comptabilité (Finances) ;
- Le Directeur du Mouvement Général des Fonds (Finances) ;
- Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Un Membre de l'Académie de Médecine, désigné par elle ;
- Un Représentant des syndicats médicaux, élu par les délégués de ceux-ci ;
- Dix-huit Représentants des Sociétés de Secours Mutuels

(dont six appartenant aux Sociétés libres) élus au scrutin uninominal par les délégués des Sociétés, chaque collège électoral comprenant un certain nombre de départements.

Les membres sont nommés pour quatre ans ; Mandat renouvelable, fonctions gratuites.

Le Ministre du Travail est Président de droit.

Le Conseil choisit parmi ses membres deux Vice-Présidents et un Secrétaire.

Convocation par le Ministre au moins une fois tous les six mois.

Le Conseil Supérieur reçoit communication des états statistiques et des comptes rendus de la situation financière fournis par les Sociétés de Secours Mutuels, ainsi que des inventaires au moins quinquennaux et des autres documents fournis par les Sociétés de Secours Mutuels.

Il donne son avis sur toutes les dispositions réglementaires ou autres qui concernent le fonctionnement des Sociétés de Secours Mutuels, et notamment sur le mode de répartition des subventions et secours qui seront attribués sur les mêmes bases et dans les mêmes proportions, pour les retraites constituées, soit à l'aide du fonds commun, soit à l'aide de livrets individuels.

Sept membres sont nommés par le Ministre, dont quatre pris parmi ceux qui procèdent de l'élection, constituent une section permanente.

CONSEIL SUPERIEUR DE STATISTIQUE

Le Conseil Supérieur de statistique a été institué par décret du 19 Février 1885.

Le nombre de ses membres, qui était à l'origine de trente-sept, a été successivement modifié par les décrets des 2 juillet 1889, 8 décembre 1891, 22 juillet 1893, 20 novembre 1893, 23 mai 1907, 16 novembre 1911 et 3 avril

1912. Il est actuellement de soixante-huit : le Ministre du Travail, Président ; trois Sénateurs ; trois Députés ; un Membre du Conseil d'Etat ; un Membre de la Cour des Comptes ; quatre Membres de l'Institut ; un Membre de l'Académie de Médecine ; seize Membres choisis parmi les personnes notoirement connues par leurs travaux spéciaux et trente-neuf Délégués des Ministères.

Le Bureau du Conseil Supérieur se compose du Ministre du Travail, Président, de trois Vice-Présidents, d'un Secrétaire et de quatre Secrétaires adjoints.

Aux termes du décret d'institution, les attributions du Conseil sont consultatives. Il donne son avis :

1° Sur le choix des sources, sur les méthodes, sur les cadres, questionnaires et programmes qui lui seraient soumis par les administrations publiques, ainsi que sur les différentes dispositions propres à imprimer aux publications officielles une certaine uniformité ;

2° Sur la composition et la rédaction de l'annuaire statistique de la France, destiné à présenter le résumé des statistiques officielles ;

3° Sur l'entreprise et la publication des statistiques nouvelles ;

4° Sur les rapports à entretenir avec les services statistiques de France et de l'Etranger ;

5° Sur l'organisation de la bibliothèque de statistique internationale qui sera établie au Ministère du Travail ;

6° Sur la publicité à donner aux travaux du conseil ;

7° Sur les questions relatives à l'enseignement et aux autres intérêts généraux de la statistique.

CONSEIL DE LA STATISTIQUE GENERALE DE LA FRANCE

Le Conseil a été institué par le Décret du 14 août 1907 pour exercer un contrôle technique sur les travaux de la statistique générale de la France.

Il donne son avis lors des nominations aux emplois de directeurs, staticien adjoint, aide staticien, chef des travaux.

CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL

Le Conseil Supérieur du Travail, créé par décret du 22 janvier 1891, a été organisé une première fois par décret du 14 mars 1903 et en dernier lieu par le décret du 31 janvier 1921 (modifié par les décrets des 13 novembre 1922, 9 et 14 octobre 1924 et 4 mai 1927). Il est présidé par le Ministre ou, en son absence, par l'un des vice-présidents. Le Directeur du Travail, le Directeur des Retraites et des Assurances Sociales et, à leur défaut, les Sous-Directeurs de ces services ont entrée au Conseil pour assister ou représenter le Ministre du Travail. Ils participent aux délibérations sans prendre part aux votes. Chaque Ministre peut également, d'accord avec le Ministre du Travail, désigner un chef de service pour prendre part, dans les mêmes conditions, aux délibérations de nature à intéresser spécialement son département.

Le Conseil est composé de soixante-dix-huit membres, savoir :

Trente-deux Membres patrons élus, vingt-deux par les membres des Chambres de Commerce et ceux des Chambres consultatives des Arts et Manufactures, deux par le Conseil Supérieur de l'Agriculture, huit par les Conseils de Prud'hommes ; trente-deux Membres ouvriers élus, vingt-quatre par les syndicats ouvriers, huit par les Conseils de Prud'hommes ; trois Sénateurs élus par le Sénat ; cinq Députés élus par la Chambre des Députés ; un Membre de la Chambre de Commerce de Paris, désigné par cette Chambre ; deux Membres désignés par les membres élus du Conseil Supérieur de la coopération (un par ceux de la section de la con-

somation et un par ceux de la section de la production) ; trois Membres choisis par le Ministre parmi les membres de l'Institut et les professeurs de la Faculté de Droit de l'Université de Paris.

Le Bureau du Conseil est formé, en outre du Président, de deux Vice-Présidents élus, plus trois Secrétaires et trois Secrétaires adjoints que le Ministre désigne par arrêté dans le personnel de l'Administration du Travail.

Le Conseil tient chaque année une session ordinaire d'une durée de quinze jours ; mais le Ministre peut le convoquer en session ordinaire à toute époque.

Le Conseil émet son avis sur les questions qui sont soumises à son examen par le Ministre.

La Commission permanente du Conseil Supérieur du Travail, aux travaux de laquelle prennent part, dans les questions susindiquées, les chefs de service mentionnés au début, comprend sept patrons, sept ouvriers, un Sénateur, un Député, tous élus par le Conseil Supérieur, et trois membres de droit, savoir : Le Représentant de la Chambre de Commerce de Paris ; le Représentant des Associations Ouvrières de production ; le Représentant des Sociétés Coopératives de consommation. Elle élit deux Présidents : Un patron et un ouvrier. Elle a à sa disposition les secrétaires et secrétaires adjoints du Conseil.

La Commission permanente étudie, à la demande du Ministre, les conditions du travail, la condition des travailleurs, les rapports entre les patrons et ouvriers. Elle prend connaissance des documents et des statistiques qui doivent servir de base à ces travaux, demande des compléments d'enquête, provoque les témoignages écrits ou oraux des personnes compétentes et fait ressortir devant le Conseil Supérieur les faits qu'elle a observés, les abus qu'elle a constatés, les réformes que l'enquête indique comme efficaces. Elle peut aussi, à la demande du Ministre, donner son avis sur les causes et circonstances d'une grève ou d'une coalition patronale.

En cas d'urgence, la commission permanente peut,

sans les soumettre au Conseil Supérieur, émettre les avis qui lui sont demandés par le Ministre. Il en est rendu compte au Conseil Supérieur lors de sa prochaine session.

COMMISSION SUPERIEURE DU TRAVAIL

La Commission Supérieure du Travail dans l'Industrie, instituée par un décret du 7 décembre 1868 pour veiller à l'exécution de la loi du 22 mars 1841 sur le travail des enfants dans l'industrie, a été successivement réorganisée par les lois des 19 juin 1874 et 2 novembre 1892. Les dispositions qui la concerne sont actuellement contenues dans les articles 112 et suivants du livre II du Code du Travail.

Elle comprend deux Sénateurs et deux Députés élus par leurs collègues et cinq Membres nommés pour une période de quatre ans par le Président de la République.

Elle est chargée de veiller à l'application uniforme et vigilante des dispositions concernant le travail des enfants et des femmes, de donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés. Elle est chargée en outre de l'examen des vœux émis par les Commissions départementales du Travail ainsi que des rapports annuels des Inspecteurs du Travail. Elle adresse chaque année au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'Inspection du Travail et sur les faits relatifs à l'exécution des dispositions concernant le travail des enfants et des femmes.

Enfin elle arrête les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale du travail ainsi que le programme du concours qu'ils devront subir.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

COMITE DU CONTENTIEUX ET D'ETUDES JURIDIQUES

DECRET DU 17 FEVRIER 1913 (1.704) 3 DECEMBRE 1919, 29
AVRIL 1920 (6.577) 14 DECEMBRE 1920, 28 MARS 1924,
26 MAI 1925 (5.018) 11 DECEMBRE 1928 (1929, p. 3.277).

Composition :

Les Directeurs de l'Administration Centrale sont membres de droit et les autres membres sont choisis par le Ministre (Conseil d'Etat, Cour de Cassation, Avocats aux divers barreaux, Agréés, Avoués et huit Membres sans qualification obligatoire).

Le Comité donne son avis :

1° Sur les actions et pourvois dirigés contre l'administration ou formés par elle devant les diverses juridictions, qui lui sont envoyés par le Ministre.

2° Sur les questions relatives à l'établissement ou à l'exécution des conventions passées entre l'Etat et les divers concessionnaires, amodiataires, adjudicataires et qui lui seront soumises par le Ministre.

3° En général, sur les questions de droit et affaires contentieuses qui seront envoyées à son examen.

COMITE PERMANENT D'ELECTRICITE

ARTICLE 20 DE LA LOI DU 15 JUIN 1906 (4.107) DECRET DU
7 FEVRIER 1907 (1.089).

Composition :

Quinze Fonctionnaires nommés par décret sur proposition des Ministres de l'Intérieur, des Travaux Publics, du Commerce, de la Guerre, de l'Agriculture à raison de trois par Ministère ;

Quinze Représentants professionnels des grandes industries électriques nommés par décret sur proposition du Ministre des Travaux Publics et de celui du Commerce, de l'Industrie (*Postes et Télégraphes*).

Le Comité donne son avis dans les cas prévus par la loi, et sur toutes les questions dont les ministres intéressés le saisiront.

Ont voix consultative : le Directeur des routes, le Directeur des Chemins de Fer, le Directeur de la Construction et du Matériel.

Réunions obligatoires trois fois par an aux époques fixées par le Ministre.

Le Président arrête l'ordre du jour et désigne les rapporteurs. Avis à la majorité des membres. Voix du Président prépondérante en cas de partage.

Le comité est autorisé à émettre des vœux tendant à l'étude de questions intéressant les distributions d'énergie électrique.

CONSEIL SUPERIEUR DES CHEMINS DE FER

LOI DU 29 OCTOBRE 1921, DECRET DU 14 NOVEMBRE 1924
(10.471) MODIFIE LE 27 OCTOBRE 1925 (10.323) ET 15
JUN 1926 (6.733).

Comprend :

- Un Président nommé par Décret en Conseil de Ministre suppléé par un membre désigné dans les mêmes formes ;
- Les vingt et un Membres du Comité de Direction ;
- Deux Représentants du personnel de chacun des grands réseaux (élus pour trois ans) ;
- Trente-cinq Représentants des Intérêts Généraux de la Nation nommés par décret sur proposition du Ministre des Travaux Publics ;
- Le Président du Comité Consultatif ou le Président de la Section des Travaux Publics du Conseil d'Etat ;
- Quatre Représentants du Ministre des Travaux Publics (Inspecteurs ou Ingénieurs des Ponts et Chaussées ou des Mines en activité ou en retraite) ;
- Un Représentant de la Présidence du Conseil (Alsace-Lorraine) ;
- Un Représentant du Ministre des Finances, un Représentant du Ministre de la Guerre, un Représentant du Ministre du Commerce (nommés après avis des Ministres intéressés) ;
- Un Membre de la Chambre de Commerce de Paris et sept des autres Chambres de Commerce, dont un au moins pour l'exportation et les produits coloniaux ;
- Un Représentant de chacune des associations régulièrement constituées pour les industries : mines, métallurgie, électricité, construction de chemin de fer et matériel, exploitation des chemins de fer secondaires ou d'intérêt local, construction d'automobiles ;

Cinq Représentants des associations agricoles régulièrement constituées ;

Huit Représentants des entreprises de Navigation maritime ou de Navigation intérieure ;

Quatre Représentants des associations régulièrement constituées de tourisme, de presse et de voyageurs, dont un docteur en médecine et un voyageur de commerce.

Ces représentants sont choisis par le Ministre sur des listes triples présentées par les associations, et nommés pour trois ans (Incompatibilité avec fonctions d'Administration des Réseaux).

Les membres n'exerçant plus les fonctions visées, ou qui en acceptent d'incompatibles, cessent de plein droit d'être membres. Les vacances sont immédiatement remplies.

Organisation du Secrétariat et des rapporteurs spéciaux.

Le Directeur Général des Chemins de Fer aux Travaux Publics siège comme commissaire du gouvernement.

Les Directeurs du Contrôle de l'Etat sur les Grands Réseaux ont voix consultative pour leur service.

Fonctionnement :

Convocation du Président. Ordre du jour, rapports écrits. — Quorum : (2/3 des Représentants des Intérêts Généraux). Constitution de Commissions pour examen d'affaires déterminées. Le secrétariat transmet les délibérations au Ministre des Travaux Publics, qui a un délai d'un mois pour faire opposition. En ce cas, il y a lieu à une seconde délibération, après laquelle le Ministre peut prendre une décision contraire à l'avis du Conseil Supérieur.

Il existe des jetons de présence et il est établi un état de prévision des dépenses.

COMITE CONSULTATIF
DE L'EXPLOITATION TECHNIQUE
ET COMMERCIALE
DES CHEMINS DE FER

DECRET DU 28 JUIN 1927 (6.871) MODIFIANT LE DECRET
DU 31 DECEMBRE 1927 (J. O. 1928, p. 259) DECRET DU
12 MARS 1928 (3.142) ET DU 8 SEPTEMBRE 1928 (10.320).

Ce Comité est institué tant auprès du Ministre des Travaux Publics qu'auprès du Conseil Supérieur des Chemins de Fer. Il est appelé :

1° A effectuer, sur la demande du Ministre ou du Président du Conseil Supérieur, l'étude préparatoire de toutes les questions rentrant dans les attributions de ce Conseil.

2° A émettre, sur la demande du Ministre, un avis :
A) sur les questions relatives aux grands réseaux d'intérêt général qui ne rentrent pas dans la compétence du Conseil Supérieur ; B) sur les questions concernant les autres réseaux de Chemins de Fer d'Intérêt Général et les voies ferrées d'Intérêt Local.

Il est divisé en deux sections : Les membres nommés le sont pour trois ans. Les fonctions sont incompatibles avec celles d'administrateur des Compagnies de Chemin de Fer.

A) Membres de droit :

Les anciens Ministres ou Sous-Secrétaires d'Etat des Travaux Publics ;

Le Président de la Commission des Chemins de Fer et de l'Outillage National du Sénat ;

Le Président de la Commission des Travaux Publics et moyens de communication de la Chambre des Députés ;

Les Rapporteurs spéciaux du budget des Travaux Publics,

- Chemin de Fer, Mines, Forces Hydrauliques, aux commissions des Finances du Sénat et de la Chambre des Députés ;
- Les Présidents des Commissions des Douanes du Sénat et de la Chambre des Députés ;
- Le Président et les Conseillers de la Section des Travaux Publics au Conseil d'Etat ;
- Le Président de la Section des Finances du Conseil d'Etat ;
- Le Directeur Général des Chemins de Fer ;
- Les Directeurs du Ministère des Travaux Publics ;
- Les Secrétaires Généraux honoraires et les Directeurs honoraires des Chemins de Fer aux Travaux Publics ;
- Les anciens Présidents de ce Comité ;
- Le Vice-Président du Conseil Général des Ponts et Chaussées ;
- Le Vice-Président du Conseil Général des Mines ;
- Le Président de la Section des Chemins de Fer au Conseil Général des Ponts et Chaussées ;
- Le Secrétaire Général du Conseil National économique ;
- Le Délégué Français à la Commission Commerciale et Technique des communications et du transit de la Société des Nations ;
- Les Fonctionnaires de la Direction Générale des Chemins de Fer désignés pour suppléer le Commissaire du Gouvernement ;
- Les Directeurs du Contrôle de l'Etat sur les Grands Réseaux ;
- L'Inspecteur Général du Contrôle des voies ferrées d'Intérêt Local ;
- L'Inspecteur Général des Finances, chef du contrôle financier de l'Etat sur les réseaux secondaires ;
- Un Représentant de chaque Ministère ;
- Les Sous-Directeurs de la Direction Générale des Chemins de Fer ;
- Le Gouverneur Général de l'Algérie ou son représentant ;
- Les Directeurs des Grands Réseaux de Chemins de Fer, avec voix délibérative pour les affaires techniques, et

seulement voix consultative pour les affaires commerciales.

B) Soixante-dix Membres nommés par arrêté : vingt-six Sénateurs, quarante et un Députés ;

Trois Représentants des Chemins de Fer secondaires d'intérêt Général et des voies ferrées d'intérêt local, dont deux représentant la région parisienne, tous trois avec voix consultative.

Font partie de la Section Technique :

Membres de droit : Le Président du Comité des forces hydrauliques ;

Le Président du Comité d'Electricité ;

Le Président de la Commission des Distributions d'énergie électrique ;

Les Inspecteurs Généraux des Services des forces hydrauliques et des distributions d'énergie électrique et l'ingénieur en chef du Service Central des forces hydrauliques et des distributions d'énergie électrique ;

Le Directeur de l'exploitation télégraphique et téléphonique aux P. T. T. ;

Le Directeur de l'Office National des Recherches scientifiques et industrielles et des inventions ;

Deux Représentants des Ministères du Travail et de l'Hygiène (Santé) ;

L'Ingénieur en chef du département de la Seine ;

Trente-quatre Membres sont nommés par arrêté :

Trois Membres du Conseil d'Etat (autres sections que les Travaux Publics) ;

Cinq Inspecteurs Généraux, Ingénieurs en chef ou Ingénieurs des Ponts ou des Mines en activité, dont un spécialiste de l'électricité ;

Quatre Représentants des Associations : métallurgie, mécanique, construction de matériel, construction électrique ;

Onze Techniciens ;

Un Membre de la Presse ;

Un Docteur en Médecine ;

Deux Ingénieurs Civils ;

Sept Agents, employés ou ouvriers des chemins de fer, en activité de service, commissionnés depuis cinq ans au moins.

Font partie de la Section Commerciale :

Membres de droit :

Deux des Directeurs (Mouvement Général des Fonds, Budget, Contrôle Financier ou Comptabilité Publique) du Ministère des Finances ;

Le Directeur de l'Office National de la Navigation ;

Le Directeur de l'Office National du Tourisme ;

Deux des Directeurs (Expansion commerciale, Affaires Commerciales et Industrielles ou Accords Commerciaux) du Ministère du Commerce ;

Le Directeur de l'Exploitation postale ;

Un Représentant du Ministre de l'Agriculture ;

Le Secrétaire du Conseil Général des Ponts et Chaussées ;

Le Président du Comité du Contentieux et d'Etudes Juridiques ;

L'Avocat au Conseil d'Etat, conseil du ministère.

Soixante-treize Membres nommés par arrêté :

Deux Membres de la Cour de Cassation ;

Deux Membres de la Cour des Comptes ;

Quatre Inspecteurs Généraux, Ingénieurs en Chef, ou Ingénieurs des Ponts ou des Mines en activité ;

Onze Membres des Chambres de Commerce (dont un de Paris) ;

Deux Représentants des Associations régulièrement constituées pour l'industrie des Mines (dont un pour les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais) ;

Cinq Représentants de grosse métallurgie, petite métallurgie, mécanique, textiles, produits chimiques ;

Un Représentant des Associations coopératives de consommateurs ;

Un Représentant des Associations pour le développement du Commerce et de l'Industrie ;

Dix Représentants des Associations Agricoles ;

Trois Représentants des Associations de Tourisme ;
Un Représentant des Associations de Voyageurs ;
Un Représentant des Associations des correspondants de
Chemins de Fer ;
Un Représentant des Associations d'Hôteliers ;
Trois Membres de la Presse ;
Quatorze Economistes ou Financiers ;
Un Représentant des Mandataires aux Halles de Paris ;
Deux Représentants des Associations de Navigation Inté-
rieure ;
Deux Représentants des Associations de Navigation Ma-
ritime ;
Sept Agents, employés ou ouvriers des chemins de fer en
activité de service, commissionnés depuis cinq ans au
moins.

Les représentants de ces Associations sont nommés
sur une liste triple présentée par elles.

En cas de cessation de fonctions, le membre ne fait
plus partie du Comité. Le Ministre constitue au sein de
chacune des sections une délégation permanente dont l'ef-
fectif ne pourra être supérieur à trente membres.

Répartition en vingt-deux commissions (quinze mem-
bres maximum) chargées de l'examen préalable des affaires.

(Convocation de membres ne faisant pas partie des
commissions pour certaines affaires).

Organisation d'un Secrétariat.

CONSEIL GENERAL DES MINES

DECRET DU 29 DECEMBRE 1926 (13.739)

Composition :

Les Inspecteurs Généraux de 1^{re} et de 2^e classe des Mines
en service ordinaire ;
Un Inspecteur Général de 2^e classe ou Ingénieur en Chef
est Secrétaire ayant voix délibérative ;

Le Directeur des Mines, le Directeur Général des Chemins de Fer, le Directeur du Personnel et de la Comptabilité sont membres permanents du Conseil Général des Mines ;

Le Directeur du Travail au Ministère du Travail siège avec voix délibérative pour les affaires le concernant.

(Son but, d'ordre très général, était fixé dans les anciennes ordonnances qui l'ont créé, on n'a pas cru devoir le reproduire dans les textes qui les ont refondus, sans doute parce qu'il était évident).

CONSEIL GENERAL DES PONTS ET CHAUSSEES

DECRET DU 29 DECEMBRE 1926 (13.738)

Composition :

Les Inspecteurs Généraux de 1^{re} Classe en service ordinaire ;

L'Inspecteur Général chargé de l'Inspection Générale des Travaux Maritimes de la Marine ;

L'Inspecteur Général chargé de l'Inspection Générale des Travaux Publics des Colonies ;

Un Inspecteur Général de 2^e Classe, ou un Ingénieur en Chef est secrétaire avec voix délibérative ;

Les Directeurs de l'Administration Centrale des Travaux Publics sont membres permanents ;

Les Directeurs du contrôle des Chemins de Fer d'Intérêt Général assistent aux délibérations, avec droit de vote pour les affaires ressortissant à la Direction Générale des Chemins de Fer ;

L'Inspecteur Général des Contrôles locaux, des voies ferrées d'Intérêt Local a voix consultative pour les affaires de son service.

Pour les affaires moins importantes, le Conseil est di-

visé en section dont les Présidents sont choisis parmi les Inspecteurs Généraux de 1^{re} classe.

Le Conseil donne son avis sur toutes les affaires qui seront renvoyées à son examen par le Directeur Général et par l'Administration.

Il est consulté : Sur tous les projets généraux de routes, de navigation naturelle ou artificielle, de chemins de fer, de grands ponts sur les fleuves et rivières, d'établissements nouveaux dans les ports maritimes, d'endiguement de rivière, de dessèchement de marais et de canaux d'irrigation.

(Ordonnance Royale du 23 décembre 1838, Moniteur Officiel, Page 2.619).

CONSEIL SUPERIEUR DU TOURISME

CHAPITRE V DU DECRET DU 4 MAI 1920 (6.982) DECRET DU
20 MAI 1923 (5.463) DECRET DU 29 JUILLET 1925 (7.356)
DECRET DU 10 JUIN 1926 (7.002).

Composition :

Vingt-Quatre Membres de droit :

- Les Rapporteurs Généraux du Budget, les Rapporteurs du Budget des Travaux Publics, les Présidents du groupe parlementaire du Tourisme (du Sénat et de la Chambre des Députés) ;
- Le Président de la Section des Travaux Publics au Conseil d'Etat ;
- Un Représentant du Ministre des Finances ;
- Le Directeur chargé de l'Office National du Tourisme aux Travaux Publics ;
- Le Directeur des Chemins de Fer aux Travaux Publics ;
- Le Directeur de la Navigation Aérienne (aux Travaux Publics) ;

- Le Directeur des Affaires Administratives et techniques aux Affaires Etrangères ;
 - Le Directeur Général des Douanes ;
 - Le Directeur de l'Administration Départementale et Communale au Ministère de l'Intérieur ;
 - Le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène Publique ;
 - Le Directeur de l'Exploitation postale aux P. T. T. ;
 - Le Directeur Général des Eaux et Forêts ;
 - Le Directeur des Beaux-Arts ;
 - Le Président de la Commission Permanente des Stations hydrominérales et climatiques ;
 - Le Président de la 1^{re} Section du Conseil Supérieur des Travaux Publics ;
 - Le Président du Conseil d'Administration de l'Office National du Tourisme ;
 - Les deux Représentants du Ministre du Commerce à l'Office National du Tourisme ;
 - Le Directeur de l'Office National du Tourisme.
- Quatre-vingt-huit Membres nommés pour quatre ans par arrêté du Ministre des Travaux Publics :
- Neuf parmi le Conseil d'Etat, la Cour de Cassation, la Cour des Comptes et les Administrations Publiques ;
 - Trois Membres des Chambres de Commerce ;
 - Sept Représentants des Administrations des Chemins de Fer ;
 - Trois Représentants de la Navigation Intérieure ou Maritime ;
 - Dix-neuf Représentants des Stations de Tourisme ;
 - Dix-neuf Représentants des Stations hydrominérales ou climatiques (dont quatre médecins hydrologues) ;
 - Trois Représentants des Associations constituées pour la défense des paysages, sites et monuments naturels de France ;
 - Deux Représentants du Tourisme Nautique ;
 - Un Représentant du Tourisme Colonial ;
 - Un Représentant du Tourisme Aérien ;
 - Quatre Représentants de l'Industrie Hôtelière ;

Dix-sept Membres choisis par le Ministre parmi les personnes pouvant contribuer utilement au développement du tourisme.

Président : Le Ministre des Travaux Publics.

Vice-Président : Le Président du Conseil d'Administration de l'Office du Tourisme.

Trois autres Vice-Présidents sont nommés pour un an parmi les membres du Conseil Supérieur. Les fonctions de secrétaires sont remplies par le Secrétaire au Conseil d'Administration. Réunion au moins une fois par an.

Le Conseil Supérieur reçoit communication des rapports annuels sur le fonctionnement de l'Office. Il propose toutes les mesures qui lui paraissent utiles en vue du développement du tourisme.

COMMISSION CONSULTATIVE D'ETUDE DU TRANSSAHARIEN

DECRET DU 1^{er} AOUT 1928 (9.406)

Comprend les membres du Comité de l'Organisme d'étude du Transsaharien (treize Membres) plus 100 Membres nommés par le Ministre des Travaux Publics (ainsi que le Président et le Vice-Président) :

Six Sénateurs ;

Douze Députés ;

Quatre Représentants du Ministre des Travaux Publics
(dont le Directeur Général des Chemins de Fer ou son délégué) ;

Deux Représentants des Finances (dont le chef de service des Prestations en nature ou son délégué) ;

Deux de la Guerre (dont le Chef d'Etat-Major Général ou son délégué) ;

Deux de la Marine (dont le Chef d'Etat-Major ou son délégué) ;

- Deux des Affaires Etrangères ;
- Deux de l'Intérieur ;
- Trois des Colonies (dont l'Inspecteur Général des Travaux Publics ou son délégué) ;
- Un de l'Air ;
- Deux du Secrétariat Général du Conseil Supérieur de la Défense Nationale (dont le Secrétaire Général ou son délégué) ;
- Le Secrétaire Général du Conseil National Economique ou son délégué ;
- Le Gouverneur Général de l'Algérie ou son délégué et six Représentants des Intérêts de l'Algérie (Présidents des Chambres de Commerce d'Alger, d'Oran et de Constantine, et trois autres Membres proposés par le Gouverneur Général) ;
- Le Gouverneur Général de l'A. O. F. ou son délégué et six Représentants des intérêts de l'A. O. F. proposés par lui ;
- Le Résident Général au Maroc ou son délégué et trois Représentants des Intérêts du Maroc proposés par lui ;
- Le Résident Général en Tunisie ou son délégué et trois Représentants des Intérêts Tunisiens proposés par lui ;
- Trois Représentants des Chambres de Commerce de France (dont le Président de celle de Paris) ;
- Cinq Représentants des Intérêts Coloniaux de l'A. O. F. proposés par le Ministre des Colonies ;
- Trois Représentants des Grands Réseaux de Chemins de Fer Français ;
- Deux Représentants des Industries des Transports Automobiles ;
- Deux Représentants des Industries des Transports aériens ;
- Deux Représentants des Compagnies de Navigation ;
- Un Représentant de l'Industrie du Tourisme ;
- Un Représentant des intérêts du Travail (C. G. T.) ;
- Vingt Membres choisis parmi les personnes pouvant contribuer utilement aux études des Chemins de Fer Transsahariens.

La Commission se réunit sur convocation de son président ou sur l'invitation du Ministre des Travaux Publics.

Elle donne son avis sur le programme des études qui lui est soumis par le Comité. Elle propose au Comité toutes mesures qui lui paraissent utiles pour l'orientation et la bonne exécution des études.

Elle donne son avis sur les propositions définitives à soumettre au Ministre des Travaux Publics.

COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS ET DES MARCHES DE FOURNITURES

DECRET DU 26 JUILLET 1919 (7.905) MODIFIANT CEUX DU
24 DECEMBRE 1907 ET DU 29 JUIN 1910.

Composition :

Cinq Membres nommés pour deux ans par arrêté du Ministre des Travaux Publics ;

Trois Inspecteurs Généraux des Ponts et Chaussées, en activité ou en retraite ;

Un Membre du Conseil d'Etat ;

Un Entrepreneur de Travaux Publics.

Un des Inspecteurs Généraux, le Membre du Conseil d'Etat et l'Entrepreneur pouvant être suppléés en cas d'absence par des remplaçants désignés à l'avance qui assistent à toutes les séances avec voix consultative.

Un Président et un Président suppléant sont nommés par arrêté chaque année.

Le Comité émet des avis sur les affaires dont il est saisi par le Ministre, il a pour mission de rechercher dans chaque litige soumis à son examen les bases susceptibles d'être équitablement adoptées pour la liquidation amiable des comptes.

Il entend l'entrepreneur ou le fournisseur ainsi que les ingénieurs qui ont instruit l'affaire. L'entrepreneur ou le fournisseur peuvent se faire représenter par un avocat ou par tout autre mandataire. Le comité peut provoquer la production par l'entrepreneur ou le fournisseur de mémoires écrits ou recourir à tous autres moyens d'information.

CONSEIL SUPERIEUR DES TRAVAUX PUBLICS

DECRET DU 22 OCTOBRE 1924 (9.958, ERRAT. 9.682) DECRET
DU 9 FEVRIER 1925 (2.221).

Composition :

1° Six Sénateurs et neuf Députés désignés par le Ministre des Travaux Publics ;

2° *Des Représentants des Administrations Publiques (A), et des Intérêts Généraux du pays (B),* susceptibles d'être suppléés par une autre personne de la même catégorie.

A) Les treize Inspecteurs Généraux de 1^{re} Classe des Ponts et Chaussées ;

Un Représentant de la Section des Travaux Publics du Conseil d'Etat ;

Un Représentant des Affaires Etrangères ;

Deux Représentants de l'Intérieur ;

Deux Représentants des Finances ;

Un Représentant du Commerce ;

Un Représentant des Colonies ;

Un Représentant de la Guerre ;

Deux Représentants de la Marine ;

Un Représentant de l'Agriculture ;

Un Représentant du Conseil d'Administration de l'Office National du Tourisme ;

Un Représentant du Conseil d'Administration de l'Office National de la Navigation ;

L'Inspecteur Général, Conseiller technique du Directeur du service des pêches à la Marine Marchande.

B) Cinq Représentants des Chambres de Commerce ;

Six Représentants des Associations d'entrepreneurs des Travaux Publics ou de Construction ;

Deux Membres de la Société des Ingénieurs Civils ;

Deux Représentants des Réseaux de Chemins de Fer d'Intérêt Général ;

Un Représentant des Chemins de Fer d'Intérêt Local ;

Un Représentant des Réseaux de Tramways ;

Trois Représentants des Associations ayant pour objet l'étude des questions relatives aux transports automobiles et au tourisme ;

Trois Représentants des Associations ayant pour objet l'étude des Ports Maritimes et de la Marine Marchande ;

Trois Représentants des Associations de Navigation Intérieure ;

Trois Représentants des Associations ayant pour objet l'étude des Forces Hydrauliques et des distributions d'énergie électrique.

Les premiers (A) sont nommés par arrêté du Ministre des Travaux Publics après avis du Ministre intéressé.

Les autres (B) sont désignés pour trois ans par arrêté du Ministre des Travaux Publics.

Le Conseil a pour mission d'examiner, au point de vue économique et financier, les affaires ressortissant à l'Administration des Travaux Publics présentant une importance particulière.

Il donne, en outre, son avis sur les affaires qui devront lui être soumises en vertu des lois et règlements, ainsi que sur toutes les questions dont il est saisi par le Ministre.

Il peut prendre l'initiative de toutes propositions au Ministre relatives à la construction, à l'amélioration, à

l'entretien et à l'exploitation des voies de communication et des ports maritimes. Il peut procéder, avec l'assentiment du Ministre, à des enquêtes en France et à l'étranger.

Présidence du Ministre des Travaux Publics.

Vice-Président : l'Inspecteur Général, Vice-Président du Conseil des Ponts et Chaussées, lequel est président de la délégation permanente.

Secrétaire : Le Secrétaire du Conseil des Ponts et Chaussées.

Réunion sur convocation du Vice-Président, qui arrête l'ordre du jour des séances.

Les affaires sont rapportées soit par un membre désigné par le Vice-Président, soit par l'Inspecteur Général des Ponts et Chaussées de 2^e Classe intéressé ; elles comportent des conclusions et un avis motivés. Toute affaire soumise donne lieu à un avis motivé au Ministre.

Décision : majorité des voix, celle du Président étant prépondérante en cas de partage.

*
**

Délégation permanente, pour l'expédition des affaires courantes. Une partie fixe nommée par arrêté ministériel pour trois ans :

Deux Sénateurs ;

Deux Députés ;

Six Représentants des Administrations Publiques (dont les quatre Présidents des sections du Conseil Général des Ponts et Chaussées) ;

Six Représentants des Intérêts Généraux du Pays.

Une partie variable de dix Membres (cinq pour les Administrations Publiques ; cinq pour les Intérêts Généraux du pays) désignés par le Vice-Président pour chaque séance à raison de leur compétence dans les affaires à examiner.

Cessent de plein droit de faire partie du Conseil et de la délégation ceux qui n'occupent plus les fonctions,

cause de leur nomination. Ils sont remplacés dans les trois mois.

Les Directeurs de l'Administration Centrale des Travaux Publics et des Sous-Secrétariats rattachés assistent, avec voix consultative pour leurs affaires, aux séances du Conseil et de la Délégation de même que les Inspecteurs Généraux de 2^e classe, les Directeurs du Contrôle, les Directeurs des Offices Nationaux dépendant du Ministère. Les membres du Conseil ont voix consultative à la Délégation permanente, en avisant par avance le Président.

La Délégation permanente se réunit sur convocation de son Président qui arrête son ordre du jour. Les avis sont transmis au Ministre.

Le Vice-Président peut toujours renvoyer devant le Conseil Supérieur une affaire examinée par la délégation permanente.

PRESIDENCE DU CONSEIL

CONSEIL SUPERIEUR DE LA DEFENSE NATIONALE

DECRET DU 23 FEVRIER 1929 (2.330, ERRAT. 2.490) ANNULE
REMPLACE LES DECRETS DU 17 NOVEMBRE 1921, 13
MAI 1922, 23 NOVEMBRE 1926, 2 OCTOBRE 1928.

Mission : Fournit au Gouvernement un avis sur chacune des hautes questions relatives à la Défense Nationale qui exigent la coopération de plusieurs départements ministériels.

Composition : Le Conseil des Ministres, auxquels s'adjoignent avec voix consultative seulement : Les Vice-Présidents des Conseils Supérieurs de la Guerre, de la Marine et de l'Air, et le Vice-Président de la Commission d'Etudes.

L'examen préalable des affaires est confié à une « Commission d'études de la Défense Nationale » qui est chargée de proposer des solutions.

Le Président du Conseil en désigne le Vice-Président.

Elle se compose de :

- Un Conseiller d'Etat ;
- Le Secrétaire Général ou le Directeur des Affaires Politiques et Commerciales des Affaires Etrangères ;
- Le Directeur de la Sûreté Générale ;
- Le Directeur des Affaires Algériennes ;
- Le Directeur des Affaires Commerciales et Industrielles ;
- Le Directeur de l'Office National des Combustibles Liquides ;
- Le Directeur de l'Agriculture ;
- Le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée ;
- Le Chef d'Etat-Major Général de la Marine ;
- Le Chef d'Etat-Major de l'Aéronautique Nationale ;
- L'Officier Général président des Commissions Consultatives de la Défense des Colonies ;
- Un haut fonctionnaire pour chacun des Ministères désigné par arrêté du Président du Conseil après avis des Ministres intéressés.

Le Secrétariat Général du Conseil Supérieur de la Défense Nationale est placé sous l'autorité directe du Président du Conseil qui dispose d'un Officier Général pour en diriger les travaux.

Il a pour mission de :

1° Centraliser toutes les affaires à soumettre au Conseil Supérieur ou à la Commission d'Etudes.

2° Préparer, coordonner, poursuivre les études préparatoires à ces affaires, établir les rapports de présentation ; rédiger les procès-verbaux, conserver les archives.

3° Notifier aux Départements Ministériels les décisions prises par le Gouvernement, à la suite des avis émis et en suivre l'exécution au nom du Président du Conseil.

CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE

DECRET DU 16 JANVIER 1925 (698) MODIFIE PAR LES DE-
RETS DU 19 JUIN 1925 (5.686) DU 4 FEVRIER 1926 (2.170)
DU 23 MARS 1930 (3.370) ET DU 30 JUILLET 1930 (8.858)
ARRETE DU 9 AVRIL 1925 (3.703).

Composition : 47 Membres.

I. — Population et consommation.

A) Coopération de consommation et ligues d'ache- teurs	3
B) Association des Maires, municipalités	2
C) Usagers des services publics	2
D) Pères et mères de famille et mutualité	2

II. — Travail.

A) Travail intellectuel et enseignement	3
B) <i>Travail de Direction</i> :	
A. Industrie	3
B. Agriculture	3
C. Commerce	2
D. Transports	1
E. Coopération	1
F. Services publics	1
C) Travail Salarié :	
A. Fonctionnaires	1
B. Techniciens	2
C. Main-d'œuvre	
Industrie	5
Commerce	2
Agriculture	1
Transports	2
D) Métiers urbains et ruraux (artisans)	2

III. — Capital.

A) Capital industriel et commercial	3
B) Capital immobilier (propriété rurale et urbaine)	2
C) Banque, Bourse, Assurance, Caisse d'épargne	3

Les membres sont délégués par les organisations les plus représentatives de chaque catégorie. Celles-ci sont désignées par le Gouvernement sur proposition du Ministre du Travail. Le Conseil National statuera lui-même sur les contestations à ce sujet.

Durée du mandat : deux ans. Il est prévu deux remplaçants pour chaque titulaire. Le Président du Conseil est membre de droit. Le Conseil National élit ses quatre vice-présidents et son bureau.

Objet :

Le Conseil National Economique a pour fonctions d'étudier les problèmes intéressant la vie économique du pays, d'en rechercher les solutions et de proposer l'adoption de ces résolutions aux pouvoirs publics. — Les attributions du Conseil National, autonome dans sa composition, sont administrativement d'ordre consultatif.

Le Conseil tient quatre sessions ordinaires par an. Il élit dans son sein une commission permanente de dix membres, et il est aidé dans ses travaux par un secrétariat général permanent.

Il peut s'associer des experts. — La plupart des ministères lui en délèguent deux, de droit.

Peuvent participer aux travaux le directeur des services du secrétariat général et le président de la commission permanente du Conseil Supérieur de la Défense Nationale, ainsi que le représentant du gouvernement français au Conseil d'Administration du Bureau International du Travail.

Les Ministres, Sous-Secrétaires d'Etat, hauts Commissaires, et les commissions permanentes des Chambres peuvent s'y faire représenter.

Le Conseil est consulté directement par le Président du Conseil. Il peut inscrire à son prochain ordre du jour les questions réclamées par les deux tiers des membres présents.

Les délibérations sont prises sous forme de rapports ou de recommandation (celles-ci doivent réunir les deux tiers des voix).

Le Gouvernement adressera pour information au Conseil National les projets ou proposition de loi présentant un intérêt économique. Toute loi de cet ordre pourra prescrire la consultation obligatoire au Conseil National pour l'élaboration des règlements d'administration publique.

L'avis sera joint au dossier adressé au Conseil d'Etat.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Caractères Généraux	11
CHAPITRE II. — Composition	21
CHAPITRE III. — Fonctionnement	37
CHAPITRE IV. — Rôle	50
CHAPITRE V. — Les Ecueils de l'Organisation Consul- tative	65
CHAPITRE VI. — Le Conseil d'Etat et l'Administra- tion Consultative. Leur collabora- tion à l'œuvre législative	68
CONCLUSION	75

ANNEXE

TABEAU DES ASSEMBLÉES CONSULTATIVES FONCTIONNANT DU 1^{er} JANVIER 1931

(*Textes, Composition, But*) 81

AFFAIRES ETRANGÈRES	83
AGRICULTURE	86
AIR	103
COLONIES	113
COMMERCE ET INDUSTRIE	129
FINANCES	136
GUERRE	145
INSTRUCTION PUBLIQUE	162
INTÉRIEUR	182
JUSTICE	195
MARINE MARCHANDE	198
MARINE MILITAIRE	208
PENSIONS	230
POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES	234
SANTÉ	244
TRAVAIL	257
TRAVAUX PUBLICS	278
PRÉSIDENTE DU CONSEIL	297

IMPRIMERIE
ROUMEGOUX & C^{ie}
SAVENAY
